

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°408

MARS 2019

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

ROJAVA: LE DERNIER BASTION DE DAECH TOMBE, LA TURQUIE MENACE TOUJOURS

TURQUIE: SUICIDES EN SÉRIE DANS LES PRISONS, SONDAGES PRÉ-ÉLECTORAUX DÉFAVORABLES À ERDO AN

IRAK: TOUJOURS SANS NOUVEAU GOUVERNE- MENT, LE KURDISTAN MET FIN AUX RETENUES SUR SALAIRES DE SES FONCTIONNAIRES

IRAN: MORT EN DÉTENTION D'UN DÉFENSEUR DE L'ENVIRONNEMENT, INTENSIFICATION DE LA RÉPRESSION

ROJAVA :

LE DERNIER BASTION DE DAECH TOMBE, LA TURQUIE MENACE TOUJOURS

L'actualité du Rojava a été dominée ce mois-ci par l'annonce le 23 de la prise par les Forces démocratiques syriennes (FDS) du dernier village tenu par Daech en Syrie, Baghouz. Si cette chute met formellement fin à l'existence territoriale du «Califat», on ne peut en dire autant pour Daech, dont la reconversion en organisation clandestine non-territorialisée est entamée...

À Afrîn, les attaques contre les djihadistes et mercenaires pro-turcs se sont poursuivies. *Al-Monitor* s'est fait l'écho le 4 des investigations menées par le média en ligne *Bellingcat* sur

l'«insurrection de basse intensité» en cours dans le canton (<https://www.bellingcat.com/news/mena/2019/03/01/wrath-of-the-olives-tracking-the-afrin-insurgency-through-social-media/>). Outre les YPG eux-mêmes, moins actifs, et avec de nombreuses attaques non revendiquées, 2 groupes apparaissent: «Colère des Olives» (*Ghadab al-Zaytoun*) et «Forces de libération d'Afrîn» (HRE, *Hêzên Rizgariya Efrîne*), qui ensemble sont les auteurs depuis l'invasion de plus de 220 attaques, dont *Bellingcat* estime le bilan à au moins 10 soldats turcs et plus de 100 djihadistes tués... Le 1^{er} du mois, une bombe artisanale déclenchée au passage de combattants de

l'Armée syrienne libre a fait 3 morts près d'Al-Bab, une embuscade revendiquée par les HRE (*Hawar*). Inversement, des tirs turcs ont visé sans faire de pertes les positions du conseil militaire d'Al-Bab, affilié aux FDS. Selon des sources locales, quelque 70 véhicules militaires turcs ont été déployés dans cette zone face aux lignes FDS. Le 4, les HRE ont revendiqué plusieurs actions, dont la mort de 8 djihadistes dans un échange de tirs le 1^{er} mars près d'Azaz, puis celle de 4 autres dans l'explosion d'un véhicule qui a aussi fait 3 blessés. Le même communiqué a aussi revendiqué la mort le 2 mars au nord d'Alep de 6 combattants de l'«Armée nationale syrienne»

(malgré son nom une création de la Turquie). Le 9, l'explosion d'une moto, non revendiquée, a fait 3 morts et 1 blessé à Jerablous, contrôlée par des factions pro-turques de l'ASL.

Le 18, «Colère des Olives» a revendiqué la mort de 3 militaires turcs à Ajil, un village près d'al-Bab, dans l'explosion d'une bombe déclenchée au passage de leur convoi (ANF). Le 19, date anniversaire de l'invasion turque, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue en Syrie et à l'étranger en signe de protestation. Le 19, selon des sources locales, les autorités pro-turques d'Afrîn ont distribué des tracts en turc et en arabe interdisant la célébration de Newrouz. Le 20, les HRE ont annoncé avoir mené 3 attaques dans Afrîn, dont l'une, avec une demi-douzaine de djihadistes tués, pourrait être la plus meurtrière depuis l'invasion (AMN). Dans une autre, un sniper a tué au moins un combattant de l'ASL sur un *checkpoint*. Le 31, le ministère de la Défense turc a confirmé la mort d'un militaire dans le district de Shera lors d'échanges de tirs avec des «terroristes». Selon l'OSDH, l'attaque, qui a aussi blessé un autre soldat, était menée par les YPG. L'armée turque a riposté avec plus de 150 projectiles (Rûdaw). À noter que plusieurs attaques non revendiquées ayant entraîné la mort de civils et des enlèvements suivis d'exécutions de civils accusées d'être des collaborateurs des occupants ont été condamnées par les YPG, qui ont pointé du doigt le MIT (services secrets) turc.

Après la publication fin février d'un rapport de la Commission d'enquête des Nations-Unies sur la Syrie documentant les exactions des djihadistes à Afrîn (détention arbitraire, enlèvements, torture etc), le

Département d'État américain a à son tour documenté des violations commises à Afrîn par l'armée turque et ses supplétifs djihadistes. Le Rapport 2018 sur les Droits de l'Homme, publié le 14 (<https://www.state.gov/documents/organization/289474.pdf>), documente des violations extrêmement sérieuses du droit international, comme le meurtre de plusieurs civils dans le quartier d'al-Mahmoudiya au moment de la prise de la ville le 16 mars 2018, tués dans une frappe sur un marché, puis durant son occupation, le pillage et la confiscation de résidences de familles kurdes et le déplacement forcé de nombreux civils. Selon plusieurs témoignages, les militaires turcs, souvent présents, n'ont rien fait pour empêcher pillages ou des confiscations de résidences, églises, et temples yézidis, et les plaintes déposées ensuite auprès de la police militaire pro-turque n'ont pas abouti (Kurdistan 24). Selon un rapport publié le 21 par l'Asia Times, Afrîn, auparavant totalement kurde, après les expulsions ou la fuite d'une partie de ses habitants et leur remplacement par des rebelles arabes, ne serait plus qu'à moitié kurde. Ceux qui sont restés ont peur et n'ont pas le droit de vendre leurs olives en Syrie (Ahval).

La Turquie poursuit par ailleurs ses pressions sur les États-Unis à propos de leurs relations avec le PYD. Le 2, l'agence étatique Anatolie a accusé les Américains d'avoir organisé entre PYD et Daech à Baghouz un accord d'échange permettant aux djihadistes et leurs familles de demeurer dans des camps contrôlés par les Kurdes, où, s'ils le souhaitent, de gagner des zones syriennes sous contrôle turc, comme Afrîn, Azaz ou Jerablous, voire d'entrer en Turquie avec de faux passeports (Ahval)! À Manbij, la Sécurité de

la ville a annoncé avoir démantelé une cellule djihadiste soutenue par la Turquie, découvrant explosifs et autres équipements (WKI). Malgré cela, une attaque-suicide a visé le 9 près de la ville une patrouille commune entre GIs et combattants du Conseil militaire de Manbij (CMM), faisant selon celui-ci 8 blessés, dont 7 civils (Sputnik).

La discussion turco-américaine à propos de l'éventuelle «zone de sécurité» du Nord syrien semble toujours aussi difficile. Le 6, le président turc a déclaré dans une interview sur Kanal-24 qu'il ne pourrait accepter de zone de sécurité dans le Nord syrien si celle-ci n'était pas confiée à la Turquie: celle-ci veut la contrôler elle-même pour en expulser les YPG. Le 25, selon l'agence turque Anatolie, l'envoyé spécial américain pour la Syrie James Jeffrey a indiqué que les YPG ne seraient pas autorisés à y maintenir une présence, tout en assurant que les États-Unis protégeraient leurs partenaires des FDS...

La menace d'une attaque turque plane cependant toujours sur le Rojava. Le 12, Mustafa Shawrash, un responsable des pechmergas de l'UPK irakien, a indiqué dans une interview au Defense Post que son parti était prêt à apporter une aide matérielle et logistique aux YPG si cette menace se matérialisait. Shawrash a précisé qu'en raison de l'appartenance de ces troupes à l'État irakien il ne serait pas possible d'envoyer de combattants mais qu'une assistance matérielle et médicale était possible. Des blessés des YPG sont d'ailleurs déjà soignés dans des hôpitaux de Suleimaniyeh.

Après l'annonce de retrait de Donald Trump en décembre dernier, le Conseil démocratique syrien aurait refusé l'assistance

proposée par les «Roj Pechmergas», qui sont eux des Syriens, mais affiliés au Parti démocratique du Kurdistan de Syrie, proche du PDK irakien. La complexité des relations entre partis kurdes du Rojava rend cette information vraisemblable. Ainsi le 12, lorsque 27 partis proches du Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), dirigeant la Fédération du Nord syrien, se sont réunis le 12, ceux appartenant à l'opposition du Comité kurde ENKS, proche du PDK irakien, ont déclaré ne pas avoir été invités, tout en indiquant qu'ils refuseraient de participer tant que leurs prisonniers politiques ne seraient pas libérés. Jadan Ali, représentant de l'ENKS à Erbil, a déclaré à *Rûdaw* que la levée en janvier de l'interdiction de certains partis d'opposition n'était toujours pas effective.

Au 1^{er} mars, après 2 semaines de suspension, les FDS ont repris leur offensive sur le réduit de Baghouz où sont retranchés les derniers combattants de Daech, estimés à quelques milliers d'«irréductibles». Cette reprise fait suite à l'évacuation fin février de milliers de femmes et d'enfants. Les FDS, qui contrôlent déjà une partie du village, ont mené le 2 des combats très violents pour les quelques pâtés de maisons accolés à un camp informel constituant maintenant le «Califat», totalement encerclé puisque l'armée de Damas tient l'autre rive de l'Euphrate... Le 3, l'administration de la Fédération du Nord Syrien a annoncé avoir libéré dans plusieurs des régions qu'elle contrôle quelque 300 djihadistes «n'ayant pas de sang sur les mains». Ce même jour, après une courte pause nocturne, les combats ont repris à Baghouz et se sont poursuivis le 4. Après de nouvelles évacuations de familles de djihadistes, environ 150 combattants se sont rendus.

Le 6, les FDS en ont capturé 400 autres qui tentaient de s'échapper. Le 8, selon un autre porte-parole des FDS, Adnan Afrîn, les combats s'étaient réduits à des heurts intermittents (*AFP*). L'offensive a redémarré le 10, et le 12, 2.000, puis 3.000 personnes se sont rendues. Le 15, comme les redditions se poursuivaient, les combattants de Daech ont mené contre leurs propres «déserteurs» des attaques-suicides qui ont fait au moins 6 victimes (*Kurdistan-24, AFP*). Les FDS ont poursuivi leur lente avance dans Baghouz et le camp, où selon l'estimation des FDS, il restait environ 5.000 personnes. Le 20, jour où ils ont libéré 5 femmes et 2 enfants yézidis (*WKI*), ils ont fait une pause pour consolider leur contrôle du terrain conquis, reprenant l'offensive le 22.

C'est finalement le 23 que les FDS ont annoncé officiellement dans un communiqué la fin du «califat» proclamé en 2014. Des célébrations ont été organisées dans plusieurs villes de la Fédération du Nord syrien, dont Qamishli et Kobanê. Durant la cérémonie de victoire tenue avec des représentants de la Coalition, Mazloum Kobanê, le Commandant général des FDS, a indiqué que celles-ci avaient depuis 2014 libéré 55.000 km² et 5 millions de civils. Les FDS ont perdu dans cette lutte le chiffre terrible de 11.000 combattants et eu plus de 21.000 blessés. Durant la cérémonie de victoire, le coprésident du PYD, Shaho Hussein, a déclaré: «Sans résoudre la question d'Afrîn et du retour chez eux de ses habitants, il n'y aura pas de réelle solution sur le terrain en Syrie» (*WKI*).

La chute de Baghouz n'a cependant pas mis fin aux activités de Daech. Le lendemain, des dizaines de djihadistes encore

cachés dans des tunnels de Baghouz se sont rendus, et la nuit du 25, des hommes armés ont attaqué un *checkpoint* à Manbij, tuant 7 combattants du CMM et en blessant 3 autres. L'attaque a été revendiquée par Daech le lendemain... (*AFP*) Le 28, des frappes aériennes sur Baghouz ont encore tué 50 djihadistes cachés dans des tunnels, et le 29, un combattant FDS (2 selon l'OSDH) a été tué dans la province de Deir Ezzor par une voiture piégée probablement préparée par une cellule dormante.

La question des djihadistes étrangers prisonniers des FDS, en particulier dans le camp d'Al-Hol, n'a toujours pas trouvé de solution. Selon Fabrizio Carboni, directeur Moyen-Orient du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les FDS, qui ont déjà remis en février 150 djihadistes irakiens aux autorités de ce pays, envisagent d'y transférer 20.000 prisonniers, dont des femmes et des enfants. Le gouvernement irakien a exprimé son accord (*Rûdaw, Reuters*). Le 18, la Fédération du Nord syrien, qui tire depuis des mois la sonnette d'alarme à propos du surpeuplement du camp d'Al-Hol, a de nouveau demandé l'aide de la communauté internationale pour gérer les 5.000 djihadistes dernièrement capturés à Baghouz. Mais les pays occidentaux ne se montrent guère favorables au rapatriement de leurs ressortissants. En France, le Premier ministre Edouard Philippe a expliqué le 6 qu'un tel rapatriement devrait être nécessité par «une modification de l'équilibre des forces sur le terrain» augmentant le risque de fuite (*Reuters*), et le 13, le Président français a réitéré que la décision serait prise «au cas par cas». La France étant signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant, des avocats de familles ont commencé à saisir les tribunaux administra-

tifs pour contraindre l'État à accepter des rapatriements d'orphelins mis en danger de mort par les conditions de détention. Le 15, cinq d'entre eux, âgés de moins de 5 ans ont atterri à la base aérienne de Villacoublay (*L'Express*). Le 21, d'autres avocats ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme pour violation du droit international (CEDH). Le 25, la Fédération du Nord syrien a appelé à la constitution d'un tribunal international spécial basé sur son territoire, ce qui permettrait de juger les djihadistes «dans le pays où les crimes ont été commis». La communauté internationale n'ayant pas assumé ses responsabilités, «nous lui demandons maintenant de coopérer en nous fournissant un soutien légal et logistique pour établir et protéger une telle cour», a indiqué un responsable. Si les criminels doivent théoriquement être jugés par les autorités judiciaires des États où ils ont commis des crimes, la situation est rendue compliquée en Syrie où la Fédération du Nord syrien n'a pas de reconnaissance internationale. De plus, pour la majorité des États concernés, il n'est pas imaginable de confier ces procès au régime de Damas...

Le 28, une ONG belge, *Child Focus*, annonçant la mort récente

dans des camps ou suite à des balles perdues de plusieurs enfants nés de parents belges, a demandé un «rapatriement rapide» (*AFP*). En fin de mois, le Danemark a annoncé refuser la nationalité danoise aux enfants nés en Syrie de parents danois (*WKI*).

La fin annoncée de la campagne militaire anti-Daech a relancé les tractations autour du conflit syrien. Dès le 4, les chefs d'état-major russe et américain s'étaient rencontrés à Vienne pour se coordonner... Le 26, le ministère turc de la Défense a annoncé que Turquie et Russie avaient commencé des patrouilles coordonnées (mais non conjointes) dans la région de Tell Rifaat, au nord d'Alep. Les unités turques remplacent maintenant les combattants de l'Armée Syrienne libre face aux lignes des YPG. Ankara a plusieurs fois menacé d'attaquer cette ville tenue par les YPG, mais Moscou s'y oppose. Turquie et Russie coordonnaient déjà depuis le début du mois leurs patrouilles de part et d'autre de la limite de la province d'Idlib. Ces mouvements interviennent alors que militaires turcs et russes se préparent à rouvrir l'autoroute Gaziantep-Alep et à assurer sa sécurité (*AFP, AMN*).

L'évolution du contexte pose clairement la question du deve-

nir de la Fédération du Nord syrien et de ses relations avec Damas, qui continue à souffler le chaud et le froid. Le 18, le ministre syrien de la Défense, Ali Abdallah Ayoub, a averti que l'armée pourrait à défaut d'accord «libérer par la force» les zones tenues par les FDS, qui ont dénoncé ces «propos menaçants» et défendu la nécessité d'un dialogue et d'une solution pacifique à la question de leur autonomie (*AFP*). Pour la Fédération, l'acceptation de l'autonomie par Damas demeure le préalable à une intégration éventuelle des FDS dans l'armée syrienne, comme l'a exprimé le 25 leur représentant à Moscou, Reshad Bienav. La situation est compliquée par le fait que certains leaders tribaux arabes jusqu'à présent alliés aux FDS, et qui tentent maintenant de jouer les médiateurs entre celles-ci et le régime, comme le chef des Shammar, pourraient être tentés de négocier séparément avec Damas pour assurer leur propre futur... (*Al-Monitor*)

Parallèlement, le «Comité constitutionnel syrien», né des accords de Sotchi en janvier 2018, est sensé travailler sur une Constitution décentralisée. Mais jusqu'à présent, il est impossible d'évaluer l'impact que ses travaux auront sur le terrain...

TURQUIE :

SUICIDES EN SÉRIE DANS LES PRISONS, SONDAGES PRÉ-ÉLECTORAUX DÉFAVORABLES À ERDO AN

Le mouvement de grève de la faim s'est poursuivi durant tout le mois de mars, regroupant finalement plus de 400 jeûneurs, majoritairement des prisonniers politiques, mais aussi des membres ou des dirigeants du parti «pro-kurde» HDP. Il a aussi été suivi à l'étranger. À Bristol (Royaume-Uni), une manifestation de soutien à

un réfugié kurde en grève de la faim depuis 2 mois, İlhan Şiş, s'est tenue le 5 mars devant la mairie, les protestataires en appelant au Parlement britannique. À Montpellier le 8 – journée des femmes – des femmes kurdes de la diaspora se sont réunies en musique et en chansons, en solidarité avec leurs consœurs en Turquie (*Le Midi libre*). À Erbil, au Kurdistan

d'Irak, Nasir Yagiz, a poursuivi son jeûne, entamé fin novembre, refusant tout traitement médical malgré son état de plus en plus critique, puisqu'il est devenu quasiment aveugle... Depuis Gaza, l'écrivain Nayrouz Qarmout, prenant ses distances avec la «solidarité palestinienne» affichée par M. Erdoğan, a exprimé le 23 sa propre solidarité avec Leyla Güven, initiatrice du mou-

vement, qui libérée, poursuit le jeûne chez elle.

En une seule semaine, 4 prisonniers politiques kurdes se sont suicidés dans leur cellule. Le 17, Zülküf Gezen s'est pendu à Tekirdağ, le 23, Ayten Beçet s'est suicidée dans la prison pour femmes de Kocaeli. Le 24, Zehra Sağlam a mis fin à ses jours à Erzurum, et le lendemain, c'est Medya Çınar qui s'est suicidée à Mardin, où elle venait d'être transférée de Van pour son procès. Comme Sağlam, elle était détenue pour «liens avec le PKK». Leyla Güven a appelé à la fin des suicides politiques, comme les coprésidents de 4 partis kurdes réunis à Diyarbakir le 26. Les autorités turques ont tenté d'empêcher que les funérailles des suicidés ne deviennent des rassemblements politiques: pour Zülküf Gezen, alors que le HDP avait appelé à une participation massive aux obsèques, le corps a été transféré de nuit vers Diyarbakir sans l'accord de la famille, et l'enterrement organisé avant l'aube sous un blocus massif de la police anti-émeutes avec blindés et canons à eau. L'interdiction faite aux participants d'entrer au cimetière a provoqué de violents affrontements...

Les autorités ont poursuivi leur répression contre le HDP afin de l'empêcher de mener campagne pour les municipales du 31. Le 3, la police a lancé un raid sur son bureau de Diyarbakir, arrêtant 5 personnes qui venaient d'y commencer une grève de la faim (*Ahval*) et endommageant le bâtiment. Déjà fin février, un raid similaire avait visé le bureau du HDP à Nazilli (Aydın), dont le responsable local, Sinan Bayrak, avait été arrêté. À Istanbul, le bureau électoral du HDP à Esenler a été attaqué par des inconnus. Le 5 à Kiziltepe (province de Mardin), après que le HDP y ait ouvert un bureau

électoral, la police turque a arrêté 7 jeunes de 12 à 16 ans pour avoir scandé des slogans kurdes interdits. Le même jour, la police d'Ağrı a arrêté un membre du HDP, Zelal Yerlikaya, pour «propagande terroriste» en raison de ses publications sur les réseaux sociaux (*WKI*). Le 8, journée des femmes, la police a arrêté 9 personnes dans des raids sur les maisons de militants kurdes à Cizre (Şırnak), dont deux dirigeants du HDP et DBP (Parti des régions démocratiques, expression régionale du HDP), et 9 autres à Varto (Muş). Le soir, la police d'Istanbul a utilisé des gaz lacrymogènes, des pulvérisateurs au poivre et des balles en caoutchouc contre une marche rassemblant à l'appel d'organisations féministes des milliers de personnes au centre d'Istanbul. Les participants demandaient l'égalité des droits et la fin de la répression politique. Le HDP a pour l'occasion rappelé que la Turquie est placée par la Banque mondiale au 85^e rang des États membres de l'ONU en matière d'égalité des chances pour les femmes (*Kurdistan* 24).

L'intimidation des journalistes et universitaires continue aussi: le 6, Semra Turan, correspondante de *Mezopotamya* à Tunceli (Dersim), a été arrêtée dans un raid à son domicile et son appareil photo confisqué (*Ahval*). Relâchée le lendemain, elle a été convoquée de nouveau par la police le 19 à l'aube soi-disant pour «récupérer l'appareil». Mais à son arrivée au commissariat, elle a été de nouveau arrêtée et transférée à Ankara suite à une nouvelle enquête lancée contre elle... (*Ahval*) Le 25, Füsün Üstel, professeure émérite de science politique de l'Université de Galatasaray (Istanbul) et signataire de la pétition «Nous ne serons pas complices de ce crime», a été condamnée à 15 mois de prison après le rejet de

son appel du 1^{er} mars. Trente autres signataires attendent leur verdict (*L'Humanité*).

Le HDP a mené campagne dans des conditions très difficiles, sous des attaques incessantes et une censure médiatique implacable. Plus de 7.000 de ses membres, dont plusieurs de ses candidats, ses anciens dirigeants Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, une douzaine de députés et plus de 60 maires, sont incarcérés. Le 13, un motocycliste a tiré 5 balles sur le local électoral du HDP à Siirt (*WKI*), et le lendemain, Pervin Buldan, sa co-présidente a indiqué qu'aucune chaîne de télévision ne voulait diffuser une annonce électorale mettant en avant la diversité du pays, ajoutant ironiquement que «la seule télévision acceptant de parler du HDP est Tayyip-TV»: le Président turc adore en effet montrer dans ses propres meetings les vidéos des partis adverses pour les attaquer... Ainsi d'un clip vidéo où Sezai Temelli avait utilisé le mot «Kurdistan», dont M. Erdoğan a ensuite déclaré: «Si vous l'aimez tant, allez dans le Nord de l'Irak, le Kurdistan est là».

Certains médias appartenant au groupe Demirören, proche de l'AKP, déforment systématiquement les paroles des candidats HDP (*Ahval*), et dans au moins 2 provinces, les tribunaux ont ordonné l'enlèvement par la police d'affiches électorales en kurde: à Şanlıurfa, des affiches du HDP portant les mots «*Li dijî şer aşitî*» (la paix contre la guerre) ont été retirées comme «propagande terroriste» après que selon le HDP, le procureur ait volontairement traduit le slogan par «La paix nous appartient après la guerre». A Edirne, une affiche portant les mots «*Azadî bi xwerêverbirinê destpê dike*» («La liberté commence avec l'autonomie») a aussi été retirée comme «propagande terroriste».

Le 16, selon le site *Bianet*, une enquête a été ouverte contre le co-président du HDP, Sezai Temelli. Il est accusé de «propagande terroriste» (pro-PKK) dans un de ses discours de campagne, une accusation déjà portée contre lui pour un discours du 19 décembre 2018 à Van, et il risque la levée de son immunité parlementaire. Le 17, selon le site *Diken*, la députée HDP Ayşe Sürücü a été condamnée à un an et 8 mois de prison pour avoir violé la loi sur les manifestations. D'abord accusée, comme Temelli, de propagande pro-PKK pour un discours prononcé en novembre 2016, elle a été finalement condamnée pour participation à une manifestation interdite à Urfa en mars 2016 (*Ahval*).

Le 21, une semaine avant le vote, les festivités de Newrouz sont devenues des meetings politiques. Défiant les restrictions imposées par le pouvoir, des millions de participants et des responsables du HDP se sont rassemblés dans de nombreuses villes du pays, Istanbul, Diyarbakir, mais aussi Mardin, Van, Cizre... lançant des appels à voter contre l'AKP. Les rassemblements avaient été autorisés au Kurdistan, mais la police, massivement présente, a arrêté de nombreux participants, notamment 28 à Istanbul, et 110 à Diyarbakir, où 100.000 personnes s'étaient rassemblées.

Le 23, le leader emprisonné du HDP, Selahattin Demirtaş, a mis en perspective le mouvement de grève de la faim, déclarant notamment: «Le système d'isolement [de l'île-prison] d'Imralı n'est pas simplement que M. Öcalan n'est pas autorisé à rencontrer sa famille et ses avocats. «Isolement» est le nom du vicieux système autoritaire imposé à toute la société. À moins que cet isolement ne soit brisé, il est impossible d'avancer vers la liberté, la démocratie ou la paix». Demirtaş a ensuite exhorté les électeurs du HDP à

repousser la tentation du boycott, et à placer leur «précieux vote», quitte à soutenir des candidats du CHP ou de IYI pour «envoyer [l'AKP] aux poubelles de l'Histoire». En effet, si le HDP n'a conclu aucune alliance formelle avec le reste de l'opposition contre le tandem du pouvoir, AKP-MHP (extrême-droite nationaliste), il a décidé de ne pas présenter de candidats à Istanbul et Ankara, ce qui constitue un soutien indirect au CHP. Par ailleurs, les derniers sondages avant le scrutin ont montré un effritement de la popularité d'Erdoğan dû à la situation économique (la livre turque a perdu 30% de sa valeur) qui pourrait lui faire perdre ces deux villes. La manière quasi-frénétique dont le Président turc a mené campagne, attribuant de manière de moins en moins convaincante la crise à un complot anti-turc de l'Occident, montre qu'il prend ce risque très au sérieux...

Alors que s'approchait la date du scrutin, les exactions anti-kurdes s'amplifiaient. Dans le district de Karsiyaka (Izmir), des maisons d'activistes kurdes et de membres du HDP ont été marquées d'une croix par des ultranationalistes. À Sapanca (Sakarya), le bureau du HDP a été attaqué le 24. A Kadiköy (Istanbul), une patrouille de police a attaqué un stand de campagne du HDP, arrêtant 5 personnes et confisquant les tracts électoraux (WKI). La veille des élections, le samedi 30, la police a lancé des raids sur 127 maisons à Istanbul et a arrêté au moins 53 personnes, des candidats HDP au Conseil municipal. À Şanlıurfa, 11 personnes faisant campagne pour les élections ont été arrêtées, selon le HDP. A Adana, Van et İğdir, 31 personnes ont été incarcérées sur des accusations de terrorisme. La porte-parole du parti, Ayşe Acar Basaran, a indiqué dans un communiqué que depuis le début de la campagne, les autorités avaient arrêté 713 de ses membres, dont des assesseurs de bureaux de vote, dont 107 étaient toujours en détention. La violence

s'est aussi invitée le jour même des élections, quand après une dispute dans un bureau de vote à Pütürge (Malatya), le neveu du candidat AKP local a tué à bout portant deux membres du Parti (islamiste) de la Félicité (*Saadet Partisi*). Selon la direction de ce parti, la dispute a débuté quand le meurtrier (qui a été ensuite appréhendé) a refusé d'utiliser l'isoloir.

Les autorités ont également cherché à empêcher la présence d'étrangers venus soutenir les Kurdes pour Newrouz ou les élections. Le 20, le site *Arti Gerçek* a indiqué qu'un groupe de l'association norvégienne *Solidarity with Kurdistan* avait été expulsé après avoir participé aux obsèques de Zülküf Gezen (*Ahval*). Le 19, une délégation de l'Association France-Kurdistan, dont sa présidente Sylvie Jan, et Michel Laurent, a été retenue dans l'aéroport d'Istanbul, puis expulsée. Sylvie Jan devait remettre de la part des Éditions Emmanuelle Collas le prix Montluc «Résistance et Liberté» à l'épouse de Selahattin Demirtaş pour son roman, *Aurore* (*Seher*). Le 23, Maryvonne Mathéoud, présidente de l'Association iséroise des amis des Kurdes, venue soutenir les candidats HDP aux municipales, a été arrêtée à son arrivée à Istanbul. Retenue toute la nuit, elle a été expulsée au matin (*Le Dauphiné Libéré*).

Les relations de la Turquie avec l'étranger sont toujours tendues. Le 11, le ministère turc des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur de Belgique à Ankara pour protester contre la décision de la chambre des mises en accusation de Bruxelles, le 8, de ne pas poursuivre 36 personnes et groupes accusés de liens avec le PKK. C'est la 3^e décision identique en Belgique (*AFP*). Le 12, la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH) a ordonné à la Turquie de verser une compensation finan-

cière au propriétaire du quotidien «pro-kurde» *Ozgur Gundem*, fermé en 2016 sous l'accusation de propagande terroriste après un véritable harcèlement judiciaire débuté dès 2014. Dans son jugement, la CEDH accuse la Turquie d'avoir ouvert des poursuites «systématiques» contre le journal, sans rapport avec son contenu. Si c'est le cas, pourquoi une compensation aussi ridicule, 3.500 €? (*Reuters*). Le 16 mars, des provocateurs partisans d'Erdoğan ont tenté d'empêcher une conférence publique sur le Rojava organisée à Châtillon-sur-Chalaronne, dans l'Ain, en menaçant le journaliste français Raphael Lebrujah. Le consulat turc a de son côté appelé les gendarmes pour avertir d'un «danger à l'ordre public», ce qui a obligé à transformer la conférence en réunion privée. Si cela a permis d'interdire l'entrée aux perturbateurs, cela constitue une atteinte inacceptable au droit d'expression et de réunion... Le 20, l'ambassadeur de Turquie à Prague a qualifié d'«inacceptables» les déclarations du président tchèque Milos Zeman. Celui-ci avait déclaré la veille dans un débat public que la Turquie s'en prenait aux Kurdes parce qu'elle était «une alliée de fait» de Daech, qu'elle aidait notamment en acceptant ses exportations de pétrole (*Le Figaro*).

Sur le plan militaire, l'armée turque a poursuivi ses opérations

anti-PKK, notamment au Kurdistan d'Irak, où elle est toujours présente jusqu'à 30 km à l'intérieur du territoire irakien. Le 6 mars, alors qu'elle y menait des bombardements aériens, le ministre de l'Intérieur turc Süleyman Soyly a annoncé le prochain lancement d'une opération transfrontalière anti-PKK en coopération avec l'Iran. Parallèlement, la Turquie poursuit l'édification d'un mur à sa frontière avec l'Iran pour fermer celle-ci aux combattants du PKK comme à ceux de son parti-frère iranien, le PJAK (*AFP*). Soyly a également annoncé qu'à partir de mi-mai, l'armée turque pourrait utiliser des drones contre le PKK, grâce à un nouveau logiciel (*Yeni Safak*). Le 7 au matin, de nouveaux bombardements turcs ont touché la région de Haftanin, suite auxquels la Turquie a annoncé avoir détruit des abris et des dépôts de munitions du PKK. Le 16, selon l'agence d'État *Anadolu*, des combats ont opposé des militaires turcs et des combattants du PKK dans la région de Bradost, au cours desquels 2 soldats turcs ont été tués. En face, l'engagement, ayant fait suite à l'attaque d'une base turque très tôt le matin par le PKK, aurait fait 6 morts et 8 blessés. Une source locale a indiqué à la chaîne *Rûdaw* estimer que l'armée turque avait perdu une douzaine de soldats. Le 18, *Anadolu* a annoncé le lancement effectif à 8 h

du matin d'une opération militaire commune avec l'Iran contre le PKK, une annonce rapidement démentie d'abord par un responsable iranien, puis de nouveau le soir par l'agence officielle IRNA (*AFP*), et enfin le 20, selon l'agence iranienne *Tasnim*, par un porte-parole de l'armée iranienne, Abolfazl Shekarchi... Le 19, deux obus d'artillerie turcs sont tombés au Kurdistan d'Irak à midi en plein centre-ville à Kani Masi (Dohouk), près de la frontière turque. Selon le maire, 3 maisons de familles chrétiennes ont été endommagées, mais il n'y a pas eu de victime (*Rûdaw*). Le 23 à 5 heures du matin, de nouvelles frappes aériennes ont fortement endommagé plusieurs maisons et des véhicules dans le village de Sharanshi (Zakho), de nouveau sans victimes (*Kurdistan 24*). Le 30, alors que la Turquie annonçait avoir encore mené des frappes sur des installations du PKK à Qandil, les élus locaux ont demandé au gouverneur de la province de Dohouk et au ministère de l'Intérieur du Gouvernement kurde d'appeler officiellement à l'arrêt des «bombardements aveugles» (*Rûdaw*).

Du côté turc de la frontière, selon une source sécuritaire, un officier a été tué le 20 près de Silopi dans une attaque du PKK utilisant une bombe improvisée contre un groupe militaire en opération. Un autre officier a été blessé et hospitalisé.

IRAK :

TOUJOURS SANS NOUVEAU GOUVERNEMENT, LE KURDISTAN MET FIN AUX RETENUES SUR SALAIRES DE SES FONCTIONNAIRES

Les relations entre le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et le gouvernement fédéral irakien continuent de s'améliorer progressivement. Entre autres parce que la persistance des attaques de Daech montre la nécessité d'une meilleure coopération sécuritaire. Le 15, sous l'égide du

président du PDK, Massoud Barzani, le Conseiller irakien à la sécurité Falih al-Fayyadh et le responsable du Conseil de la sécurité du Kurdistan, Masrouf Barzani, se sont rencontrés à Erbil pour discuter de la sécurité du pays, mais aussi de la manière d'améliorer la situation des territoires disputés (*Kurdistan 24*). Le GRK, qui consi-

dère cependant que Bagdad n'applique pas totalement la Constitution de 2005, envisagerait de créer un portefeuille de «ministre des Affaires fédérales» afin d'imposer un meilleur respect de celle-ci (*Rûdaw*).

Concernant la situation économique du Kurdistan, c'est certai-

nement l'annonce faite le 8 par le Premier ministre du GRK qui a le plus marqué les esprits localement: Nechirvan Barzani, se tenant à côté du Vice-premier ministre Qubad Talabani, a annoncé la fin du système de retenues sur salaires des fonctionnaires. Ce système très impopulaire, créé début 2016 à cause de l'arrêt du versement du budget fédéral en 2014, avait provoqué de nombreux troubles sociaux. «Cela avait été la décision la plus désagréable et la plus difficile de notre vie politique», a mentionné Nechirvan Barzani. Cette décision fait suite au doublement de l'allocation mensuelle versée par Bagdad (*Iraq Oil report*) et à l'envoi pour les fonctionnaires du GRK de 512 milliards de dinars (environ 383 millions d'Euros). Qubad Talabani s'est ensuite engagé sur les réseaux sociaux à ce que le GRK rembourse progressivement les montants retenus, considérés comme une «dette» (*Rûdaw*).

Au plan politique, faute d'accord PDK-UPK sur la répartition des postes, la Région du Kurdistan n'avait toujours pas de Gouvernement fin mars. Six mois, c'est le plus long délai jamais enregistré pour la formation d'un GRK... Si les 2 partis sont d'accord pour que l'UPK prenne les postes de Vice-président de Région et de Vice-premier ministre, le PDK refuse de donner à son partenaire l'un des portefeuilles de Ministre des ressources naturelles, de l'Intérieur ou des Finances que celui-ci réclame, se déclarant tout au plus disposé à lui laisser celui de Vice-ministre de l'Intérieur... (*Rûdaw*) Autre point de tension, l'UPK souhaite inclure dans l'accord de gouvernement les questions des postes à Bagdad et de la gouvernance de Kirkouk, le PDK voulant limiter celui-ci au GRK proprement dit. Mais les 2 partis kurdes semblent condamnés à s'entendre: arrivé premier, mais avec seulement 45 députés sur 111,

le PDK ne peut gouverner seul, et l'UPK, bien qu'affaibli par la scission de *Goran*, domine toujours la province de Suleimaniyeh, ce qui en fait un partenaire obligé si le GRK doit y exercer son autorité. Par ailleurs, l'UPK ayant demandé à Bagdad le poste de gouverneur de Kirkouk et le Ministère de la justice, le Premier ministre irakien a répondu que si ces 2 postes pouvaient en effet aller à des Kurdes, ceux-ci devaient d'abord choisir un candidat commun...

Les réunions PDK-UPK se sont succédé tout le mois. Le 4, a été annoncé un accord de quatre ans remplaçant l'«Accord stratégique» de 2005. Sans autres précisions, il comprenait une position commune dans les négociations avec Bagdad, notamment sur la normalisation à Kirkouk, et devait être mis en œuvre par une Commission mixte. L'UPK a alors arrêté son boycott des sessions parlementaires. *Rûdaw* notait le 11 que l'UPK, avant de pouvoir communiquer au PDK les noms de ses candidats aux postes prévus, devait d'abord les répartir entre ses 2 principales factions, le clan Talabani et celui de Kosrat Rassoul, et indiquait qu'au sein de l'UPK, certains voulaient demander la Vice-présidence de la Région et le ministère de l'Intérieur plutôt que la Présidence du Parlement... C'est ce que l'UPK a effectivement demandé le 12 au PDK dans la rencontre suivante, plus le poste de Vice-premier ministre – actuellement occupé par Qubad Talabani (*Kurdistan 24*). Par ailleurs, l'UPK n'a pas pris part à la session parlementaire du 12, dont il avait demandé le report jusqu'à ce qu'un accord de répartition des postes au sein du GRK ait été obtenu... Le 13, Hoshyar Zêbarî a indiqué sur *Rûdaw* que le PDK avait imposé une date-butoir à l'UPK pour que le GRK soit formé avant la fin du mois. Le 17, le responsable des relations de l'UPK, Saadi Pira, a déclaré que son parti n'accepterait pas de se

trouver relégué à la position de «spectateur» mais voulait être un partenaire à part entière, notamment en matière de sécurité. Le 21, après une nouvelle rencontre et un nouveau communiqué commun réitérant la volonté d'accord, une autre réunion a été annoncée... En parallèle, le PDK continuait les discussions avec *Goran*, arrivé en troisième position, pour élaborer un amendement remplaçant provisoirement l'élection au suffrage universel du Président de Région par un vote au Parlement, qui devait être soumis au vote des députés une fois l'accord PDK-UPK obtenu.

Le 27, après que le PDK ait refusé à l'UPK le poste de «Chancelier» (responsable du Conseil de sécurité du Kurdistan), l'UPK, réitérant son refus d'un contrôle exclusif de la sécurité par le PDK, a demandé le ministère de l'Intérieur. Un des dirigeants du PDK, Nouri Hama Ali, a menacé à demi-mot l'UPK d'avancer sans lui, déclarant sur *Rûdaw*: «[Si nous n'arrivons pas à un accord], je ne pense pas que nous pouvons attendre plus longtemps, alors le Parlement modifiera la loi présidentielle [...] et élira le Président de Région, [qui] confiera la formation du nouveau cabinet à la liste la mieux placée». La dernière réunion n'a pu trouver d'accord, ni fixé une date pour la suivante. Une source informée a indiqué à *Rûdaw* que l'UPK avait déclaré que si elle devait renoncer aux ministères importants comme l'Intérieur, les Ressources naturelles ou les Relations extérieures, elle demandait en échange six ministères: Peshmerga, Enseignement supérieur, Planification, Agriculture, Éducation et Santé. Le PDK a accepté seulement cinq ministères...

Après cet échec, le PDK et *Goran* ont soumis au parlement le 28 un projet de loi signé de 28 députés pour réactiver le poste de Président de Région, vacant

depuis novembre 2017, tout en modifiant son mode de désignation. En attendant qu'une nouvelle Constitution Régionale ne statue sur ce point, le Président serait transitoirement élu par les députés à la majorité absolue. Si aucun candidat n'émergeait au premier tour, un second tour opposerait les 2 candidats arrivés premiers. Le PDK a déjà choisi comme candidat le Premier ministre sortant, Nechirvan Barzani. Une fois élu, le Président désignerait un Premier ministre chargé de constituer le cabinet; le candidat du PDK est l'actuel Chancelier, Masrouf Barzani. Le projet de loi propose que le mandat du Président prenne fin en même temps que celui du Parlement. L'UPK, «Nouvelle Génération», le Groupe Islamique du Kurdistan (*Komal*) et l'Union islamique du Kurdistan (*Yekgirtû*) n'ont pas signé la proposition, et les députés UPK ont quitté la session...

Dans les autres événements politiques du mois, le 3, le dirigeant de «Nouvelle Génération», Shaswar Abdulwahid, a comparu devant un tribunal de Suleimaniyeh pour «diffamation et insulte à des fonctionnaires». Il a accusé PDK et UPK d'être derrière une «arrestation motivée politiquement».

Le mois a aussi été marqué par la commémoration le 16 du bombardement chimique de la ville d'Halabja, qui avait fait 5.000 victimes en 1988, majoritairement des femmes et des enfants. 31 ans plus tard, de nombreux survivants souffrent encore de problèmes respiratoires... La mémoire d'un autre génocide, celui des Yézidis par Daech en 2014, a aussi été réactivée, puisque le 15, les Nations-Unies, le GRK et le gouvernement fédéral ont officiellement participé à la cérémonie marquant le début des recherches dans la première fosse commune de Yézidis, parmi les dizaines mises au jour au fur et à mesure de la reprise des terri-

toires un temps contrôlés par l'organisation djihadiste... Onze de ces fosses se trouvent dans le petit village de Kojo, dont est originaire la survivante yézidie et Prix Nobel Nadia Mourad, qui était présente pour l'occasion (*Kurdistan 24*).

La situation sécuritaire du pays reste tendue. Non seulement dans les territoires disputés, mais même près de Bagdad: ainsi le 19 mars, à Tarmiyah (Salahaddin), 35 km à peine au nord de la capitale, 3 militaires, dont un officier supérieur, ont été tués dans une embuscade... Fin février, alors qu'une bombe avait fait 2 morts et 24 blessés à Mossoul, *Al-Monitor* avait annoncé un accord entre les Premiers ministres irakien et kurde selon lequel les peshmergas pourraient regagner Kirkouk, mais en demeurant hors des villes, où la sécurité reviendrait aux forces de police locales. Selon des rapports locaux, ils auraient déjà regagné Touz Khourmatou, d'où des inquiétudes des partis arabes et turkmènes. Le 3, la commission mixte peshmergas-militaires irakiens s'est réunie pour poursuivre les discussions...

Le 6, une bombe improvisée déclenchée au passage d'une patrouille de police à Diyala a tué un officier de la Sécurité et fait 3 blessés. Le soir du même jour, l'attaque d'un bus transportant de Mossoul à Kirkouk des miliciens *Hashd al-Shaabi* a fait 6 morts et 31 blessés près de Makhmour, au Sud-Ouest d'Erbil. Le 8, une voiture piégée a explosé dans le quartier Al-Mouthanna de Mossoul, faisant 2 morts. Le 13, un tir de mortier a fait 1 mort et 5 blessés à leurs domiciles dans le district de Qara Tabbah de Diyala (*ISHM*). Le 20, la Sécurité a annoncé avoir arrêté 5 membres de Daech dans les quartiers Est de Mossoul (*Kurdistan 24*). Le 24 au Sindjar, des affrontements ont opposé la Sécurité à un

groupe de 6 djihadistes dont 3 se sont fait exploser. Le 25, les djihadistes ont attaqué le champ pétrolier d'Alas (Salahaddin). Le 26, un officier irakien a de nouveau été tué à Diyala.

À Kirkouk, le PDK et l'UPK ont annoncé le 5 un accord pour négocier ensemble avec Bagdad le retour des peshmergas, puis désigner un candidat commun au poste de gouverneur. Inquiètes, les factions arabes du Conseil provincial ont accusé les 2 partis kurdes de chercher à imposer leur volonté aux autres communautés et ont appelé Bagdad à suspendre le Conseil. Le 10, proclamé «Jour du costume Kurde» en 2010 par le ministère de l'Éducation du GRK, des milliers de Kurdes de Kirkouk ont revêtu leur habit traditionnel, dont des étudiants de l'Université, qui avait pourtant interdit les activités (*Rûdaw*). Pour Newrouz, qui coïncide en Irak avec l'anniversaire du soulèvement de 1991 (*Raparîn*) contre le régime ba'liste, les partis kurdes de Kirkouk ont organisé ensemble une cérémonie comprenant le lever du drapeau kurde. Pour éviter les tensions, elle a été préparée en concertation avec les forces de sécurité. La fête n'a cependant été autorisée que pour deux heures, à l'issue desquelles des points de contrôle installés en ville ont retiré les drapeaux kurdes des véhicules.

A Khanaqin, des agriculteurs kurdes se sont rassemblés devant la mairie pour protester contre les derniers décrets prononçant leur expulsion au profit d'Arabes, réactivation d'une politique de spoliation initiée il y a 44 ans et annulée à la chute du régime ba'liste. Le maire, Mohammed Mala Hasan, leur a promis de les soutenir devant la Direction provinciale de l'agriculture, déclarant qu'il n'appliquerait pas ces décisions et veillerait à ce que la situation soit réglée «selon l'article 140 de la Constitution» (*Rûdaw*).

Par ailleurs, la fête de Newrouz a été endeuillée par un terrible accident ayant fait plus de 100 morts à Mossoul, dont au moins 19 enfants: un ferry emmenant des familles sur une île du Tigre où se trouvent des attractions a chaviré avec 250 passagers, près de 5 fois sa capacité officielle. 55 personnes ont pu être repêchées, mais 3 jours après on comptait toujours 60 à 85 disparus; des corps ont été retrouvés jusqu'à 20 km en aval. Le Premier ministre irakien, arrivé sur les lieux, a ordonné une enquête. Neuf personnes travaillant sur le ferry ont été arrêtées. Le lendemain, Erbil s'est joint à Bagdad pour déclarer 3 jours de deuil, demandant un arrêt des festivités. Sur les lieux de l'accident, la foule a caillassé la voiture du gouverneur, Nawfal Hamadi, qui a renversé 2 personnes dont l'une a dû être hospitalisée. Le 24, seize personnes ont été arrêtées, et après réception d'une lettre du Premier ministre, le parlement irakien a limogé Hamadi et ses deux adjoints. Puis un tribunal de Mossoul a lancé des poursuites contre lui pour corruption, une procédure sans lien direct avec l'accident, mais certainement accélérée après celui-ci... Le 30, alors que les recherches des corps se poursuivaient, les propriétaires de l'île et gestionnaires du ferry, qui s'étaient enfuis à Erbil, ont été arrêtés et renvoyés à Mossoul.

Au Sindjar, des tensions ont per-

sisté tout le mois. Après les récents affrontements entre militaires irakiens et miliciens *Hashd al-Shaabi*, et milices yézidiées des YBŞ (Unités de résistance du Sindjar), proches du PKK, une délégation conduite par le Conseiller national à la sécurité Falih al-Fayyadh est arrivée le 2 de Bagdad pour tenter de mettre en place une force yézidie unique et ainsi faire baisser les tensions. Mais le soir du 17, des affrontements ont de nouveau opposé les YBŞ aux soldats irakiens. Les heurts, qui ont fait 2 morts dans chaque camp et 6 blessés (*WKI*), auraient éclaté quand un militaire d'un point de contrôle aurait demandé un laissez-passer de la Sécurité irakienne à un convoi des YBŞ (*AFP*). Suite à ces incidents, alors que de nouveaux heurts se produisaient le 19, Bagdad a déployé 3 brigades au Sindjar, demandant aux YBŞ de rendre leurs armes, d'évacuer la région en remettant leurs bases à l'armée irakienne. Suite au refus des YBŞ, les militaires irakiens ont attaqué leurs bases, provoquant de nouveaux combats qui ont fait des blessés dans les deux camps et un mort irakien. Des heurts ont aussi eu lieu près de la frontière syrienne, semble-t-il pour le contrôle du point de passage vers la Syrie. Le 20 au soir, le Premier ministre irakien a déclaré, prenant un ton apaisant, que la situation au Sindjar était désormais «sous contrôle». Pour évaluer la situation et faire baisser la tension, le chef

d'état-major irakien, Othman al-Ghanimi, a conduit une délégation militaire au Sindjar pour rencontrer les dirigeants locaux, dont ceux des YBŞ, ainsi que les représentants du gouvernement dans la région (*Kurdistan 24*). Le 24, le Parlement irakien a voté une résolution appelant au redéploiement dans la province de Ninive, à laquelle appartient le Sindjar, des Forces de sécurité sous commandement unifié.

Enfin, alors que les Forces démocratiques syriennes ont récemment transféré vers l'Irak 407 combattants de Daech, dont 14 Français, l'organisation de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch* a accusé aussi bien Bagdad qu'Erbil de pratiquer une justice expéditive à l'égard des suspects accusés d'appartenance à l'organisation: dans un rapport publié le 6, l'ONG chiffre à 1.500 le nombre d'enfants détenus fin 2018, souvent sur des accusations douteuses ou des aveux extorqués par la torture. Le 13, un second rapport a fait état d'améliorations apportées par le tribunal antiterroriste de la province de Ninive pour remédier aux poursuites injustifiées... À noter que l'on s'attend au transfert prochain de peut-être 20.000 Irakiens depuis la Syrie suite à la chute du dernier bastion de Daech dans ce pays, le village de Baghouz... Le 15, a commencé le procès des 14 djihadistes français (*ISHM*).

IRAN :

MORT EN DÉTENTION D'UN DÉFENSEUR DE L'ENVIRONNEMENT, INTENSIFICATION DE LA RÉPRESSION

La répression s'est encore intensifiée au Kurdistan d'Iran ce mois-ci, visant tant les défenseurs de l'environnement que tous ceux qui osent protester contre la mauvaise situation économique, les porteurs transfrontaliers (*kolbars*) ou encore les activistes défendant les droits

des Kurdes... Selon l'Association kurde de défense des droits de l'homme KMMK, fin mars, 96 Kurdes avaient été arrêtés depuis le début de l'année.

Dans un communiqué daté du 2 mars, le Haut conseil iranien pour les droits de l'homme s'en est pris violemment au

Rapporteur spécial des Nations-Unies auteur du rapport sur l'état des droits de l'homme dans le pays, soumis le 27 février dernier au Conseil des droits de l'homme. Le document rédigé par Javid Rehman exprime des inquiétudes sur les violations commises par l'Iran, notamment les condamnations à mort d'en-

fants. Il demande aux autorités d'interdire d'urgence l'exécution de personnes condamnées pour des crimes commis durant leur minorité, de commuer les condamnations à mort déjà prononcées, et de faire parvenir au secrétariat du Haut-commissaire aux Droits de l'homme et au Rapporteur spécial la liste des mineurs actuellement en attente d'exécution (*Radio Farda*). Téhéran a «répondu» en s'en prenant comme d'habitude personnellement à l'auteur, dénonçant notamment ses interviews avec divers médias (incluant la BBC britannique) «bien connus pour leur présentation des événements hostile à l'Iran», dénoncées comme des «violations flagrantes du cadre des Nations-Unies»...

Le 5 mars, la sœur d'Afshin Sheikholeslami Vatani, 40 ans, ingénieur civil et défenseur de l'environnement résidant aux États-Unis, venu visiter sa famille à Sanandadj, a informé le *Centre pour les droits de l'homme en Iran* (CDHI) que son frère avait été arrêté chez son père à Sanandadj le 17 février. Vatani avait depuis plusieurs années arrêté tout activisme politique, se concentrant sur la défense de l'environnement. Arrêté en 2003, il avait été condamné à un an de prison avec sursis pour «propagande contre l'État». Arrêté de nouveau 2 ans plus tard, il avait accompli sa peine. En 2011, il avait été de nouveau arrêté après avoir participé devant la prison centrale de Sanandadj à un rassemblement de protestation contre la condamnation à mort de l'activiste kurde Habibollah Latifi. Accusé de «trouble à l'ordre public», il avait été retenu 3 semaines dans une cellule du ministère du Renseignement avant d'être remis en liberté conditionnelle. Le communiqué du CDHI indique aussi que des dizaines de défenseurs de l'environnement ont été arrêtés en Iran

depuis le début de l'année, certains même menacés d'exécution...

Toujours le 5, alors que les services de renseignement (*Etelaat*) arrêtaient 2 autres défenseurs de l'environnement, Jamal Assadi et Armin Esparlos, *Amnesty international* lançait un appel pour la libération de 7 scientifiques membres de la «Fondation iranienne pour la protection de la faune sauvage» (*Persian Wildlife Heritage Foundation, PWHF*), incarcérés pour espionnage depuis le 24 janvier (<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/03/iran-release-eight-wildlife-conservationists-following-unfair-trial-on-trumped-up-spying-charges/>). La situation est d'autant plus inquiétante pour les personnes incarcérées que la famille du fondateur et directeur de la Fondation, Kavous Seyed Emami, 63 ans, enseignant de sociologie canado-iranien, arrêté en même temps, a été informée le 9 février qu'il s'était suicidé. Faisant suite à la mort de plusieurs autres prisonniers, cette annonce était d'autant plus suspecte que les autorités n'ont accepté de rendre son corps à la famille que si elle l'enterrait immédiatement, sans demander d'autopsie. Les experts de l'ONU, tout comme *Amnesty*, ont demandé une enquête indépendante pour déterminer les circonstances de sa mort. Par ailleurs, les deux organisations ont demandé la libération immédiate et l'abandon des charges d'espionnage «scandaleuses» contre les 7 environnementalistes toujours emprisonnés et dénoncé l'usage de la torture et d'autres mauvais traitements, notamment un maintien prolongé à l'isolement, en vue de leur extorquer des «aveux». Du groupe d'Emami demeurent emprisonnés Taher Ghadirian, Amir Hossein Khaleghi, Houman

Jowkar, Sepideh Kashani, Abdolreza Kouhpayeh, Sam Rajabi, Morad Tahbaz et Niloufar Bayani. Cette dernière, ancienne étudiante de la prestigieuse université McGill de Montréal, est responsable du projet de conservation du guépard asiatique (*Conservation of Asiatic Cheetah Project, CACP*) et ancien conseiller auprès du programme des Nations-Unies pour l'environnement. La veuve de M. Emami, ayant aussi la double nationalité, a été empêchée de sortir du pays. Le 17 mars, un autre défenseur de l'environnement kurde, Celal Rostamî, a été arrêté à Kamyaran par des officiers de l'*Etelaat* et transféré deux jours plus tard à Sanandadj (*WKI*).

Comment comprendre cette répression ciblée qui fait passer les questions environnementales au-devant de la scène politique? D'abord, les défenseurs de l'environnement interviennent dans des zones frontalières sensibles sur lesquelles les forces de répression exercent un contrôle extra-judiciaire quasi-exclusif: en particulier les *pasdaran* (Gardiens de la révolution), qui y répriment la population, y testent des missiles, voire s'y enrichissent à coups de projets douteux, et ne veulent pas de témoins gênants. Les chercheurs, qui utilisaient des caméras pour surveiller les déplacements d'espèces en voie de disparition (notamment guépard asiatique et léopard persan), ont ainsi été accusés d'espionnage.

Plus largement, les problèmes environnementaux du pays deviennent sensibles pour le régime car les protestations de plus en plus nombreuses qu'ils provoquent mettent en lumière, à l'intérieur comme à l'étranger, son indifférence et son irresponsabilité. Ainsi le 25 février, Ardeshir Nourial, un député du *Majlis*

(parlement iranien) a révélé fortuitement en se plaignant que les autorités d'Ispahan ne respectaient pas la consigne, que le Conseil national suprême de sécurité avait instauré une censure sur la publication de rapports concernant le manque d'eau ou le gaspillage des ressources (*Radio Farda, IRNA*).

Enfin, comme cela s'était déjà produit pour la dégradation du lac d'Ouroumieh, les revendications environnementales régionales deviennent une source de mobilisation supplémentaire pour les minorités: les Kurdes s'opposent à la dégradation de leur environnement par le régime.

Le 23, l'agence IRNA a annoncé que le procès des 7 environnementalistes avait été remis à une date non spécifiée. La dépêche ajoutait que le procureur de Téhéran avait inculpé 3 accusés d'«espionnage», un autre de «complicité avec un gouvernement hostile», et 4 d'entre eux de «répandre la corruption sur terre» (*mofsed-e-filarz*), une accusation passible de mort, similaire à celle d'«inimitié avec Dieu» (*moharebeh*) et volontiers utilisée par le système judiciaire de la République islamique pour suppléer à un dossier vide et terrifier les dissidents... Le 26, le KMMK signalait que, 4 mois après son arrestation, le sort du défenseur de l'environnement Homayoun Bahmani était toujours inconnu, les forces de sécurité n'ayant toujours pas reconnu son arrestation.

La dernière semaine du mois, des inondations faisant suite à des pluies continues ont touché deux provinces kurdes du pays, Kermanshah et Ilam, faisant au moins 3 victimes et des centaines de sans-abris. À Mahabad, l'organisation kurde «Restaurer la nature à Mahabad» a entrepris de collecter des dons pour venir

en assistance aux victimes, mais elle a dû cesser toute activité après avoir été menacée par le Croissant Rouge iranien qui n'accepte aucune autre collecte. Lors des tremblements de terre qui ont touché le Kurdistan récemment, le régime avait été accusé de discrimination suite au peu d'aide reçu par les victimes...

La répression continue aussi à toucher les activistes kurdes. Le 3 mars, un tribunal révolutionnaire de Sanandadj a condamné Mokhtar Zarey, 46 ans, à 3 ans de prison pour avoir diffusé l'an dernier une vidéo faisant suite à l'exécution des 3 activistes kurdes Ramin Panahi et ses 2 cousins. Zarey, déjà incarcéré à plusieurs reprises, a été condamné pour «rassemblement et conspiration contre la sécurité nationale». Il avait fait l'objet récemment d'une autre condamnation à 3 ans de prison pour «propagande contre les institutions et insulte au Leader Suprême» (*Rûdaw*). Un autre activiste de Sanandadj, Khaled Hussein, a également reçu une peine de 3 ans de prison pour «incitation à la grève». Il avait aussi participé aux protestations après l'exécution des 3 activistes. Le 9, Zanyar Badaghi a été condamné à 1 an de prison pour «propagande contre la République islamique», et Madjid Awar, aussi de Sanandadj, a été arrêté pour des charges non précisées. À Ouroumieh, le Tribunal révolutionnaire a condamné Farshad Abbasi à 5 ans de prison pour «appartenance à un parti kurde d'opposition», au terme d'un procès tenu en mai où un avocat lui avait été refusé. À Kermanshah, l'*Etelaat* a arrêté un chanteur kurde, Saman Jarjis, pour ses chants concernant le Kurdistan et les régions kurdes.

Le 12, le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan (*Kurdistan Human Rights*

Network, KHRN) a annoncé que l'*Etelaat* avait organisé dans les jours précédents une vaste opération de ratissage dans plusieurs villages d'Ouroumieh, arrêtant au moins 15 personnes accusées d'intelligence avec des partis kurdes interdits (*KurdPa*). Le même jour, la Cour d'appel d'Ouroumieh a approuvé le verdict rendu 2 semaines plus tôt contre Farshad Abbasi par le Tribunal révolutionnaire. Malgré ses multiples demandes, Abbasi, qui nie toute appartenance à un parti politique, n'est toujours pas reconnu comme prisonnier politique et demeure incarcéré dans le quartier des prisonniers de «droit commun». A Kermanshah, la Cour d'appel a confirmé la sentence de 10 ans de prison infligée à Massoud Kiyani pour «espionnage au profit d'Israël». Kiyani, qui étudiait en Ukraine, avait été arrêté en avril 2018 à l'aéroport de Téhéran alors qu'il rentrait visiter sa famille. Le 15, un Kurde du nom de Zanko Ameri a été arrêté près de Saqqez par les *pasdaran* pour «assistance à des partis kurdes d'opposition» (*WKI*).

Le 17, l'agence *KurdPa* a indiqué que 2 prisonniers politiques kurdes de Sarvabad (en kurde Sawlawa, province de Sanandadj), Barzan Mohammadi et Alireza Shiremohammadi étaient entrés en grève de la faim le 14 pour protester contre leurs conditions de détention. Arrêté en août pour ses messages sur les réseaux sociaux, Mohammadi avait été condamné à 6 ans d'emprisonnement pour «actions mettant en danger la sécurité nationale» et «propagande contre le régime».

La fête du Newrouz a été cette année l'occasion pour le régime de déployer d'importants contingents des forces de sécurité au Kurdistan, notamment à Marivan. Celles-ci, *Etelaat* ou

pasdaran, ont lancé des raids sur des groupes tentant de célébrer la fête, comme à Nûrewe (Lorestan), Malekshani (Ilam), Hassan Noran (Oshnavieh, Shino), et plusieurs participants ont été arrêtés. Dans d'autres cas, les forces de sécurité ont menacé les organisateurs d'arrestation en cas de rassemblements. Le 23, le Tribunal islamique de Marivan a condamné un Kurde de 22 ans, Salman Afra, à 5 ans d'emprisonnement pour assistance à un parti interdit (*WKI*). D'autres arrestations ont suivi la dernière semaine du mois, comme à Sanandadj celle de Wali Naser, mis au secret, et d'un activiste syndical, et à Marivan, de 6 personnes arrêtées sans mandats lors de raids de l'*Etelaat* en ville et dans les villages proches (*KMMK*).

La dégradation de la situation économique dans les provinces kurdes d'Iran a également provoqué des mouvements sociaux, vite réprimés par le régime. Le 3, des enseignants des villes de Marivan, Sanandadj et Saqqez ont manifesté pour demander le paiement de leurs salaires, non reçus depuis des mois. Par ailleurs, les salaires des enseignants sont à deux tiers en dessous du seuil de pauvreté dans le pays... (*Radio Farda*) Au Lorestan, ce sont des ouvriers d'une cimenterie qui ont protesté après 3 mois de non-paiement (*WKI*). Du 3 au 5, les enseignants se sont mis en grève dans tout le pays pour demander de meilleurs salaires, le respect des

droits syndicaux et la libération des enseignants emprisonnés. Selon le Conseil de coordination des syndicats d'enseignants, des enseignants de plus de 1000 établissements primaires et secondaires de 100 villes ont participé au mouvement, dont au Kurdistan particulièrement Kermanshah, Marivan, Sanandaj et Saqqez, et dans le reste du pays Téhéran, Hamadan, Isfahan, Karaj, Khomeinishahr, Qazvin, Shiraz, Takestan et Yazd. Les médias officiels n'ont pas rendu compte du mouvement, mais le Conseil a noté le changement d'attitude des forces de sécurité, qui ont évité les affrontements des mouvements précédents, le dernier en octobre-novembre (*Radio Farda*). Le 5, un enseignant kurde, Peyman Naqshabandi, a été arrêté à Ouroumieh pour «propagande contre la République islamique». À Sarableh (Ilam), un groupe d'employés et de travailleurs a manifesté devant la municipalité pour exiger le paiement des salaires. Les autorités semblent incapables de régler le problème des retards de paiement des salaires, ce qui a provoqué l'an dernier plus de 50 manifestations de protestation...

Les *kolbars*, ces porteurs kurdes transfrontaliers, continuent à payer un lourd tribut à la machine de répression du régime et à leurs conditions de travail désastreuses. Le 1^{er} du mois, l'un est mort gelé après avoir passé plusieurs jours bloqué dans la mon-

tagne près de Chaldiran, et 2 autres ont été gravement atteints. Le même jour, 2 autres ont été blessés par des tirs de gardes-frontières face à Haji Omran (Kurdistan d'Irak). Le 3, un autre a été tué près de Piranshahr, et le 8, toujours à Piranshahr, un autre a été blessé et 2 arrêtés à Pawa (Paveh). Selon l'organisation de défense des droits de l'homme *Hengaw*, ils ont ensuite été battus. Le 17, un autre *kolbar* est mort de froid à Sardasht, tandis qu'un autre était gravement blessé par balles à Newsoud. Un autre est mort de crise cardiaque dans la même région, et 3 autres ont été blessés par balles dans 3 incidents différents, près d'Ouroumieh, Kermanshah et dans la province du Kurdistan. En fin de mois, un autre encore a été blessé dans une embuscade tendue par les gardes-frontières près de Newsoud. *Hengaw* a estimé que depuis le début de l'année, environ 60 *kolbars* avaient été blessés et 18 tués, majoritairement par des tirs des forces de sécurité.

Enfin, le 15, des affrontements ont opposé près de Marivan des combattants kurdes et des gardes-frontières, à l'issue desquels plusieurs ambulances ont été appelées, sans qu'un chiffre de pertes ait été annoncé. Un nouvel incident s'est produit le 17 à Baneh, dans lequel un garde-frontière a été tué. Au 18, aucun groupe kurde n'avait revendiqué la participation à ces 2 incidents, dont on ne sait pas s'ils sont reliés (*Kurdistan 24*).

Au son de l'âme kurde

PAR MALIKA ZIANE / 1 MARS 2019

<http://onorient.com>

A Paris, l'Institut kurde perpétue la richesse de cette culture. Parmi les personnes qui s'investissent, il y a Issa Hassan, musicien, compositeur et chanteur libanais d'origine kurde.

La culture kurde a dû faire face à une histoire mouvementée. Elle a su néanmoins garder sa richesse et sa spécificité tout en s'imprégnant, par contacts, des autres cultures de l'Est de la Méditerranée : les cultures turque, iranienne, arabe et arménienne pour ne citer que des exemples. C'est sans doute là, la raison de sa longévité. Malgré les conflits, les exodes forcés et les contraintes politiques, la culture kurde est restée vivante. La musique en est sans doute sa vitrine la plus symbolique.

Les Kurdes sont un peuple qui pendant longtemps n'a pas été reconnu. Vivant essentiellement en Turquie, Syrie, Iraq, Iran et dans le Caucase, sa population est estimée à plus de 35 millions de personnes. On compte aussi une importante diaspora kurde en Europe, en Amérique du Nord et en Australie. On distingue en outre trois branches linguistiques : les kurdes Sorani (à l'Est et au Sud du Moyen Orient), les Zazaki (au Nord) et les Kurmandji (à l'Ouest).

C'est dans un petit bureau à l'étage de l'institut que nous rencontrons Issa Hassan. Au milieu de ses enregistrements, il nous raconte son histoire faite de mouvements et de passion pour la musique kurde. Issa Hassan est né à Beyrouth en 1970 de parents kurdes de Turquie. Très jeune, il s'initie à la danse folklorique kurde. Sa famille, notamment l'oncle de sa mère, joue de la musique kurde et c'est tout naturellement qu'il se passionne pour elle. A l'âge de 14 ans, il quitte le Liban pour Paris pour rejoindre son frère. A cette époque, la guerre civile du Liban fait rage.

C'est dans ce contexte que Issa se retrouve à Paris. L'Institut Kurde alors vient à peine d'être fondé et Issa Hassan le fréquente déjà : « Je jouais ici dans cette pièce. Je suis un autodidacte : j'ai appris la musique seul et cela dure déjà plus de 30 ans ». Il joue du bouzouk et du saz. Le bouzouk est un instrument de type luth à manche long à deux cordes doublées, accordées en quarte. Le saz a plus de cordes (3 doublées). Les sonorités sont donc différentes. Le bouzouk est un instrument ancien qui a évolué mais qui a gardé une sonorité particulière. Les Kurdes



utilisent cet instrument notamment les Kurdes de Syrie : le bouzouk était un instrument populaire, que chaque famille avait chez soi.

Pour Issa Hassan, il y a bien un son kurde différent : bien que les musiciens kurdes utilisent le même mode lorsqu'ils jouent que les Iraniens, les Turcs ou les Arabes, la sensibilité est différente : « J'ai remarqué que dans la musique kurde, on insiste sur les notes, on peut beaucoup répéter les notes dans la même phrase. C'est vraiment difficile de la différencier de la musique orientale pour une oreille non avertie. Mais, en fait, c'est l'interprétation qui est différente ».

DES THÈMES DE PRÉDILECTION : L'AMOUR, LA NOSTALGIE ET LE PATRIOTISME

Une des grandes particularités de la musique kurde, nous explique Issa Hassan, c'est la place des femmes. La femme kurde chante et n'hésite pas à s'adresser elle-même à son prétendant, telle la belle qui réclame à son amant de l'enlever avant qu'il ne soit trop tard. C'est le thème du garçon ou lawik en kurde, thème très populaire et traditionnel.

L'autre thème de prédilection est le patriotisme, thème fortement lié à l'histoire des Kurdes. Pour Issa Hassan, s'accrocher à la cul-

ture kurde est encore plus fort aujourd'hui : « Malgré les interdictions, les injustices, les Kurdes sont restés attachés à leur culture. Il y a encore quelques années, il était interdit d'appeler son enfant par un prénom kurde, ou d'apprendre leur langue maternelle à l'école en Turquie ou encore d'avoir des papiers en Syrie alors que des familles kurdes y étaient installées depuis des générations. Les Kurdes étaient considérés comme des étrangers et personne ne s'en souciait. Chaque kurde a envie de montrer sa fierté d'être kurde : notre histoire est digne elle-aussi. Et c'est cette injustice-là qui nous donne la force de nous accrocher ».

Le musicien nous explique qu'il est marié à une algérienne et assume ces trois identités :

“ Je suis né Kurde et j'ai appris l'arabe à l'école au Liban. J'ai partagé les bonheurs et les malheurs de ce pays qui nous a accueilli. Je me sens donc Kurde mais aussi Libanais et Français. Je suis tout ça à la fois. Par contre, je ne veux pas que les autres me disent ce que je dois être. Je veux être libre d'être moi-même. C'est pour ça que je dis que la culture kurde ne va pas disparaître. On tient à notre culture et à notre histoire. ”

PRÉSERVER LA MÉMOIRE DE LA MUSIQUE KURDE

Depuis 1983, l'Institut kurde archive les musiques kurdes. Issa Hassan s'attèle, depuis 1994, à préserver cette mémoire vivante. Ce travail l'occupe environ huit heures par jour : « Les objectifs sont clairs : faire passer aux générations futures la culture kurde, c'est un travail que de nombreux centres culturels en Turquie ou en Irak entreprennent aussi ». Il s'agit d'un travail presque artisanal où toutes les musiques sont écoutées unes à unes : des disques, cassettes, CD sont archivés.

Cependant, il n'hésite pas dans sa musique, à mêler les influences méditerranéennes notamment la culture andalouse. Ce n'est pas contradictoire selon lui. Mais toujours, comme il l'avoue, la question kurde revient : « un artiste kurde n'est pas comme les autres artistes. Il ne viendrait à l'idée de personne de demander à un artiste français si la culture française va perdurer. Nous, nous restons attachés à une cause comme les Palestiniens, je pense. Pour nous, le lien est vite fait : notre histoire, notre terre, notre culture, notre langue. En tant que musicien et chanteur kurde, je suis vu comme représentant de la culture kurde. Je veux être avant tout être un artiste. Mais je suis kurde aussi. C'est un fait ». ♦

Syrie : les Kurdes proches du coup de grâce contre la dernière poche de l'Etat islamique

Les Forces démocratiques syriennes ont repris l'offensive contre les derniers combattants de l'organisation Etat islamique, retranchés à Baghouz.

Par L'Obs avec AFP le 04 mars 2019
www.nouvelobs.com

Des forces arabo-kurdes soutenues par la coalition internationale antidjihadiste ont déversé dimanche 3 mars un déluge de feu sur la dernière poche de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie, cherchant à asséner le coup de grâce à son "califat" autoproclamé il y a près de cinq ans.

Après l'évacuation de milliers de civils ces derniers jours, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont repris, vendredi, l'offensive contre les combattants de l'EI, retranchés dans une poche du village de Baghouz, dans la province de Deir ez-Zor, aux confins orientaux de la Syrie.

Après avoir reconquis l'immense majorité du village, les combattants kurdes et arabes ont acculé les djihadistes dans ce réduit, où la coalition internationale emmenée par Washington a repris ses raids aériens, selon des équipes de l'AFP sur place.

"ILS SONT TOTALEMENT ASSIÉGÉS"

A environ 400 mètres de la ligne de front, un journaliste de l'AFP pouvait entendre sans interruption les tirs d'artillerie et le crépitement des armes. Des nuages de fumée noire et grise, provoqués par les frappes, flottent au-dessus du secteur visé, composé de quelques pâtés de maisons accolées à un campement informel près de l'Euphrate.

Après une frappe, un dépôt de munitions souterrain a explosé, provoquant des déflagrations comme un feu d'artifice. Une partie du campement informel a été détruite, mais plusieurs tentes tiennent encore debout.

Sur le toit d'un immeuble près du théâtre des opérations, un commandant des FDS a expliqué à l'AFP que la majeure partie du campement a été débarrassée de l'EI.

"On ne sait pas combien de membres de l'EI sont toujours dedans. Ils sont totalement assiégés. Ils ont enfoui beaucoup de mines dans les maisons et sur les routes."



Le 3 mars, de la fumée et des flammes se déchangent après le bombardement du dernier barrage de l'organisation Etat islamique à Baghouz, dans l'est de la Syrie. (D e l i l

gés. Ils ont enfoui beaucoup de mines dans les maisons et sur les routes."

"KAMIKAZES, VOITURES PIÉGÉES"

Après une montée en puissance fulgurante en 2014, l'EI avait proclamé en juin de la même année un "califat" sur les vastes régions et les grandes villes conquises en Syrie et en Irak voisin, où l'organisation ultraradicale a mené de multiples exactions. Mais face à plusieurs offensives ces deux dernières années, les djihadistes

"Ils luttent féroce-ment et ont recours à des voitures piégées et des kamikazes."

ont vu leur territoire se réduire comme peau de chagrin.

Dans le secteur de Baghouz, les opérations des FDS se poursuivent même de nuit.

"Les éléments de l'EI qui sont encerclés refusent de se rendre, la majorité d'entre eux sont des étrangers, notamment des Français", confie à l'AFP un commandant des FDS, Rustom Hassaké. Et d'ajouter :

"ON A RÉUSSI À PRENDRE 13, 14 POSITIONS"

Dans la nuit de samedi à dimanche, le commandant est resté mobilisé sur le toit d'un immeuble, recevant par talkie-walkie des informations sur une position de l'EI située à un kilomètre de là. Après avoir identifié les coordon-

nées GPS sur sa tablette, il réclame une frappe aérienne. Appelé à la rescousse, un avion américain de la coalition apparaît dans le ciel. "Daech position, c'est fini", lance-t-il ensuite en souriant, utilisant l'acronyme en arabe de l'EI.

"Depuis la reprise des combats, on a réussi à prendre 13, 14 positions", explique le commandant. "On entend leurs communications, leurs échanges radio. On les entend notamment s'exprimer en russe."

Plusieurs familles de djihadistes français en contact avec le journaliste de l'AFP assurent par ailleurs que des femmes et des enfants se trouveraient encore dans le réduit de l'EI.

Au total depuis début décembre, quelque 53.000 personnes, principalement des familles de djihadistes, ont fui le réduit, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Parmi eux, plus de 5.000 djihadistes ont été arrêtés.

La grande majorité des évacués sont transférés vers le camp de déplacés d'Al-Hol, plus au nord, où elles s'entassent dans des conditions difficiles.

VERS UNE POSSIBLE "RÉSURGENCE" ?

Une perte de la poche de Baghouz signifierait la fin territoriale du "califat" de l'EI après sa défaite en Irak en 2017, mais ce groupe a toutefois déjà entamé sa mue en organisation clandestine.

Ses combattants sont disséminés dans le désert syrien, dans le centre du pays, et parviennent toujours à mener des attentats meurtriers.

L'armée américaine a averti que, sans un engagement soutenu contre l'EI, il ne faudrait à l'organisation que six à douze mois pour entamer une "résurgence".

La bataille contre l'EI représente aujourd'hui le principal front de la guerre en Syrie qui a fait plus de 360.000 morts depuis 2011, après que le régime, soutenu principalement par la Russie, a repris le contrôle de près des deux tiers du pays.

Sur un autre front, 33 combattants prorégime ont été tués dans plusieurs attaques djihadistes près de la province d'Idleb (nord-ouest), selon un nouveau bilan de l'OSDH. ■

Un membre des Forces démocratiques syriennes monte alors qu'une femme et un enfant quittent le dernier bastion du groupe Etat islamique à Baghouz, dans la province syrienne de Deir ez-Zor, le 27 février. Bulent Kilic/AFP



A Baghouz, l'ultime bataille contre le « califat »



Des membres de Forces démocratiques syriennes emmènent femmes et enfants de Baghouz au camp d'Al-Hol. Chris Huby/Le Pictorium

La reprise des combats pourrait être le signe d'un arrêt des négociations.

chefs de Daech exigent de pouvoir s'enfuir vers l'Irak avec leurs familles ». Depuis, les négociations se sont poursuivies selon des termes qui restent secrets. Ce responsable avait reconnu, dès le samedi 23 février, l'existence d'un accord avec les djihadistes qui explique les évacuations millimétrées de familles et d'otages.

La reprise des combats pourrait être le signe d'un arrêt des négociations, à moins que cet assaut final ne masque une reddition ou une énième évacuation des djihadistes, comme celle qui avait eu lieu à la fin de la bataille de Rakka. Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre alors que les opérations en première ligne

Les Forces démocratiques syriennes ont lancé l'assaut contre le dernier réduit de l'organisation djihadiste dans le sud-est de la Syrie.

Des otages occidentaux seraient encore entre les mains de Daech, dont peut-être le père Paolo Dall'Oglio.

Champ pétrolier d'Omar (Syrie)
De notre envoyé spécial

Rarement assaut final contre le califat aura été tant attendu et mis en scène. Annoncée comme imminente depuis début février, la prise de Baghouz, dernier bourg dans le sud-est de la Syrie tenu par l'État islamique (Daech), a finalement commencé le week-end des 2-3 mars. Selon des sources interrogées par *La Croix*, des otages occidentaux se trouveraient là entre les mains des djihadistes, dont le père Paolo Dall'Oglio.

Nul ne sait vraiment le nombre d'irréductibles qui restent à affronter. « Nous nous attendons à ce que les combattants étrangers se



battent jusqu'à la mort, les Tchétchènes, les Européens, les Ouzbeks... », prévoit l'un des cadres historiques de l'Armée des révolutionnaires, une milice arabe en première ligne aux côtés des Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance arabo-kurde soutenue par la coalition internationale dans le nord-est syrien. Comme lui, les officiers interrogés dans la base arrière du champ pétrolier d'Omar estiment que 1000 à 2000 djihadistes seraient toujours retranchés à Baghouz.

Cet assaut final a été précédé par une trêve de deux semaines négo-

ciée entre Daech et les FDS, pour permettre l'évacuation des civils et d'otages. Plus de 10 000 personnes, principalement des familles de combattants, ont quitté la poche en une semaine, selon les décomptes du Centre d'information du Rojava (nom kurde du Kurdistan syrien), un média en ligne créé par des volontaires internationaux. Mais aussi des dizaines d'otages, femmes et enfants yézidis irakiens enlevés au Sinjar en 2014, de même que des Syriens kurdes, arabes et chrétiens, et des combattants des FDS capturés par les djihadistes. Ainsi, dix prisonniers de guerre ont été libérés mi-février, 24 sont encore sortis jeudi 28 février, selon des communiqués du commandement des FDS.

La trêve avait commencé le 12 février, date de la libération des premiers prisonniers de guerre. « Après avoir obtenu une trêve pour ces otages, nous avons finalement entamé les négociations », reconnaît un responsable de l'Armée des révolutionnaires.

Selon une source militaire, « les

se font à l'abri des caméras et du regard des journalistes et quand le haut-commandement des FDS continue de nier tout pour parler pour ne pas donner prise à ceux qui les accusent de laisser s'enfuir les djihadistes.

Seule certitude, l'assaut final fait craindre pour la vie d'éventuels otages occidentaux. Le quotidien britannique *The Times* avait révélé début février que Daech a mis dans la balance des négociations la vie de trois otages occidentaux, le journaliste britannique John Cantlie, le jésuite italien Paolo Dall'Oglio et une infirmière néo-zélandaise de la Croix-Rouge, restée anonyme. Abou Ali Bard de l'Armée des révolutionnaires a confirmé que les négociateurs de Daech ont bien eux-mêmes affirmé les détenir. L'information, transmise à des proches du père Paolo, a pu être confirmée indépendamment. Selon les sources contactées par *La Croix* et par la communauté de Paolo, les derniers otages libérés ont encore vu Paolo Dall'Oglio en vie tout récemment.

Jérémy André

Shelling lights up the sky over Baghouz, the last ISIS pocket in Syria

**Special report:
Campbell MacDiarmid witnesses the finale of the battle to wrestle the last territory from the militant group**



Campbell MacDiarmid
March 3, 2019
/www.thenational.ae

As the sun set over the final bastion of ISIS territory in Syria, an inferno was raging inside the encampment where the group's remaining diehards were making a suicidal last stand against the encircling US-backed Syrian forces.

After four years of international efforts to push back the militants in Iraq and Syria, and a month of moving civilians and surrendering ISIS fighters from Baghouz in northern Deir Ezzor Province, the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) announced a final push to clear the last ISIS hold on Friday.

The "stronghold" now measures just 700 square metres.

The status of the group's self-declared Islamic State is a far cry from 2014, when it controlled lands stretching from the gates of Baghdad to the hills of Raqqa.

Its fighters once held territory estimated to be the size of Jordan, under which about 8 million people were subjected to brutal rule in the "caliphate" declared by ISIS leader Abu Bakr Al Baghdadi from a Mosul



Men suspected of belonging to ISIS are screened by Syrian Democratic Forces after fleeing from the last pocket of territory held by the group outside Baghouz, Syria. Campbell MacDiarmid / The National

pulpit in 2014.

Officials expect the decisive battle in Baghouz to end soon, but not before they face thousands of planted mines, surprise attacks from a network of tunnels and a final wave of suicide bombers.

Advancing forces repelled an ISIS counter-attack shortly after the offensive began on Friday evening.

"Within a few days they'll be finished," Adel Judi, a commander with the Kurdish YPG militia that forms the backbone of the SDF, told The National on a hilltop overlooking Baghouz.

By Saturday night, all that remained were towering pillars of billowing black smoke. Under that shroud, the tiny cluster of hamlets and farmland that make up Baghouz had been burning since an ISIS ammunition dump caught alight earlier in the day.



As unseen coalition jets roared in the starry night sky, streams of tracer bullets tore into the remnants of Baghouz, where mortars, rockets and light arms were also being fired.

Explosion followed explosion in the encampment as incoming shells and burning munitions detonated.

The lack of tracer fire coming out suggested that anyone surviving behind ISIS lines was probably hunkered down in trenches and tunnels.

It was the fiercest night-time fighting from SDF's operations to regain Deir Ezzor in eastern Syria.

For the Kurdish fighters who fought ISIS since the 2014 battle for Kobane, where a small number of them defended the northern Syrian city in view of the Turkish border, there was little sympathy for the plight of those inside.

On a hilltop, Cdr Judi watched the battle with satisfaction, despite the shrapnel from an old wound in one of his eyes blighting his vision.

The burly, veteran fighter for the YPG had survived many battles with this hated enemy.

"We starved in Kobane and now ISIS are in tents," he said as he spoke to his men on the front line, some about 50 metres from the extremists.

A mixture of Kurdish and Arab fighters, they were also jubilant at the prospect of a decisive victory over a foe that once posed a deadly threat to the Kurds.

"Laurence the Arab, how are you doing?" Cdr Judi said into his radio.

"If I felt any better it would be illegal," came the reply over the handset.

"Burn, burn!" shouted another voice.

Backed against a bend in the

Euphrates River, with Syrian government forces waiting on the far bank, there would be no escape for these ISIS fighters.

"Either they will die or they will go to the river and die," Cdr Judi said.

With his men advancing cautiously there had been few coalition air strikes, he said, although this would shortly change.

About 15,000 people had fled the pocket in the past month, but the last women evacuated by the SDF on Thursday said there were more inside.

TAlso of concern was the possible presence of western hostages believed to be still held by ISIS.

Recent reports indicate that at least one has been seen alive by those who had been moved from Baghouz.

As of Saturday afternoon, there had been fatalities on the SDF side with at least seven of the force's fighters wounded.

"There are martyrs but at this stage we cannot say more," SDF commander Adnan Afrin said.

Earlier in the day, an ISIS thermal rocket hit an armoured vehicle carrying YPG media personnel, wounding two severely.

As the SDF fighters continued firing into the darkness, the roar of the jets intensified. Then came the whine of a strike and an enormous fireball rose above the ISIS posts.

The shockwave followed shortly after, causing a palpable thump to the chest from a kilometre away.

Any ISIS members still alive would be lucky to last the night. And even if they did, it was clear that their fate was already written. ♦



Photo: The long rows of Kurdish graves serves as a reminder of the long battle against IS.

Turkey faces growing Kurdish insurgency in Syria's Afrin

An investigative journalism site reports that hundreds of violent attacks claimed by several anti-Free Syrian Army groups in Afrin mirror the modus operandi of the Kurdistan Workers Party (PKK).



Amberin Zaman
March 4, 2019
www.al-monitor.com

Ever since the Turkish military and allied factions from the Free Syrian Army drove the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) out of Kurdish-dominated Afrin in March 2017, there has been almost no independent reporting on how the enclave is faring under Turkish occupation. The United Nations and Human Rights Watch are among a handful of international bodies that have offered valuable insight on the massive human rights abuses — rape, theft, extortion, kidnappings and the forced displacement of locals in favor of Syrian Arabs based in from areas retaken by the Syrian Arab Army — allegedly inflicted by the FSA under Turkey's watch. The UN said some of these actions amount to war crimes. But aside from propaganda being churned out from opposing sides, even less is known about a low intensity insurgency that is being waged by several Kurdish armed groups against the FSA and Turkish forces inside Afrin.

Using satellite imagery and open sources, the online investigative media outlet Bellingcat has sought to lift the veil on the 10-month insurgency in a report that was published on March 1. The study focuses on the attacks claimed by three anti-FSA groups. They are the YPG, Ghadab al-Zaitoun (Wrath of Olives) and Hezen Rizqariya Efrine (Afrin Liberation Forces). Together they have claimed responsibility for almost 220 attacks carried out between late March 2018 and the end of January 2019.

Alexander McKeever, a master's student at New York's City University who gathered and analyzed the data, told Al-Monitor that the groups had claimed 25 more attacks in February. He was able to independently verify half of them. Amid the forest of technical details, three aspects of the insurgency stand out: The actors, their methods and the impact of their attacks, all of which have wide ramifications for the broader conflict between Turkey and the YPG as well as their respective relations with the other main stakeholders in the eight-year-old Syrian conflict: Russia, Iran, the regime and the United States.

The YPG is widely lauded for its steely courage in the US-led coalition's battle against the Islamic State. Its men and women fighters have with their Arab allies in the Syrian Democratic Forces brought the caliphate to its knees and shrunk its once vast territory to the hamlet of Baghouz, where the final assault against the jihadists is currently unfolding. But in Afrin, Bellingcat suggests, Syrian Kurdish forces may be displaying a darker side they are presumably less keen to advertise.

Wrath of Olives, McKeever observes, "gained notoriety for their highly controversial kidnappings and executions of FSA members and suspected collaborators, a grim hallmark that has differentiated them from official YPG activity in Afrin." The word "official" here is key because, as McKeever noted, there is speculation that both Wrath of Olives and the Afrin Liberation Forces are front groups for the YPG. If true, the tactic mirrors the modus operandi of the Kurdistan Workers Party (PKK), the rebel group that has been fighting Turkish forces since 1984 and helped found, organize and staff the YPG. The PKK is believed to use front groups such as the Kurdistan Freedom Falcons for its urban operations, in which civilians are sometimes targeted. The practice gives the PKK plausible deniability while at the same time forcing the government to back off. Wrath of Olives has published some of its execution videos online. At least two of its victims were allegedly civilians accused of serving as informants for the Turkish military.

The Afrin insurgents typically use IEDs during the day and roadside ambushes with small firearms at night. More recently, however, the Afrin Liberation Front has begun to use anti-tank guided missiles against its Turkish foes.

McKeever said it's conceivable that the Kurdish rebels are operating with the acquiescence of the Syrian regime, which also has a vested interest in disrupting the Turkish occupation. The situation is so murky in Afrin that it's impossible to confirm, as is the death toll. But at least 10 Turkish soldiers have died since



Turkish forces patrol an area in Afrin, Syria, March 22, 2018.
REUTERS/Khalil Ashawi

the end of the Turkish offensive. Turkey often ascribes the deaths to de-mining accidents. Bellingcat places the number of opposition rebels killed over the past 10 months at over 100 in what it calls a prudent estimate.

The main reason Turkey was able to launch Operation Olive Branch was that Russia, which controls the skies over Afrin, allowed it to do so over the regime's objections. Its fall was an enormous blow to Syria's Kurds, as it is their heartland, said Thomas Schmidinger, a political scientist and cultural anthropologist at the University of Vienna who has authored two recent books on the Syrian Kurds, one of them on Afrin.

Schmidinger told Al-Monitor, "Afrin was much more Kurdish than any other part of Rojava," he said using the Kurdish name for Syrian Kurdistan. Schmidinger added, "Afrin is considered the most liberal and open-minded region in Rojava and was also a hub for religious minorities like the Yazidis and Alevis. They suffer especially under the Turkish occupation and the semi-jihadist militias who work with the Turkish army."

Schmidinger alluded to the desecration of Alevi and Yazidi sacred sites and cemeteries, all documented by McKeever in a separate Bellingcat study.

However, Sunni Kurds also suffer under the policies of ethnic cleansing. The internally displaced are prevented from returning while Arab and Turkmen settlers take over their homes. "It seems that Turkey is trying to establish a kind of Turkish Republic of Northern Syria in the region, similar to the Turkish Republic of Northern Cyprus, but with an Islamist agenda," Schmidinger argued.

The Wrath of Olives label is a pointed reference to Turkey's alleged appropriation of Afrin's rich olive harvest, which used to be one of its main sources of income. Its rebel allies stand accused of burning down thousands of olive trees, extorting produce from local farmers at rock bottom prices and dismantling and stealing local olive oil presses.

All of these violations are feeding the Kurds' desire for vengeance but can the insurgency be enough to drive out Turkish forces and scare off their collaborators? Not likely, contended Fabrice Balanche, an associate professor and research director at the University of Lyon II who closely monitors the Syrian conflict. Balanche reckons that Afrin serves as an example to the YPG of the fate that likely awaits them in places like Kobani and Qamishli, with Turkey invading once the United States withdraws, "which it almost certainly will," Balanche told Al-Monitor. "It's either that or the Kurds will have to agree to an unconditional return of the regime."

In any case, Moscow is in no real hurry to see Turkey leave because Afrin gives Russia leverage over Turkey and the regime. It undermines Turkey's ties with NATO by virtue of being such an irresistible prize that is Russia's alone to deliver. At the same time it is a constant reminder to the Kurds of how the Americans failed to come to their defense. But the Syrian Democratic Forces seems undeterred, declaring in a statement last month that it would focus on the "liberation of Afrin" once the battle against the Islamic State is over. ♦

Amberin Zaman is a senior correspondent reporting from the Middle East, North Africa and Europe exclusively for Al-Monitor. Zaman has been a columnist for Al-Monitor for the past five years, examining the politics of Turkey, Iraq and Syria and writing the daily Briefly Turkey newsletter.

Iranian Kurds: Between the Hammer and the Anvil



By Ofra Bengio
BESA Center Perspectives Paper No. 1,103, March 5, 2019
<https://besacenter.org>

EXECUTIVE SUMMARY: The new strategy toward Iran taken by Donald Trump, which includes withdrawing from the nuclear deal, imposing sanctions on Tehran, and isolating it internationally, created expectations among the Kurdish national movement in Iran that its common interests with the US would help it gain American support in fighting the regime in Tehran. To the movement's dismay, this commonality of interests has not been translated into practical terms – unlike US policy toward the Kurds in Iraq and Syria. Compared to the other Kurdish populations, the Iranian Kurds have remained isolated and silenced.

The gloomy situation of the Kurdish minority in Iran is ironic in light of the fact that during the short life (January-December 1946) of the Republic of Mahabad – which gave Kurds their first modern political party, national symbols like a flag and an anthem, and a political framework to aspire to – Iranian Kurdistan was the cradle of Kurdish nationalism.

The Iranian Kurds suffer from a “double otherness” that has set them apart from the Islamic Republic. From a religious standpoint, about 70% of the approximately eight million Iranian Kurds are Sunni (the rest are Shiite). From an ethnic standpoint, they collectively constitute a nation distinct from the Persian. Nevertheless, their opposition to the radical Islamic regime seems less intense than that of Kurds in other countries.

To explain these paradoxes, one needs to analyze the stances of four main actors other than the Kurds themselves: the Islamic Republic, the Kurdish enclave in Iraq, the various governments of Iraq, and the US.

The Islamic Republic's all-out war on the Kurds

The Kurds initially reacted with enthusiasm to the advent of Ayatollah Khomeini and the establishment of the Islamic Republic in February 1979. After some thirty years of oppression by the Shah's regime, they thought their status was finally going to improve. The leading faction, the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI), emerged from underground, and its leader, Abdul Rahman Ghassemlou, returned from exile and took command of the group. But the Kurds and their leadership soon realized that the Islamic Republic and the process of Shiite radicalization it had set in train were much more dangerous to them than the Shah's regime had ever been.

Khomeini simply denied the existence of minorities in Iran from the start, asserting that Islam did not distinguish among minorities. (As recently as May 2016, the ostensibly liberal president Hassan Rouhani declared that “The Kurds are Iranians and Muslims above all.”) Khomeini backed up his stance with action. For example, he prevented Ghassemlou from taking part in the Assembly of Experts entrusted with formulating a new constitution for Iran. In response, the Kurds withdrew their support for the constitution and for the new regime. Khomeini then called the Kurds “heretics” and demanded that KDPI members “adopt Islam” – and if they didn't, they could expect harsh treatment by the authorities.

When the Kurds tried to exploit the chaos prevailing in the country to launch an uprising, Khomeini issued a ruling on August 20, 1979 calling for jihad against the rebels. The uprising continued intermittently until the summer of 1983, with the Kurdish parties reiterating their demand for autonomy. The regime rebuffed this demand on the grounds that such a concept does not appear in the Koran.

Once the revolt was finally quashed, the regime used extremely repressive measures to prevent further insurrection by the Kurds, including killing their leaders. Ghassemlou, for example, was murdered by Iranian agents in Vienna in 1989 after being induced to take part in talks on a solution to the Kurdish problem. The murder immediately reignited the revolt, which



Iranian Kurds celebrating Nowruz in Palangan, Iran, March 10, 2017, photo by Keyvan Firouzei via Wikimedia Commons

continued until 1996.

The ayatollahs also hanged hundreds of young Kurds suspected of political activity (the regime likewise executes prisoners who have been incarcerated ten years or longer). These executions were meant to convey a threatening message to the Kurds, and the method is used as a deterrent tool to this day. For example, in the six months attending President Trump's announcement of the US withdrawal from the nuclear deal, the regime executed 44 young Kurds.

Another tactic used by the regime was to bombard bases of the Iranian Kurdish opposition in the Kurdish enclave in Iraq. These bombardments continued intermittently during the years of the revolt, 1989-96, which ended with the Kurdish organizations announcing a unilateral ceasefire. The year 2004 saw the establishment of a new Kurdish opposition group, the Kurdistan Free Life Party (PJAK), which operated within the Iraqi Kurdish enclave. This organization, which is in fact affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK) in Turkey, carried out operations against Iran but in 2012 was heavily pressured by the regime to cease its activity.

Meanwhile, the regime implemented a divide-and-conquer policy toward the Sunni and Shiite Kurdish populations. It extended political, social, and economic benefits to the latter while undermining the socioeconomic status of the former, whose area of residence in Kurdistan became one of the most disadvantaged in the country. In the religious domain, the regime began to attempt the Shiization of the Sunni Kurds while preventing the construction of Sunni mosques.

Enemy brethren: The Iraqi Kurds

As difficult as the Kurds' plight is within Iran, their relations with the Iraqi Kurdish enclave are troubled as well. Since the late 1960s, the Kurdish factions in Iraq have developed a strong dependency on Iranian governments, both the Shah's and that of the Islamic Republic. The support they have received in fighting the Iraqi regime compelled them to pay protection money in the form of aiding the fight against their Iranian Kurdish brethren.

The Iraqi-based Kurdistan Democratic Party (KDP) has thus fought with the Iranian KDPI at the behest of the Islamic Republic. The KDP had bases and camps in the north of the primarily tribal Iranian Kurdish region and fought for influence with its Iranian counterpart. With the outbreak of the Kurdish revolt in Iran, the KDP launched a campaign against the ➡

⇒ Iranian party that climaxed in 1983 when it helped the Tehran regime defeat the Iranian Kurds.

After the collapse of the Kurdish revolt in Iran, Iranian Kurdish parties found refuge in Iraqi Kurdistan and set up bases there. The local government did not, however, wish to harm its relations with Tehran and forbade the Iranian parties from operating against Iran from its territory. This effectively paralyzed them. They went underground in Iran, and in the Iraqi Kurdish enclave they became a stationary target for Iranian bombardment if they dared to act.

Iraqi governments: A weak reed

If the Iranian Kurdish opposition pinned its hopes on support from the Iraqi government, that government did little to play the Kurdish card against the regime in Tehran. At the outset of the Iran-Iraq War (1980-88), Saddam Hussein tried to use the Iranian Kurds as a tool against the Islamic Republic, but the aid he gave them was meager and so was his success. Up to the overthrow of the Baath regime in 2003, he never again turned to the Iranian Kurds. Since the rise of the Shiite-led regime in Iraq and the emergence of symbiotic relations between it and Tehran, Baghdad has had no need or desire to help the Iranian Kurdish opposition against the Islamic Republic.

The US keeps its distance

In contrast to the close ties it has forged with the Kurds in Iraq and recently with the Syrian Kurds, the US has kept its distance from the Kurds in Iran. Traditionally, from the time of the Republic of Mahabad, Washington saw the Iranian Kurdish organizations as under the sway of the Soviet Union. Moreover, because the US supported the Shah until his downfall in 1979, it regarded these organizations as a factor endangering the stability of its Iranian ally. But even after the Shah's demise, Washington did not try to help the Iranian Kurds and recruit their support against the Islamic regime. One possible explanation is that the US has consistently preferred the territorial integrity of states over other considerations such as supporting an oppressed minority.

The PJAK's establishment in 2004 saw initial contacts between it and the Bush administration. That lasted until February 2009, when, only a month after his inauguration, President Obama declared the group a terror organization. This was a first indication of the administration's new strategy, which aimed for a historic reconciliation with the Iranian regime (including a nuclear agreement) and hence precluded any assistance to the Iranian Kurds.

Yet even the Trump administration, which adopted a diametrically opposed strategy toward the Islamic Republic, did not seriously attempt to support the Kurds or make use of them to weaken or deter Iran. The reasons are not clear – it may have seen them as too weak, may have wanted to avert Iranian retaliation against the Iraqi Kurdish enclave, or may have wanted to avoid opening another Pandora's box like the one in Syria.

After Trump's announcement of the withdrawal from the nuclear agreement, the Iranian Kurdish organizations believed the conditions had ripened for an uprising against the regime in Tehran. They quickly discovered, though, that the US had turned its back on them. They were subjected to harsh measures by the regime, including bombardment of their bases in the Kurdish enclave and a spike in the number of hangings of Iranian Kurds. The Iranian Kurds lost on all counts and remain silenced and remote from the international stage.

Modern history shows that, while the Kurds typically use wars and revolutions as a springboard to improve their lot, once the fighting stops, they tend to pay a heavy price because of their diplomatic-political weakness and lack of levers of influence in the international arena. The failures that occurred with the collapse of the Republic of Mahabad at the end of WWII, following the uprising in the early days of the Islamic Revolution, and at the end of the Iran-Iraq War are only a few of many examples. ●

Prof. Ofra Bengio is a senior researcher at the Moshe Dayan Center of Tel Aviv University and a lecturer at the Shalem Academic Center. She has published many studies on the Kurdish issue, the most recent of which is the forthcoming Kurdistan's Moment in the Middle East. Email: bengio@post.tau.ac.il



March 4, 2019

Leading Kurdistan Region parties ink deal to 'expedite KRG formation'

Kosar Nawzad March 04-2019
kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region's two leading parties on Monday signed an agreement to, among other things, ensure a speedy government formation.

The deal came following a meeting between the leadership of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), in an event the spokesperson of the latter, Lateef Shiekh Omar, described as "historic."

The two parties' leaders "reached a political agreement to expedite #KRG formation," KDP member Hoshyar Zebari wrote on Twitter.

Zebari was part of the negotiating team, led by KDP deputy head Nechirvan Barzani, which met with the PUK.

During a briefing after the meeting, spokespersons of both parties sounded optimistic and highlighted the importance of the event. KDP spokesperson Mahmoud Mohammed said the deal would protect the interests of the people of Kurdistan through a united voice.

The agreement puts an end to a recent rift



The heads of the negotiating teams of the KDP and PUK ink the bilateral agreement, described by the spokesperson of the latter as "historic." (Photo: Kurdistan 24)

between the two parties, which had led to a general boycott of parliamentary sessions by the PUK. During one such session, the three leadership posts of the legislative body were voted in. The speakership is due to go to the PUK but with its MPs not present, lawmakers elected a KDP candidate as the interim speaker.

The PUK continued its boycott in a later session that saw members of the body's legal committee elected. The KDP sought talks with the PUK to settle differences, which were impeding

efforts to form the new Kurdistan Regional Government (KRG).

On Sunday, KDP leader Masoud Barzani met with PUK acting leader Kosrat Rasul to hash out political disagreements.

According to a statement from Masoud Barzani's press office, both sides underlined the "serious efforts being made" to "establish and strengthen the institutions of the Kurdistan Region." ♦



La Turquie espère une opération conjointe avec l'Iran contre le PKK

Istanbul, 6 mars 2019 (AFP)

LA TURQUIE ESPÈRE lancer une opération conjointe avec l'Iran contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui livre une sanglante lutte contre Ankara depuis plus de 30 ans, a-t-elle annoncé mercredi.

"Si Dieu le veut, nous lancerons une opération avec l'Iran contre le PKK", a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Süleyman Soylu dans un entretien avec l'agence de presse étatique Anadolu.

"Mener une opération conjointe, c'est une proposition défendue de longue date par l'Etat turc (...) Nous essayons ensemble d'avancer sur cette question et il y a de nombreux échanges entre nos services de renseignement", a ajouté M. Soylu.

Ce dernier n'a pas donné davantage de précisions, mais Ankara a plusieurs fois évoqué ces dernières années une opération militaire turco-iranienne contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, pays qui partage une fron-

tière avec la Turquie et l'Iran.

Le PKK et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), un parti kurde iranien qui lui est affilié, ont tous deux des bases arrière en Irak.

En 2017, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait ainsi déclaré, après une visite du chef d'état-major iranien à Ankara, qu'une opération conjointe contre le PKK en Irak était à l'ordre du jour.

La Turquie est par ailleurs en train de terminer la construction d'un "mur de sécurité" à sa frontière avec l'Iran pour empêcher les allées et venues des rebelles kurdes entre les deux pays.

Le PKK livre une sanglante guérilla contre l'Etat turc depuis 1984. Plus de 40.000 personnes, dont de nombreux civils, ont été tués dans les affrontements entre les forces de sécurité et le PKK.

Cette organisation est qualifiée de "terroriste" par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. ●



6 mars 2019

Six fois épouse de jihadiste, internée dans un camp en Syrie, elle défend Daesh à la télévision britannique

06/03/2019 www.bfmtv.com

Une équipe de journalistes britanniques s'est rendue dans un camp de l'est syrien, où Daesh est acculé. Là, ils ont rencontré un groupe de femmes dont l'endoctrinement salafiste ne se dément pas. Parmi elles, une jeune fille, Yasmina illustre la vie d'une femme de jihadiste dans cette région du monde, sans cesse veuve, sans cesse remariée, et transformée en outil de propagande.

Les jihadistes de Daesh sont en train de perdre le peu de terrain qu'il leur reste, dans l'extrême Est syrien, désormais repliés dans la seule poche de Baghouz. A mesure qu'elles avancent, les troupes arabo-kurdes qui les combattent sur le terrain capturent de plus en

plus de civils qui, hier encore, vivaient sous la loi du salafisme guerrier. Au premier rang de ses naufragés, on trouve bien entendu les femmes de jihadistes.

VARIÉTÉ DES PROFILS

Une équipe de la chaîne de télévision anglaise Channel 4 a recueilli auprès de certaines d'entre elles des témoignages glaçants dans le camp d'al-Hol où elle s'est rendue. Empli par plus de 56.000 personnes en provenance du réduit de Baghouz, le camp présente des profils très variés, notamment chez ces épouses de jihadistes. Khadija, 12 ans, par exemple se présente devant les caméras, avec sa sœur, plus jeune encore. Mais c'est une autre jeune fille qui retient l'attention.

Yasmina Haj Omar a 19 ans. Elle s'est mariée



Yasmina Haj Omar, à la télévision anglaise. - Capture d'écran Channel 4.

pour la première fois à l'âge de 13 ans. Ses maris mourant les uns après les autres, elle a épousé six jihadistes successifs en six ans. Parmi eux, on compte deux Syriens et quatre "étrangers" (c'est-à-dire venus d'ailleurs que de Syrie).

"Ça m'allait parce que je suivais la parole du Prophète. Tout ça se fait pour l'amour de Dieu, pour la gloire de Dieu. A chaque fois qu'un homme mourrait en martyr, j'en épousais un autre", a-t-elle assuré.

UN POINT COMMUN

Toutes les femmes rencontrées par les reporters dans ce camp d'al-Hol ont un point commun, au-delà de leur diversité apparente: toutes continuent à défendre Daesh et se considèrent comme "victimes" des Kurdes qui les ont capturées et administrent l'endroit. Yasmina, par exemple, attribuent ses douleurs au ventre et son saignement vaginal permanent aux bombardements américains.

Et pour atypique que paraisse sa trajectoire, son cas se retrouve peut-être sous d'autres longs et intégraux voiles noirs qui parcourent le camp. ♦



Des femmes et des enfants évacués de Baghouz, ultime bastion du groupe Etat islamique (EI), sont pris en charge par les Forces démocratiques syriennes (FDS), le 5 mars 2019 dans la province de Deir Ezzor. AFP -

Dans l'est syrien, le "califat" moribond de l'EI se vide de ses derniers survivants



Des femmes et des enfants évacués de Baghouz, ultime bastion du groupe Etat islamique (EI), sont pris en charge par les Forces démocratiques syriennes (FDS), le 5 mars 2019 dans la province de Deir Ezzor. AFP - Bulent KILIC



Un homme soupçonné d'avoir combattu dans les rangs du groupe Etat islamique marche devant des combattants des Forces démocratiques syriennes, près de Baghouz, en Syrie, le 4 mars 2019 AFP - Bulent KILIC

Pres de Baghouz (Syrie) (AFP) - 06/03/2019
[//www.lepoint.fr](http://www.lepoint.fr)

Les derniers irréductibles abandonnent eux aussi le "califat" moribond: physiquement brisés et l'air hagard, des combattants présumés du groupe Etat islamique (EI), mais aussi des milliers de femmes et d'enfants, fuient l'ultime réduit des jihadistes en Syrie.

Cela fait plusieurs jours que les Forces démocratiques syriennes (FDS), engagées dans l'offensive contre les jihadistes, promettent la fin de ces évacuations.

Mais le flot ne tarit pas et des centaines de personnes continuent de sortir chaque jour du dernier fief de l'EI, situé aux confins orientaux de la Syrie.

Entassées dans de gros camions, elles débarquent sur une position des FDS à proximité du village de Baghouz, où sont retranchés les jihadistes dans une petite poche.

Après avoir été fouillées, les femmes s'installent par grappes à même le sol, des enfants chétifs et sales agrippés à leurs longs niqabs noir couverts de poussière.



De la fumée s'élève du dernier réduit du groupe Etat islamique après un bombardement, dans le village de Baghouz en Syrie, le 3 mars 2019 AFP - Delil souleiman

Il y a de plus en plus d'hommes aussi. Allongés sur des brancards, perchés sur des béquilles, le crâne bandé, la cheville ou le pied.

Ceux qui sont soupçonnés d'appartenance à l'EI vont être placés en détention. Ce sont les forces de la coalition internationale emmenée par Washington, soutenant les combattants kurdes et arabes des FDS, qui supervisent le processus.

Les femmes se jettent sur l'aide distribuée: de l'eau, du pain, du lait, mais aussi des couches, précieuses pour les mamans de tous ces bébés en pleurs, âgés parfois de quelques mois seulement. Et ils sont nombreux.

"UN DÉSASTRE"

Voilà ce qu'il reste du "califat" autoproclamé en grande pompe par les jihadistes en 2014 sur de vastes régions et grandes villes conquises en Syrie et en Irak.

Ce proto-Etat, aussi grand que la Grande-Bretagne, n'est plus aujourd'hui qu'une toute petite poche, dans un village de l'extrême est de la Syrie.

Trainant un sac bourré d'affaires, une femme réclame de l'eau. Elle s'interrompt soudain en voyant au sol une bouteille à demi-pleine, qu'elle va avaler d'un seul coup.

"On était assiégé (...) on buvait de l'eau sale", lâche-t-elle.

Rien que pour la journée de mardi, environ 3.500 personnes, dont 500 jihadistes ayant capitulé, sont sortis du dernier réduit de l'EI, selon les FDS.

"C'était horrible. Il y avait des bombardements, des tireurs embusqués", lâche Oum Mounes, entourée par des enfants.

"On a essayé de se cacher sous les tentes pour ne pas être touchés par les balles (...), on était livré à nous-mêmes", poursuit-elle.

"C'était un désastre", souffle une autre femme, originaire d'Irak, qui refuse de donner son nom.

"Les voitures étaient projetées et les maisons détruites. Des enfants et des femmes dans les rues carbonisés" par les bombardements, lâche-t-elle. "Par Dieu je le jure, je les ai vus".

A la position des FDS, les civils sont fouillés et interrogés avant d'être transférés vers des camps de déplacés.

"C'est fini", lâche Mahmoud, adolescent de 13 ans originaire de la ville d'Alep, se traînant vers un camion qui va le transporter vers un camp de déplacés.

"Il n'y a plus rien qui s'appelle Etat" islamique. ●

Erdogan dans la bataille des fruits et légumes

À la veille des municipales, le parti du président monte des stands à prix cassés pour lutter contre l'inflation.

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE A ISTANBUL

TURQUIE C'est la nouvelle bataille d'Erdogan. Une guerre d'un nouveau genre, lancée, cette fois-ci, contre ce que le président islamo-conservateur qualifie de « terrorisme » des prix. « *Combat total contre l'inflation* », annonce le slogan imprimé sur la tente blanche qui a soudainement poussé sur la place Taksim, au cœur d'Istanbul. Sous l'édifice de toile, planté par la municipalité pro-AKP, le Parti de la justice et du développement, l'installation est sommaire : quelques cageots de tomates, de pommes de terre et de poivrons empilés les uns sur les autres, des barrières de fer pour faciliter la queue des clients, et quatre employés municipaux mobilisés pour vendre leurs stocks à des prix imbattables. « *Ici, le kilo de tomates ne coûte que 3 livres turques (environ 50 centimes d'euro), soit au moins la moitié des prix pratiqués ailleurs. Chaque jour, nous voyons défiler plus d'un millier de personnes* », avance fièrement Yunus, l'un d'entre eux.

L'initiative, qui vise à enrayer la hausse des prix – la monnaie locale a dévié de moitié en un an – fait des émules. « *Je suis venu faire mes réserves pour la semaine. Les légumes, c'est tout ce que je peux me permettre. Je n'achète plus de viande depuis des mois* », souffle Lütfü Güler, un Sтамбуliote à la retraite, les bras chargés de sacs. De décembre 2018 à janvier 2019, les produits alimentaires ont augmenté de 6,43 %. En rythme annuel, leur hausse est estimée à quelque 31 %, selon les statistiques officielles. « *Ce stand est une bénédiction* », avance une mère de famille, en poussant son chariot. Lancés le 11 février, des dizaines de marchés éphémères comme celui-ci ont été érigés entre Istanbul et Ankara, la capitale. Chaque consommateur a le droit d'y acheter entre 1 et 3 kilos de chaque sorte de légume. Une entreprise à succès : il faut parfois attendre pendant une heure pour remplir ses sacs de légumes.

Mais la plupart des clients ne sont pas dupes. « *Encore une stratégie de campagne!* », peste Zekiye, une mère de cinq enfants, dans une allusion au scrutin municipal du 31 mars. « *Ils pensent pouvoir nous acheter avec quelques sacs de*



Des Sтамбуliotes font la queue devant des employés municipaux pour payer leurs légumes, le 17 février. EMRAH GUREL/AP

potatoes, et masquer la corruption et les dysfonctionnements politiques », poursuit la femme, irréductible supportrice de l'AKP, mais qui dit « *hésiter cette fois-ci à voter pour le parti du président* ». Ces élections municipales, moins stratégiques que les législatives de 2018, restent néanmoins cruciales pour Recep Tayyip Erdogan. Réélu l'an passé, le chef de l'État turc n'a pas oublié qu'il doit son ascension politique à ses années passées à la tête de la mairie d'Istanbul, mais aussi au boom économique du début des années 2000 lorsqu'il occupait le poste de premier ministre.

« *Ce scrutin, bien que local, est un test politique pour Erdogan et l'AKP en cette période de difficultés économiques. Perdre Ankara serait un terrible revers pour le parti du président* », estime le politologue İlhan Uzgel.

La soudaine croisade contre les prix, lancée à renfort de discours et d'installations de marchés à prix réduits, a tout du calcul populiste. Avant Erdogan, d'autres leaders – on se souvient des « *patates gratuites* » qu'Ahmadinejad fit distribuer en Iran pendant sa campagne de 2009 – se sont prêtés à l'exercice.

Mais l'initiative est à double tranchant : si elle soulage les foyers les plus

pauvres, elle crée aussi des mécontents. À commencer par les épiciers et les supermarchés, contraints de casser les prix pour suivre ce qu'ils considèrent comme une injuste concurrence. « *Mes clients boudent mon échoppe* », râle un commerçant du Bazar qui a vu baisser sa clientèle depuis qu'un stand a fleuri dans le quartier d'Eminönü. Selon le quotidien *Hürriyet*, nombre de supermarchés, comme Migros, ont fini par aligner les tarifs de certains légumes sur ceux de la municipalité. Sur la longue avenue Siraselviler, lovée derrière Taksim, la supérette Namli n'a pas changé ses tarifs mais affiche désormais, pour chaque légume, le prix d'achat et le prix de vente, afin de rendre compte de ses maigres bénéfices. « *Le président cherche à nous faire endosser la responsabilité des prix qui flambent. Mais on n'a pas le choix : outre l'inflation, les coûts de production ont augmenté à cause des mauvaises conditions météorologiques dans le sud du pays* », dit-il.

Du côté de l'opposition, la grogne est également palpable. Les partis anti-Erdogan accusent le président de faire vendre à perte des légumes par la mairie, quitte à essayer le manque à gagner avec l'argent public et de mettre sur le dos des commerçants son incapacité à maîtriser l'inflation. Quant aux acheteurs, ils montrent des signes de fatigue. « *On ne cesse de nous abreuver de discours sur la grandeur de notre pays, sur le nouvel aéroport international, sur les nouveaux ponts. Mais en réalité, on n'a pas de quoi manger à notre faim. C'est comme dresser une table avec des somptueux couverts, en laissant les assiettes vides* », regrette Zekiye, la mère de famille. ■

3

livres turcs
Prix du kilo
de tomates, soit
50 centimes d'euro

L'effroyable odyssée des enfants yazidis prisonniers de Daech

Convertis de force et emmenés par les djihadistes dans leur fuite, ils surgissent des ruines de Baghouz, dernier réduit de l'EI en Syrie.



ADRIEN JAULMES ajaulmes@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À GOMAR (SYRIE)

SYRIE Ils sont onze, comme dans un conte, mais leur histoire relève plutôt du cauchemar. Ils ont surgi au milieu des milliers de personnes qui sortaient de la dernière poche de l'État islamique à Baghouz. Mais si la foule d'évacués était constituée des djihadistes et de leurs familles, eux étaient leurs victimes. Ils sont onze petits garçons yazidis auxquels l'EI a tout pris : leurs parents, leur enfance, leur religion, parfois même leur langue maternelle.

Dans le désert, les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS) les ont mis à l'écart des autres. Même leur libération semble à peine les toucher. Ils restent assis par terre, les joues creuses et le regard éteint.

« Nous étions des centaines d'enfants, la plupart étaient yazidis », raconte Mazen, le plus âgé de ce petit groupe de rescapés. Il est âgé d'une quinzaine d'années, mais il a le corps d'un enfant de dix ans et le visage d'un homme de quarante. « Il y avait un garde en permanence avec nous. Il nous donnait à manger. Je dois reconnaître que le garde n'était pas méchant. On ne connaissait pas son nom. À la radio, les autres l'appelaient numéro 6. Un matin, nous nous sommes réveillés, et il avait disparu. Il n'y avait plus personne autour de nous. Des voitures sont arrivées, et nous sommes partis avec les FDS », dit-il.

Les onze enfants ont été emmenés au village de Gomar, près de Hasake, dans la région tenue par les FDS dans l'est de la Syrie. Une association, la Maison des yazidis, a été créée par leurs coreligionnaires syriens dont les petites communautés s'accrochent à leurs villages dépeuplés par l'émigra-



Infographie LE FIGARO

tion. On retrouve dans une ferme au milieu des champs les onze enfants rescapés. Leurs cheveux pleins de parasites ont été coupés ras. Les plus jeunes baissent la tête, évitent de croiser les regards et restent mutiques. Seul Mazen parle : « Ils cherchaient à nous amadouer. Nous avions des cours de religion musulmane tous les jours, même quand les bombes tombaient. Ils nous disaient : "C'est la vraie religion." Quand nous étions tout seuls, nous discussions de comment nous allions retourner chez nous. Mais au bout d'un moment, nous avons presque oublié notre langue. Voilà l'histoire », conclut Mazen en baissant la tête.

« Les petits ne parlent plus que l'arabe, dit une femme âgée qui s'occupe d'eux depuis leur arrivée. Je suis épuisée, j'ai pleuré quand je les ai vus arriver. C'est tellement triste. Les plus grands se souviennent de ce qui leur est arrivé, mais je leur demande parfois d'arrêter de me raconter parce que c'est

Après avoir fui l'État islamique, des enfants yazidis sont rassemblés dans une zone contrôlée

par les Forces démocratiques syriennes, le 23 février près de Baghouz.
AFP

« Les plus grands se souviennent de ce qui leur est arrivé, mais je leur demande parfois d'arrêter de me raconter parce que c'est trop triste à entendre »

UNE FEMME ÂGÉE QUI S'OCCUPE DES ENFANTS YAZIDIS DEPUIS LEUR ARRIVÉE À GOMAR

trop triste à entendre. Ils ne savent pas ce qui est arrivé à leur mère. »

Le calvaire des yazidis a commencé en août 2014 de l'autre côté de la frontière, en Irak. Cet été-là, les katibas de l'État islamique qui se sont emparées de Mossoul deux mois auparavant avancent vers le massif du Sinjar, où vit une importante communauté yazidie. Ce groupe ethnico-religieux est apparenté linguistiquement aux Kurdes, mais pratique une religion aux racines zoroastriennes, préchrétiennes et préislamiques. Considérés comme des adorateurs du diable et des hérétiques par les musulmans, les yazidis sont vus par les zélotes salafistes de l'EI comme des païens à massacrer ou à convertir. Quand les Pechmergas, les combattants kurdes irakiens qui défendaient la région, se débandent, les djihadistes déferlent. Plusieurs dizaines de milliers de yazidis parviennent à fuir sur le mont Sinjar ; mais beau-

coup sont pris au piège. Dans l'idéologie du djihad, le rezzou est sanctionné par la religion. Les hommes sont emmenés d'un côté et assassinés. Les femmes et les fillettes sont vendues comme esclaves dans de sordides enchères, parfois menées via des messageries instantanées. Les petits garçons sont emmenés pour être élevés comme de petits musulmans. En tout, plus de 6 000 yazidis disparaissent dans le nouveau territoire du califat comme dans un trou noir.

Dans les mois et les années qui suivent, quelques femmes réapparaissent. Certaines ont réussi à s'échapper. D'autres ont été rachetées à leurs tortionnaires par des intermédiaires. Les captifs sont emmenés dans la retraite de l'EI. Ces dernières semaines, l'organisation acculée dans la poche de Baghouz, sur les bords de l'Euphrate, a desserré son étreinte. Plusieurs dizaines de rescapés ont surgi au milieu des fuyards de l'EI. Mais plus de 3 700 yazidis manquent toujours.

« Nous récupérons des femmes et des enfants. Jamais d'hommes, dit Mahmut, responsable de la Maison des yazidis à Gomar. Les femmes ont été mariées de force, parfois plusieurs fois, y compris de toutes jeunes filles. Les garçons ont été convertis de force à l'islam. » Mahmut est allé plusieurs fois au camp de réfugiés de al-Hawl, où ont été transférés plus de 50 000 membres de l'EI, en majorité des femmes et des enfants, évacués de la poche de Baghouz, pour essayer de retrouver des yazidis.

« Beaucoup de femmes sont toujours trop effrayées pour s'identifier comme yazidis, dit Mahmut. Elles ont été converties à l'islam, portent le hidjab et parlent arabe. Elles n'ont pas de documents d'identité. L'administration du camp essaye d'enregistrer toute la population, mais c'est un processus lent et difficile. 800 personnes ont été prises



Des civils échappés de Baghouz font la queue lors d'une distribution de vivres dans une zone contrôlée par les Forces démocratiques syriennes, mardi près de Deir ez-Zor.

en photo, que nous avons pu examiner. Nous avons fait venir une commission depuis le Sinjar pour qu'ils essayent de reconnaître des yazidis. Ils en ont trouvé deux. Ça veut dire qu'il en reste encore beaucoup. »

Les quelques femmes qui parviennent à échapper à l'EI, comme B., une jeune mère de famille avec ses deux enfants, ont été mariées de force en plus d'avoir été converties. Leurs témoignages éludent soigneusement ces épisodes terribles, mais elles se heurtent au rejet de leur famille et de leur communauté d'origine. Originnaire du Sinjar, elle a été enlevée pendant l'attaque d'août 2014. Emmenée à Tel Afar, en Irak, puis à Raqqa et à Deir ez-Zor, en Syrie, elle a été entraînée dans sa retraite par l'État islamique jusqu'à la poche de Baghouz. Elle s'est échappée en partant à pied dans le désert. Elle a été vendue plusieurs fois

pendant sa captivité. Sa conversion à l'islam lui a, dit-elle, permis de garder avec elle ses enfants. « J'ai passé presque cinq ans avec Daech, dit-elle. Je ne sais pas si mon mari est mort ou vivant. Je n'ai aucune nouvelle de lui. La frontière irakienne est fermée et nous ne pouvons pas retourner au Sinjar. J'ai appelé deux fois ma famille. Je veux rentrer chez moi, mais je ne sais pas si ma famille va m'accepter. Sinon, je trouverai une autre solution. »

Dans les campagnes de la Jézira, la grande plaine entre l'Euphrate et le Tigre, beaucoup de villages yazidis sont aujourd'hui presque vides. « À Barzan, il y avait une centaine de familles avant la guerre civile, dit Mahmut en comptant sur ses doigts. Il n'y en a plus que sept. À Tolko, un village voisin, il n'en reste que deux au lieu de cent, et sept à Souleimani. » ■

The Washington Post March 17, 2019

US planning to keep 1,000 troops in Syria despite Trump's withdrawal call

By Mark Moore / March 17, 2019
<https://nypost.com>

The US military is readying plans to keep 1,000 American troops in Syria — a development that comes three months after President Trump announced he wanted a full withdrawal, according to a report Sunday.

The Trump administration's talks with Turkey, European allies and US-backed Kurdish fighters haven't resulted in an agreement to create a safe zone in the country's northeast, where the Kurds are fighting Islamic State terrorists, the Wall Street Journal reported.

After Trump's December announcement, Turkey threatened to cross the border into Syria and attack the Kurds, whom Ankara accuses of

being a terrorist group.

The US will now continue to work with the Kurds, meaning that as many as 1,000 American troops will remain in Syria.

Trump's initial decision to remove the roughly 2,000 troops prompted the resignation of Defense Secretary James Mattis and criticism from bipartisan lawmakers who accused the president of pulling out before ISIS had been defeated.

Members of Trump's national security team continued to press the president to get assurances from Turkish President Recep Tayyip Erdogan not to attack the Kurds after the US withdrawal. After Erdogan refused to do so, Trump decided to keep some troops in Syria.

The larger troop contingent is a nod toward



the ability of ISIS to regroup, the report said, adding that US officials estimate that up to 20,000 armed fighters of the extremist group are spread out around the world, including many in sleeper cells in Iraq and Syria. ●

Economic unease in Turkey

ISTANBUL

President tries to reduce the pain from a widening crisis as elections approach

BY CARLOTTA GALL

At a recent rally to open the campaign before municipal elections this month, President Recep Tayyip Erdogan was heckled by a group of public workers demanding jobs. But he was having none of it.

"Do not expect anything from us," a visibly angry Mr. Erdogan scolded the upstarts at the rally in the eastern province of Sivas. "I'm not an ordinary politician and do not provoke this meeting."

Other supporters cheered, drowning out the protest. But it was a moment telling of Mr. Erdogan's vulnerability, as ordinary Turks feel the deepening pain of the country's economic slide for the first time in his 17 years in power.

After long unbroken growth, Turkey is entering a recession amid falling investor confidence and a credit crisis. Bankruptcies have increased. Unemployment and inflation have hit double digits. Rising prices, especially at the vegetable markets, have become a national obsession.

The widening economic crisis now presents the president's Justice and Development Party, or A.K.P., with one of the stiffest challenges yet to its important base of support in small towns and cities as the local elections approach.

Mr. Erdogan, who remains popular, has led his party's campaign. But while he may be able to whip some members into line, the economy is unlikely to be so easily moved.

The president's formula of deflecting blame for economic troubles is now being combined with other, more drastic measures — in particular, trying to suppress prices at fruit and vegetable markets as he attempts to maintain his party's support.

Already in election mode, Mr. Erdogan has resorted to well-tested tactics on the campaign trail. He blames a foreign conspiracy for rising costs. He accuses money-grubbing middlemen of extorting customers. He lashes out at opposition politicians for whipping up a fake campaign of economic hardships.

"Tomatoes, potatoes, aubergine, green peppers, et cetera," Mr. Erdogan told party election officials recently. "My siblings, all of this is just a gimmick."

The government had sent out inspectors to keep prices down at the wholesale markets, he said.

When the inspectors encountered a hostile reception from the wholesalers, Mr. Erdogan compared their attackers to terrorists.

"They attempted to beat up our inspectors. Why? Because they kicked the hornet's nest," he said.

"If there are those who think they are stronger than the state, they should know that we will finish those who terrorized the wholesale market as soon as possible, as the state finished the terrorists in Cudi, in Gabar, in Tendurek, inside the caves," he said, in a reference to Turkey's counterterrorism operations against Kurdish insurgents in southeastern Turkey.

"Can we allow our nation to be exploited? We will join hands and God willing will finish this exploitation," he said.

Mr. Erdogan, who was elected last year to a newly powerful presidency, is personally secure. No Turkish politician comes close to matching his popularity.

But the municipalities are the base of A.K.P.'s support and are critical to its hold on power and its reputation for being able to provide services, mainly for the urban working class and conservative communities.

Indicators at the local level show the party's support to be slipping. It failed to win a majority in parliamentary elections last year, forcing it to go into a coalition with the Nationalist Movement Party, and it faces a similar test in local elections March 21.

Some polls show the party's popularity hovering at around 30 percent. Even pro-government columnists and insiders are warning that it is losing popularity, blaming corrupt or incompetent local officials.

Cevdet Yilmaz, deputy chairman of the A.K.P., denied that the party was slipping in the polls at a news briefing last month but admitted that opinion polls showed an exceptionally high number of undecided voters.

Nevertheless, Mr. Yilmaz said he was confident that the party would deliver a result equal to the parliamentary election last year. "The A.K. party has strong leadership, political stability in Turkey, and if there are hardships in the economy the right answer is the A.K. party rather than other smaller parties," he said. "People make realistic assessments of the situation, and I believe the effect of the economy will be marginal in that sense in voter preferences."

Yet there is no doubt that prices — which escalated sharply after the Turkish lira lost more than 25 percent of its value in 2018 — are uppermost in Turks' minds.



Above, people lining up to buy vegetables in the Besiktas district of Istanbul this month. Below, a protest against the economic policies of the government in Istanbul in December.



Shoppers and traders in Istanbul's neighborhood markets were reluctant to voice criticism of the government, but the tension over prices was evident. One shopper said her hands were trembling as she handled peppers that have tripled in price in recent weeks.

Turkey faces falling investor confidence and a credit crisis.

And most interviewed were clear-eyed about where the problem of rising prices lay. Storms destroyed greenhouses, ruining much of the green pepper crop this year and causing a shortage.

But even before this year, farmers have been struggling as a result of economic policies that neglected agriculture in favor of infrastructure and housing development.

"Turkey's fundamental problem about food prices is the agricultural policy," said Ahmet Atalik, the head of the Istanbul branch of the Chamber of Agricultural Engineers.

The government turned to importing foodstuffs, and as a result, farmers could no longer earn a living, and have steadily abandoned their fields. "They move to the cities, they just quit," Mr. Atalik said.

Over the 17 years that Mr. Erdogan

has been in power, more than 7.4 million acres of farmland, an area roughly the size of Belgium, have been taken out of cultivation. The number of registered farmers has dropped to 2.1 million from 2.8 million in the past 10 years, Mr. Atalik said.

In a sign of their concern at rising prices, Mr. Erdogan and his cabinet have been swift to intervene to contain the political fallout.

“Of course, it even attracted the attention of our president,” Commerce Minister Ruhsar Pekcan said, announcing on television that her ministry had ordered price controls in all 81 provinces. “What is important is that the people at the first level feel it. And we are taking measures about that.”

Mr. Erdogan has announced a raft of measures himself, including discounts of 10 percent on household electricity and natural gas bills, which have in-

creased several times in recent months, and similar breaks for small and medium businesses.

The government raised the minimum wage 26 percent at the beginning of the year, and floated a new law to remove state commissioners who act as middlemen between farmers and the market.

As the election campaign opened, the government set up temporary municipal market stalls to sell fruit and vegetables at cost, rapidly drawing lines of customers. But the approach may entail certain risks.

If the government is breaking a monopoly in the markets and introducing competition, then it is doing the right thing and could bring prices down, said Selva Demiralp, professor of economics at Koc University in Istanbul.

But if the government is purchasing the vegetables at the same wholesale market and subsidizing the low prices, it

will harm the market structure.

“The answer is probably somewhere in between,” she said.

For now, the subsidized vegetable stalls have eased some of the tension but none of the steps has been enough to offset the widespread economic pain.

Gulcan Guler, 60, was selling bunches of nettles that she gathered in her neighborhood of Fatih.

Married to a retired factory worker, she said she had raised five children with her sales of nettles.

She said she loved Mr. Erdogan’s party, the A.K.P., but she wanted to ask the president a question.

“Now a retired person, or let’s say a worker on the minimum wage, 2,200 lira” — or about \$413 a month — “How can he pay his rent, how can they make their living?” she asked.



March 2, 2019

Syrian Kurds welcome UN report documenting war crimes in Afrin

Wladimir van Wilgenburg March 02-2019
kurdistan24.net

ERBIL (Kurdistan 24) – A representative of the Syrian Democratic Council (SDC) in the United States has welcomed the latest report the United Nations’ Independent International Commission of Inquiry on Syria released on Thursday that described the practices by Turkish-backed groups in Afrin as war crimes.

Sinam Mohamad, an SDC representative in the US, said the UN report is “a good sign and start” to shed light on the violations in Afrin, but emphasized that more had to be done.

According to Mohamad, the Turkish occupation in Afrin must end, and the Turkish-backed groups need to leave. Turkey and its armed groups occupied the former Kurdish-held region on March 18, 2018.

“Nobody mentioned anything about the violation of human rights, the kidnapping of women, the taking of lands of people, the selling of Afrin’s olive oil by Turkey to Europe, and the demographic change, which is the most dangerous,” she stated.

In its report, the UN said that “there are reasonable grounds to believe that armed group members in Afrin committed the war crimes of hostage-taking, cruel treatment, torture, and pillage.”

“Due to the glaring absence of the rule of law, it similarly remains unclear whether Turkish forces were capable of exercising overall control over any armed groups present in the district,” it added.

Related Article: UN report suggests Turkish-backed groups commit war crimes in Afrin



Free Syrian Army (FSA) fighters enter the center of Afrin on March 18, 2018, and destroy the Kurdish Kawa statue. (Photo: Social Media)

Several civilians from Afrin who were displaced to the Kurdish city of Kobani confirmed to Kurdistan 24 that many human rights violations had taken place, including torture, kidnapping, and the pillaging of Afrin’s olives.

According to one civilian, Turkish-backed rebel groups arrested him on several occasions.

“I was arrested. They tied my leg with a rope, hanged it on the roof, and beat me with cables,” the civilian, who identified as the pseudonym Ali, recounted.

One Turkish-backed group detained Ali for two months before eventually releasing him.

After this, he attempted to flee from Afrin by going to Idlib and tried to cross the border to Turkey. However, groups in control of the border arrested Ali and brought him back to Afrin.

He eventually paid \$1,100 to a Kurdish member of the Free Syrian Army (FSA) to bring him to Ain Dadat, close to Manbij. From there, Ali

was able to reach areas the Syrian Democratic Forces (SDF) control and now lives in Kobani.

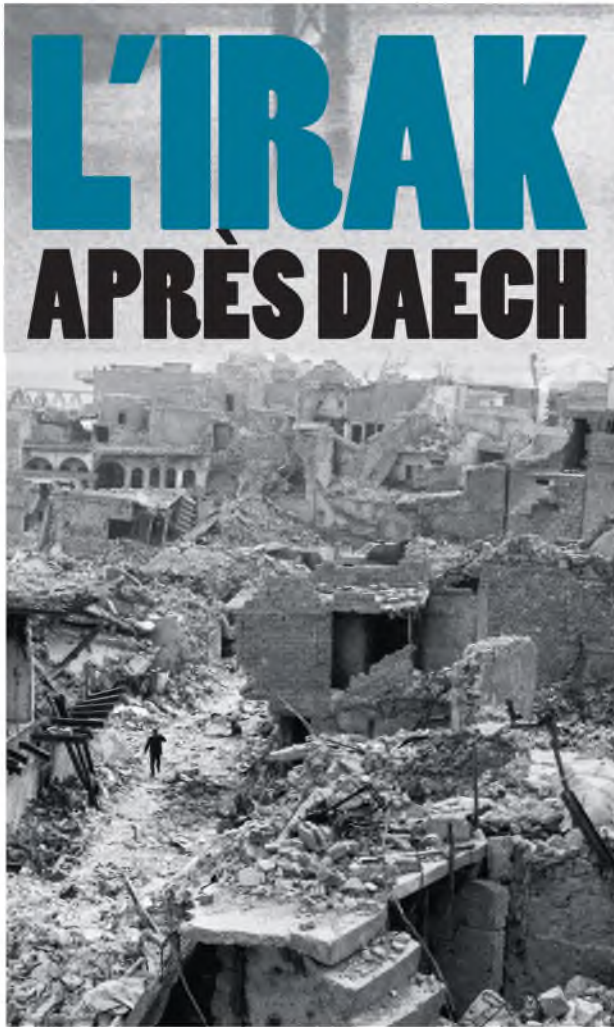
Mohamad underlined that the return of Afrin civilians to their original homes, and the departure of Turkish-backed groups is of paramount significance.

According to the World Health Organization (WHO), the Turkish attack on Afrin resulted in the collapse of the local health system and displaced 167,000 people. Local Kurdish officials say the number is even higher.

“We need a solution,” the SDC official said. “The war crimes are ongoing there, and they have not stopped.”

Furthermore, Turkey has settled thousands of families and fighters from areas like Eastern Ghouta, Douma, Homs, Idlib, and Deir al-Zor to replace the local population.

Mohamad called on the Turkish army to leave Afrin and end its violations, so “the people in the camps can go back to their city and villages.” ♦



— Middle East Eye (extraits) Londres

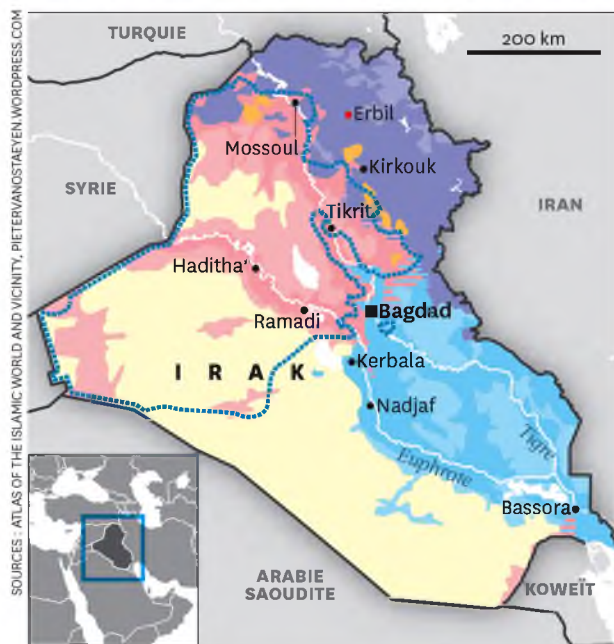
Faire des pronostics sur ce qui attend l'Irak [dans les mois qui viennent] revient à s'aventurer dans un palais des glaces. La réalité est déformée, la vision troublée et si l'on prend le mauvais couloir on risque de s'écraser contre une paroi de verre. Depuis 2003 [et l'invasion américaine du pays], rares sont les prévisions faites en début d'année qui se sont révélées exactes. Il en sera très probablement de même pour 2019. Trop de variables, d'acteurs extérieurs et de facteurs échappent à tout contrôle pour que l'on se risque à jouer au devin.

Même les intentions des États-Unis, habituellement l'acteur le plus prévisible, ne peuvent être devinées. La visite surprise du président Donald Trump, dans la nuit du 25 décembre 2018, a été la première qu'il ait faite aux troupes américaines engagées dans des "guerres stupides" au Moyen-Orient. Elle a consisté en une rencontre de trois heures axée sur la Syrie qui n'a guère contribué à faire apprécier son pays du nouveau gouvernement irakien. Pour de nombreux observateurs de la région, si l'attitude de Trump annonce quelque chose, c'est que l'Irak et ses nombreux problèmes sont à la disposition de ceux qui les veulent.

Un an après que le groupe Daech a été pratiquement vaincu en Irak, le pays continue de souffrir de violences ponctuelles perpétrées par les derniers combattants de l'organisation ou de ses sympathisants. L'exaspération de la population, en proie à des difficultés quotidiennes persistantes, a également provoqué de violentes émeutes dans le Sud [et notamment dans la ville de Bassora, à l'été 2018]. Car seize ans après la guerre de "libération", les Irakiens ont certes gagné une certaine démocratie, mais ils continuent de manquer de services de base, tels que l'eau potable, l'électricité et des soins de santé corrects, ainsi que des perspectives d'emploi. Daech a peut-être été vaincu, mais cela ne met pas de la nourriture dans les assiettes, ni de l'eau propre dans les puits, ni un toit sur la tête des gens.

La victoire du mouvement dirigé par le chef religieux chiite populiste Moqtada Al-Sadr aux élections législatives de mai 2018 a montré que la priorité des Irakiens moyens, quelle que soit leur appartenance ethnique ou religieuse, n'était pas de lutter contre des menaces obscures, comme l'influence de l'Iran ou le retour de la dictature, mais de pouvoir vivre décemment, se soigner et travailler. Parmi ses partisans figureraient non seulement des chiites irakiens, mais aussi des sunnites et des chrétiens mécontents de l'état actuel des choses et qui se définissent comme des Irakiens plutôt que comme les membres d'un culte. Ils veulent une amélioration de leurs conditions de vie et de leurs perspectives d'avenir.

Parallèlement aux émeutes qui ont éclaté dans le sud du pays, de plus en plus d'appels ont été lancés pour que le système de gouvernement passe de parlementaire à présidentiel. Les partisans de ce changement estiment que le système parlementaire actuel est miné par la corruption et les querelles de pouvoir internes, et que cela permet aux puissances extérieures de s'immiscer dans les affaires publiques, d'exploiter ces divisions, ce qui nuit encore plus à leur gestion. Un système présidentiel, insistent-ils, résoudrait ces problèmes : un "homme fort", éclairé et pondéré mettrait fin à la corruption, à la sclérose bureaucratique, au manque de



Territoires irakiens occupés par l'État islamique à son apogée (fin 2014)

* Ville restée sous contrôle du gouvernement irakien.

Groupes ethniques et religieux (en % de la population) :

- Arabes chiites (58)
- Kurdes (21,5)
- Arabes sunnites (16,5)
- Turkmènes (2,3)
- Zones désertiques

➤ services de base, à l'insécurité et à la "tyrannie de la majorité". "Tout le monde se gargarise de démocratie, d'innovation, de liberté de la presse, etc., déclare une source proche du gouvernement, mais personne ne tente de s'attaquer au féodalisme, qui est la cause sous-jacente de l'absence de vraie société civile."

Le gouvernement du Premier ministre Adel Abdel-Mahdi [entré en fonction en octobre 2018] doit donner la priorité au développement, aux services sociaux et à l'amélioration des conditions de vie s'il veut éviter une nouvelle crise. Les motifs d'espoir restent toutefois nombreux. Seize ans après l'invasion menée par les États-Unis qui a renversé un dictateur [Saddam Hussein] qui n'avait pas été élu, une nouvelle génération d'électeurs vont entrer dans les isoloirs. La grande majorité d'entre eux n'ont connu que la guerre, l'insécurité et la pauvreté, mais ils sont connectés au reste du monde par les réseaux sociaux, ils connaissent leurs droits en tant que citoyens et ils savent à quoi doit ressembler une démocratie qui fonctionne. C'est pourquoi les émeutes peuvent être considérées comme l'enfantement douloureux d'une société civile capable de contrôler le gouvernement.

L'un des événements décisifs de l'année dernière a été l'émergence de nouvelles figures. Elles ont pris la relève des septuagénaires de l'ancienne garde, qui ont largement dominé la scène pendant des décennies. Moqtada Al-Sadr n'a que 44 ans. Dans le nord du pays, les électeurs kurdes ont vu moins de vieux visages, remplacés par ceux des fils

et des neveux, dont Qubad Talabani, 41 ans [le fils de Jalal Talabani, qui a présidé l'Irak de 2005 à 2014], Masrour Barzani, 50 ans, et Nechirvan Barzani, 52 ans [le fils et le neveu de Massoud Barzani, à la tête de la province autonome du Kurdistan de 2005 à 2017]. Un nouveau parti qui porte bien son nom, Nouvelle Génération, est également apparu. Il est dirigé par Shaswar Abdulwahid Qadir, un homme d'affaires devenu politicien.

Bien entendu, il ne faut pas, lorsqu'on veut jauger les défis qui attendent l'Irak, sous-estimer le poids de l'influence iranienne. Car il continue de se faire sentir dans le pays, surtout depuis l'annonce du retrait des États-Unis. Mais ce qui se passe en Syrie donne à penser que, plutôt que d'abandonner le pays, l'intention des États-Unis est de confier à la Turquie le soin de contrer l'expansionnisme de l'Iran [chiite]. Cette solution est beaucoup plus acceptable pour les sunnites d'Irak, qui entretiennent des liens culturels et religieux avec la Turquie depuis l'époque ottomane. L'idée est que la Turquie saura mieux freiner les ambitions de l'Iran que les États-Unis et leur manque de tact.

En 2003, peu de temps avant l'invasion de l'Irak par les États-Unis, je me trouvais dans la ville d'Erbil, dans le nord du pays. On y sentait beaucoup d'impatience et d'excitation. Dans un marché très animé, j'avais discuté avec un marchand de légumes. "Nous espérons que Saddam sera délogé, m'avait-il dit. Le gouvernement local pourra peut-être alors se concentrer un peu plus sur nos problèmes." Seize années ont passé, et je me demande ce qu'il dirait aujourd'hui.

—Tanya Goudsouzian
Publié le 7 janvier

The Washington Times

March 18, 2019

Turkey, Iran team up to fight U.S. Kurdish allies in Syria

By Carlo Muñoz - March 18, 2019
<https://www.washingtontimes.com>

Turkish and Iranian forces on Monday kicked off an offensive against U.S.-backed Kurdish paramilitary forces in Syria that Ankara has labeled a terrorist group, as Washington continues to hammer out a security deal with the NATO ally for a post-Islamic State Syria.

Turkish Interior Minister Suleyman Soylu announced the operation against eastern Syrian enclaves housing members of the Kurdistan Workers Party or PKK. "We started carrying out an operation with Iran against the PKK on our eastern border this morning [and] will announce the result," of that offensive in the coming days, Mr. Soylu said during a televised speech on state-run media, Reuters reports.

Elements of the Syrian Democratic Union Party or PYD are tied to the Kurdish People's Protection Units, or YPG. The YPG is the known armed wing of the PKK, operating mostly in northern and eastern Syria. Turkey has tagged the PKK and the YPG as a terrorist group, responsible for attacks inside Turkey.



U.S. troops and Syrian Democratic Forces patrol near the Turkish border with Syria

YPG elements are also part of the Syrian Democratic Forces or SDF — the umbrella coalition of Arab and Kurdish militias backed by the U.S., who played a critical role in driving out the Islamic State from its Syrian redoubts.

The Pentagon thus far has remained mum on Iran's joint operation with Turkey, which remains one of Washington's key NATO allies in the region. On Sunday, Chairman of the Joint Chiefs of Staff Gen. Joseph Dunford said

American commanders were "conducting detailed military planning" with their military counterparts in Ankara, "to address Turkish security concerns along the Turkey-Syria."

The four-star general also dismissed reports that the U.S. was planning to keep 1,000 U.S. troops in Syria, to protect Kurdish paramilitaries, despite President Trump's announcement of a complete Syrian withdrawal in December. U.S. officials have since said a residual force of 400 to 600 American soldiers would remain on the ground in Syria. ●

Daesh nears end as hundreds leave Baghouz

Mar. 06, 2019 | Agencies
<http://www.dailystar.com.lb>

OUTSIDE BAGHOUZ, Syria: Hundreds of people left the last area held by Daesh (ISIS) in Syria Tuesday where they gathered in a massive reception area to be searched and screened by U.S.-backed fighters.

Some of those who gathered outside the village of Baghouz said they had been waiting since the previous night when hundreds left the Daesh-held pocket. The latest wave of evacuations brings the final defeat of the extremists' so-called "caliphate" at the hands of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces closer.

Officers from the U.S.-led coalition were seen screening the men who had left the Daesh-held area to determine if they were militants or civilians. The exodus came three days after the U.S.-backed forces resumed their push on the militants holed up in Baghouz on the banks of the Euphrates River, close to the Iraqi border.

In past weeks, thousands of civilians left the speck of territory in organized evacuations following an earlier halt in fighting.

The Kurdish-led forces said their fighters were surprised by the large number of civilians, including

Daesh family members, cooped up in the tiny area squeezed smaller and smaller by intermittent offensives.

The U.S.-backed forces slowed their push on Baghouz last week to allow civilians to leave the enclave.

Asked about the situation inside Baghouz, a Russian woman who came out with her three children responded in broken Arabic: "Fear." She said her husband had died earlier.

Another woman in her mid-20s, who identified herself as Reem, who from the central Syrian province of Hama, said she was waiting for her husband to come out of a Daesh-controlled jail.

He has been there for months after killing a Daesh member in retaliation "for his baby daughter being killed in an airstrike," she said.

"I haven't seen him since and don't know where he is," Reem said, adding that she asked repeatedly for his whereabouts before she eventually decided to leave.

The evacuees said the bombing had been intense over the past days.

One woman said she saw a man hit by a missile as she was escaping from one tent to another.

Another woman said many were waiting to leave and that the scene was chaotic at the safe passage



Smoke and fire billow after shelling on the Islamic State group's last holdout of Baghouz, in the eastern Syrian Deir Ezzor province, March 3, 2019. Kurdish-led forces backed by US warplanes rained artillery fire and air strikes on besieged and outgunned jihadists making a desperate last stand in a Syrian village. (Delil souleiman/AFP/Getty Images)



A man suspected of belonging to the Islamic State (IS) group walks past members of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) just after leaving IS' last holdout of Baghouz, in the eastern Syrian province of Deir Ezzor on March 4, 2019. / AFP / Bulent KILIC



Men wait to be screened after being evacuated out of the last territory held by Islamic State militants.

area. Earlier Tuesday, SDF spokesman Mustafa Bali tweeted that about 3,000 people came out of Baghouz Monday.

They left through a humanitarian corridor established by the Kurdish-led forces for those who wanted to leave or surrender.

Since Feb. 20, more than 10,000 people have left the Daesh pocket, often in dramatic scenes of black-robed women with children in the back of trucks passing through the corridor and heading into the desert.

They were then whisked off to a camp for displaced people to the north, while suspected Daesh militants were moved to detention facilities.

Bali said a large number among those who left Monday were militants who "surrendered to our forces."

It is unclear how many Daesh militants and civilians remain inside, but the number is now likely in the hundreds.

Separately, the Syrian military mounted airstrikes against Daesh and clashed with the militants in the area of Sukhneh, between Palmyra and Deir al-Zor, the pro-Damascus Al-Watan newspaper reported.

The flare-up in that area Monday points to the foothold Daesh still has west of the Euphrates even as the SDF is poised to seize its last enclave east of the river.

The Syrian air force mounted "a number of airstrikes targeting Daesh movements in the eastern Badia, specifically on one of the dirt roads leading to the town of Sukhneh and southeast of the town," Al-Watan said, citing a military source.

In Saudi Arabia, meanwhile, Russian Foreign Minister Sergey Lavrov met with the head of the main Syrian opposition negotiating body.

Russia has been one of the main backers of Syrian President Bashar Assad in his country's 8-year- →

→ old civil war. It has also hosted peace talks for Syria, rivaling the U.N.-sponsored negotiations.

Russia, along with other countries, has been pushing for the formation of a committee to draft a new Syrian constitution.

Lavrov, who met with Nasser al-Hariri, chief of the High Negotiations Committee, during his trip to Saudi Arabia said in comments carried by Russian news agencies Tuesday that Moscow appreciated Hariri's intensions to seek compromise in the talks and

expressed hope that the constitutional committee would be formed soon.

Hariri in turn promised Lavrov that his group would continue to coordinate with Russia on the negotiations.

The 150-member committee is intended to represent the government, the opposition and civil society and is seen by the U.N. as key to holding free elections and ending the civil war in Syria. ●

AL-MONITOR

MARCH 4, 2019

US shifts weapons from Iraq to Syria

The Pentagon rerouted millions of dollars' worth of weapons and vehicles from Iraq to Syria in the second half of 2018.



Jack Detsch
March 4, 2019
www.al-monitor.com

The Pentagon rerouted millions of dollars' worth of weapons and vehicles from Iraq to Syria in the second half of 2018, Al-Monitor has learned, as US-backed forces cornered the last remnants of the Islamic State (IS).

In a series of notifications to Congress reviewed by Al-Monitor, the Defense Department said it had determined that a bevy of supplies purchased by the Pentagon for the Iraqi military would instead go to the Kurdish-dominated Syrian Democratic Forces (SDF). The Pentagon sent lawmakers its last reprogramming notification for 2018 on Dec. 31, 12 days after President Donald Trump announced his decision to withdraw US troops from Syria.

The stock of equipment includes nearly 50 Humvees, 20 mine-resistant vehicles, 40 enhanced armament carriers and nearly 700 light anti-tank weapons. The Pentagon also approved the transfer of more than 2,400 mortar rounds, 25 mine rollers and dozens of charges used to destroy mines and other explosives, the letters indicate.

Cmdr. Sean Robertson, a Pentagon spokesman, would not confirm whether the supplies had been moved, citing government policy. When Al-Monitor reported the transfer of route clearance equipment to Syria in June, he said it would "assist the SDF in successfully retaking the last remaining [IS-held] territory in Syria."

"Ensuring that the SDF are sufficiently equipped has been critical to the SDF's hard-fought campaign to liberate the Middle Euphrates River Valley from [IS] control," he said last month. "The [Defense] department will always exercise effective and efficient use of the train-and-equip funding appropriated by Congress."

Experts said the equipment may help the SDF further diminish IS, which beefed up its urban defenses with car bombs, booby traps and other battlefield hazards. Al-Monitor first reported that the Pentagon was transferring equipment from Iraq to Syria in June.

The equipment would be helpful, "particularly to be able to overcome entrenched [IS] defenses" and vehicle-borne improvised explosive devices, which the militant group used extensively to slow US-backed forces in Syria's Middle Euphrates River Valley, said Nick Heras, a Middle East fellow at the Center for a New American Security.

Mazlum Kobane, the SDF's top commander, said last week IS is just days away from losing control of all its territory in Syria. But the shift in resources may come at a cost for Iraq, which is struggling to regain its military footing even after declaring IS defeated in 2017.

The Pentagon budgeted \$800 million to rebuild the country's armed forces last spring. But experts worry that without US boots on the ground in next-door Syria, Iraq could be forced to pick up the slack, taking on an expeditionary role fighting IS across the border.

"When you don't have intelligence on the ground and you lose some of the things that are leaving, it will become much more pinpricks from the outside," said Linda Robinson, a senior defense researcher at the RAND Corporation. "It will become a much more difficult fight to prosecute. It's



A view of Humvees parked at Camp Liberty in Baghdad, Iraq, Sept. 30, 2011. REUTERS/Mohammed Ameen

first a question of the wolf at the door and then the wolf across the border."

As Iraq looks to beef up its counterinsurgency operations against IS, and US forces take on more of a training mission, Ambassador Fareed Yasseen said the US troop and equipment presence in Iraq remains to be seen.

"It will certainly mean more American troops if we get American equipment," Yasseen said. "It will probably mean less if we buy European or Russian equipment. The American equipment is pretty expensive, and we're cash-strapped."

The envoy's assessment aligns with incoming US Central Command chief, Marine Lt. Gen. Kenneth McKenzie, who told Congress in December that Iraq will not be able to pay to maintain US equipment. Yasseen said Iraq will likely see an "internationalization of the Western military presence that's there in support of Iraqi military capabilities." That includes a new NATO training operation led by Canadian Gen. Dany Fortin. The US-led coalition fighting in Iraq told the Pentagon's inspector general last month that training of Iraqi forces "is of a basic nature" and does not fit US definitions of counterinsurgency instruction.

Though the president visited US troops at al-Asad air base in December, he did not meet with Iraqi officials.

"Every minute we try to spend putting the Humpty Dumpty back together again we are reducing our opportunity to solidify Iraq," Robinson said. "We have to look at all of the pieces on the chessboard and make the right decision." ♦

Jack Detsch is Al-Monitor's Pentagon correspondent. Based in Washington, Detsch examines US-Middle East relations through the lens of the Defense Department

A Baghouz, la vengeance des Chaitat contre l'EI

BAGHOUZ (SYRIE) - envoyée spéciale

Au milieu de ses camarades des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui ripaillent bruyamment autour de plats de riz et de poulet disposés à même le sol dans une maison abandonnée sur l'arrière-front de Baghouz, dans le Sud-Est syrien, Abderrazaq Saoud fait figure de garçon discret, presque mutique. Assis à l'écart, fluet dans son uniforme beige, le jeune soldat arabe de 19 ans observe la scène en silence, le regard vague et mélancolique.

Il n'a pas la fougue de ses frères d'armes arabes, petits gars des campagnes de Deir ez-Zor, de Rakka ou d'Idlib, qui ont rejoint par milliers la coalition arabo-kurde pour combattre les djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) contre une solde rondelette de 150 000 livres syriennes (250 euros). Ni la conviction de ses « camarades » kurdes, façonnés par l'idéologie du Parti de l'union démocratique (PYD), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et le culte de son leader, le Turc Abdullah Öcalan, qui forme la colonne vertébrale des FDS avec sa branche armée, les YPG.

Abderrazaq Saoud a une vengeance à assouvir contre l'EI, depuis que le groupe a soumis sa province, Deir Ez-Zor, dans le sang, en août 2014. « Quand Daech est entré dans mon village, Graniche, ils ont pris mes quatre oncles et les ont exécutés. Mon frère Taer est mort pendant les combats qui ont opposé notre village à Daech pendant deux mois. J'ai eu la chance de fuir avec ma famille », raconte, difficilement, le jeune soldat. Il dit ne plus pouvoir dormir, hanté par les cauchemars et le désir de les venger. Des centaines de membres de la tribu des Chaitat ont été massacrés pour l'exemple, égorgés, crucifiés et exécutés sous les caméras des propagandistes de l'EI, en repré-

« J'ai tué dix combattants de l'EI. Lorsque j'ai tué le premier, j'ai senti mon cœur s'apaiser. Je veux en finir avec Daech »

ABDERRAZAQ SAOUD
soldat des FDS



Abderrazaq Saoud (de face, à droite) avec d'autres soldats des FDS, à Baghouz (Syrie), le 4 mars. LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

sailles à la révolte d'une partie d'entre eux. Plus de 700 ont été tués dans leurs villages, dont 100 combattants et 600 civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme; bien plus encore selon les soldats issus de la tribu. Nous nous sommes « révoltés contre eux parce qu'ils disaient être des représentants de l'islam, mais ce n'est pas vrai », explique Abderrazaq Saoud. C'est aussi la prise de contrôle par l'EI des puits de pétrole d'Al-Tanak et d'Al-Omar, principale source de revenus des Chaitat, qui les a poussés à la révolte.

Recrutement parmi les tribus

« Certains Chaitat, qui contrôlaient les champs de pétrole, ont rejoint Daech pour avoir sa protection », précise Ali Abderrahman, un autre enrôlé de la tribu, âgé de 24 ans. Quant à lui, il a perdu un oncle et un cousin, tués dans les combats contre les djihadistes, qui étaient « 600 étrangers et 1 000 combattants du coin ». Le jeune infirmier a vécu avec sa famille sous le règne de l'organisation Etat islamique jusqu'à la libération d'Abou Hammam, ville de 40 000 habitants, par les FDS, le 29 novembre 2017. Il s'est alors enrôlé avec la coalition arabo-kurde comme des milliers d'autres membres des Chaitat.

« De 5 000 à 6 000 », estime-t-il.

Quelques-uns se sont enrôlés lorsque les forces kurdes YPG ont entamé une vaste campagne de recrutement parmi les tribus arabes, pour former une coalition pouvant mener l'offensive contre l'EI dans les régions à majorité arabe de Rakka et de Deir ez-Zor. Réfugié à Hassaké, Abderrazaq Saoud a ainsi rejoint les FDS il y a trois ans et s'est spécialisé dans le tir de RPG (lance-roquettes), après une formation d'un mois, mêlant « entraînement militaire et enseignement politique ». Le plus gros des recrues Chaitat s'est enrôlé, comme Ali Abderrahman, après la reprise de leurs localités. Tous jurèrent vouloir rester au sein des FDS une fois l'ultime bataille de Baghouz terminée. « Les FDS m'ont aidé à défendre ma patrie et mon honneur. Je vais rester avec eux combattre les groupes terroristes s'ils reviennent », assure Abderrazaq Saoud.

Certains soldats Chaitat sont des combattants de l'EI repentis. « La plupart des membres de Daech de mon village qui se sont rendus aux FDS sont allés en prison deux mois, puis ont été enrôlés pour combattre Daech. Ils sont

gardés sous bonne surveillance par les chefs des FDS », explique Ali Abderrahman, qui dit n'avoir aucun problème avec eux. « Les Chaitat qui ont combattu avec Daech ont été forcés de le faire pour ne pas être exécutés », abonde Abderrazaq Saoud. Seuls les irréductibles, les membres de la tribu restés combattre avec l'EI jusque dans son dernier réduit de Baghouz, sont considérés comme l'ennemi.

Encadrés par des commandants kurdes, les soldats Chaitat forment, avec les autres soldats arabes, la première ligne de la bataille. Un rôle dont Abderrazaq Saoud ne se plaint aucunement. « J'ai tué dix combattants de l'EI. Lorsque j'ai tué le premier, j'ai senti mon cœur s'apaiser. Je veux en finir avec Daech, dit-il sans affect. Si j'attrape un combattant de l'EI, je le tuerai, je ne le remettrai pas aux chefs des FDS », promet lui aussi Ali Abderrahman. Mais, sa vengeance reste inassouvie. Affecté aux unités médicales et à la logistique, il ne combat pas. Avec une pointe de déception, il confie : « Mes amis vont au front et assouvissent leur vengeance. Moi, non... » ■

HÉLÈNE SALLON

Hamit Bozarslan

Il était une fois l'Orient

L'historien d'origine kurde est devenu au fil des ans l'un des intellectuels français les plus lucides sur les crises qui secouent le monde arabo-musulman

PORTRAIT

Jamais l'écriture d'un livre ne le bouleversa à ce point. « Pour la première fois, je me sentais comme habité par les mots, et ils me réveillaient la nuit », raconte Hamit Bozarslan, 61 ans, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Kurde de Turquie, devenu au fil des ans l'un des intellectuels français les plus lucides sur son pays d'origine, comme sur le Moyen-Orient en général et ses crises. *Violence, société, dé-civilisation* (CNRS éditions, 480 p., 25 euros), son nouvel ouvrage, écrit « à partir des notes accumulées sur près de trente ans », tente de comprendre « l'irruption de l'irraison » et les processus d'autodestruction qu'elle entraîne.

« J'avais le sentiment d'une triple urgence face à l'autodestruction du monde arabo-musulman, face à l'émergence des antidémocraties, comme la Russie, la Chine, la Turquie, et face à la montée des populismes ébranlant les démocraties occidentales, que l'on pensait être les plus solides », précise le chercheur, qui explique avoir été lui-même confronté dès son enfance aux aléas d'une histoire tourmentée.

Le village natal d'Hamit Bozarslan, près de Lice, sur les derniers contreforts anatoliens aux confins des frontières irakiennes et syriennes, fut détruit, comme tant d'autres, dans les opérations menées dans les années 1990 par l'armée turque contre la rébellion kurde. Son grand-père y faisait l'imam. « Les religieux étaient les gardiens de la langue et de la culture kurdes face à la république laïque inspirée du modèle jacobin instaurée par Mustafa Kemal », détaille-t-il. Son père était tout aussi habité par la cause kurde. Il rêvait également d'une société socialiste, qu'il évoquait auprès de ses six enfants entre ses nombreux passages en prison pour ses activités culturelles, dont la défense de l'alphabet kurde. Désormais octogénaire et installé en Suède, il achève la rédaction d'un gros dictionnaire turco-kurde.

« La Turquie d'Erdogan n'est pas un Etat totalitaire au sens que donne Hannah Arendt, avec la destruction simultanée de l'Etat, de la société et de la civilisation, même s'il y a de nombreux points communs, car le président turc n'arrive pas à mobiliser toute la population », explique l'historien et politiste. Autour d'un leader incarnant la nation, ce système, qui n'est pas sans rappeler la tyrannie antique, se veut « une alternative radicale à la démocratie libérale, dénoncée comme efféminée et corrompue ».

La référence à la guerre est consubstantielle à un tel pouvoir, « avec un ennemi omniprésent, sans que personne se souvienne qui il fut hier, ne sache qui il est aujourd'hui et ne devine qui il sera demain », ironise Hamit Bozarslan. Jeune homme, juste après ses études secondaires, il quitte une Turquie encore plus misérable et presque aussi répressive que celle d'aujourd'hui pour la Suède, où vivaient déjà de nombreux réfugiés kurdes. Il obtient une bourse pour rejoindre la France du président Mitterrand. Sa première année est consacrée à l'apprentissage du français, dont il ne parlait pas un mot.

Des livres devenus des classiques

Inscrit à la faculté, il travaille avec l'historien François Furet (1927-1997), l'un de ses maîtres à penser, dont il assume la « lecture de gauche ». « La vraie difficulté est de réussir à penser la rupture, de poser la question de la révolution non pas comme l'étape inévitable d'un processus, mais comme une énigme de l'histoire. » Sous la direction de Furet, il écrit, en 1992, sa thèse en histoire sur « Les

« L'ORGANISATION ÉTAT ISLAMIQUE ET LE NAZISME SONT DES PHÉNOMÈNES DIFFÉRENTS, MAIS AVEC DES POINTS COMMUNS »

HAMIT BOZARSLAN



courants de pensée dans l'Empire ottoman, 1908-1918 ». Parallèlement, il s'attaque à une autre thèse, en 1994, cette fois en sciences politiques, avec Rémy Leveau : « La régionalisation de la question kurde ».

Hamit Bozarslan est un bourreau de travail et déteste tout ce qui peut troubler sa concentration. Il ne tweete guère, évite les réseaux sociaux et n'a même pas de téléphone portable. Sa production n'en est que plus prolifique, avec des ouvrages d'histoire devenus des classiques, tel *l'Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours* (Tallandier, 2011), des essais plus philosophiques, comme *Le Luxe et la violence. Domination et contestation chez Ibn Khaldun* (CNRS, 2014), ou encore une *Sociologie politique du Moyen-Orient* (La Découverte, 2011).

Si engagé soit-il dans ses activités universitaires, jamais le gosse de Lice n'a oublié la cause kurde. « Au début des années 1980, elle n'intéressait pas grand monde », reconnaît-il en riant, même si, avec le soutien des autorités françaises, Kendal Nezan réussit à créer en 1983 l'Institut kurde pour faire connaître la culture de ce peuple écartelé entre Tur-

que, Irak, Iran et Syrie.

Hamit Bozarslan travaille à la bibliothèque de l'institut et clame son refus de la violence, y compris celle du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) d'Abdullah Ocalan, qui, en 1984, lança la lutte armée contre Ankara. « *Jamais je ne l'ai approuvée, mais je comprends les raisons de ce choix, et il a permis à la jeunesse kurde de retrouver sa fierté* », explique le chercheur qui, depuis le coup d'Etat raté de juillet 2016 et la massive répression qui a suivi, ne retourne plus dans son pays d'origine. Cela lui manque d'autant plus qu'il avait espéré une possible démocratisation, quand la Turquie souhaitait adhérer à l'Union européenne. C'était avant que Recep Tayyip Erdogan, prêt à tout pour garder le pouvoir, ne fasse volte-face. « *Une décennie créative entre 2003 et 2013, où les tabous tombaient les uns après les autres... Mais le retour de bâton a été terrible* », souligne le chercheur. Des milliers d'universitaires, dont nombre de ses amis, ont été démis de leurs fonctions ou arrêtés.

De longue date fasciné par l'Allemagne, Hamit Bozarslan a vécu deux ans à Berlin, hanté par la question du nazisme et de l'énigme absolue qu'il

avait représentée pour nombre des intellectuels allemands de l'époque, tentant en vain de comprendre comment une société de haute culture comme la leur avait pu basculer. « *L'organisation Etat islamique [EI] et le nazisme sont des phénomènes différents, mais avec des points communs, dont leur capacité à simultanément construire et détruire, à se poser comme ordre et comme désordre*, détaille l'historien. *Ces forces de la non-contemporanéité sont la résurgence de temps anciens et d'éléments enfouis avec toute leur violence brute et leurs attentes apocalyptiques.* »

Les racines de la crise

Un tournant crucial dans son itinéraire intellectuel fut son travail sur Ibn Khaldoun, penseur arabe maghrébin du XIV^e siècle, historien, géographe et précurseur de la sociologie. « *Plus fataliste mais encore plus réaliste que Machiavel* », explique Hamit Bozarslan, qui s'est plongé dans son œuvre majeure, *Le Livre des exemples*, vaste fresque sur la naissance et la mort des empires arabes balayés par les barbares venus des marges et dont le pouvoir ainsi créé sera à son tour un jour balayé. Des thèmes en résonance avec l'actua-

lité, dont la conquête surprise de Mossoul par l'EI, en 2014. « *Une société urbaine qui n'arrive pas à trouver les ressorts pour se défendre, détruite par des djihadistes venus des marges* », raconte-t-il.

Dans sa quête des racines de la crise qui déchire le monde arabomusulman, Hamit Bozarslan réfléchit, au-delà du conflit sunnites-chiites qui tient le haut du pavé, sur la contradiction fondatrice de l'islam. « *Pour sortir des guerres civiles qui ont été très violentes dès la mort du Prophète et éviter de nouvelles discordes, les oulémas ont élaboré, entre les VII^e et IX^e siècles, une doctrine d'obéissance absolue au prince, même impie, alors qu'en même temps l'islam impose l'impératif d'une société juste qui ne peut que légitimer le recours à la violence* », analyse Hamit Bozarslan, lucide, plutôt pessimiste, mais qui garde néanmoins espoir dans la mobilisation et le sens des responsabilités, notamment ceux les jeunes. « *La question de la transmission est essentielle*, explique-t-il en souriant. *Mais il ne faut surtout pas transmettre l'expérience comme un fardeau qui les paralyserait.* » ■

MARC SEMO

L'EXPRESS.fr 16 MARS 2019

Irak: les Kurdes commémorent l'attaque chimique de Halabja

Halabja (Irak) -Par AFP, le 16/03/2019
www.lexpress.fr/

Des centaines de Kurdes d'Irak ont commémoré samedi à Halabja, dans le nord-est du pays, la plus importante attaque aux gaz de combat contre des civils, menée en 1988 par l'armée de Saddam Hussein.

Comme chaque année, des proches de victimes ont brandi des photos des membres de leur famille décimés le 16 mars 1988 par l'aviation irakienne qui, pendant cinq heures, a déversé sur la ville un mélange de gaz de combat, dont du gaz moutarde selon des experts.

Ce jour-là, parce que les peshmergas (combattants kurdes) avaient soutenu l'armée iranienne dans la guerre entre l'Irak et son voisin (1980-1988), environ 5.000 Kurdes irakiens, en majorité des femmes et des enfants, ont été tués.

Trente et un ans plus tard, habitants et responsables locaux de la ville de 200.000 habitants ont de nouveau plaidé pour des dédommagements et des prises en charge des nombreuses personnes souffrant encore de problèmes respiratoires dus aux gaz inhalés.

"Le gouvernement kurde, les autorités centrales irakiennes et la communauté internationale ont une dette envers Halabja", a ainsi lancé



Des Kurdes irakiens visitent le 16 mars 2019 un cimetière à Halabja, dans le nord de l'Irak, pour le 31^e anniversaire de l'attaque chimique lancée par Saddam Hussein contre cette ville
afp.com/Shwan MOHAMMED

le gouverneur Azad Tawfiq.

"Les souffrances de Halabja reflètent celles des Kurdes et de tous les Irakiens", a écrit sur Twitter le président irakien Barham Saleh, un Kurde.

Il a ajouté que la ville incarnait "aujourd'hui la volonté de résister et de renaître", dans un pays ravagé depuis des décennies par les conflits, le dernier en date contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Le Premier ministre Adel Abdel Mahdi a lui dénoncé dans un communiqué un "génocide" et estimé que Halabja "était et restera un symbole de la barbarie de la dictature".

Le cousin et homme de main de Saddam Hussein, le général Ali Hassan al-Majid, surnommé "Ali le chimique", avait été pendu en 2010 notamment pour le massacre de Halabja, qu'il disait avoir mené pour la sécurité de l'Irak.

Saddam Hussein, condamné à mort pour le massacre de 148 villageois chiites, a été pendu en 2006.

Sa mort a mis fin aux poursuites engagées contre lui pour "génocide" pour la mort d'environ 180.000 Kurdes --dont les 5.000 de Halabja-- dans le cadre de la "campagne Anfal" menée par son régime en 1987 et 1988. ●

Huit ans après le début d'un conflit qui a fait plus de 360 000 morts, le régime syrien reprend la main sur la majeure partie du territoire et renoue avec ses voisins.

Mais les pénuries en tout genre demeurent et certaines régions lui échappent, comme la province d'Idlib, où vivent près de trois millions de personnes.

Sur les quelque 5,7 millions de réfugiés dans le monde, seule une poignée ose rentrer, les autres craignant pour leur sécurité.

Syrie, « c'est sûr, la guerre n'est pas terminée »

— Huit ans après les premières manifestations, le régime a repris la main sur deux tiers du territoire et renoue avec ses voisins.

— Malgré une normalité apparente, la vie quotidienne reste marquée

par les pénuries et, dans la province d'Idlib, les violences se poursuivent.

En huit ans d'une révolution populaire convertie en une effroyable guerre, Bachar Al Assad a parfois vu son assise se fissurer, son avenir s'obscurcir. Les foules infinies cla-

mant son départ, les conquêtes territoriales des rebelles, les sanctions des Occidentaux ont, un temps, nourri l'espoir d'une victoire chez les opposants au régime. Il fut une époque où le maître de la Syrie ne l'était plus tout à fait, lui qui, à l'hiver 2013, ne contrôlait plus que 20 % du territoire.

Mais cette époque paraît désormais lointaine, voire enterrée à ceux que l'incrédulité a gagnés. À l'intérieur comme hors du pays, Bachar Al Assad profite aujourd'hui d'une forme de retour à la normale, qu'il met volontiers en scène pour faire oublier la guerre. Celle-ci est pourtant loin d'être achevée.

« Le régime, ses soutiens et leurs médias ont estampillé 2018 "année de la victoire" (...), les rues ont été remplies de posters de Bachar Al Assad accompagnés de phrases de célébration et de slogans glorifiant le président et le créditant exclusivement de cette prétendue victoire », écrit la chercheuse Myriam Youssef, depuis Damas, sur le blog du Programme de recherche sur les conflits de la London School of Economics (LSE).

Plusieurs reconquêtes de bastions symboliques de la rébellion – Alep Est, en décembre 2016, la Ghouta orientale, dans la banlieue de Damas, au printemps 2018 – ont conforté le régime, qui doit néan-

moins de telles reprises au soutien de ses alliés russe et iranien. Les combats en cours autour de l'ultime poche de Daech, à Baghouz, dans l'est du pays, menés par d'autres eux aussi – les Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance arabo-kurde soutenue par les États-Unis –, entretiennent également l'impression de stabilisation.

D'une « victoire » à l'autre, le gouvernement contrôle désormais environ 60 % du territoire syrien, où vivent deux tiers de la population résidant dans le pays (17 millions de personnes au total). Parmi les zones concernées, la « Syrie utile », corridor stratégique le long de la Méditerranée comptant l'essentiel des grandes villes et des industries de transformation.

Sous la coupe de Hayat Tahrir Al-Cham, ex-branche syrienne d'Al-Qaida, la région d'Idlib est régulièrement la cible de frappes du régime.

La vie y a en apparence repris son cours d'avant guerre, au point que, en septembre dernier, le pouvoir y a organisé les premières élections locales depuis 2011, acquises à son camp, le parti Baath. Non pas un moyen de faire vivre la démocratie, mais l'occasion de « galvaniser la propagande du régime sur le thème du "retour à la normalité" de la Syrie », selon la chercheuse Myriam Youssef.

Les signaux de normalisation s'allument aussi hors des frontières. Fin décembre, les Émirats arabes unis (EAU) ont rouvert leur ambassade à Damas, fermée en 2012 pour dénoncer la répression. Début mars, le président du Parlement syrien a participé à une réunion interparlementaire arabe à Amman, en Jordanie. Une première depuis que la Syrie a été suspendue de la Ligue arabe, fin 2011, dans laquelle son retour, évoqué par la Tunisie, l'Irak et le Liban, figure désormais à l'ordre



Des piétons passent devant un portrait de Bachar Al Assad, dans une rue de Homs, en septembre 2018. Marko Djurica/Reuters

repères

Huit ans de guerre, plus de 360 000 morts

6 mars 2011. Une quinzaine d'adolescents sont arrêtés et torturés pour des graffitis hostiles au régime peints à Deraa, dans le Sud, considéré comme le berceau de la révolte.

15 mars. Des dizaines de personnes manifestent à Damas contre Bachar Al Assad, qui a succédé à son père en 2000. Les manifestations, réprimées, gagnent d'autres villes.

Mars 2012. L'armée prend le fief rebelle de Homs. À partir de 2013, des hélicoptères et des avions du régime larguent des bombes et des barils d'explosifs sur les zones rebelles.

Avril 2013. Le mouvement chiite libanais Hezbollah reconnaît son engagement au côté de Bachar Al Assad, de confession alaouite, branche du chiisme. L'Iran, chiite, va soutenir financièrement et militairement le régime.

Juin 2014. Daech proclame un « califat » à cheval entre

le nord-est de la Syrie et l'Irak, dont Rakka sera la « capitale ».

Septembre 2015. La Russie s'engage au côté du régime, ce tournant va le remettre en selle.

14 avril 2018. Des frappes sont menées par les États-Unis, la France et le Royaume-Uni en représailles à une attaque chimique présumée, imputée au régime contre des civils.

Décembre. Donald Trump ordonne le retrait des quelque 2 000 militaires américains en Syrie. Le bilan du conflit dépasse 360 000 morts.

du jour.

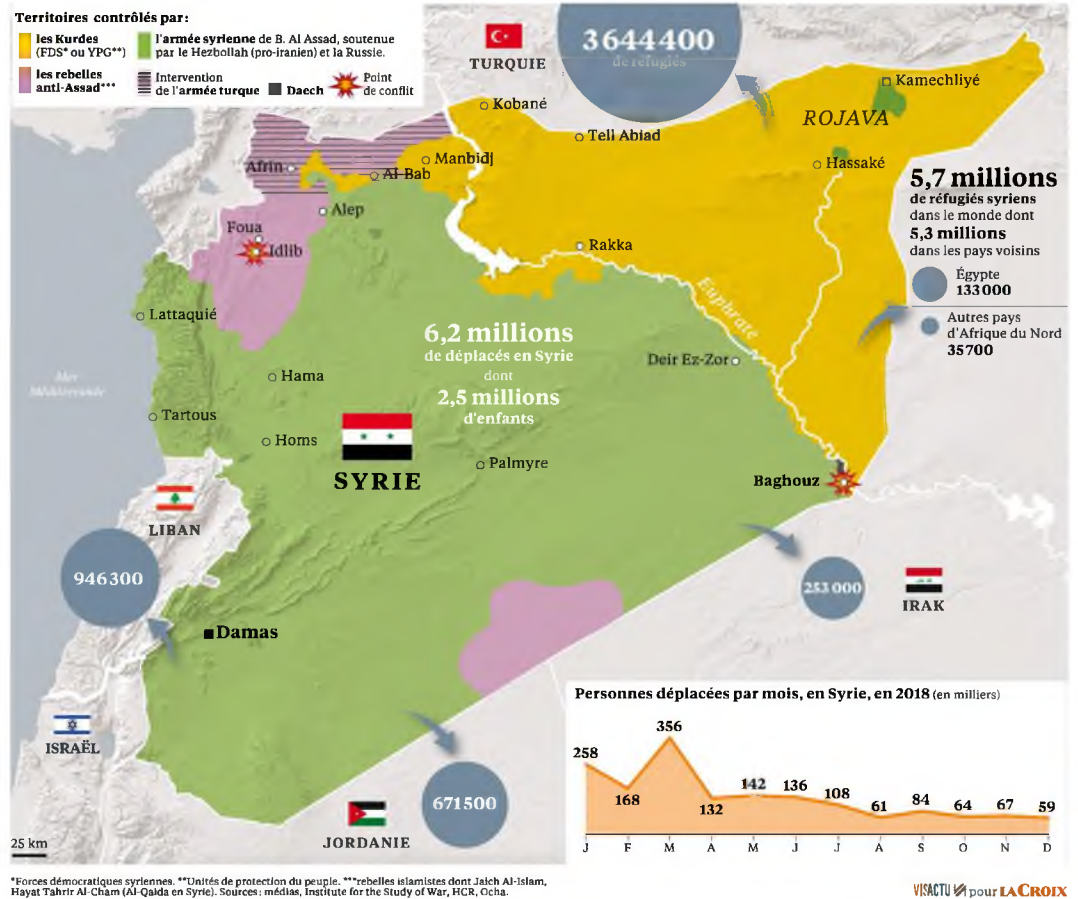
« Il y a bien un processus de normalisation en cours du côté des pays arabes », assure Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie et maître de conférences à l'université Lyon 2. Celle-ci ne doit toutefois pas passer pour la contrepartie d'une quelconque ouverture du régime vis-à-vis des opposants. Elle résulte plutôt d'un jeu d'influences. « Les EAU veulent contrer la Turquie, qui gagne en importance dans le nord de la Syrie, et, derrière elle, contrer le Qatar, son allié et leur ennemi juré. »

La normalité suggérée par les zones sous contrôle du régime relève cependant du trompe-l'œil. Les besoins de base des habitants n'y sont pas garantis. Les prix élevés du carburant et les fréquentes coupures de courant contraignent ainsi ces derniers à se rabattre sur le gaz pour cuisiner. Une situation qui entraîne de sévères pénuries et, à Alep ou Damas, des files d'attente quotidiennes au pied des camions chargés de bouteilles de gaz.

Les infrastructures de santé fonctionnent elles aussi au ralenti. « Notre hôpital, comme tous les autres, pâtit d'un manque de médicaments de qualité et d'une pénurie de médecins », indique, dans un message écrit, un pédiatre exerçant à 25 km d'Alep. Un écho aux chiffres de l'ONG Médecins du monde (MDM), selon laquelle « deux tiers des professionnels de santé ont quitté le pays ».

Ceux qui restent font face à un immense défi. En octobre dernier, MDM a ouvert un centre de santé gratuit à Jinderes, au nord d'Alep. « Nous nous attendions à 100 ou 150 consultations par jour, or nous en avons 300 en moyenne », indique Hakan Bilgin, président du bureau de l'ONG à Istanbul.

L'éducation souffre elle aussi. « Une partie des enfants fréquente les écoles encore disponibles, beaucoup étant hors service en raison des bombardements, poursuit le pédiatre



près d'Alep. D'autres s'y refusent car ils doivent travailler pour gagner de l'argent pour leur famille. » Et de conclure : « C'est sûr, la guerre n'est pas terminée. »

Le médecin n'oublie pas ses voisins de la province d'Idlib, frontalière avec la Turquie, qui compte près de trois millions d'habitants, dont la moitié originaire de zones rebelles reconquises par le pouvoir. Sous la coupe de Hayat Tahrir Al-Cham (HTS), ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, la région est régulièrement la cible de frappes du régime, qui auraient tué 160 civils, dont 60 enfants, depuis septembre, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les manques s'y révèlent criants. « Chacun a créé un petit business pour ses besoins de base », raconte, au téléphone, un professeur reconverti en traducteur pour la Free Idlib Police, organisation civile qui a assuré la sécurité avant de suspendre ses patrouilles, en janvier. Ce dernier donne des cours d'anglais pour les enfants, pour environ 100 dollars par mois. « On se débrouille pour acheter du pain, du riz, mais ni viande ni fruits », dit-il.

La vie quotidienne est marquée par l'occupation. « Les hommes de HTS, qui ont la même mentalité que Daech, vont venir me demander de l'argent, je les attends, prévient-il. La population les déteste, moi aussi. »

Une de ses connaissances vient d'être arrêtée pour avoir critiqué HTS sur Facebook. Ne prend-il pas des risques, au téléphone ? « Je parle en anglais, ils ne comprennent pas », rassure-t-il.

Les modalités de la reprise de la province d'Idlib dépendent de l'entente entre la Russie, alliée du régime, et la Turquie, soutien des rebelles dans la région. Un défi de taille, en tout cas. « Il y a de 30 000 à 50 000 combattants, c'est un gros morceau », prévient Fabrice Balanche. Un épais point d'interrogation plane sur la région. Comme sur toute la Syrie.

Marianne Meunier

REUTERS

Two Iraqi soldiers killed in clashes with Kurdish PKK

BAGHDAD (Reuters) - March 17, 2019

Clashes between the Iraqi army and Kurdish PKK militia killed two Iraqi soldiers and wounded five of the militants on Sunday, the Iraqi military said in a statement.

The clashes took place in Sinjar in northwestern Iraq after the PKK fighters were denied passage through an army checkpoint, the statement said, adding that the militants drove a vehicle into one soldier and attacked the check-

point.

The PKK did not immediately comment.

Security incidents pitting the Iraqi military against armed groups other than Islamic State are rare.

Sinjar, near the border with Syria, was one of the first areas to be recaptured from Islamic State in 2015 during a U.S.-backed campaign to drive the jihadist group out of vast areas they once controlled in Syria and Iraq.

The security situation in the remote mountainous region remains fragile, however, with the presence of a number of different armed groups.

The PKK has fought a decades-long insurgency in southern Turkey but has bases in northern Iraq, including near Sinjar.

Iraqi Shi'ite Muslim paramilitaries who helped defeat Islamic State are also stationed around Sinjar, as are Iraqi Kurdish peshmerga forces - PKK rivals who serve the authorities that run northern Iraq's semi-autonomous Kurdish region. ●

To blunt sanctions, Iran turns to Iraq

BAGHDAD

Tehran works to expand economic ties and political influence with Baghdad

BY ALISSA J. RUBIN

From financing the expansion of the vast courtyards that lead into the Shiite shrines of the holy city of Najaf, to ensuring that a Tehran-friendly candidate gets the job of interior minister, Iran's role in Iraq keeps growing.

President Hassan Rouhani of Iran arrived in Baghdad this week for a visit to a place that his country has shaped in ways big and small over the past several years. Iran was the real winner of last year's parliamentary elections in Iraq: The parties linked to the paramilitary Popular Mobilization Forces, most of them with ties to Tehran, emerged as the kingmakers.

"Iran is a small body with a big brain, and the United States is a big body with a small brain," said Mahmoud al-Mashhadani, a Sunni Muslim who was a former speaker of the Iraqi Parliament, trying to explain how Iran seemed to have gained the upper hand in Iraq.

Adnan al-Zurfi, a Shiite member of the Iraqi Parliament who has lived in the United States, explained it another way.

"There is no American presence in Iraq, only a military presence," he said. By contrast, Iran has insinuated itself into Iraqi political life and the military, and now seeks to expand economically and culturally, he said.

Cementing its dominance in Iraq is a piece with Iran's regional ambitions, which aim to secure a route to the Mediterranean through friendly countries, in part so it can ship arms and support to Hezbollah in Lebanon, continue assisting President Bashar Assad's military in Syria and threaten Israel.

Now that Iran has expanded the Shiite armed groups into a political force, much as they have done with Hezbollah in Lebanon, Tehran's new priority is to increase economic ties with Iraq to offset American sanctions.

Previewing Mr. Rouhani's visit, the Iranian ambassador to Iraq, Iraj Masjedi, said last week that Iran "considers Iraq the first destination for Iranian goods" and wants to outstrip Turkey and China as one of Iraq's top trade partners.

He said that there would be 40 trade fairs in Iraq in the coming year and that Mr. Rouhani would discuss plans to extend a railroad from Kermanshah, in Iran, to the Iraqi city of Basra. Iraq and



President Barham Salih of Iraq, second from left, welcoming President Hassan Rouhani of Iran, on Monday. Cementing its influence in Iraq is part of Iran's regional ambitions.

Iran are also set to agree on new visa rules to make it easier for Iranian businessmen to travel to Iraq, the ambassador said.

Although Iran already has extensive economic ties to Iraq — it provides natural gas, processed petroleum products and about 20 percent of Iraq's electricity, as well as some of its fiber-optic cables — it wants to expand the relationship. Mr. Rouhani said at a recent news conference that his goal was to see trade with Iraq increase to \$20 billion annually, from \$12 billion.

The push to bolster Iranian trade when the country is under American sanctions leaves Iraq caught in a vise between Washington, whose military and reconnaissance resources it still needs, and Tehran, which has also provided crucial military support. Iraq has a temporary exemption from the sanctions so that it can continue to buy some Iranian products including electric power and natural gas.

Iran has also gained leverage over many factions in the Iraqi political system, making it hard for Iraqi politicians to turn away from Iran's demands, said Joost Hiltermann, the head of the Middle East and North Africa division of the Brussels-based International Crisis Group.

Iran, which is overwhelmingly Shiite Muslim, has made a point of reaching out to Sunni Muslims in Iraq.

"The Iraqis know that Iran is their neighbor; they will always be neighbors," Mr. Hiltermann said.

Although it will be difficult and the

United States will push back, the Iraqis will try to accommodate the Iranians' demands, he said.

"They need to keep good relations with Iran, and they can't afford to anger Iran because Iran has a huge spoiling capacity," Mr. Hiltermann added, referring to Tehran's ability to use its political and military power to undermine the fragile Iraqi government.

Iran is overwhelmingly Shiite Persian, while Iraq is majority Shiite Arab, with a sizable Sunni Arab minority, along with Kurds, Turkmen, and Christians.

Recently Iran has made a point of reaching out to Sunni Muslims, a strategy it had not taken so actively in the past, in an effort to gain support and to invest itself in Iraq's heterogeneous population.

Members of the Iraqi Parliament, including some who are Sunni Muslim, describe a steady stream of invitations to conferences in Tehran, meetings with visiting Iranian officials and attention to Iraq's concerns.

Iran also makes a point of sending senior officials to Iraq on a regular basis to discuss potential business ties. In the past three months, there have been visits by Iran's foreign minister, Mohammad Javad Zarif; its oil minister; and its energy minister.

Iraqis have responded in kind. The president, Barham Salih, went to Tehran to discuss how to continue close economic links despite the American sanctions.

Less than a week ago, the speaker of Iraq's Parliament, Muhammad al-Halbousi, a Sunni, was in Tehran to discuss the two countries' mutual interests. Iraq's culture minister, Abdulameer al-Hamdani, was in the Iranian capital re-

cently to discuss collaboration on archaeological projects.

But that is little comfort to many Sunnis who fear that when fortunes turn, Iran favors the Shiites. Some Shiites who view themselves as Arab as much as Shiite are also concerned that Tehran is pushing to make Iraq more like Iran.

In that line of thinking, although the Iranians have reached out, the effort seems intended more to ensure that Sunnis are also under Iran's influence than to be inclusive.

Iran "is pulling Iraq away from its Arab homeland and identity," said Ayatollah Sheikh Fadhil al-Badairi, one of the Iraqi Shiite marja, or religious leadership, in Najaf.

And that undermines Iraq's "special character," he said, which is Arab and religiously diverse.

That does not dim the importance of the role Iran played when the Islamic State overran northern Iraq. The Iranians moved quickly to help Iraq, creating and expanding the paramilitary forces made up of Shiite militias that came to

be known as the Popular Mobilization Forces. Those efforts burnished Iran's status in Iraq.

Today, there are more than 20 different paramilitary groups, and although they all come under the umbrella of the Popular Mobilization Forces, they vary in the depth of their ties to Iran.

More recently, Iran encouraged the creation of a Sunni version of those forces in Sunni-majority areas of Iraq that were overrun by the Islamic State.

Initially, Iran helped provide weapons and training to many of the paramilitary forces, but it did not have the money to field for the long term a large new force inside Iraq.

Now, those forces are funded by the Iraqi government and, technically, are under its control.

But some of the paramilitary groups are viewed as all but directly following orders from Iran, making them a parallel armed force that the Iraqi government cannot entirely control.

What Tehran has principally done is win contracts from Baghdad, meaning

that Iranians are getting paid by Iraq rather than investing and creating jobs, said Mr. Zurfi, the Iraqi member of Parliament, who has a similar critique of the Americans.

Now Iran is pushing for even more commerce, in large part to buffer itself from the American sanctions that President Trump reinstated after he pulled out of the Iran nuclear deal, several senior Iraqi politicians said.

Since Mr. Trump withdrew from the nuclear deal, the value of Iran's currency, the rial, has tumbled, hopes for foreign investment have been dashed and the market for Iranian oil drastically cut.

"Iran wants Iraq to be a market for Iranian goods," said Karim al-Nuri, a senior leader in the Badr Organization, one of the oldest of the Shiite paramilitary groups in Iraq. "It has no other way to reduce the impact of the sanctions."

Falih Hassan contributed reporting.

Daily Mail 15 MARCH 2019

Syria's eight year civil war has left 370,000 people dead, including more than 21,000 children

- Syrian civil war began with anti-Assad uprising in 2011 before conflict sprawled
- Observers estimate 370,000 people have been killed in the ensuing violence
- Among them are 112,000 civilians including 21,000 children and 13,000 women
- The total also includes 112,000 Syrian or pro-regime forces, 67,000 Kurds and 66,000 jihadists, mostly members of ISIS and al-Qaeda

By Afp 15 March 2019 / www.dailymail.co.uk

Eight years of war in Syria have left more than 370,000 people dead including 112,000 civilians, a monitor said Friday.

The Syrian Observatory for Human Rights, which has a network of sources across the country, said more than 21,000 children and 13,000 women were among the dead.

The conflict flared after unprecedented anti-government protests in the southern city of Daraa on March 15, 2011.

The war in Syria has killed 370,000 people over eight years, observers estimate, with 112,000 civilians massacred including 21,000 children and 13,000 women

Demonstrations spread across Syria and were brutally suppressed by the regime, triggering a multi-front armed conflict that has drawn in foreign powers and militant groups.

The Britain-based Observatory's last casualty toll on the Syrian conflict, issued in September, stood at more than 360,000 dead.

Over 125,000 Syrian government soldiers and pro-regime fighters figured in the latest toll, the monitoring group said.

It said other fighters, including rebels and Kurds, accounted for 67,000 of those killed.

Almost 66,000 were jihadists, mainly from the Islamist State (IS) group and Hayat Tahrir al-Sham (HTS), dominated by Al-Qaeda's former affiliate in Syria.

The devastating conflict has displaced or sent into exile around 13 million Syrians, causing billions of dollars-worth of destruction.

The total also includes 112,000 Syrian or pro-regime forces, 67,000 Kurds (pictured) and 66,000 jihadists, mostly members of ISIS and al-Qaeda



The total also includes 112,000 Syrian or pro-regime forces, 67,000 Kurds (pictured) and 66,000 jihadists, mostly members of ISIS and al-Qaeda

With the support of powerful allies Russia and Iran, President Bashar al-Assad has won his war for political survival but his country is fractured and cash-strapped.

Having reversed rebel gains with a massive Russian intervention, Assad now controls almost two-thirds of Syria's territory.

But key areas remain beyond regime control, including a swathe of the oil-rich northeast held by Kurdish-led fighters.

Washington backs the Syrian Democratic Forces, which are spearheading an anti-IS campaign, which is drawing to a close near the Iraqi border.

Idlib in northwestern Syria, held by HTS, is protected by a ceasefire deal between Ankara and Moscow which has seen Turkish troops deployed to the area.

Syria's conflict is estimated to have set its economy back three decades, destroying infrastructure and paralysing the production of electricity and oil.

Assad, however, has regained control of key commercial arteries and started a tentative comeback on the Arab diplomatic scene.

Several countries have called for Syria to be reintegrated into the Arab League, from which it was suspended as the death toll from the uprising mounted in 2011. ●

Syrie: Damas "libèrera" les zones kurdes par la "force" ou des "accords"

Damas -AFP, le lundi 18 mars 2019
www.lexpress.fr

L'armée syrienne "libèrera" les zones sous contrôle des forces kurdes, dans le nord et le nord-est de la Syrie, "par la force" ou par le biais d'"accords de réconciliation", a averti lundi le ministre syrien de la Défense.

"L'armée va libérer cette région comme elle a déjà libéré la plupart des régions de Syrie par la force ou par le biais d'accords de réconciliation nationale", a affirmé Ali Abdallah Ayoub lors d'une conférence de presse à Damas avec les commandants en chef des armées irakienne et iranienne.

Les forces kurdes sont "la seule carte restante aux mains des Américains", a ajouté M. Ayoub, en référence aux Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis.

Cette alliance de combattants arabes et kurdes est le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) et mène, à l'heure actuelle, avec l'aide de la coalition chapeautée par Washington, une offensive contre l'ultime poche du "califat" autoproclamé en Syrie.

A la faveur du conflit déclenché en 2011 et du départ des forces gouvernementales mi-2012, les Kurdes de Syrie, une minorité ethnique représentant 15% de la population syrienne, ont instauré une autonomie sur de vastes territoires dans le nord et le nord-est du



Photo distribuée par l'agence officielle syrienne Sana montrant le ministre syrien de la Défense, Ali Abdallah Ayoub (D), et son homologue iranien Amir Hatami (G), le 26 août 2018 à Damas ©Handout, AFP

pays, riches en ressources pétrolières, hydrauliques et agricoles.

Ils ont adopté dès le début du conflit une position de neutralité envers le pouvoir et la rébellion.

En décembre 2018, le président américain Donald Trump a ordonné le retrait de ses quelque 2.000 militaires déployés en Syrie, suscitant l'inquiétude des responsables kurdes, avant qu'il ne revienne sur sa décision et annonce le maintien de 200 soldats.

Face au risque d'un lâchage américain, les Kurdes ont entamé en été dernier des négociations avec Damas concernant l'avenir de leur autonomie.

Soutenu par la Russie et l'Iran, le régime syrien a enchaîné les victoires contre rebelles et jihadistes ces dernières années, et contrôlent aujourd'hui de nouveau près des deux tiers du pays.

Il a désormais dans le viseur les zones kurdes et la province d'Idleb (nord-ouest).

"L'Etat syrien rétablira son autorité totale (...), Idleb ne sera pas une exception", a martelé lundi M. Ayoub.

Passée en début d'année sous la tutelle du groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, la province d'Idleb est "protégée" par un accord russo-turc ayant empêché une offensive du régime Assad.

La guerre en Syrie s'est complexifiée au fil des ans, avec l'implication de divers acteurs étrangers et la montée en puissance de groupes jihadistes. Le conflit a tué plus de 370.000 personnes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), et déplacé plusieurs millions d'autres. ●



20 mars 2019

Le Président tchèque accuse la Turquie de collaborer avec Daech

20.03.2019 fr.sputniknews.com

Le Président tchèque Milos Zeman a accusé le Président turc Recep Tayyip Erdogan de vouloir islamiser la Turquie ce qui explique, selon lui, les liens que ce pays a noués avec les terroristes de Daech* et ses attaques contre les Kurdes.

La Turquie est proche des radicaux islamiques de Daech* ce qui la fait attaquer les Kurdes, a déclaré mardi le Président tchèque Milos Zeman dans une intervention diffusée par plusieurs chaînes de télévision.

«Pourquoi attaquent-ils les Kurdes? Parce qu'ils [la Turquie, ndlr] sont des alliés de fait de Daech. Il y a des informations selon lesquelles la Turquie, qui est membre de l'Otan et veut adhérer à l'UE, a joué le rôle d'intermédiaire lors de*

certaines opérations d'approvisionnement de Daech alors que ce groupe occupait de vastes territoires en Syrie et en Irak. Il s'agissait notamment de l'exportation de pétrole et d'autres opérations logistiques», a indiqué M.Zeman.*

Selon le chef de l'Etat tchèque, le Président Erdogan mise sur l'islamisation de la Turquie.

«Ce n'est plus l'Etat laïc de Kemal Atatürk, mais un Etat qui promeut l'idéologie islamique. Il en découle logiquement qu'il est proche des radicaux islamiques et qu'il attaque les Kurdes», a-t-il ajouté.

L'ambassade de Turquie à Prague a rejeté mercredi ces accusations, d'après le site d'actualité tchèque Aktualne.

Le Président Erdogan avait précédemment



Le Président tchèque Milos Zeman © AP Photo / Petr David Josek

indiqué qu'Ankara était prêt à prendre la place des Etats-Unis dans la lutte contre les terroristes en Syrie. ◆

* Organisation terroriste interdite en Russie



« L'ARMÉE S'EST RESTRUCTURÉE EN DEVENANT ENCORE PLUS DÉCENTRALISÉE. UN NOUVEL ORDRE MILITAIRE ET SÉCURITAIRE EST EN TRAIN D'ÉMERGER »

KHEDER KHADDOUR
chercheur
à la Fondation Carnegie

« UN RARE SYMBOLE D'UNITÉ »

Aux yeux des opposants, l'institution militaire n'est plus, depuis longtemps, que « l'armée d'Assad », une force qu'ils abhorrent parce qu'elle a tiré sur les manifestants pacifiques de 2011, assiégé et affamé des villes entières pendant des années, et écrasé leurs habitants sous les bombes. Des crimes de guerre dénoncés par la commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie, qui vaudront peut-être, un jour, aux responsables militaires d'être inculpés par la justice internationale. Mais pour le camp progouvernemental, aux yeux duquel les rebelles ont été, au mieux, synonymes de chaos, « l'armée incarne un rare symbole d'unité », affirme l'homme d'affaires. Même si la conscription est honnie, l'appareil militaire est perçu dans les rangs loyalistes comme un marqueur de l'Etat, une institution à défendre.

De fait, à rebours de nombreux pronostics, « l'armée ne s'est pas effondrée », affirme le Syrien Kheder Khaddour, chercheur à la Fondation Carnegie. Les désertions et les pertes humaines lui ont coûté la moitié de ses effectifs d'avant-guerre (environ 250 000 hommes en 2011). Des dizaines de milliers de ces combattants ont perdu la vie, sans compter les blessés et les amputés. « L'armée s'est montrée résiliente, elle s'est restructurée en devenant encore plus décentralisée, et encore plus une armée d'officiers », poursuit M. Khaddour. *Un nouvel ordre militaire et sécuritaire est en train d'émerger.*

L'opposition tend aussi à décrire l'armée comme un corps assujéti aux desiderata de Moscou et de Téhéran, les deux sauveurs du régime. Un point de vue que réfute encore Kheder Khaddour. « Les Russes, dans les airs, et les Iraniens, au sol, ont grandement contribué au succès de la bataille d'Alep, à l'automne 2016, explique-t-il. Mais le chef de la salle d'opérations loyaliste était un officier de la garde républicaine [une unité d'élite syrienne]. » Autrement dit, bien que l'armée soit sous perfusion russe et iranienne, son commandement reste incontournable.

Ce n'était pas acquis. Lorsque éclate la révolte, en 2011, l'institution ressemble à une forteresse bureaucratique, gangrenée par la corruption. Ceux qui spéculent sur sa loyauté envers le régime sont vite fixés. Les scénarios

Syrie L'armée au centre du jeu

SYRIE, ANNÉE ZÉRO 1/4 Alors que la guerre civile touche à sa fin, « Le Monde » se penche, dans une série d'articles, sur l'état du pays. Aujourd'hui, sur la place centrale qu'y tiennent encore les militaires et les milices

BEYROUTH - *correspondance*

Depuis 2011, Asma Al-Assad a réduit ses apparitions publiques. Quand l'épouse du président Bachar Al-Assad sort de sa réserve, c'est pour rencontrer des familles de soldats morts au front ou des invalides de guerre. Ici elle étreint une femme en pleurs, là elle prend un enfant sur ses genoux; ailleurs encore, elle reconforte un amputé. Ces clichés, sur lesquels la première dame de Syrie se montre souriante, empathique, la tête coiffée d'un foulard, signe du cancer qu'on lui a diagnostiqué en 2018, participent du roman national que le pouvoir s'efforce de construire. Une imagerie qui exalte le sacrifice pour la patrie et l'attention du couple présidentiel pour ses partisans.

Après huit ans de combats acharnés, la guerre civile touche à sa fin. Quelques régions du pays échappent encore au contrôle de Damas, comme celle d'Idlib, dans le nord-ouest, où les bombardements se poursuivent. Mais l'urgence n'est plus militaire. L'enjeu, pour le régime, est de préparer le terrain

de l'après, de s'assurer que le camp loyaliste et en particulier les combattants, soldats comme miliciens, demeurent soudés autour de la figure de Bachar Al-Assad.

C'est à eux que le peu d'argent qui reste dans les caisses du gouvernement est alloué en priorité. Une augmentation de la solde des officiers a été récemment décrétée. Divers avantages, comme la gestion de kiosques urbains vendant cigarettes ou friandises, ont été octroyés aux familles de soldats tués ou blessés. Ces mesures visent autant à récompenser le sang versé qu'à contenir le ressentiment nourri par les difficultés économiques, le chômage et les pénuries.

Ces derniers temps, la société syrienne a repris la teinte kaki qu'elle avait dans les décennies 1970 et 1980, époque où l'idéologie très martiale du Baas, le parti unique, et la veillée d'armes permanente contre Israël rendaient les militaires omniprésents. « Dans les années 2000, du fait de la libéralisation économique impulsée par Bachar Al-Assad, les figures militaires sont passées au second plan, raconte un homme d'affaires syrien qui vit entre Beyrouth et Damas. *C'était l'ère du privé. Mais aujourd'hui, les officiers sont revenus au-devant de la scène.* »

observés en Tunisie – un chef d'état-major refusant de tirer sur les manifestants – et en Egypte – des généraux laissant tomber le président pour mieux se maintenir – n'auront pas lieu en Syrie. Armée et régime ont trop besoin l'un de l'autre pour survivre. Une myriade d'intérêts, financiers, familiaux, confessionnels, géographiques, lient les poids lourds de ces deux entités.

Le bain de sang pousse plusieurs milliers de gradés et de troupiers à désertir, mais il s'agit d'individus, jamais d'unités. La plupart des officiers qui rejoignent la rébellion sont des seconds couteaux, des bureaucrates, éloignés du terrain comme des centres de décision du régime. Il y a certes quelques exceptions, à l'image de Manaf Tlass. L'exfiltration vers Paris, en juillet 2012, de ce célèbre général, fils de l'ancien ministre de la défense, fait grand bruit. L'opposition et ses soutiens présentent une accélération du mouvement. C'est un malentendu total. Le haut gradé a beau être un enfant du régime, intime de Bachar Al-Assad avant sa disgrâce, son rôle était avant tout protocolaire : on demandait à ce quadragénaire portant beau, grand amateur de cigares, d'accueillir, avec son épouse, les invités de marque du régime. « En réalité, le départ de Manaf coïncide avec la dernière vague de défections d'officiers », constate M. Khaddour.

A mesure que le conflit s'intensifie, le recrutement d'élèves officiers s'amplifie. Le principal gisement est la communauté alaouite, celle du clan Assad, dont la mainmise sur les postes de commandement s'accroît. A la pénurie de soldats, le pouvoir répond par une extension de la durée du service militaire : les appelés démobilisés en 2018 ont passé jusqu'à huit ans sous les drapeaux. Autre manière de répondre au manque de main-d'œuvre : la création de milices. C'est une charge financière en moins pour le gouvernement, puisque les fonds sont privés, et une manière de dispenser la troupe de la sale besogne. La plupart des massacres communautaires seront le fait de ces bandes armées, le plus souvent constituées sur une base confessionnelle.

Mais ces mesures ne suffisent pas. Les combattants du Hezbollah libanais venus prêter main-forte au régime raillent volontiers l'incompétence des soldats syriens. Et en face, le danger se précise. Une alliance de rebelles et de djihadistes, dopée par le soutien du Qatar,

de l'Arabie saoudite et de la Turquie, s'empare de la ville d'Idlib en 2015. La coalition menace d'attaquer la côte, le fief des alaouites. Même Bachar Al-Assad admet, dans un discours, que son armée manque d'hommes. C'est le moment où l'aviation russe entre en scène. La rébellion tient ses positions un an, puis craque sous le déluge de bombes. Aujourd'hui, le pouvoir syrien contrôle plus de 60 % du territoire, contre moins de 20 % avant l'intervention de Moscou.

« BARRAGE DU MILLION »

Ce tournant permet au régime de se recentrer sur sa base. Et à l'armée de s'inventer un nouveau rôle, celui de « plate-forme pour entraîner et équiper les milices syriennes », précise Kheder Khaddour. Chaque formation paramilitaire est affiliée à une unité de l'armée, qui garde la main sur la logistique et l'approvisionnement en armes. Le déploiement des milices est limité géographiquement, ce qui aide à contrôler leur ascension et à éviter qu'elles ne phagocytent l'armée. Cette dernière est la seule force combattante à disposer d'un ancrage d'ampleur nationale.

Ce fonctionnement hybride a produit les Forces du Tigre, milice devenue unité d'élite, dont le rôle a été crucial dans la reprise de nombreux bastions rebelles, notamment à Homs et à Alep. Son chef, le général Souhaïl Al-Hassan, issu des puissants services de renseignement de l'armée de l'air, a acquis le rang de légende parmi les alaouites. Les médias pro-opposition le présentent souvent comme un possible challenger pour Bachar Al-Assad, mais c'est un leader militaire respecté par ses hommes, pas un politique.

Avec la réorganisation vient le temps de la mise au ban des chefs miliciens devenus trop gourmands. La chute brutale, en 2017, d'Ayman Jaber, un businessman de la côte devenu seigneur de guerre et fondateur, avec son frère, d'une milice baptisée les « Faucons du désert », continue de faire jaser. Selon des rumeurs insistantes dans les milieux loyalistes, sa déchéance aurait été causée par un impair fatal : ses hommes, habitués à contrôler en toute impunité la région de Lattaquié, auraient bloqué le passage à un convoi transportant... Bachar Al-Assad.

Depuis, les Faucons du désert ont été dissous. Quant à l'ancien caïd, on le dit assigné à

résidence. Ses avoirs ont été gelés. Pour le pouvoir, l'équilibre reste tout de même difficile à trouver : les paramilitaires lui sont si indispensables qu'il faut faire plier sans briser. « Ils forment peut-être plus de la moitié des forces militaires du régime », estime M. Khaddour. Mais ce sont des combattants. Le commandement reste pour l'essentiel dans les mains des officiers de l'armée. »

L'atténuation du conflit fait naître de nouveaux risques. L'économie de guerre, qui a permis à des hommes en armes de tout bord de bâtir de petites fortunes, est vouée à disparaître. Un Syrien, qui traversait souvent le pays au plus fort du conflit, se souvient des liasses de billets qu'il devait emporter pour franchir les barrages. Aux portes de Damas, le checkpoint de séparation entre le territoire loyaliste et la banlieue rebelle assiégée, par lequel transitait un trafic « autorisé » de vivres, était surnommé le « barrage du million » : forces militaires et sécuritaires, mais aussi rebelles, se payaient sur la bête. A Alep, le racket que les milices continuaient de pratiquer une fois la ville reprise a suscité une si forte colère que les autorités ont dû s'interposer. « Les miliciens y ont perdu beaucoup de leur pouvoir, se félicite le responsable d'une organisation humanitaire. Mais cela n'empêche pas les extorsions de se poursuivre. » Des enlèvements crapuleux et des affrontements entre milices rivales ont été signalés.

Nul doute que l'économie parallèle, déjà active avant-guerre, continuera de fleurir et que les avantages dont jouissaient les officiers se maintiendront. Mais au moment où le chômage est au plus haut, l'économie à l'agonie, et les sanctions occidentales de plus en plus pesantes, comment contenter la base ? C'est tout le dilemme du régime, considère un expert syrien : « Lever les barrages, c'est soulager la population, mais c'est aussi susciter la colère des soldats. » Et d'ajouter : « Aujourd'hui, les loyalistes sont divisés. Une partie d'entre eux se grisent du sentiment de victoire, tandis qu'une autre se demande : "Et maintenant, qu'est-ce qui nous attend ?" » ■

LAURE STEPHAN (AVEC BENJAMIN BARTHE)



18 MARS 2019

France/Etats-Unis: vers le maintien d'une présence militaire alliée en Syrie

[RFI] 18 mars 2019 <http://www.rfi.fr/>

La ministre des Armées Florence Parly est à Washington pour évoquer le maintien d'une force antiterroriste internationale en Syrie avec son homologue Patrick Shanahan.

S'exprimant devant « l'Atlantic Council », l'un des cercles de réflexion les plus réputés à Washington, Florence Parly a affirmé que « la

France et les Etats-Unis étaient des alliés extraordinaires, malgré leurs divergences ». Deux pays « qui veillent l'un sur l'autre dans une lutte inlassable contre le terrorisme », a-t-elle dit.

Dans la capitale américaine, la ministre a ajouté : « Nous étudions avec beaucoup d'attention l'offre américaine consistant à maintenir une présence résiduelle en Syrie, en coopération avec quelques partenaires. » On parle de



quelques centaines d'hommes côté américain. Pour la France, il s'agit de laisser en Syrie, une force « antiterroriste », les Etats-Unis, eux, parlent à ce stade de « force résiduelle ».

Pour combattre Daech, le Pentagone avait

mis les moyens - 2 000 marines notamment, des avions, des hélicoptères, de l'artillerie, des infrastructures en dur, comme au nord de Raqqa, des bases, à al-Qaïm à la frontière irakienne entre Kobané et Manbij, près de la Turquie, et à al-Tanf dans la zone frontière syro-irako-jordanienne.

Que va-t-il rester de tout cela ? Après la victoire territoriale sur Daech « il n'y aura plus de

front », fait remarquer une source française. L'idée est donc de maintenir « une empreinte légère en Syrie ». Jusqu'alors 200 à 300 forces spéciales françaises ont opéré dans la région en coordination avec des experts de l'antiterrorisme.

A l'avenir, Paris souhaite continuer à surveiller ce qui se passe dans le nord-est de la Syrie et ne pas laisser tomber les Kurdes - par-

tenaires dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI). La France, de son côté, dépend des Etats-Unis pour la logistique, la mobilité, et les drones, mais surtout « une présence américaine sur le sol syrien devrait pousser les forces du régime syrien et l'armée turque à davantage de retenue » dans la région, conclut une source française. ♦

Syria's Civil War Is Now 3 Civil Wars

The fight to depose Assad is over. The battle over his regime's boundaries has no end in sight.

By Jonathan Spyer | March 18, 2019
<https://foreignpolicy.com>

The war that has ravaged Syria over the last half-decade is coming to an end. The caliphate declared by Abu Bakr al-Baghdadi of the Islamic State organization on June 29, 2014, at the al-Nuri mosque in Mosul now consists of a few ravaged square meters in Baghouz, in Syria's Lower Euphrates River Valley, that are on the verge of falling to Kurdish forces. The mainly Sunni Arab rebellion against the Bashar al-Assad regime, meanwhile, is already over. What remains of it is now the military component of a Turkish project to turn a corner of northwest Syria into a Turkish client entity.

In place of the old wars, however, three new ones have started. They are taking place in the three de facto independent areas whose boundaries are becoming apparent as the smoke from the previous battle clears: the regime-controlled area, guaranteed by Russia; the area east of the Euphrates River controlled by the Syrian Democratic Forces, which are primarily composed of Kurdish fighters protected by the United States and Western air power; and finally the area controlled by the Turks and their Sunni Islamist allies in Idlib province. The regime area consists of about 60 percent of the territory of the country, the SDF has around 30 percent, and the Turkish-Sunni Islamist area is around 10 percent. Each of these areas is now hosting a civil war of its own, supported by neighboring enclaves.

The most fragile of the three entities, both in terms of internal arrangements and relationships to external powers, is the Turkish-Sunni Islamist area. The southern part of this area is today ruled in its entirety by Hayat Tahrir al-Sham, an outgrowth of the Syrian al Qaeda franchise. The area is protected from a ground incursion by the Assad regime by the precarious Sochi agreement, reached between Presidents Vladimir Putin of Russia and Recep Tayyip Erdogan of Turkey in September 2018. But while a ground incursion does not appear imminent, Idlib and Hama provinces are subjected to regime artillery bombardment daily.

Further north, in the former Kurdish canton of Afrin, the Turks and their allies are facing an emergent, though underreported, insurgency supported by the Kurdish People's Protection Units, known as the YPG. A recent report by Bellingcat, quoted in an article by Amberin Zaman in al-Monitor, noted 220 attacks carried out in the Afrin area against Turkish and allied forces between late March 2018 and the end of January, in the form of roadside ambushes, improvised explosive devices, and executions of so-called collaborators. Around 100 people have been killed over the last month, according to the Bellingcat report.

The attacks began in January 2018, immediately after Turkey's arrival in the region as part of Operation Olive Branch, which destroyed the Syrian Kurds' westernmost autonomous canton. A campaign of expulsion of Kurds followed. The Kurdish YPG does not take responsibility for the present attacks. The YPG's sister movement in Turkey, the Kurdistan Workers' Party or PKK, has a practice, however, of using the names of front groups when engaging in some of its less photo-friendly activities; it is probable that the YPG is doing the same.

The U.S. and SDF-controlled area east of the Euphrates is also witnessing the stirrings of internal insurgency directed from outside. According to the Syrian Observatory for Human Rights, "236 fighters [of the SDF], civilians, oil workers, and officials" have been killed since August 2018 in incidents unrelated to the frontline conflict against the Islamic State. The killings have taken place across the four provinces of Raqqa, Aleppo, Hasakah, and Deir Ezzor, which are controlled in full or in part by U.S.-allied Kurds. The most recent actions, according to the observatory, were the assassination earlier this month of an SDF fighter in the Swidan Jazira area in the eastern countryside of Deir Ezzor, and the explosion of an IED in the Jammah area of the same province.

The SDF blames Turkey for these actions, and for earlier killings such as that of prominent local Kurdish official, Omar Alloush, in March 2018, and of Sheikh Bashir Faisal al-Huwaidi, a leader of the SDF-aligned Shammar tribe, in Raqqa in



Fighters of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) are seen at a position in the village of Baghouz, near Syria's border with Iraq, in the eastern Deir Ezzor province on March 15, 2019. (Delil Suleiman/ AFP/Getty Images)

November 2018. There are other plausible suspects within Syria, however, including the Assad regime (or its Iranian allies) or the Islamic State, all of which are enemies of the U.S.-supported Kurds.

The area controlled by the regime is by far the most secure of Syria's three separate regions. President Bashar al-Assad has embarked on a slow road to regaining legitimacy in the eyes of most Syrians and faces no major threat to his continued rule over most of Syria's land. But in the regime-controlled areas, too, there are rumblings of discontent. A chaotic array of forces hold power and influence in this zone. These include Iran-aligned local and foreign militias, Russian military police, Lebanese Hezbollah, and, of course, various competing security structures of the Syrian state. These forces have cooperated on behalf of keeping Assad in power, but their interests are not otherwise entirely aligned.

This has predictably led to tensions over their relative power, and to violent backlashes. In the restive Daraa province in the southwest, this has resulted a renewed small-scale insurgency against the Assad regime. Since November 2018, a group calling itself Popular Resistance—which appears to consist of former non-jihadi rebel fighters—has carried out a series of bombings of regime facilities and attacks on checkpoints. The latest of these was the bombing of a military checkpoint on Feb. 6, a video of which was posted online.

As the Islamic State's caliphate disappears from Syria's map, the country is settling into a twilight reality of de facto division, in which a variety of low-burning insurgencies continue to claim lives. Open warfare in Syria is largely over. Peace, however, will remain a distant hope. ●

The ISIS Ambassador to Turkey

By ANNE SPECKHARD AND
ARDIAN SHAJKOVCI
March 18, 2019
<https://www.hstoday.us>

In the complicated relationship between the government of Turkey and ISIS, it's unclear how much of the relationship was direct and formal, as opposed to support coming from private individuals and entities in Turkey, or in response to the vast amounts of money ISIS had to spend on a network it deployed inside Turkey to receive and funnel foreign fighters, weapons, and medical supplies into its huge state apparatus. In any case, it's clear that every state needs diplomats to negotiate political deals with the countries near its borders. ISIS, it seems, was no exception to this rule, as ICSVE researchers learned in a February 2019 five-hour interview with an ISIS emir, Abu Mansour al Maghrebi, who claims he essentially served as the ISIS ambassador to Turkey.

BAGHDAD, Iraq – “My job in Raqqa was dealing with the international cases,” Abu Mansour al Maghrebi recalls of his three years serving ISIS. “My issue [duties] was our [Islamic State’s] relationship with Turkish intelligence. Actually, this started when I was working at the borders,” he explains, harking back to the first job he undertook for ISIS before becoming an ISIS emir and, seemingly, their ambassador to Turkey.

Abu Mansour, an electrical engineer from Morocco, came to Syria in 2013. Like many foreign fighters we interviewed, he stated he came hoping to unshackle Muslims from dictatorial regimes and build an Islamic Caliphate ruled by Islamic ideals. He traveled from Casablanca, Morocco, to Istanbul, Turkey, and through the southern border of Turkey into Syria. His first stop was Idlib, Syria, just as hostilities between al Nusra and ISIS had begun. Abu Mansour ended up on the ISIS side of that rift and was assigned by ISIS the job of an intake official on the Syrian side of the Turkish border. His job was to receive the steady flow of foreign fighters streaming into ISIS via Turkey – many who shared his same dream.

“My job was to direct operatives to receive the foreign fighters in Turkey,” Abu Mansour explains, referring to the network of ISIS-paid people who facilitated foreign fighter travel from Istanbul to the Turkish border towns of Gaziantep, Antakya, Sanliurfa, etc. “Most of them were paid by Dawlah [ISIS],” Abu



Mansour explains, but differentiates them from ISIS members, due to their non-ideological motivations. “Most of those working on the Turkish side, their goal is money,” he said. Although when asked about ISIS networks inside Turkey, he also admits, “Many in Turkey believe and give their bayat [oath of allegiance] to Dawlah. There are ISIS guys living in Turkey, individuals and groups, but no armed groups inside Turkey.”

In addressing the foreign fighters, Abu Mansour explains: “[They came from] different places, from North Africa mostly. The numbers of Europeans was not a big number, 4,000 total.”

“Tunis 13,000, 4,000 from Morocco. There were less fighters from Libya because they had a front there [in Libya], fighting less than 1,000. I’m just talking about up to 2015,” he adds. Not surprisingly, his figures confirm data collected on the origins and numbers of foreign fighters who joined ISIS – that the most came from Tunisia. It was interesting how he can rattle off the numbers.

“So, you were more than a simple clerk working in the ISIS reception center registering new recruits?” I ask, suspecting he was much more important than that, given his grip on ISIS statistics.

“[My job was] guarding the borders between Syria and Turkey and to receive the fighters,” Abu Mansour explains, smiling at being recognized as more powerful than he was originally conveying. “I oversaw reception at Tal Abyad, Aleppo, Idlib, all their borders,” he answers.

It’s clear he was in charge, so I ask him, “So, you were an ISIS emir?”

“Yes,” he admits, seemingly happy to be “caught out” and recognized for who he really was. “At

the beginning I was registering people, then I became the supervisor. I was the emir.”

THE ISIS FOREIGN FIGHTERS

We discuss the women who came into Syria via Turkey. “The single females, they go directly to Raqqa to the centers for singles. Married women go to their husbands,” he explains. He states that those wives [couples] stay in the ISIS female guesthouses: “Since they are family, they are offered a place to live until their husbands finish trainings.” He is referring to the ISIS military and weapons training and the ISIS “obligatory shariah training” in which new male recruits are taught the ISIS takfir ideology, an ideology that justifies use of violence against those considered heretics or unbelievers, including against fellow Muslims.

Abu Mansour explains the format and nature of intake forms that were filled out at the ISIS reception area. “It was a form about experience, countries you visited, etc. I don’t remember it very well, but it was very detailed,” he explains. He further continues, “There were several people who came with higher education. We wrote his discipline, his studies, his languages. These things were recorded on my forms.” According to Abu Mansour, job placements occurred after another intake took place inside the training camps. “At those places, there were very trusted people running the ISIS offices of recruiting, so if you say you’re an engineer, they put you to that kind of job. It was an office of human resources management,” he states, adding, “but of course different, because in ours we also had, I want to be a martyr.”

MARTYRS AND THOSE RETURNING TO BECOME SLEEPER CELLS

Asked to explain what happens to those who came saying they wanted to “martyr” ➤

⇒ themselves, he answers, "There are specific centers interested in these things.

Before 2014 and 2015, a high number of them were willing to martyr themselves." Abu Mansour explains that those who came to die for the Islamic Caliphate were more plentiful in the beginning. "Approximately 5,000 came to be martyrs. I didn't send them to the center," he states, referring to where the would-be suicide cadres were isolated and encouraged on their death missions. He further continues, "I only record him and send them to the training camp. Then there is a center in Raqqa. There is a central management who control who is assigned where. That was not my job."

According to Abu Mansour, the numbers of would-be "martyrs" went down as the Caliphate was in fact established. "It started to go down as Raqqa stabilized. [Then,] most came simply to live. It was a small ratio of those who came to martyr themselves." Adhering to his uncanny ability to remember exact recruiting figures, he explains, "Before 2014, 50 percent came to martyr themselves. Then it went under 20 percent."

"During 2014 and 2015, we had approximately 35,000 [foreign fighters who] entered," Abu Mansour recounts. "After that I don't know, but the numbers declined each year," he continues. His numbers match those of experts who estimate at least 40,000 foreign fighters went to Syria, most ending up in ISIS.

Concerning those who were invited by the ISIS emni to train and return to their home countries to attack, as was revealed by Harry Sarfo, an ISIS returnee incarcerated in Germany, and an ISIS smuggler speaking to ICSVE in February, who detailed some of those operations, Abu Mansour explains, "We are the point of reception. It was not our job to ask if they will return to attack. That was Raqqa's job."

Although he confirms that it did happen. "There were some who invited others to go back home and attack, but it was not our job; we were reception," Abu Mansour repeats. "It exists, but not all the people who returned home [are sleeper cells]. Many simply quit the job. Many people didn't like the situation and left," he clarifies, putting some myth to the statements made by some that a large portion of the ISIS returnees in Europe may be part of sleeper cells. "There was a central management in Aleppo and in Raqqa," Abu Mansour states, adding, "I turned the passports to them. They were archived."

BECOMING AN ISIS AMBASSADOR

"I went to Raqqa after the coalition assault against the border," Abu Mansour recalls. "Eastern Syria got stability in Raqqa, etc." This was in 2015 and 2016. When we ask Abu Mansour if injured ISIS fighters were allowed to cross the border and receive medical care in Turkey, things suddenly take another twist, as we realize that Abu Mansour was not only an emir, but an ISIS diplomat.

"There were some agreements and understandings between the Turkish intelligence and ISIS emni about the border gates, for the people who got injured," Abu Mansour continues. "I had

direct meeting with the MIT [the Turkish National Intelligence Organization], many meetings with them."

When we ask who exactly in the Turkish government was meeting ISIS members, he states, "There were teams. Some represent the Turkish intel, some represent the Turkish Army. There were teams from 3-5 different groups. Most meetings were in Turkey in military posts or their offices. It depended on the issue. Sometimes we meet each week. It depends on what was going on. Most of the meetings were close to the borders, some in Ankara, some in Gaziantep."

When he mentions meeting Turkish government officials in Ankara, the capital of Turkey, we suddenly upgrade him in our minds to an ISIS ambassador, which is indeed how he was functioning. "I passed the borders and they let me pass. [At the border,] the Turks always sent me a car and I'm protected. A team of two to three people from our side were with me. I was in charge of our team most of the time."

Abu Mansour, it seems, was meeting high-level officials in all the security branches of the government, negotiating deals. "The subject of common benefits is a big subject," Abu Mansour states, adding, "It's a new thing when you create a state and separate it from the outside world. The negotiations were not easy. It took a long time. Sometimes it was hard."

"I am not the big guy you are talking about," says Abu Mansour, demurring at the idea that he was an ambassador of sorts. He stated ambassador is not a term they would have used in the Islamic State. Yet, as he continues, we learn that his "diplomatic" reach on behalf of ISIS extended even to the president of Turkey himself. "I was about to meet him but I did not. One of his intelligence officers said Erdogan wants to see you privately but it didn't happen."

Abu Mansour explains, "I got my orders from the representative of the Majlis al Shura, from Mohamed Hodoud, an Iraqi. The individuals of the [ISIS] shura have the highest authority; they create a negotiation committee, and delegates." In regard to Abu Bakr al Baghdadi, Abu Mansour admits, "I saw him for a short while," which is more than most ISIS members can say of the elusive leader who hid himself from almost everyone we have managed to interview (n=141 ISIS cadres).

THE ISLAMIC STATE'S USEFULNESS FOR TURKEY

We ask if this was a funding relationship. "There was no changing money between us," Abu Mansour answers, and agrees it was a coordinating function – diplomacy where "both sides benefit." The benefit to Turkey, according to Abu Mansour, was that "we are in the border area and Turkey wants to control its borders – to control Northern Syria. Actually they had ambitions not only for controlling the Kurds. They wanted all the north, from Kessab (the most northern point of Syria) to Mosul."

"This is the Islamists' ideology of Erdogan," Abu Mansour explains, adding, "They wanted all of the north of Syria. That is what the Turkish

side said [they wanted], to control the north of Syria, because they have their real ambitions. Actually, we talked about what Erdogan said in public [versus what he really desired.] This part of Syria is part of the Ottoman states. Before the agreement following the Second World War, Aleppo and Mosul were part of the Turkish Ottoman Empire. The agreement Sykes Picot [in which they lost these regions] was signed for one hundred years. In our meetings, we talked about re-establishing the Ottoman Empire. This was the vision of Turkey."

Abu Mansour makes it clear that what he was told in his meetings with Turks was put forward as President Erdogan's vision, but that it was not necessarily shared by all: "I cannot say that this is the vision of the whole Turkish government. Many are against interfering to bring this project to reality. They say we will try to defeat the PKK and Kurds. We are afraid of the union between Kurds and that they may make a Kurdish state, but they also expanded to Aleppo," he adds regarding Turkish aspirations inside Syria.

Abu Mansour continues, "Since they are a NATO state they cannot make NATO angry against them. So, they cannot deal directly with the situation, but they want to destroy the Kurdish ummah, so they deal with the situation [via ISIS] and get benefits from the Islamic State."

On the side of ISIS, he explains, "It's a big benefit to Dawlah, as they could protect our back. Approximately 300 km of our border is with them. Turkey is considered a road for us for medications, food – so many things enter in the name of aid. The gates were open."

However, on the subject of getting arms from Turkey, Abu Mansour clears the Turks of any guilt, stating, "No one can accuse the Turkish government that they gave us weapons, because we got weapons from different sources. Actually, we didn't need to get weapons from Turkey," he explains, noting that the Free Syrian Army soldiers would trade their weapons for a pack of cigarettes. "Anti-government Syrian people provided us with weapons; many mafias and groups traded weapons to us."

"In Syria the oil was enough to pay for the weapons and everything needed," Abu Mansour continues. "[Our oil revenues] were more than \$14 million per month and half of this oil money is more than enough to pay for everything needed for our weapons expenditures." When I remark on the huge amount of \$7 million per month for weapons, Abu Mansour states, "It's actually a small amount. Turkey sometimes opened an operation in which the management for one battle is \$10 million." When pressed for more figures on the total ISIS budget, Abu Mansour says he's been in captivity for 1.5 years and doesn't remember the total ISIS budget anymore. Yet it sounds like he once knew it well and in detail.

NEGOTIATING FOR CROSSING THE TURKISH BORDERS

"We negotiated to send our fighters to the hospitals [in Turkey]. There was facilitation – they didn't look at the passports of those coming ⇒

⇒ for treatment. It was always an open gate. If we had an ambulance we could cross without question. We could cross [into Turkey] at many places. They don't ask about official identities. We just have to let them know."

When asked to explain exactly how this occurs, Abu Mansour explains, "When the person gets injured, there is hospital in Syria, and this hospital sends him in a car to the border. There were ambulances on the Turkish side waiting for this person. There were doctors who disliked Bashar. They treated our guys. The MIT was made aware of every critical situation and they sent the ambulances to the border. There were also hospitals close to the border. Those who received critical care were treated there and they [the MIT] sent the others all over Turkey depending on their needs. There were very interested doctors, Syrian and Turkish, who wanted to help. So, if there were not facilities to serve them on the border, they would be sent further into Turkey for this."

We ask who paid the medical bills. "Dawlah [ISIS] paid for the treatments, but some Turkish public hospitals took these fighters for free. It was not only for our fighters but also for the victims of bombings. I don't know how many were treated in Turkey, but it was routine," Abu Mansour explains, adding that it was not his area, so he doesn't have the figures on that. "I just know this agreement to open the gates for our wounded and that there were ambulances sent for them. It was a 'state-to-state' agreement regarding our wounded. I negotiated these agreements. For the wounded, medical and other supplies to pass, and I negotiated about water also, the Euphrates."

NEGOTIATING FOR WATER

The water issue was crucial for ISIS, actually, allowing them to have water for farming and to generate electricity through dams. "Actually, we [Syria] had an agreement with Turkey for 400 cubic meters per second [of water] into Syria. After the revolution, they started to decrease the quantity of water to 150 cubic meters per second. After our negotiations [in 2014] it returned to 400. We needed it for electrical power and as a vital source of living. Even water we cannot keep it, it passes to Iraq also," he explains. "But the importance of water [cannot be understated]. We don't need to generate electricity through the dams. We could have another source [i.e. petrol], but we need water for farming. There are three dams. The biggest is Tabqa dam. Actually, at 150 cubic meters, we could generate some electricity, but if the level of the lake reached 5 meters it would not work."

"It took a long time to negotiate," Abu Mansour explains. When asked what ISIS gave in return for water, he answers, "There is the most important benefit – their country will be safe and stable." We ask if he means that ISIS agreed not to attack inside Turkey.

"In negotiations I could not say I would attack Turkey. This is the language of gangs, but I would say we will try to keep Turkey from the field battle, we will not see Turkey as an enemy. They understood what we are talking about. We said many times, 'You are not our enemy and not our friend.'"

Abu Mansour explains that ISIS dealt both with Turkey and Assad's regime to manage the Tabqa dam as well as other resources under their control. "At the end when Raqqa was encircled, the coalition forces tried to control the rooms for the dam. There was no control. All the gates were closed and the level of water rose. Rumors were that it would burst, but this was not technically true." To fix the issue ISIS sent for Assad's engineers to try to manually open the gates. "About these engineers, this is a company that belongs to the Assad regime. When he tried to fix the gate and open it manually, he was hit by the coalition forces. He died in Raqqa."

OIL SALES

Regarding the sale of ISIS oil, Abu Mansour admits, "Most of the Syrian oil was going to Turkey, and just small amounts went to the Bashar regime." Abu Mansour claims he did not need to negotiate these sales directly with the Turkish government officials as "this happened spontaneously."

"There are many traders to do that and Turkey was the only market in which to send oil. Their traders paid for the oil that went into Turkey," he explains making clear that although Erdogan's son is believed to have been enriched by ISIS oil, that the deals occurred via middle men. "Oil that went to the Syrian government – some went by pipes, some by trucks. Oil sent by Dawlah [ISIS] to Turkey was arranged by traders from Turkey who came to take the oil with our permissions. Traders came from the Syrian side also."

NEGOTIATING FOR THE RELEASE OF TURKISH DIPLOMATS, SOLDIERS AND CITIZENS

When asked about the negotiations for the release of the Turkish diplomats and workers after ISIS took Mosul, Abu Mansour explains, "The negotiation happened in Syria. Actually, [ISIS] entry in Mosul was not a surprise takeover in one day. It took many days, but I think the Turkish government told their consul not to leave Mosul. Many Turkish truck drivers were also in Mosul at that time. They were not in danger, but there was a negotiation to release them. Islamic State made demands as well. It took time."

"We didn't ask ransom for the consul employees, we asked for our prisoners. MIT knows their names." For the consul employees, "approximately 500 prisoners were released from Turkey, and they came back to Dawlah," Abu Mansour explains.

In regard to the soldiers guarding the tomb of Suleyman Shah that Turkish soldiers had permission to guard inside Syria, which was taken by ISIS in 2014, Abu Mansour states, "It wasn't liberation of their soldiers. They had 45 guards that they changed every 6 months. They changed at the time of FSA [being defeated]. Turkey made it look like they got liberated [when ISIS took over] but it was really just the change of guards. [Likewise,] at that time we didn't want to open problems with Turkey. It would have been an obstacle to our work, so we gave them back."

TURKEY'S DOUBLE GAME WITH THE WEST

According to Abu Mansour, in 2014 Turkey was trying to play a double game with the West: to allow foreign fighters into Syria but make it appear as though they were taking measures to prevent it. "Turkey wanted to make it easy for foreign fighters to cross the borders," Abu Mansour explains. "They just want to control, they need to be known, and how they enter, so they ask me to tell who has entered and where. Actually, the Turkish side said, 'You should reduce, change the way you do it, the way you cross. For example, don't come with a group to enter because it's clear that a bunch of people entered. Enter only specific gates. Come without any weapons. Don't come with long beards. Your entry from north to south should be hidden as much as possible.'"

"For example, the EU guys were very distinguished with their beards so they should come at night and cross, and they should not come in groups as before, to hide it. For Europeans, it depends on the person. If he can mix with Syrians he can come without being noticed – the Arabs, they can enter normally." We didn't ask Abu Mansour if the European Arabs were given fake Syrian passports to enter, but we did learn from other ISIS members we have interviewed that fake Syrian passports were provided by ISIS operatives to Europeans and others while still in Istanbul. Likely, these are the persons Abu Mansour is saying could enter normally through the border gates as they could easily pass for legitimate entries from Syria into Turkey by appearance and documentation.

"[In 2014,] they opened some legal gates under the eye of Turkish intel that our people went in and out through," Abu Mansour explains. "But, entry into Syria was easier than return to Turkey. Turkey controlled the movements."

For those who could not pass as Syrians legally crossing into Syria, Abu Mansour explains that they used "specific ways provided by smugglers" and that "of course Dawlah pays them." He also notes that when smugglers worked for years, "of course they are recruited to [Turkish] security services, too." Yet these persons were never completely trusted by ISIS as they were in it for the money only. "The smuggler is like a trader, a guy with a taxi – you pay him, but you don't trust him. He isn't necessarily loyal, [he has] maybe some sympathy to the Syrian side."

AN ISIS AMBASSADOR IN ANKARA

"Our negotiations took place one time in Syria, second time in Turkey and so on, [back and forth]," Abu Mansour explains, and most often "near the borders, close to the official gates." However, in 2016, Abu Mansour was asked to present himself in Ankara and stay for a few weeks. "They asked us to stay for a while in Turkey, perhaps to meet with President Erdogan. At this time in 2016, before the military assault on Manbij between June to September 2016 (May to August 2016), Turkey was trying to withdraw from the Islamic State. I went to stay in Ankara."

Suddenly terrified at the idea that we could have been at the same hotel in Ankara during one of my many visits there, I ask him with horror ⇒

⇒ filling my voice where he stayed. "There was a private guest hotel, an intelligence guest house. I think I was in the specific place of their headquarters office, or maybe it's a crisis cell. I stayed one week." Still fixated on the chance that I could have unknowingly crossed paths with an ISIS emissary in Turkey, I ask if he went out on the town during the days or at night. "They do not refuse if I ask to go out. I was under their protection. They also suggested if I want to take one week for rest here that I could." Indeed, we could have crossed paths...

NEGOTIATING A BUFFER ZONE

"There were ups and downs with Turkey," Abu Mansour states. Likewise, there were factions inside ISIS that didn't agree with one another. "After the Manbij events there were many changes and there was always internal conflict in the Islamic State. Turkey asked us many times for a separate area between Turkey and Syria for a safe zone. They wanted 10 km for Syrians to live but under control of Turkey."

It's interesting to note that even ISIS was considered a danger to the Turks, as they now claim the Syrian Kurds are. "Turkey wanted us to move 10 km back from the borders so the danger from Turkey is removed. They wanted it to be under control of Turkey and no aviation above it. This was for an area 60 km long and 10 km wide."

ISIS ATTACKS IN TURKEY

We ask him how things went wrong with Turkey – that ISIS began attacking at the airport and at the Reina nightclub and on the streets in Ankara and Istanbul. "The operation of bombing in Turkey was not political. I was in Turkey and they thought I have a link with these things. I was in Gaziantep when the [Istanbul] airport was attacked," he replied. "When those things happened, they thought it was something prepared from the political side of the Islamic State, but that's not logical. We are there and attacking them?"

"It was directed from Raqqa," Abu Mansour explains. "The ISIS external emni ordered it. And I think that there were Turkish MIT guys inside the external emni. I suspected that the striking at the airport was not for the benefit of IS, but Turkish groups of IS who wanted to strike Turkey, or they were affected by other agencies that don't want a relationship between Dawlah and Turkey. It makes no sense, otherwise, because most of our people came through that airport. These orders for these attacks in Turkey were from those MIT guys inside Dawlah but not from our political side. They didn't want to destroy Erdogan, just change his road in the matter of the Syrian issue. They wanted him to use his army to attack Syria, and to attack Dawlah. The airport attack makes a good excuse for him to come into Syria."

"It's not a conspiracy theory," Abu Mansour insists, telling us that when he was imprisoned in YPG prisons, before being moved to Iraq, he heard "that the Turkish government, after they were in Raqqa, took 40 persons out that were part of Turkish security agencies."

While what he heard could be true, it doesn't

mean that these Turkish intel actors were working with ISIS. They may have been Turkish intel planted inside the organization to keep tabs on it. Yet, Abu Mansour insists that Turkey, and President Erdogan with his "Islamists' aspirations" was working hand in glove with ISIS and reminds us, "If you go back to Erdogan's history, in 83 to 87, he was a fighter in Afghanistan. This stuck with him."

DASHED DREAMS OF AN ISLAMIC STATE

Abu Mansour's journey started in Morocco when he was a young man and where he first watched the 9/11 events from afar and suddenly began to feel that if he wasn't with them, as U.S. President Bush stated, he was against them – that Muslims in the world needed to unite and resist dictators and world powers, like the U.S.-led coalition that invaded foreign countries. "After I heard George Bush say it's you are with us or against us – when I heard that [and saw his invasion of Iraq] I searched for who stands up for the Muslims."

Abu Mansour began following the actions of leaders of al-Qaeda in Iraq, Abu Musab al Zarqawi, and learning militant jihadi teachings over the Internet. "The invasion of Iraq affected deeply in the heart of Muslims more than Afghanistan," he explains. "We start to build ourselves at that time. We know that we are fighting very smart people and we have to prepare very well. Those groups who chose the resistance [in Morocco] would start and then they were captured, which made me to be very alert, and very patient to chose when to resist."

Abu Mansour waited until 2013, when he became convinced that the time was right and an Islamic State could be created in Syria, at which time he was already fully committed to come and help bring it to fruition. "We were searching for the identity of Muslims, to protect Muslims and to be freed to do our Islamic duties. There was no desire to fight, no tendency to kill or revenge, just to free ourselves from dictators. I use the weapon to prevent harm by others and all that is taken by force should be regained by force," he explains. "All these government regimes, we were forced to follow, we didn't chose them." Indeed.

Now imprisoned, he has had time to reflect on whether or not the dream of a just and good Islamic State is even possible and if ISIS had any chance of bringing it to reality.

"Today I feel really tired," he confesses. "It's not like you see it. Most were not educated people in IS. Most have some reasons for joining, how they collect them to make this state, who collects them, the matter is really strange," he reflects, sadness filling his eyes. "While we came to save Muslims from the authoritarian control of the Syrian regime and to build these things [the ISIS dream,] we were shocked and we fell into the same that they were in. There are many people in authority in the Islamic State that are dictatorial. Sometimes I feel like we were used like a paper burned and discarded. We tried to remove Assad and replaced with worse than Assad."

"The practices used against the Syrian people, it was very violent. The people under the authori-

ty of IS, they don't care about the education system. They just wanted to extract the oil, etc. They didn't give thought to the poor people, to enhance their life levels, to be taken care of. Likewise, under Bashar, the Ba'ath Party regime has a very violent security agency, but ISIS built worse than this – the emni security system. Also, they divided the people into fighter and non-fighters, and the fighters were not punished like they punished the others," he said.

"In Raqqa there were bodies on the roads in different places, actually when you pass through the squares and roads you see hanging bodies. There were hangings, torture with electricity... They are not good people. They try to take benefit from their places. Each one has a desire to control."

"My search was not for power, or getting authority or ruling," Abu Mansour claims, and he may be speaking honestly. Once representing ISIS as an ambassador, representing a short-lived, but powerful state, he is now powerless, sitting in an Iraqi prison, facing a death sentence – his dreams dashed completely.

Special thanks to the Iraq Counter Terrorism Services, ICSVE's partner in Iraq, supporting ICSVE's research on behalf of our Breaking the ISIS Brand Counter Narrative Project. ●



ANNE SPECKHARD, Ph.D., is Director of the International Center for the Study of Violent Extremism (ICSVE) and serves

as an Adjunct Associate Professor of Psychiatry at Georgetown University School of Medicine. She has interviewed over 600 terrorists, their family members and supporters in various parts of the world including in Western Europe, the Balkans, Central Asia, the Former Soviet Union and the Middle East.

In the past two years, she and ICSVE staff have been collecting interviews (n=101) with ISIS defectors, returnees and prisoners, studying their trajectories into and out of terrorism, their experiences inside ISIS, as well as developing the Breaking the ISIS Brand Counter Narrative Project materials from these interviews.



ARDIAN SHAJKOVCI, Ph.D., is the Director of Research and a Senior Research Fellow at the International Center for the Study of Violent Extremism (ICSVE). He has been collect-

ing interviews with ISIS defectors and studying their trajectories into and out of terrorism as well as training key stakeholders in law enforcement, intelligence, educators, and other countering violent extremism professionals on the use of counter-narrative messaging materials produced by ICSVE both locally and internationally. He has also been studying the use of children as violent actors by groups such as ISIS and how to rehabilitate them. He has conducted fieldwork in Western Europe, the Balkans, Central Asia, and the Middle East, mostly recently in Jordan and Iraq. He has presented at professional conferences and published on the topic of radicalization and terrorism.

Négociations secrètes pour protéger les Kurdes

La coalition internationale recherche un millier d'hommes capables, en Syrie, de tenir les Turcs à distance.

LES ALLIÉS des Etats-Unis espèrent obtenir que 200 soldats américains continuent de camper auprès des forces arabo-kurdes dans le nord-est de la Syrie. Cet objectif, qui paraît dérisoire, est pourtant l'un des éléments d'une négociation que les diplomates et les militaires français disent « très secrète ». Les membres de la coalition internationale veulent en effet démontrer que, à la différence des Américains, ils ne laisseront pas tomber les Kurdes. Ces derniers ont vaillamment combattu Daech et ont la lourde charge de détenir des djihadistes de tout poil, parfois français. Ils méritent donc qu'on ne les abandonne pas face à l'armée turque, qui rêve de leur faire la peau.

C'est à la mi-décembre 2018 que Trump avait brutalement décidé, sans en avertir quiconque, de rapatrier les 2 000 militaires américains alors présents en Syrie aux côtés de ces combattants arabo-kurdes.

Trump toujours méprisant

Cette nouvelle preuve du peu d'estime dans lequel Donald Trump tient ses alliés a contraint ces derniers à réagir. Le Pentagone s'est alors engagé à maintenir 400 puis 200 hommes sur le terrain syrien, ne serait-ce que pour fournir aux forces spéciales de la coalition internationale les moyens de renseignement et de transport nécessaires.

Mais cela ne saurait suffire. Aussi, selon les militaires français, cette négociation devrait-elle permettre de constituer, grâce à la mobilisation d'un millier d'hommes, un « couloir humanitaire international » dans le nord-est de la Syrie, afin de protéger les Kurdes et leurs frères d'armes. Aux 200 Américains que Trump accepterait de maintenir sur place, seraient associés 800 soldats fournis par la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Jordanie, l'Arabie saoudite et l'Egypte.

Reste à savoir quelles seront les réactions de la Russie et, surtout, de la Syrie ou de l'Iran, qui entretiennent des relations détestables avec les Egyptiens et avec le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, lequel a naguère demandé à Donald Trump de bombardier l'Iran.

J. C.

Des loups gris dans la Creuse

A Bourgneuf, Erdogan a de très fidèles partisans.

MALGRÉ les dizaines de milliers d'opposants qu'il a fait jeter au cachot depuis la tentative de coup d'Etat de 2016, Recep Tayyip Erdogan peut compter sur le vibrant soutien d'une partie de la diaspora turque de France, qui l'avait réélu président de la République, avec 65,3 % des voix, en juin 2018. Et, notamment, se reposer sur les citoyens d'origine turque vivant à Bourgneuf, dans la Creuse, où fut en son temps emprisonné le prince Zizim, prétendant au trône ottoman, de 1486 à 1488.

Côté face – lumineux –, l'histoire d'une intégration difficile mais réussie. En 1965, de Gaulle signe avec l'Etat turc une convention offrant à ses ressortissants la possibilité de travailler en France. A Bourgneuf, l'industrie du bois a besoin de bras. Alors les hommes arrivent. Puis les familles. La population locale s'en inquiète. En 1983, deux attentats racistes visent même ces immigrés. Mais, peu à peu, les « bûcherons turcs de Bourgneuf » font souche.

**Association
de bienfaiteurs**

Aujourd'hui, dans cette ville de 2 700 habitants, on compte quelque 80 familles turques. Sur le site de la mairie, l'Association polyculturelle (turque) côtoie aimablement l'Amicale laïque. En 2013, Michel Vergnier, alors député PS de la Creuse, attribuait 3 000 euros à l'Association polyculturelle au titre de sa réserve parlementaire. Suiivi par la ville, un an plus tard, qui lui versait 600 euros de subvention communale.

On les comprend : interrogé par « La Montagne », Mehmet Sahin, président de cette association, avait déclaré que le lieu était ouvert à tous, « croyants, non-croyants, riches, pauvres, je m'en fiche. Mon but est que

les hommes se parlent, sans frontière » (27/7/14). C'est beau comme la Cappadoce. Il faut dire que, question ambiance, ces Turcs-là sont forts. Fête des enfants en costumes traditionnels, animations culinaires ou culturelles, l'amitié franco-turque bat son plein. En 2016, une « grande maison née de la fraternité turque » est même inaugurée (« La Montagne », 10/10/16). Deux étages, dont une salle de prière de 260 m². Et, autour du berceau, les bonnes fées qui se précipitent.

La gueule du loup

Du consul général de Turquie à Lyon au préfet de la Creuse.

Côté pile – sombre –, l'Association polyculturelle est contrôlée par l'Union turco-islamique d'affaires religieuses (Ditib), véritable outil politico-religieux aux mains de l'Etat turc. Sur les réseaux sociaux, ses amis se font d'ailleurs les bruyants porte-parole du parti AKP, au pouvoir. Mais il y a plus fâcheux. Comme cet élu local, d'origine turque, dont le site soutient « la Renaissance turque », qui s'était fait connaître en arrachant les affiches du « Point » qui traitaient Erdogan de « dictateur ». Ou la page Facebook de l'Association polyculturelle, qui, entre prêches religieux et glorification de la victoire turque de Gallipoli en 1915 (27 000 soldats français tués ou blessés), célèbre Tariq Ramadan ou Yves Bénard, négationniste bien connu du génocide arménien.

Parmi les sympathiques amis de l'association, rôdent aussi les Loups gris (Ülkü Ocakları), une milice ultranationaliste turque qui a du sang

sur les griffes. D'ailleurs, pour rajouter encore, Mehmet Sahin partage fièrement des photos sur lesquelles lui et ses amis font le signe des Loups ou le « rabia » des Frères musulmans, quatre doigts dressés et

le pouce replié à l'intérieur de la paume. « Attaché aux valeurs de la République », Jean-Pierre Jouhaud, le maire socialiste de Bourgneuf, explique que, n'étant « ni enquêteur ni journaliste », il n'est pas « habilité à faire des recherches sur les réseaux sociaux » – certes.

Tandis que Mehmet Sahin, ardent défenseur – en France – de la liberté d'expression, se justifie : « Sur les réseaux sociaux, chacun est libre de publier ce qu'il souhaite, dans le cadre légal. » D'ailleurs, la présidente de l'Association des parents d'élèves turcs ne s'en prive pas. En un clic, sa page Facebook conduit au site pittoresque « Pour ce ki veutent ke la PALESTINE soit sauver et l'israël exterminer !!! (sic) ».

Cadre légal ou cadre létal ?

Sorj Chalandon

Nouvel an kurde à Paris : danser pour l'égalité



Louis Gohin / 22 mars, 2019
<https://www.humanite.fr>

La diaspora kurde fête son nouvel an partout en France à l'arrivée du printemps, dans un contexte de forte incertitude politique au Moyen-Orient. La fête symbolise une tradition millénaire de lutte contre le despotisme.

C'est devenu une tradition à la mairie du Xe arrondissement de Paris. Ce mercredi soir, 500 personnes se sont réunies dans la salle des fêtes pour célébrer « Newroz », le nouvel an kurde daté au 20 mars. Dans plusieurs villes de France, les soirées se succèdent pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

« Ceux qui résistent sont ceux qui vivent ! » Sous les lustres de la salle des fêtes, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, prend la parole. Célébrée par plusieurs peuples du Moyen-Orient, réprimée en Turquie par le passé, cette fête a pour les Kurdes une connotation politique. Depuis l'Antiquité, la légende veut qu'un forgeron nommé Kawa se soit soulevé contre un tyran. Le signal de la révolte se serait répandu par des feux allumés dans la campagne. Au nouvel an, aujourd'hui encore, les Kurdes dansent

autour de feux de joie. À Paris, la communauté se contente d'un concert, plus approprié dans une mairie !

« PERSONNE NE POURRA NOUS FAIRE DISPARAÎTRE »

« Il faut continuer le combat du peuple kurde », prêche Kendal Nezan entre deux grands drapeaux verts, blancs et rouges. La fête est souvent associée à une revendication pour la liberté et l'égalité sociale ou encore entre les sexes, notamment contre les forces islamistes, actuellement, au Moyen-Orient. « Nous avons survécu au XXe siècle et personne ne pourra nous faire disparaître, renchérit M. Nezan. Soyez fiers de votre héritage kurde et de votre identité française. »

Face à lui, des étudiants sont vêtus en costumes traditionnels, parmi les membres et amis de la diaspora formant l'assemblée. Certains se sont inscrits sur le tard à l'Inalco pour apprendre la langue de leurs parents. Kendal Nezan leur rappelle l'engagement des Kurdes pour la France Libre. De Gaulle avait ouvert, en reconnaissance, la chaire de kurde aux Langues orientales à la Libération.

Dans l'assistance, plusieurs hommes politiques de partis kurdes iraniens, irakiens, turcs et syriens participent aux festivités, issus notamment du PDK (parti du gouvernement régional, présent dans plusieurs pays). Le représentant en France du « gouvernement régional du Kurdistan d'Irak » prononce quelques mots ponctués d'un « Vive la France, vive la République !

» avant l'intervention des musiciens.

« Je suis en désaccord avec les positions de ces hommes politiques sur la question kurde, mais cela ne me gêne pas d'être là, déclare une sympathisante du PKK, organisation considérée par la France comme terroriste. La fête de l'Institut kurde de Paris est la plus neutre politiquement. »

Un tambour retentit, une ronde se forme entre les hauts murs recouverts de fresques. En costume traditionnel « chalou chépek », un étudiant kurde de Turquie confie : « Danser nous donne de la force : partager ce moment nous aide à préserver le sens d'«être soi». » Restée à l'entrée de la salle, une Française de parents kurdes explique : « nous n'avons pas d'autre occasion de cette ampleur pour nous rassembler, c'est précieux car un rien peut nous éloigner. »

SOLIDARITÉ FACE AUX CONFLITS DU PASSÉ ET DU PRÉSENT

Selon Ali, réfugié en France après trois ans de prison en Turquie, « fêter Newroz est un acte de solidarité envers tous les régionalistes kurdes ». Dans la salle, les chansons en turc, kurde et araméen sont accompagnées par un bouzouki, instrument à cordes très populaire de la Grèce à l'Irak et au-delà. En Asie mineure, la musique n'a jamais vraiment connu de frontières. Les Kurdes, eux, ont largement contribué à la diffusion des musiques arabe, persane, turque... en Europe et au-delà.

Près du buffet où un plat traditionnel ➤

➤ est servi aux participants, Nasser Ghazizadeh, peintre kurde d'Iran, affirme : « Les arts sont une revendication, ils ont aussi des racines politiques. » Lui, s'est réfugié en France après la révolution de 1979. « Quand une injustice survient, elle se manifeste naturellement dans la musique, dans la peinture... ajoute-t-il. Guernica n'est pas une œuvre décorative. Ce n'est pas pour rien que Picasso a refusé de l'exposer en Espagne tant qu'elle était une dictature. »

Tenant compagnie aux anciens assis à quelques mètres des danseurs, Khabat est d'origine kurde d'Iran. Il a la nationalité

italienne et son nom signifie « lutte ». « Ce nouvel an est une fête qui véhicule de bons et de mauvais souvenirs, résume-t-il. J'ai vécu les bombardements chimiques de Saddam Hussein en mars 1988... et la destitution du tyran début avril 2003. » Plus récemment, l'arrivée de Daech et la réaction militaire arabo-kurde soutenue par des puissances étrangères s'est ajoutée à la liste des conflits traversés par les Kurdes.

En Turquie, les Kurdes se voient interdire de pratiquer leur culture. « Newroz » a fini par être toléré par le pouvoir, mais la communauté a toujours de sérieuses préoccupa-

tions après l'intervention militaire turque, l'an dernier à Afrin, en Syrie. Des personnalités kurdes en France ont exprimé leur inquiétude lorsque Donald Trump a annoncé le retrait des troupes américaines présentes en Syrie.

Les mois à venir révéleront la suite de l'histoire des Kurdes. Ce mercredi soir, personne ne prévoit quelles luttes, quelles révoltes et quelles souffrances seront commémorées à « Newroz » l'an prochain. Quel que soit l'avenir, chacun est libre de danser pour se recueillir, oublier un instant et perpétuer la mémoire. ♦

L'EXPRESS.fr 21 MARS 2019

Elections en Turquie: le parti pro-kurde fait campagne à l'ombre des menaces d'Erdogan

Batman (Turquie) - 21 mars 2019 (AFP)
www.lexpress.fr

À l'approche des élections locales du 31 mars, le principal parti pro-kurde de Turquie se bat avec détermination pour faire élire ses candidats, bravant les attaques du président Recep Tayyip Erdogan.

"Lorsqu'on se lance dans un combat collectif, il faut être prêt à affronter des menaces", confie Mehmet Demir, l'un des candidats du Parti démocratique des peuples (HDP) à la mairie de Batman, dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie.

En septembre 2016, Batman a été l'une des premières villes dont le maire élu a été remplacé par un administrateur nommé par le gouvernement, 3 mois après l'instauration de l'état d'urgence à la suite du coup d'Etat manqué. En tout, des administrateurs ont été nommés dans 95 des 102 municipalités remportées par des maires prokurdes en 2014.

"La démocratie locale a été suspendue dans le Sud-Est", estime Emma Sinclair-Webb, directrice en Turquie de Human Rights Watch (HRW), qui dénonce une "criminalisation de ce parti", dont des centaines de responsables, dont une quarantaine de maires, sont en prison.

M. Erdogan accuse le HDP, troisième formation au parlement, d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Et il a déjà évoqué la possibilité de renommer des administrateurs locaux après les élections.

Lors d'un meeting à Batman réunissant quelques milliers de personnes brandissant les drapeaux colorés flanqués du logo du HDP, le co-président du parti, Sezai Temelli s'est voulu catégorique: M. Erdogan "menace le peuple (de nommer de nouveaux administrateurs), mais il ne peut pas le faire".

"Appliquer cette loi est anticonstitutionnel et cela affectera sa propre légitimité", insiste-t-il auprès de l'AFP.

Des partisans du Parti démocratique des peuples (HDP), pro-kurde, assistent à un meeting à Batman, dans le sud-est de la Turquie, le 12 mars 2019

afp.com/Ilyas
AKENGIN



M. Temelli s'attire les foudres du chef de l'Etat depuis qu'il a évoqué une victoire de son parti au "Kurdistan", une dénomination utilisée par les militants kurdes pour désigner le sud-est de la Turquie.

"Existe-t-il une région qui s'appelle Kurdistan en Turquie ? Où est-ce qu'il existe un Kurdistan ? Dans le nord de l'Irak. Si tu aimes tant le Kurdistan, allez, casse-toi en Irak", s'emporte quasi-quotidiennement M. Erdogan devant ses supporters.

Mais selon M. Temelli, si le président menace tant le HDP, "c'est que ça va mal pour lui".

Des experts estiment en effet que les difficultés économiques que traverse la Turquie -- avec une inflation à deux chiffres et une récession -- risquent de faire perdre le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) dans plusieurs villes.

- "VÉHICULES BLINDÉS" -

"Aujourd'hui nous voterons pour le HDP. S'ils nomment un administrateur, nous voterons encore (pour le HDP)", affirme sur un ton de défi Ismet Ataç, venu assister au meeting de Batman. "Plus ils nommeront des administrateurs, plus nous réagirons".

"Comme le parti présente ces élections comme un front de bataille, il va tout faire pour mobiliser ses électeurs", explique Emre Erdogan, professeur à l'université Bilgi

d'Istanbul. "Ces +menaces+ vont consolider le soutien local du parti".

Pour éviter une dispersion des voix préjudiciable à l'opposition, le HDP a décidé de ne pas présenter de candidat dans l'ouest de la Turquie.

Par cette "approche pragmatique", le HDP "montre que faire partie du camp anti-Erdogan l'emporte sur les valeurs politiques", décrypte Emre Erdogan.

Outre les diatribes du président, le HDP doit aussi faire face à des pressions sur le terrain.

M. Demir s'en amuse: "Lorsqu'on ouvre nos stands de campagne, ils (les forces de l'ordre) s'approchent avec leurs véhicules blindés, comme s'ils allaient à la guerre".

"Lorsque des candidats sont encerclés par la police, c'est une tentative de vous séparer de la population locale et de transmettre le message fort que vous n'êtes pas légitimes aux yeux de l'Etat", commente Mme Sinclair-Webb.

Parmi les autres difficultés rencontrées par le parti, 6 de leurs candidats ont vu leur candidature rejetée par les autorités. C'est le cas de Sabri Özdemir, déjà élu à Batman en 2014 et remplacé par un administrateur nommé par le gouvernement.

"Le peuple de Batman m'a déjà choisi, mon parti m'a choisi", assure-t-il. "Pour nous, les noms importent peu, ce qui compte c'est que la lutte que l'on mène soit victorieuse". ●

U.S. pressures Iraq over embrace of militias linked to Iran

WASHINGTON

BY EDWARD WONG
AND ERIC SCHMITT

The United States' attempts to isolate Iran, including by punishing Iraqi militias and politicians who are supported by Iranian officials, has deepened tensions not only between Washington and Baghdad but also within the Trump administration.

American military and intelligence officials said the increasing pressure on Iraq risks infuriating its Parliament, including politicians linked to Iran, which could limit the movements of the 5,200 United States troops based in Iraq.

Secretary of State Mike Pompeo, whose confrontational stand on Iran has already strained ties with European allies, is leading the push for Iraq to confront its fellow Shiite-majority neighbor. He was to arrive in the Middle East on Tuesday to speak with officials in Kuwait, Israel and Lebanon about containing Iran.

Under plans recommended by Mr. Pompeo and some White House officials, the State Department would designate Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps as a foreign terrorist organization. It would be the first time the United States designated a unit of another government's military as a terrorist group.

American officials said it could put United States troops and intelligence officers at risk of similar actions by foreign governments.

The plans also would designate some Iraqi Shiite militias as foreign terrorist organizations. As a result, the Iranian-trained militias — and Iraqi officials who support them — would be subject to new economic sanctions and travel restrictions.

The proposal was described to The New York Times on condition of anonymity by a half-dozen American and Iraqi officials and experts familiar with the sensitive diplomatic plans but not authorized to discuss them by name.

The Iraqi militias — some of which were trained by Iran's Revolutionary Guards — operate with Baghdad's approval or financial support. Some are legitimate players in Iraqi politics. They are part of the Popular Mobilization Forces, an umbrella organization of about 50 paramilitary groups that fought against the Islamic State, a radical Sunni group, and are paid by the Shiite-dominated Iraqi government.

"The Americans can make the decisions they want, but what the Ameri-



FURQAN AL-AARAJI/EPA, VIA SHUTTERSTOCK

A graduation ceremony in Karbala, Iraq, for soldiers of the Popular Mobilization Forces, an umbrella group of militias that often have ties to Iran.

cans see is different than what we see," Prime Minister Adel Abdul Mahdi of Iraq said last week. "Our position on the Popular Mobilization Forces is very clear and well known."

Officials at the United States Defense Department and the Central Intelligence Agency — which Mr. Pompeo ran in the Trump administration's first year — oppose designating the Iranian Revolutionary Guards or the Iraqi militias as terrorist groups, fearing a backlash that could constrain American troops. Qasim Suleimani, commander of the corps' elite Quds Force and a regular visitor to Iraq, has already been designated a terrorist by the United States.

Iraqi leaders were already irate over the Trump administration's insistence that they comply with American sanctions imposed against Iran after President Trump withdrew from the nuclear deal with Tehran.

Tensions between Washington and Baghdad have only risen through the winter.

In February, Iraqi politicians bristled after Mr. Trump said American troops in Iraq would monitor and pressure Iran. Iraqi leaders are resisting demands by Mr. Pompeo to stop buying energy from Iran — another issue on which Pentagon officials have sided with Baghdad. Iraq officials also remain unhappy by the closing of the United States Consulate in Basra, the country's second-largest city, where a temporary halt of electricity exports from Iran led to violent rioting last summer.

Last Friday, a senior State Department official said Mr. Pompeo's visit to the Middle East this week was part of

the goal of rolling back Iran's forces and linked Shiite militias. As with Iraq, the pressure campaign has angered leaders in Lebanon, where Iran-backed Hezbollah is a major military force, holds parliamentary seats and runs the health ministry.

Analysts said Mr. Pompeo's trip and its focus on Iran is an attempt to lend Trump administration support to embattled Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel before national elections set for April 9. Iran and Israel are longtime enemies. Mr. Pompeo has denied such intentions.

Mr. Pompeo has also told the leaders of power-starved Iraq that they must stop buying Iranian natural gas. And he has yet to renew a waiver, set to expire on Tuesday, to allow Iraq to buy electricity from Iran. Senior officials at the Pentagon support extending the waiver for Iraq.

If they are forced to stop buying electricity from Iran, Iraqi officials warned, protests could destabilize the government of Mr. Abdul Mahdi, who was

"The Americans can make the decisions they want, but what the Americans see is different than what we see."

named prime minister in October. In February, he said Iraq would not comply with the sanctions, citing the 13 years of United Nations sanctions against the government of Saddam Hussein that took a bruising toll on Iraqis throughout the country.

Iraqi officials now are exploring how

to buy natural gas from Iran but still protect Iraqi banks from American penalties.

Earlier this month, and against the advice of officials at the Pentagon, the State Department announced that it was designating an Iraqi militia, Harakat Hezbollah al-Nujaba, and its leader, Akram Abbas al-Kaabi, as “specially designated global terrorists.” The group is funded by the Iraqi government, but the State Department said its loyalty was to Iran.

Mr. Pompeo also is seeking to designate a more significant group, Asa’ib Ahl al-Haq, as a terrorist organization. Asa’ib Ahl al-Haq won 15 seats in Iraq’s Parliament last year. Though its officials now say they tolerate the United States military presence in Iraq, the militia

fought American troops at the height of the Iraq war. The militia is led by Qais al-Khazali, a former American detainee who is accused of masterminding an ambush in the holy Shiite city of Karbala that killed five American soldiers in 2007.

The State Department said it did not discuss internal deliberations about potential additions to the foreign terrorist organization list, which it maintains.

After Mr. Trump announced in December that he would withdraw United States forces from the fight against the Islamic State in Syria, American officials began quietly negotiating with Iraqi counterparts to shift hundreds of commandos and support troops to Iraq. The initial urgency for the shift has cooled, however, now that Mr. Trump

has agreed to leave 400 American troops in Syria rather than withdraw all 2,000. But many Iraqi lawmakers are reluctant to give the 5,200 American troops already in Baghdad and at a handful of other bases much freedom to move or operate.

The terrorist designations could complicate talks over those issues and a range of diplomatic matters by fueling animosity toward the United States. One senior American official said the designations could lead to barring members of the Iraqi and Iranian governments from traveling to the United States — including to the United Nations in New York. ●

TheArabWeekly | March 24, 2019

Dark days ahead for Syria’s Kurds

Sami Moubayed

Beirut

Speaking March 18 from Damascus, Syrian Defence Minister Ali Ayyoub said his country was going to liberate all territory held by Kurdish separatists in north-eastern Syria either through reconciliation “or by force.”

His threats were made just one month after Syrian President Bashar Assad addressed the Kurds in a live speech on television, saying: “No one will defend you except the Syrian Arab Army.”

Talks between Damascus and the Syrian Democratic Forces (SDF) started last year after US President Donald Trump announced he would be withdrawing US troops from Syria, spreading panic among the Syrian Kurdish community.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan was first to react, saying he was sending troops to dismantle Kurdish positions north-eastern Syria. The SDF pleaded for help from the Syrians, saying that, in return, they were willing to surrender the cities of Raqqa and Qamishli.

The momentum halted, however, when Trump declared a policy reversal and said he would be keeping 400 troops in Syria.

On the other side of the battlefield, a decision was taken to march against Kurdish towns and cities, agreed on by seemingly everybody in the neighbourhood except the United States.

Syria made up its mind hours after a military summit in Damascus, bringing the Syrian, Iranian and Iraqi chiefs of staff together, two days before Russian Defence Minister Sergei Shoigu landed in Syria for the same reason.

They reasoned that Trump would never get into a military confrontation with the Russians — or the Turks — for the sake of the Kurds. In return, they agreed that the 400

US troops were “symbolic” and would not deter them from military action.

Realists among the Kurds say this is an uphill battle that would be extremely difficult, if not impossible, to win without US military assistance.

Erdogan has not objected to the Syrian-Russian position, seeing it as a blessing in disguise. Inasmuch as he wanted to do the job himself, he feared an erratic response from Trump, who threatened just three months ago to “devastate” the Turkish economy, sending shockwaves throughout Turkish banks and stocks.

The Turkish leader can take no action before municipality elections in his country on March 31. Any similar reaction from Trump might prove fatal for the Justice and Development Party on Election Day. If somebody else can finish off the Kurds on his behalf, then why not?

Although he is not talking to the Syrians, Erdogan has an excellent working relationship with Russian President Vladimir Putin. He will gladly support and even facilitate a major offensive against Syrian Kurds and might even launch one of his own after the elections in his country.

The most powerful of his Syrian proxies, Ahrar al-Sham and the Zenki Brigade, were withdrawn from Idlib in February and repositioned in the countryside of Aleppo in anticipation of such an operation.

Left confused are the Kurds. One camp has said it would be political madness to trust Trump while others argued the opposite, saying nobody sane would reject US military support when offered.

Sceptics accused Trump of abandoning the Iraqi Kurds in Septem-



Limited options. Fighters from the Syrian Democratic Forces (SDF) in the town of Tell Tamr in the countryside of Syria’s north-eastern Hasakah province, last December. (AFP)

ber 2017 when he supported their bid for independence, looking the other way as Iraqi troops besieged Iraqi Kurdistan and overran the oil-rich city of Kirkuk.

He turned his back on them again in March 2018 when Turkish forces occupied the city of Afrin, bombing Kurdish strongholds. There was no telling when Trump would abandon them again, choosing to side with Turkey, a strategic NATO ally, over his sympathy with Kurdish statehood.

A date is yet to be announced for the battle and many questions are still to be answered. Primarily, how will Trump react? Also, what about the humanitarian repercussions that come with such an operation?

When Erdogan attacked Afrin last year, Syrian and Russian authorities allowed Kurdish refugees to flee into the northern countryside of Aleppo.

Where will they go now if the operation is being carried out by government troops with air cover from the Russians?

Turkey will certainly not allow them to cross the border and moving into the Syrian heartland would be fatal.

Realists among the Kurds say this is an uphill battle that would be extremely difficult, if not impossible, to win without US military assistance.

If they get the upper hand within their community and go for reconciliation rather than confrontation, much can still be saved for the Syrian Kurds.

Sami Moubayed is a Syrian historian and author of “Under the Black Flag” (IB Tauris, 2015).

Turkey's Kurds celebrate new year, brace for election

The pro-Kurdish People's Democratic Party hopes the March 31 municipal elections will repudiate the government's removal of its officials from local offices, but President Recep Tayyip Erdogan has warned that he reserves the right to do so again.



Ayla Jean Yackley
March 21, 2019
www.al-monitor.com

ISTANBUL — Turkey's Kurds rang in their traditional new year on Thursday while bracing for a critical election this month that the region's biggest party hopes will deliver a clear rebuke against the government's crackdown on its political movement.

The leftist Peoples' Democratic Party (HDP), whose base is overwhelmingly Kurdish, is seeking to recapture control of cities across the predominantly Kurdish southeast in the March 31 poll after the government removed 94 of its 102 mayors from their offices beginning in 2016 and replaced them with government-appointed "trustees."

Beyond the southeast, the HDP has decided against fielding mayoral candidates in several cities, hoping its supporters will instead back the main opposition bloc to help it wrest control of municipalities like Istanbul and the capital Ankara, which has been dominated by President Recep Tayyip Erdogan's Justice and Development Party (AKP) and its predecessor since the mid-1990s. The AKP has formed an alliance with the right-wing Nationalist Movement Party (MHP).

The HDP strategy comes as thousands of its party activists and elected officials sit in jail on charges of aiding Kurdish militants in the wake of the government's failed peace process to end a three-decade insurgency. With the end of talks in 2015, Turkey was thrust into one of its most violent periods, with almost 3,000 people killed in clashes between the Kurdistan Workers Party (PKK) and Turkish security forces.

With relative peace restored, tens of thousands of people gathered in a field on the outskirts of Diyarbakir, the largest city in the predominantly Kurdish southeast, to celebrate Newroz, which marks the arrival of spring on March 21. Despite a large security presence, the atmosphere was jovial as groups of teenagers danced in circles while the traditional Newroz bonfire was lit, a witness told Al-Monitor.

In a speech to the crowd, Pervin Buldan, the HDP's joint chairwoman, called on Erdogan to respond to their call for peace. "We are telling you that these people will not abandon peace or democracy," she said. "We are going into these elections opposed to those who do not recognize the will of the people, who try to usurp that will with trustees."

But Erdogan has already warned that he will remove elected mayors and appoint trustees to run cities if elected officials are found to be aiding militants. "If my citizens give you the opportunity to take back these municipalities and you send the resources the state provides to these cities to Qandil or use them for terrorism, I will immediately once again appoint trustees without hesitation," Erdogan told a campaign rally last month. Qandil is the mountainous region in northern Iraq used as a base by the outlawed PKK, which has waged a decades-long armed campaign for autonomy within Turkey.

The HDP rejects charges it has links with the PKK and argues it is seeking greater cultural rights for Turkey's estimated 16 million Kurds and a negotiated resolution of the conflict. But it does not call the PKK a terrorist group, despite Turkey's official stance, and acknowledges that it shares some of the same base with the militants.

The government tapped the HDP to help it negotiate peace with the PKK, and in 2013, Newroz in Diyarbakir was the scene of a historic cease-fire



People wave pro-Kurdish People's Democratic Party flags during a gathering to celebrate Newroz, which marks the arrival of spring and the new year, in Diyarbakir, Turkey, March 21, 2019. REUTERS/Sertac Kayar

declaration by the PKK. The two-year lull in violence helped bolster the HDP's popularity beyond Kurdish voters and by 2015, it became the second-biggest opposition party in parliament.

The HDP's decision to tacitly support the opposition coalition — comprised of the center-left Republican People's Party (CHP) and the nationalist Good Party — could help push the bloc to victory in tight races in cities with large Kurdish populations. Istanbul is home to two million Kurds, by some estimates.

The alliance is a veiled one, with the CHP and Good careful not to advertise it and risk alienating nationalist supporters who view the HDP with suspicion. Bloomberg News reported that the HDP is seeking seats on municipal councils in return for its support. Still, the CHP and Good face accusations from Erdogan that they are partnering with "those who want to divide our country."

It also marks a break, for the time being, in the HDP's strategy to expand its support beyond Kurds and attract leftist voters from across the country with its progressive platform on gender equality, environmental protection and respect for minority rights.

"The HDP's decision not to run candidates in some areas was a smart tactical move. It doesn't indicate the party is abandoning its goal of being a Turkey-wide party. What it shows is that the HDP views AKP as such a threat to Turkey's democracy and as a block to Kurdish rights that the goal of weakening the AKP's hold nationwide is a priority for HDP," said Aliza Marcus, the author of "Blood and Belief," a history of the PKK.

The HDP has also sounded an alarm about electoral irregularities in the southeast, including voter registries with fake names, and says that thousands of security officers sent to the southeast could intimidate voters. This week, authorities raided an HDP campaign office in the town of Adana near the Mediterranean coast and arrested 12 party officials on suspicion of financial improprieties.

"Amid all of the pressure we face and the attacks on us, we are aware this is not a fair election campaign," Buldan told a news conference last month. "We have two aims in this election. The first is to win back the cities where trustees have been appointed ... Secondly, the goal before us is to help force the loss of the AKP-MHP bloc in Turkey's west."

Selahattin Demirtas, the HDP's popular former chairman who has been in prison for more than two years despite a European Court of Human Rights judgment he must be freed, has also urged supporters to rein in the AKP and MHP. Eight other HDP lawmakers, 68 mayors and as many as 7,000 HDP activists are in prison on charges of abetting terrorism.

Human Rights Watch has said the removal of democratically elected officials in the southeast is "counter to Turkey's responsibilities under international and regional human rights law, including the right to political participation, the right to free elections, the right to freedom of expression and the rights to freedom of association and assembly."

Now, the HDP hopes to clinch cities like Diyarbakir with a wide enough margin to discourage the central government from taking over the municipi-

palities again. Marcus said the election could even offer Erdogan a chance to work with the new mayors to repair relations with disaffected Kurds.

"At this point, based on his behavior and speech, it seems more likely he will look for ways to remove the mayors, and he doesn't need the excuse of violence to do this. There will be always something he can use against them — in the polarized atmosphere that exists in Turkey today, it's very easy for the state to find some reason to accuse a Kurdish politician of a crime," she said.

Some voters in the southeast believe that Erdogan's threat to kick out newly elected HDP officials will probably backfire if he hopes it would cool support for the party. "It's an effort to frighten voters, but by singling out the HDP, Erdogan has made it a victim and that encourages even its critics

support it," Sidki Zalan, a lawyer and conservative activist in Diyarbakir, told Al-Monitor.

Normally, Zalan might not vote for the HDP over differences in philosophy and policy. This time he will, he said, "because Diyarbakir should remain in Kurdish hands." ♦

Ayla Jean Yackley is a freelance journalist who has covered Turkey for nearly two decades. She previously worked as a correspondent for Reuters and Bloomberg News and writes mainly about politics and the economy, with a focus on minority and human rights. Her reporting has also taken her to Iraq, Iran, Syria, Afghanistan, Russia, Germany and Cyprus. On Twitter: @aylajean

TheArabWeekly | March 24, 2019

Challenges ahead for Turkey as economy slides into recession

Sabahat Khan

Dubai

Turkey's economy has been declared in recession — defined as two consecutive quarters of contraction — for the first time since the global financial crisis of 2008.

Turkey's GDP was said to register a contraction of 2.4% in the first quarter of 2019, following a 3% decrease in the final quarter of 2018.

There have been warning signs the past few years about the state of Turkey's economy. A series of government efforts to stimulate the economy following the 2016 coup attempt is said to have overheated the economy.

The biggest challenge, however, has been trying to calm volatility in markets where investor confidence slumped as the Turkish lira depreciated to all-time lows. The past year has seen the Turkish lira lose approximately one-third of its value against the US dollar.

Political strains with the United States have not helped Turkey, which was widely regarded for its economic performance over the past decade.

In August 2018, US President Donald Trump doubled tariffs on Turkish steel and aluminium imports amid a diplomatic stand-off over the detention of American pastor Andrew Brunson. In January, Trump threatened to economically devastate Turkey if it sent its military into Syria after Kurdish militias that have been erstwhile allies of the United States against the Islamic State.

With mayoral and municipal elections on March 31, bad news about the economy will be unhelpful for Turkish President Recep Tayyip Erdogan and his ruling Justice and Development Party (AKP). Their dominance in the domestic political arena has hinged on delivering strong economic growth and rapid infrastructure development.



Crisis mode. Shoppers queue to buy groceries at a government-run market selling vegetables at discounted prices in an Istanbul neighbourhood. (AP)

Turkish Finance Minister Berat Albayrak has said the worst of the economic crisis is over. That may be true but it doesn't necessarily mean the crisis is over.

Turkey registered 2.6% GDP growth in 2018 despite a contraction in the year's final quarter. However, that reflected a sharp downturn against the 7.4% growth achieved in 2017.

The Organisation for Economic Co-operation and Development said economic contraction will persist this year in Turkey with a rebound expected in 2020. Such assessments indicate the difficult scenario that Turkey finds itself in, which is unprecedented in the Erdogan era.

The lira's plummeting value has hurt industrial confidence and triggered record-breaking inflation, which hit a 15-year high in October 2018 when it touched 25%. The Central Bank of Turkey has aimed to calm volatility and get a grip on inflation through monetary controls, with benchmark interest rates reaching 24% last September.

Those moves have come at the cost of dampening subdued consumer spending and also hit the

corporate sector — much of whose debt is foreign currency-denominated — at the worst time.

Bank lending has plunged and housing finance dived 81% in November. Recent figures indicate construction shrunk 8.7% as a contributor to GDP year on year, signalling a cooling of the building boom of recent years.

Worryingly for Ankara, industrial output fell 6.4% and there are signs of more falls in the months ahead. A depreciated lira has given Turkish exports, which have risen 5%, a slight boost but domestic consumption is falling.

With imports becoming more expensive — so far this year they may have fallen as much as one-quarter — Turkey's current account deficit has improved but softening demand could be an indicator that industrial output is heading the wrong way.

Erdogan's AKP is expected to maintain its grip on power in the upcoming elections, although voters in urban centres could be more motivated than in recent years to try alternatives.

The implications of Turkey's ongoing and impending economic

woes, however, go beyond the local elections. Erdogan's narrative of Turkey being under economic attack from detractors in the shadows is a persuasive argument for much of his support base but the months ahead will see added pressures on Turkey's economy, drawing attention to its ties with key trading partners.

The diplomatic reset between Europe and Turkey needs more time to repair damage caused by both sides. The European Parliament voted to suspend accession talks with Turkey following a human rights and rule of law report critical of Ankara, potentially undoing some confidence-rebuilding recently undertaken.

Additionally, Turkey's options in Syria and how to approach its dilemma over Syrian-Kurdish militias, its purchase of Russia's S-400 air defence systems and the related blocking of the F-35 aircraft deliveries to the Turkish Air Force mean there may be more political storms and stand-offs ahead that could lower international confidence and delay Turkey's economic turnaround.

Irak: après l'EI, la vengeance et la peur dans le nord multiethnique

Par Ahmad MOUSA / AFP 21 mar 2019
information.tv5monde.com

Après le massacre des Yazidis par le Groupe sunnite Etat islamique (EI) en 2014, l'Irakien Mehdi Abou Enad a dû arrêter de cultiver son champ: comme de nombreux Arabes sunnites, il craint une vengeance de ses anciens voisins.

Avec la percée fulgurante de l'EI dans le nord de l'Irak à l'été 2014, la cohabitation entre les différentes ethnies et religions du nord montagneux de l'Irak --frontalier de la Syrie-- a volé en éclats.

Et plus d'un an après la "libération" de Mossoul, l'ancienne "capitale" irakienne du califat autoproclamé par l'EI, les tensions communautaires persistent dans la province de Ninive, en particulier à Sinjar, bastion de la minorité yazidie.

D'un côté, les Yazidis, kurdophones et adeptes d'une religion ésotérique monothéiste, disent avoir "le plus souffert" des multiples exactions de l'EI --massacres, enlèvements, viols--, sur lesquelles l'ONU enquête pour établir si elles constituent un génocide.

De l'autre, les Arabes sunnites, accusés d'avoir soutenu l'EI, disent payer le prix fort en raison de leur seule appartenance communautaire.

- RÉCONCILIATION NÉCESSAIRE -

"On nous accuse d'appartenir à l'EI parce qu'il s'est implanté dans les zones sunnites, mais l'EI ne représente pas les sunnites", minoritaires en Irak, s'emporte M. Abou Enad.

"On ne dit pas que personne n'a rejoint l'EI, mais ça ne veut pas dire que tout le monde l'a fait", poursuit-il.

Aujourd'hui, il ne revoit plus désormais son champ qu'à plusieurs mois d'intervalle, accompagné de militaires, pour tenter de faire pousser des graines et de retrouver quelques plants à récolter.

"On a tous perdu notre gagne-pain. Cela fait quatre ans qu'on ne cultive plus nos terres car on craint pour nos vies", se lamente encore cet Irakien de 48 ans, qui vit désormais dans une maison abandonnée à une dizaine de kilomètres de sa ferme.

D'après Human Rights Watch (HRW), des actes de vengeance ont bien été recensés.

En 2017, selon elle, des combattants yazidis avaient apparemment enlevé et exécuté 52 civils d'une tribu sunnite du nord de l'Irak, en représailles aux exactions de l'EI.

"Il faut que les chefs de tribus arabes et les dignitaires yazidis se réunissent pour la réconciliation", souligne M. Abou Enad, qui vivait jusqu'en 2014 de l'agriculture, comme un tiers des Irakiens, dont 1,8 million sont toujours déplacés.

Une véritable réconciliation éviterait les vengeances sanglantes et permettrait à Sinjar de mettre un terme à quatre années de



Des membres d'une famille yazidie assis devant la porte d'entrée de leur domicile, le 4 février 2019 dans la ville irakienne de Sinjar (nord) afp.com - Zaid AL-OBEIDI



Mehdi Abou Enad, un agriculteur irakien de confession sunnite, dans son champ de Sinjar, dans le nord du pays, le 5 février 2019 afp.com - Zaid AL-OBEIDI



Une vue générale de la localité de Sinjar, dans le nord de l'Irak, le 4 février 2019 afp.com - Zaid AL-OBEIDI

jachère, de terres brûlées et de destructions de puits et autres installations par les combats ou vandalisés par vengeance.

Cheikh Fakher Khalaf, dignitaire yazidi qui a passé trois ans sur les routes avant de rentrer à Sinjar l'été dernier, voudrait lui aussi pouvoir s'engager dans la réconciliation. Mais il juge d'abord impératif que les crimes passés soient jugés.

- DÉSIR DE JUSTICE -

"Les Arabes de Sinjar ont été impliqués dans les enlèvements de nos femmes, ils ont trahi la confiance que nous avons en eux donc ils ne peuvent plus vivre parmi nous", clame l'homme coiffé d'un keffieh rouge et blanc.

"Ceux qui n'ont rien fait, nous les respectons. Mais ceux qui ont du sang sur les mains doivent être jugés. Leur place n'est pas à Sinjar", poursuit-il.

De fait, à Sinjar, encore détruite à 70%, seules 6.000 familles sont revenues, en majorité yazidies, et quelques unes arabes chiites, majoritaires à l'échelle du pays.

Avant 2014, 50.000 familles yazidies, kurdes, arabes, sunnites, chiites et chrétiennes vivaient en bonne entente dans la ville, assurant en chœur les habitants.

Pour Tom Peyre-Costa, porte-parole du

Norwegian refugee council (NRC), ce sont surtout les tensions communautaires qui empêchent les habitants de revenir, loin devant les destructions et l'absence de services publics.

Il assure à l'AFP que la réconciliation doit constituer une priorité pour rendre la cohabitation de nouveau possible.

"Il faut un dialogue entre communautés, des procès équitables et une justice transparente. Le gouvernement doit s'assurer que tous les auteurs de crimes sont poursuivis", réclame-t-il.

Des centaines de personnes ont déjà été condamnées en Irak pour appartenance à l'EI, dont au moins 300 à la peine de mort.

Mais dans les provinces occupées pendant trois ans par les jihadistes, certains sont toujours accusés d'avoir soutenu l'EI et d'être ensuite passés entre les mailles du filet des forces de sécurité.

Parmi les Yazidis, 3.000 sont toujours portés disparus, principalement des femmes peut-être encore captives de l'EI qui les ont réduites à l'esclavage sexuel.

Pour cette communauté, il faudra encore du temps pour revenir à la coexistence multiculturelle d'avant l'EI. ♦

Syrie : « Après avoir défait le “califat”, les Kurdes vont se retrouver bien seuls »

ENTRETIEN.

Pour le spécialiste de la Syrie Fabrice Balanche, l'avenir des Kurdes de Syrie est sombre, malgré leur éclatante victoire militaire face à l'EI. Propos recueillis par Julien Peyron

Le Point.fr le 21/03/2019



Fabrice Balanche est spécialiste de la Syrie, chercheur invité à l'Université de Stanford (Hoover institution) et maître de conférences à l'Université Lyon-II.

Le « califat » ne se résume plus qu'à quelques mètres carrés. Battu en Irak en 2017, le groupe État islamique (EI) est sur le point de perdre la dernière bande de territoire qu'il contrôlait en Syrie. Les forces kurdes des FDS (Forces de défense syriennes) finissent de déloger les derniers combattants djihadistes terrés sur les berges de l'Euphrate, à proximité de la frontière irakienne.

La victoire militaire des forces kurdes, appuyées par les forces de la coalition, entraîne le pays et la région dans une nouvelle



A woman is frisked by a U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF) fighter at a screening area after being evacuated out of the last territory held by Islamic State militants, in the desert outside Baghouz, Syria, Friday, March 1, 2019. (AP)

ère. Privé de territoire, l'EI n'en reste pas moins une menace constante, preuve en est les attentats qu'il continue de mener en Syrie et en Irak. Célébrés en Occident pour leur succès, les Kurdes risquent, eux, de se retrouver bien seuls face à la Turquie et au régime syrien maintenant que les djihadistes ont été battus. Quant aux Occidentaux, ils risquent de suivre les Américains, qui, malgré les déclarations contradictoires de Trump, semblent bien engagés dans un retrait progressif de la région.

Quel avenir pour le pays, ravagé par plus de sept ans d'une guerre qui a déjà fait près de 370 000 morts ? Les explications de Fabrice Balanche, spécialiste de la Syrie à la Hoover Institution de l'université Stanford.

Le Point : La perte de Baghouz signe-t-elle vraiment la fin du « califat » en Syrie ?

Fabrice Balanche : En termes de contrôle territorial, oui, c'est la fin. Il s'agissait de la dernière région que l'EI contrôlait véritablement. Il ne reste désormais que de petites unités dispersées, notamment dans la steppe au sud de Palmyre ou à la frontière jordanienne. Il s'agit de groupes épars, contraints d'évoluer dans un état de semi-clandestinité. Mais la fin du « califat » ne signifie pas la fin de l'EI en Syrie et en Irak. L'organisation opère désormais par des attentats ou des assassinats. On l'a vu récemment à Manbij, à Raqqa et dans la région de Mossoul.

Combien de temps aura duré le « califat » ?

Il a été proclamé en juin 2014, mais on peut situer son apogée au printemps 2015, juste après la prise de Palmyre, la célèbre cité antique qui avait alors été pillée. A ce moment là, l'EI contrôlait 240 000 km², environ la superficie du Royaume-Uni. Il gouvernait aux destinées de 8 à 10 millions de personnes et il tenait de grandes villes, comme Raqqa et Mossoul, ainsi que des champs de pétrole. Ses premières grandes défaites datent de 2017 et l'effondrement se sera vraiment accéléré avec les pertes de Raqqa et Mossoul.

Où se trouvent les nouveaux fronts face à l'EI ?

L'EI revendique des groupes dans beaucoup d'autres pays. Certaines branches contrôlent même des territoires, même s'ils sont le plus souvent désertiques. C'est le cas dans le Sinai égyptien, en Libye, au Yémen, en Afghanistan ou dans le Sahel. Même en Asie du Sud-est, des groupes ont fait allégeance à la cause djihadiste, mais ils sont le plus souvent liés à Al-Qaïda.

L'EI défait en Irak et en Syrie, qu'est devenu son leader Abou Bakr al-Baghdadi ?

Le grand mystère Baghdadi ! Nul ne sait ce qu'il est devenu. Peut-être est-il mort, peut-être est-il toujours à Baghouz, peut-être est-il parvenu à fuir et se terre-t-il quelque part...



Men are detained by the Syrian Democratic Forces (SDF) after coming out from last Islamic State pocket, near the village of Baghouz, Deir Al Zor province, Syria REUTERS

Les rumeurs à son sujet vont bon train, mais, à ma connaissance, aucune d'entre elles n'est solide.

Que vont devenir les Kurdes maintenant qu'ils ont battu l'EI ?

Ils vont sans doute, une fois de plus, être les dindons de la farce. Pris en tenailles entre le marteau turc et l'enclume syrienne, on se demande désormais qui viendra les aider. La ministre française des Armées, Florence Parly, était aux États-Unis le 18 mars pour sonder les Américains. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle n'a pas senti un soutien sans faille envers ceux qui ont été nos alliés dans la lutte contre l'EI... Et l'Europe seule ne va pas envoyer des milliers d'hommes sur place. Sans compter que, pour cela, il faudrait une résolution de l'ONU, que la Russie va bloquer méthodiquement...

Surtout, dans le fond, l'Europe n'a pas tellement envie de se mouiller. L'acteur principal kurde reste le PKK, qui figure toujours sur la liste des organisations terroristes de l'UE. Et sa doctrine néo-maoïste est rédhibitoire. Si elle séduit des militants d'extrême gauche européens, les dirigeants européens doutent franchement que le groupe puisse relancer économiquement la région.

Les Occidentaux vont donc lâcher les Kurdes ?

Ce n'est pas très « fair-play », mais c'est ce qui va sans doute arriver. Le président turc Erdogan insiste pour établir une zone tampon au nord de la Syrie, une sorte de « couverture arabe anti-Kurdes ». Et, dans le fond, les Américains n'ont pas le choix. Trump est déjà en campagne, il ne peut pas se mettre complètement la Turquie à dos. Il va devoir trancher. Et entre le PKK et Ankara, son cœur risque de ne pas balancer très longtemps...●



Deux soldats irakiens tués dans des heurts avec le PKK (armée)

Bagdad, 18 mars 2019 (AFP)

DEUX SOLDATS IRAKIENS ont été tués tard dimanche dans des heurts avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte contre Ankara et qui a des bases dans le nord de l'Irak, a annoncé l'armée.

"Des éléments du PKK ont attaqué un check-point de l'armée dans la province de Ninive (...) deux soldats ont été tués et cinq combattants du PKK blessés", indique un communiqué du commandement militaire irakien publié dans la nuit de dimanche à lundi.

Ces heurts ont éclaté à une centaine de kilomètres à l'ouest de Mossoul, la grande ville du nord irakien, dans la zone frontalière de la Syrie en guerre, où la milice kurde syrienne des YPG constitue l'épine dorsale des forces antijihadistes.

"C'est la première fois qu'un affrontement armé de cette ampleur a lieu dans la région", a indiqué à l'AFP Mohammad Khalil, maire de Sinjar, importante localité proche du lieu des combats.

Les heurts ont éclaté, précise le communiqué, quand "un soldat irakien a demandé aux membres du PKK de présenter une autorisation de passage obtenue auprès des forces de sécurité pour traverser ce check-point".

Ces accrochages inédits pourrait avoir des suites car Ankara affirme régulièrement vouloir mener une opération conjointe avec Téhéran contre le PKK et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), un parti kurde iranien qui lui est affilié, qui ont tous deux des bases arrière en Irak.

Fin janvier, un Kurde irakien avait été tué par des tirs turcs lors d'une manifestation aux abords d'une base turque dans le nord de l'Irak. Bagdad avait convoqué l'ambassadeur de Turquie et Ankara avait accusé le PKK d'avoir incité les manifestants à s'en prendre à sa base.

Le PKK, considéré comme "terroriste" par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis, livre une sanglante guérilla contre l'Etat turc depuis 1984. Plus de 40.000 personnes, dont de nombreux civils, ont été tués dans les affrontements entre les forces de sécurité et le PKK. ●

Le Parisien

24 mars 2019

Après la fin du «califat», des djihadistes sortent des tunnels et se rendent

Le Parisien avec AFP | 24 mars 2019
<http://www.leparisien.fr/>

Des djihadistes du groupe Etat islamique (EI) cachés dans des tunnels se sont rendus ce dimanche, au lendemain de l'annonce de la chute du « califat » de l'organisation ultraradicale à Baghouz, dans l'est de la Syrie.

Dimanche, au pied de la colline surplombant ce qui fut le dernier lambeau du « califat », une équipe de l'AFP a pu voir des dizaines d'hommes avançant en file indienne sous une pluie fine pour grimper dans des camions.

« Ce sont des combattants de l'EI qui sont sortis des tunnels et se sont rendus aujourd'hui » (dimanche), a indiqué Jiager Amed, un responsable média des Unités de protection du peuple (YPG). Cette milice kurde est l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui ont mené la lutte contre l'EI au sol.

BARBES FOURNIES, ABAYAS ET KEFFIEH ROUGES

Il y a principalement des hommes dans la file : certains arborent des barbes fournies et sont emmitoufflés dans d'épaisses « abayas » (manteaux traditionnels), d'autres portent sur la tête un keffieh rouge et blanc ou se cachent le visage avec ce foulard, ont pu voir, à distance, les journalistes de l'AFP.

Les FDS leur ont toutefois interdit d'approcher ces hommes. « On ne connaît pas leur nombre. Il se peut qu'il y en ait d'autres cachés dans les tunnels », a ajouté Jiager Amed.

Après plus de six mois d'âpres combats, les FDS, soutenues par une coalition internationale conduite par les Etats-Unis, ont conquis samedi la dernière poche de l'EI à Baghouz, près de la frontière irakienne.

Cette victoire a signé l'effondrement territorial du « califat » autoproclamé en 2014 par l'organisation djihadiste la plus redoutée au monde sur de vastes territoires à cheval entre la Syrie et l'Irak. L'EI avait été défait en décembre 2017 en Irak.



Des dizaines de djihadistes avançant en file indienne pour grimper dans des camions, ce dimanche à Baghouz, après s'être rendus./AFP/Guissepe Cacace

Plus de 630 civils ont été tués dans les affrontements, d'après l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Quelque 1 600 djihadistes et 750 combattants des FDS ont également péri.

Dimanche soir, un porte-parole de la coalition a indiqué sur Twitter que les FDS « continueront de s'opposer à toute présence physique ou influence de Daech dans la zone et travailleront à éliminer les ressources dont [les djihadistes] ont besoin pour revenir », utilisant un acronyme arabe de l'EI.

Il a également affirmé que les forces antidjihadistes avaient procédé à des opérations pour « identifier les terroristes restants », « éliminer les caches d'armes » de l'EI et ainsi « assurer la sécurité à long terme dans la région ».

BONBONNES DE GAZ ET BIDONS D'EAU

Dimanche, des bonbonnes de gaz et des bidons d'eau jonchaient le terrain àprement défendu par les djihadistes. Dans un ciel brumeux, des entrepôts de munitions de l'EI brûlent, envoyant des panaches de fumée noire dans le ciel. Plus de 66 000 personnes ont quitté cette zone de l'est syrien depuis début janvier dont 5 000 djihadistes et 24 000 membres de leurs familles, selon les FDS.



Estropiés, blessés, ils fuient dans la douleur le dernier réduit de l'EI en Syrie © AFP / Delil souleiman

Les combattants sont emprisonnés par les Kurdes, qui ont établi une administration semi-autonome dans le nord-est de la Syrie, tandis que les non combattants, notamment femmes et enfants, sont retenus dans des camps de déplacés.

La bataille contre l'EI était l'un des principaux fronts de la guerre aux multiples acteurs ravageant la Syrie depuis plus de huit ans et qui a fait plus de 370 000 morts. ◆

Les Kurdes réclament un tribunal international spécial pour juger les crimes de Daech

L'organisation djihadiste la plus redoutée au monde est accusée d'avoir commis de nombreux crimes : exécutions, viols, enlèvements...

Par L'Obs avec AFP le 25 mars 2019
www.nouvelobs.com

Les Kurdes de Syrie ont appelé ce lundi 25 mars à la création d'un tribunal international spécial, basé dans le nord-est de ce pays, pour juger les crimes commis par le groupe État islamique (EI) durant les plus de quatre ans de son "califat" aujourd'hui éradiqué.

L'organisation djihadiste la plus redoutée au monde est accusée d'avoir commis de nombreux crimes - exécutions de masse, viols, enlèvements - sur les vastes territoires qu'elle a contrôlés en Syrie et en Irak de 2014 à 2019. Elle a aussi revendiqué des attaques meurtrières sur d'autres continents.

Le dernier réduit de ce proto-Etat est tombé samedi, quand une alliance arabo-kurde, les Forces démocratiques syriennes (FDS), ont conquis le dernier lambeau du "califat" à Baghouz dans l'est de la Syrie, avec l'aide d'une coalition internationale menée par les Etats-Unis. Les derniers djihadistes se sont rendus ou ont été tués.

A l'issue de cette ultime bataille, les FDS ont indiqué avoir arrêté plus de 5.000 combattants djihadistes désormais détenus dans les prisons de l'administration autonome de facto établie par les Kurdes dans les régions sous leur contrôle, dans le nord-est.

CHANGEMENT DE STRATÉGIE

Hors Syriens et Irakiens, ils sont environ un millier d'étrangers, a précisé à l'AFP le chargé des Affaires étrangères au sein de cette administration, Abdel Karim Omar. Après avoir appelé en vain les pays d'origine à les rapatrier, les autorités kurdes semblent avoir changé de stratégie.

"Nous appelons la communauté internationale à établir un tribunal international spécial dans le nord-est de la Syrie", ont déclaré les FDS et l'administration autonome. Avec la création d'un tel tribunal dans cette région aux mains des FDS, cela permettra "que les procès soient conduits de manière équitable".

"La communauté internationale n'a pas assumé ses responsabilités et aucun pays n'a accepté de rapatrier ses ressortissants", a expliqué à l'AFP Abdel Karim Omar en allusion aux djihadistes.

"Nous lui demandons maintenant de coopérer en nous fournissant un soutien légal et logistique pour établir et protéger une telle cour" et ses centres de détention dans le pays où les crimes ont été commis, a-t-il ajouté.

En Irak, où s'étendait également le "califat" de l'EI jusqu'à fin 2017, plus de 600 personnes - dont de nombreux étrangers - ont déjà été condamnées à mort ou à la perpétuité pour avoir rejoint l'EI. Les ONG de défense des droits humains dénoncent des procès "expéditifs" et des "aveux" obtenus après de "possibles tortures".

"IDÉALEMENT SOUHAITABLE", MAIS "PAS RÉALISTE"

"L'idée d'un tribunal pénal international est pertinente mais dans le nord-est de la Syrie ce n'est pas réaliste", a déclaré à l'AFP Joël Hubrecht, responsable du programme justice interna-



Des membres des Forces démocratiques syriennes (FDS). (Delil souleiman / AFP)

tionale à l'Institut des hautes études sur la justice (IHEJ) de Paris.

L'administration kurde n'est pas reconnue internationalement, l'établissement d'une telle cour prend du temps et instaurer des systèmes fiables de protection des témoins paraît difficile dans un pays en guerre, relève-t-il.

Un tel tribunal, peut-être dans un autre lieu, "est idéalement souhaitable", dit-il toutefois en rappelant que les crimes reprochés à l'EI "sont internationalisés par leur nature (génocide, crime contre l'humanité...), leur géographie et la nationalité de leurs auteurs".

Deux tribunaux ont notamment été créés par la communauté internationale : le Tribunal pénal international pour le Rwanda après le génocide de 1994 (siège en Tanzanie) et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, qui a jugé les personnes accusées de génocide et crimes contre l'humanité lors des guerres des années 1990 (siège à La Haye).

Il existe en outre une Cour pénale internationale (CPI), premier tribunal permanent chargé de juger les plus graves violations du droit humanitaire. Les Etats-Unis, principal soutien des FDS, ne reconnaissant toutefois pas sa compétence, ni la Syrie.

SITUATION CRITIQUE DANS LE CAMP D'AL-HOL

Les Kurdes ont par ailleurs tiré la sonnette d'alarme au sujet des dizaines de milliers de déplacés entassés dans le camp d'Al-Hol, où plus de 9.000 femmes et enfants étrangers proches de djihadistes se trouvent selon le porte-parole des autorités kurdes, Luqman Ahmi. Les enfants étrangers sont plus de 6.500, a-t-il dit sans préciser leur nationalité.

"Les réfugiés et les déplacés souffrent de conditions extrêmement difficiles et pénibles qui violent les droits humains", selon l'administration kurde, qui a critiqué "l'efficacité faiblissante des agences de l'ONU".

Plus de 70.000 personnes s'entassent dans "des conditions extrêmement critiques" à Al-Hol, d'après le Programme alimentaire mondial (PAM) en Syrie. Selon l'Unicef, le camp a été conçu pour accueillir un maximum de 20.000 personnes.

Depuis décembre, au moins 140 personnes sont mortes lors de leur transport vers Al-Hol ou juste après leur arrivée, selon le Comité international de secours (IRC). ●



Photo prise le 22 février 2019 près de Baghouz, dans l'est de la Syrie, montrant des hommes ayant quitté le dernier réduit du groupe État islamique (EI) et qui sont soupçonnés d'être des jihadistes AFP - Bulent KILIC

Syrian Kurdish forces declare victory over ISIS in Syria

In 2014, ISIS controlled rough 34,000 square miles in the region.



Men suspected of belonging to Islamic State wait to be searched by members of the Kurdish-led SDF Photograph: Bülent Kılıç/AFP/Getty Images



Women and children, evacuated from the Islamic State group's embattled holdout of Baghouz, arrive at a screening area held by the US-backed Kurdish-led Syrian Democratic Forces in Deir Ezzor, Syria, March 6, 2019. Veiled women carrying babies and wounded men on crutches hobbled out of the jihadist village after US-backed forces pummeled the besieged enclave. (Bulent Kilic/AFP/Getty Images)

By Elizabeth McLaughlin Mar 23, 2019
<https://abcnews.go.com>

SYRIAN KURDISH FORCES declared victory over the Islamic State on Saturday, after a years-long fight to reclaim territory that once belonged to the terror group's self-declared caliphate.

"Syrian Democratic Forces declare total elimination of so-called caliphate and 100 territorial defeat of ISIS," Mustafa Bali, head of the SDF press office, said on Twitter. "On this unique day, we commemorate thousands of martyrs whose efforts made the victory possible."

At its peak in 2014, ISIS controlled approximately 34,000 square miles of territory across Iraq and Syria that was home to about 10 million people.

On March 1, the Syrian Democratic Forces, SDF, began its last offensive to retake the city of Baghouz, the last ISIS stronghold along the Middle Euphrates River Valley near the Iraq border.

(MORE: Top US general warns of 'calculated' ISIS retreat from Syria amid ongoing battle for remaining territory)

Since that time, thousands of ISIS fighters and their families have poured out of the area with 62,000 mostly women and children arriving in poor health at the Al Hol camp, according to the International Rescue

Committee (IRC). At least 100 people, mostly children, died on their way there during that time.

The IRC described the camp as a "breaking point" in terms of being able to house and care for the thousands of people arriving from ISIS-held areas.

Meanwhile, men who are determined to have allegiance to ISIS have been detained by the SDF. They now hold over 1,000 ISIS foreign fighters, along with thousands from Iraq and Syria.

In its fight to retake land from ISIS in Syria, the SDF has received backing from the U.S.-led coalition comprised of over 75 nations and partner organizations.

The first U.S. troops -- just 50 advisers -- arrived in Syria under the Obama administration in October 2015. That number has grown to about 3,000 as the U.S. prepares to withdraw most of those forces under orders by President Donald Trump.

Trump had touted in recent days that ISIS was on its last legs. He proudly displayed a once-classified map showing how the forces had waned since his election two years ago on both Thursday and Friday. His declaration on Thursday that ISIS would be "gone by tonight" was the third time he'd declared victory in three months.

About 400 U.S. troops will remain in two areas of Syria: in the northeast along the Turkish border to provide security and stability for Kurdish partners, and in the southeast at the At Tanf Garrison, a small U.S. base seen largely as a way to counter Iranian influence in the region.

But even as the SDF declares victory, a long road lies ahead before cities and towns once held by ISIS return to any level of normalcy. The SDF and coalition must conduct back clearance operations to rid areas of booby traps and improvised explosive devices (IEDs) left behind by the terror group. Additionally, it will cost billions to rebuild and restore communities extensively destroyed in the fight.

Another challenge will be for local security forces to retain control should ISIS seek to reconstitute.

In Iraq, where the military declared liberation from ISIS in December 2017, the terror group has already established sanctuaries, according to a report released on Thursday by the Institute for the Study of War, "setting the conditions for future offensive operations against the Government of Iraq." And U.S. officials estimate there could be as many as 20,000 ISIS fighters in the region.

"The U.S. and its partners should not view the current relative



Syrian Democratic Forces fighters flash the victory sign next to their flag atop a roof in the village of Baghouz on March 23, 2019, a day after declaring the ISIS "caliphate" defeated. AFP

⇒ security in Baghdad as confirmation of the defeat of ISIS," Institute for the Study of War wrote. "The U.S. Anti-ISIS Coalition's strategy to enable Iraq to 'independently manage' an insurgency through intelligence support and other building partner capacity efforts will likely fail to prevent ISIS from regaining momentum based on its current trajectory in Iraq."

There are still about 5,000 U.S. troops in Iraq.

The commander of U.S. troops in the Middle East Gen. Joseph Votel warned March 7 against the "calculated" retreat of ISIS fighters from Baghouz, saying the exodus of thousands is not a surrender, but a decision to retreat to camps and remote areas in the region until they can reconstitute as a violent extremist organization once again.

"We will see low-level attacks, we'll see assassinations, we'll see IED attacks, we'll see ambush type things as they begin to emerge from this. What our focus has to be is working with our partners," Votel told the

House Armed Services Committee, adding, "We're going to have to keep pressure on this."

Votel told CNN last month that he opposed the U.S. withdrawal from Syria and testified before Congress that he was not consulted by Trump before the president announced the decision in late December.

Another principal concern of Votel and the larger U.S. government is how the international community will deal with the thousands of ISIS foreign fighters now in SDF custody.

"In my view, this is a serious generational problem that if not handled properly will sow the seeds of future violent extremism," Votel said.

The U.S. is pushing for them to be returned to their home countries, but that effort has, so far, been met with mixed success. Administration officials have said options for foreign fighters who cannot be repatriated include the U.S. detention facility at Guantanamo Bay, Cuba. ♦

AL-MONITOR

MARCH 25, 2019

Pentagon sustains budget for arming local anti-IS forces amid US pullout

The Donald Trump administration's envoy for Syria issues said the United States is keeping "very limited" numbers of troops in the country as the Pentagon continues to build up the Syrian Democratic Forces (SDF).



Jack Detsch
March 25, 2019
www.al-monitor.com

The Donald Trump administration's top envoy for Syria confirmed today that the United States would continue to keep a residual troop presence in the war-torn country for the foreseeable future to ensure the lasting defeat of the Islamic State (IS) even as the Pentagon begins to draw down troops.

As the US administration celebrated the capture of the last IS-held territory in Syria this weekend, James Jeffrey, the special representative for Syria engagement and special envoy for the US-led anti-IS coalition, added his voice to the list of officials who have walked back expectations of a complete withdrawal from the country. The comments come as the Defense Department is doubling down on its support for the Syrian Democratic Forces (SDF) in eastern Syria.

"Our forces will stay on in very limited numbers in the northeast and al-Tanf to continue our clearing operations and our stability operations against [IS] for a period of time, not to be determined at this point," Jeffrey told reporters at the State Department.

In a barrage of statements this weekend, the Pentagon and the top US military commander in the Middle East hit similar notes, indicating that the American troop presence could remain for some time.

On Saturday, Acting Defense Secretary Patrick Shanahan indicated the US mission "is far from complete," while US Central Command chief Joseph Votel said the US-led coalition "will continue our collective fight to bring about the enduring defeat" of IS. Meanwhile, the White House said Trump "wants to draw down our presence in a safe, deliberate, and coordinated manner."

The Defense Department appears to be putting forward ideas aimed at keeping American resources tied up in Syria in its budget released earlier this month. In the document, the Pentagon decided to sustain \$300 million in US backing for the SDF, which is seeking the Trump administration's guarantees of protection after leading the counter-IS fight.

The amount remains the same as last year; the Pentagon is hoping to use this money to nearly double the number of SDF fighters receiving stipends, on the way to growing the force to 61,000 troops. The fiscal year 2020 budget request says that setting conditions to prevent an IS resurgence and deny it a safe haven following the US withdrawal from Syria "will be heavily reliant on ongoing US support of the VSO." VSO stands for vetted



American soldiers stand near military trucks at Al-Omar oil field in Deir ez-Zor, Syria, March 23, 2019. REUTERS/Rodi Said

Syrian opposition, the Pentagon's term for American-backed forces opposing Syrian President Bashar al-Assad.

Current and former Pentagon leaders have publicly voiced their displeasure with the US withdrawal; Secretary of Defense Jim Mattis resigned over the issue, and the Defense Department's civilian chief for special operations said during congressional testimony that it would be more difficult for the United States to advise and assist Syrian opposition units from afar.

While the budget includes significant cuts in small arms support from the Pentagon to the SDF, it increases by 45% funding for the group's vehicles, including bulldozers needed to clear minefields and improvised explosive devices left by IS.

The Pentagon is also calling for the continued equipping of what are termed internal security forces; this would see Kurdish factions of the SDF linking up with local security forces. The incoming CENTCOM chief, Marine Lt. Gen. Kenneth McKenzie, floated the same plan in his December confirmation hearing before Trump first called for a US withdrawal.

But the political damage may have already been done. Last week, Mazlum Kobane, the head of the Syrian Democratic Forces, told Al-Monitor that "negotiations with the regime are inevitable" even as the United States has publicly tried to persuade the group to stay away from Assad.

Meanwhile, IS could have as many as 20,000 fighters, who are crossing freely back and forth between the Iraqi and Syrian borders.

"They're reconstituting in small groups, operating in the shadows as a low-level insurgency" Jeffrey said. "They're not holding terrain. They're not controlling populations." ♦

Jack Detsch is Al-Monitor's Pentagon correspondent. Based in Washington, Detsch examines US-Middle East relations through the lens of the Defense Department.

REUTERS

Islamic State 'caliphate' defeated, yet threat persists

March 23, 2019 / Rodi Said

DEIR AL-ZOR PROVINCE, Syria (Reuters) -

U.S.-BACKED FORCES PROCLAIMED the capture of Islamic State's last territory in Syria on Saturday, eliminating its rule over a self-proclaimed "caliphate", but the jihadists remain a threat from sleeper cells around the world.

Originally an offshoot of al Qaeda, IS took large swathes of Iraq and Syria from 2014, imposing a reign of terror with public beheadings and attacks by supporters abroad - but it was eventually beaten back to the village of Baghouz.

"We announce today the destruction of the so-called Islamic State organization and the end of its ground control in its last pocket in Baghouz," Syrian Democratic Forces (SDF) general commander Mazloum Abdi told a victory ceremony.

SDF fighters, who besieged Baghouz for weeks while planes pounded from above, paraded in memory of 11,000 comrades killed in years of fighting against IS.

A band played the American national anthem.

Despite the euphoria, some shooting and mortar fire continued on Saturday morning, according to a Reuters journalist at Baghouz. And Abdi warned the campaign against the militant's more hidden threats must continue.

Some IS fighters still hold out in Syria's remote central desert, and in Iraqi cities they have slipped into the shadows, staging shootings or kidnappings.

The United States believes the group's leader, Abu Bakr al-Baghdadi, is in Iraq. He stood at the pulpit of the medieval mosque in Mosul in 2014 to declare himself caliph, sovereign over all Muslims.

Further afield, jihadists in Afghanistan, Nigeria and elsewhere show no sign of recanting allegiance, and intelligence services say IS devotees in the West might plot new attacks.

INTERNATIONAL FALLOUT

Still, the fall of Baghouz is a big milestone in a fight waged against the group for more than four years by numerous local and global forces, some of them sworn enemies.

France and Britain, which also back the SDF, welcomed the developments, though U.S. officials acknowledged work remained.

In a separate statement Saturday, President Donald Trump said the region had been "liberated," but added the United States will remain vigilant.

"While this is a critical milestone in the fight against ISIS, we understand our work is far from complete," acting U.S. Defense Secretary Patrick Shanahan said in a statement.

The capture of Baghouz marked a big moment in Syria's eight-year war, wiping out one of the main contestants' territory, with the rest split between President Bashar al-Assad, Turkey-backed rebels and the Kurdish-led SDF.



Mazloum Kobani, Syrian Democratic Forces' (SDF) commander in chief, talks as he announces the destruction of Islamic State's control of land in eastern Syria, at al-Omar oil field in Deir Al Zor, Syria March 23, 2019. DEIR AL-ZOR PROVINCE, Syria (Reuters)

Assad and Iranian allies have sworn to recapture all Syria, while Turkey has threatened to drive out the SDF, which it sees as a terrorist group. The continued presence of U.S. troops in northeast Syria might avert this.

In his speech, Abdi urged Assad to recognize autonomous administration in areas controlled by the SDF and Turkey to quit areas of northern Syria it has taken over.

Islamic State originated as an al Qaeda faction in Iraq, but took advantage of Syria's civil war to seize land there and split from the global jihadist organization.

In 2014, it grabbed Iraq's Mosul, erased the border with Syria and called on supporters worldwide to join a jihadist utopia, complete with currency, flag and passports.

Oil production, extortion and stolen antiquities financed its agenda, which included slaughtering some minorities, slave auctions of captured women, grotesque punishments for minor crimes, and the choreographed killing of hostages.

Those excesses drew an array of forces against it, driving it from Mosul and the Syrian city Raqqa during a year of heavy defeats in 2017 and driving it down the Euphrates to Baghouz.

EATING GRASS

Over the past two months, some 60,000 people poured out, fleeing SDF bombardment and a shortage of food so severe that some were reduced to cooking grass.

Intense air strikes leveled entire districts and, according to rights groups, killed many civilians.

Civilians made up more than half the people leaving Baghouz, the SDF said, including women from the Iraqi Yazidi sect whom the jihadists sexually enslaved.

Thousands of the group's unbending supporters, including many foreign women who married jihadists, also abandoned the enclave. At displacement camps the SDF had to keep them away from other, often traumatized, residents.

Their fate has befuddled foreign governments, who see them as a security threat and are loath to accede to SDF entreaties to repatriate them.

As the fighting progressed, convoys of trucks from Baghouz started to include hundreds, and then thousands, of surrendering jihadist fighters, many hobbling from their wounds.

The SDF said it captured hundreds more in recent weeks who tried to slip through its cordon and escape into Iraq or across the Euphrates and into the Syrian desert.

At the end, they were holed up in a tiny enclave from which they released a video showing fighters still shooting with smoke billowing above - an attempt to portray their last stand as heroic and a call to arms for future jihadists. ●



Kurdish Administration Slams Damascus 'Threats'

20 March, 2019 - <https://aawsat.com>
Beirut - London - Asharq Al-Awsat

Syria's Kurds slammed Tuesday the "threatening language" of Defense Minister Gen. Ali Abdullah Ayoub who has said his government would recapture all areas held by the Syrian Democratic Forces (SDF) through a "reconciliation agreement" or "by force."

"The use of threatening language against the SDF who have liberated and protected the north and east of Syria from terrorists only serves those forces working to divide Syria," the semi-autonomous administration of northern and northeastern Syria said in a statement.

"The Syrian defense minister's statement regarding the SDF reflects the continuation of

the racist and sterile policy that has led Syria to this disastrous situation," it said, adding that "the autonomous administration stands by its position for the necessity of a solution and dialogue ... for all pending issues."

"While choosing the political solution, we will spare no effort in the legitimate defense of our rights if necessary," it stressed.

Negotiations between Kurds and Damascus have reached a dead end. Kurdish officials have accused the Syrian regime of seeking to reimpose the pre-war status quo in their regions, a move unacceptable by Kurds.

Kurds make up around 15 percent of Syria's population, and the SDF is the second force after the Syrian army, seizing around 30 percent of the country's territories.

The SDF is spearheading battles against ISIS in Syria, backed by the US-led international



Syrian Democratic Forces (SDF) fighters seen in Deir Ezzor, Syria May 1, 2018. REUTERS/Rodi Said

coalition.

After years of marginalization, Kurds rose to prominence with the gradual withdrawal of regime forces from their regions starting 2012.

In 2013, they declared a semi-autonomous administration.

The Syrian war, which erupted in 2011, has left more than 370,000 people dead, has caused massive destruction in infrastructure and displaced more than half of the country's population. ●

abc NEWS March 24, 2019

Kurds to be key swing vote in Turkey's local elections

Voters from a pro-Kurdish party in Turkey will be the swing vote in the country's March 31 local elections

By ZEYNEP BILGINSOY Associated Press
ISTANBUL — Mar 24, 2019
<https://abcnews.go.com>

Millions of Kurdish votes will be crucial in determining the fate of Turkey's March 31 local elections, as a pro-Kurdish party has made the strategic decision to send votes to an opposition rival to challenge the ruling party in key races in Istanbul and Ankara.

The Peoples' Democratic Party, or HDP, is running in municipal races amid a polarized political landscape and a heavy government crackdown on its members for alleged links to outlawed Kurdish militants. Party mayors and lawmakers, including former chairman Selahattin Demirtas, have been jailed.

The HDP — the second biggest opposition group in Turkey's parliament — draws most of its support from Kurds living in the southeast and in large Turkish cities, as well as other groups for its emphasis on minority rights. Kurds make up about a fifth of Turkey's 80 million people.

The HDP is leading a "Kurdish election alliance" with seven smaller political groups to run in the municipal elections. It has fielded candidates for the March 31 vote in Turkey's

predominantly Kurdish southeast but is sitting out critical races in Turkey's major cities, including Istanbul and Ankara, the capital.

The strategy aims to deliver HDP votes to Turkey's main secular opposition party, the Republican People's Party (CHP), and its alliance with a small nationalist party so the opposition can better challenge President Recep Tayyip Erdogan's ruling Justice and Development Party, or AKP.

Opinion polls suggest Ankara could be won by opposition candidate Mansur Yavas, after being held by AKP and its Islam-oriented predecessor for a quarter of a century.

The race for mayor of Istanbul — Turkey's largest city — may also be tight between former Prime Minister Binali Yildirim from Erdogan's party and opposition candidate Ekrem Imamoglu.

Pervin Buldan, co-leader of the Kurdish party, told supporters in Istanbul on Sunday that the HDP had become a key party in Turkey.

"We are a party that will determine the fate of the elections in Istanbul," she said.

The Kurdish HDP party got nearly six million votes in last year's general election and Demirtas has twice run against Erdogan for president — the last time from prison.



Turkey's President Recep Tayyip Erdogan sings a political song before his address to the supporters of his ruling Justice and Development Party, AKP, during a rally in Ankara, Turkey, Saturday, March 23, 2019, ahead of local elections scheduled for March 31, 2019. (AP Photo/Burhan Ozbilici)...

Tens of thousands of Kurdish supporters attended Sunday's rally, waving flags and chanting slogans for Demirtas and the imprisoned leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK.

Ridvan Tekin, a 35-year-old HDP member, said he'll vote for the secular rival party.

"It's not because I love the CHP, but because this regime (of Erdogan's) needs to change now," he said.

The campaign for municipal seats has been lopsided in favor of Erdogan's party, with the president's daily rallies broadcast live on Turkish television. In every speech, Erdogan has called the elections a fight for "national survival" and branded Kurdish HDP politicians as terrorists and traitors.

HDP's campaign has found no place in mainstream media and the party accuses

⇒ Erdogan of hostile rhetoric to shore up nationalist sentiments.

In the southeast, the HDP aims to win back control of municipalities that were seized by the government during a state of emergency declared after the 2016 failed coup. Government-appointed trustees replaced elected officials in nearly a 100 municipalities, including in Diyarbakir, the symbolic capital of Kurds in southeastern Turkey.

"My vote is for the HDP because HDP is honor, peace, fraternity. Long live HDP, long live freedom," said Diyarbakir voter Mehmet Birgul, 30.

In October, Erdogan threatened not to accept such an outcome in the southeast.

"If people involved with terror are chosen in the ballot boxes in these elections, we'll immediately do what's necessary and continue on our path by appointing trustees," he said.

The government accuses HDP politicians

of links to PKK, and Erdogan regularly brands them terrorists and traitors. The HDP does not deny such links but says it only advocates for Kurdish rights and democracy through legal, political means.

The PKK, considered a terror group by Turkey and its Western allies, has waged an insurgency since 1984 and the conflict has claimed tens of thousands of lives. A fragile cease-fire held for more than two years as the Turkish government, HDP politicians and the PKK's jailed leader, Abdullah Ocalan, negotiated a peace process.

But the resumption of hostilities in the summer of 2015 brought clashes to southeastern cities where round-the-clock curfews were declared. Since then, at least 4,280 people have been killed, including civilians, according to the International Crisis Group.

A string of bomb attacks claimed by the PKK and its offshoots hit Turkish cities in

2016 and 2017 and the country's jets regularly strike PKK camps in the mountains of northern Iraq.

According to the Kurdish party, 10 lawmakers, 40 mayors and nearly 5,000 activists remain jailed. It says thousands in prisons are on a hunger strike to demand an end to Ocalan's isolation on a prison island in western Turkey.

The rally in Istanbul also marked Newroz, or the Kurdish New Year, where fires symbolizing purification and the arrival of spring burned, following days of celebrations in southeastern Turkey. People jumped over the fires and danced in celebration, despite a heavy police presence.

"Today is Newroz, which for us means peace, freedom, the fellowship of people. We accept everything and that's why we choose the HDP," first-time voter Ozlem Kaya said. ♦

Europe 1 30 MARCH 2019

Why have Turkey's local elections become a key national battle? | Euronews answers

By Kamuran Samar • 30/03/2019 - www.euronews.com

Turkey is heading to the polls on Sunday for crucial local elections in a polarised political landscape. What should have been a local race between mayoral candidates has turned into a fiercely contested national battle, with President Recep Tayyip Erdogan holding election rallies across the country to avoid a blow to his government.

Why these local elections matter

The local polls on Sunday, March 31, mark the first electoral test of support for President Erdogan since he was re-elected in June 2018. Last year's vote had granted Erdogan expanded authority over the parliament and judiciary.

The outcome could reshape Turkey's domestic policy agenda but also US-Turkish relations. Erdogan's Justice and Development Party (AKP) alliance with the Nationalist party (MHP) may indeed prompt a tougher stance against the Kurds in Syria, who have been at the forefront of the Western-backed coalition against the so-called Islamic State.

How the economic downturn will play out

The economic recession is another factor that threatens the ruling party's grip on key cities like Istanbul and Ankara.

Inflation has jumped to 20% while unemployment stands at 11%. One-in-five young people are unemployed. Polls show economy and unemployment are among voters' biggest concerns.

Food prices have increased by nearly 30% in Turkey over the last year, according to the Turkish statistical office. This has led Erdogan to declare war on food inflation by turning to unconventional methods to cut prices.

Turkey's benchmark stocks index dropped more than 5% on Wednesday. That slide came after the government directed Turkish banks to withhold lira liquidity in order to defend the currency ahead of the elections.

What's at stake

Voters are set to elect their mayors and local officials in 81 municipali-



People walk past an AK Party campaign tent, Istanbul, March 2019 - copyright REUTERS

ties. Currently, 49 out of 81 municipalities are governed by Erdogan's AKP. In addition to mayors, 57 million registered voters will elect members of councils and neighbourhood heads for a five-year term.

These elections are also the first since President Erdogan took over as head of the new presidential system that came into effect last year, turning into a sort of referendum on his presidency.

Izmir, Adana, Bursa, Ankara and Istanbul, the largest cities in the country, are the arena of a fierce battle between AKP and an alliance of opposition parties. Istanbul and Ankara, in particular, are regarded as essential for the ruling party to retain.

Who's in the running?

There are two main alliances running for the elections. The People's Alliance is made up of Erdogan's AKP and the MHP, a nationalist party who is against any engagement with the pro-Kurdish party.

In response, Turkey's main opposition party CHP and the conservative Good Party have united into the 'National Alliance'.

In a move to support the opposition alliance, Pro-Kurdish party HDP has not named candidates in Istanbul, Ankara and Izmir. HDP currently is the third largest faction in Parliament,

The Kurdish votes will be crucial in determining the outcome of the elections.

What the polls say

Recent polls show AKP is likely to lose the capital, Ankara, ending a quarter-century-long rule on the city.

In Istanbul, Erdogan's hometown, the AKP candidate still has an edge. Polls indicate other big cities like Bursa, Adana and Antalya might well slip under opposition rule. ●

8 000
combattants
des FDS
tués dans la lutte
contre l'État islamique

REDDITION DE DJIHADISTES

Des djihadistes du groupe État islamique (EI) cachés dans des tunnels jusqu'aux dernières heures du « califat » se sont rendus dimanche, au lendemain de l'annonce de la chute du dernier réduit de l'EI à Baghouz (Est). Au pied de la colline surplombant ce qui fut le dernier lambeau du « califat » de l'EI dans l'est de la Syrie, une équipe de l'AFP a pu voir des dizaines d'hommes avançant en file indienne sous une pluie fine pour grimper dans plusieurs camions. « Ce sont des combattants de l'EI qui sont sortis des tunnels et se sont rendus aujourd'hui » (dimanche), a indiqué Jiager Amed, un responsable des Unités de protection du peuple (YPG). Cette milice kurde est l'épine dorsale des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui ont mené la lutte au sol contre l'EI avec l'aide d'une coalition internationale. La colonne est composée principalement d'hommes : certains arborent des barbes fournies et sont emmitouflés dans d'épaisses *abayas* (manteaux traditionnels), d'autres portent sur la tête un keffieh rouge et blanc. Les combattants sont arrêtés et emprisonnés. Leurs familles sont envoyées vers des camps de déplacés gérés par les Kurdes.



Après la fin du califat, la menace djidhadiste persiste

Sa défaite à Baghouz, en Syrie, a renvoyé l'État islamique à la clandestinité. Mais son idéologie demeure intacte. PAGES 2 À 4, 24 ET L'ÉDITORIAL

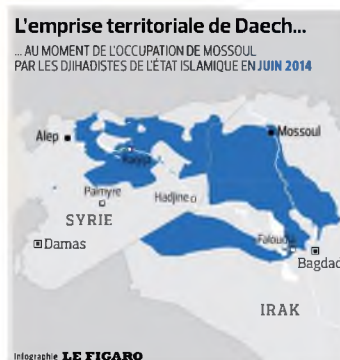
L'existence du proto-État de l'État islamique, renvoyé à la clandestinité, s'est achevée à Baghouz. Son idéologie demeure.

ADRIEN JAULMES [@AdrienJaulmes](#)

LA SINISTRE épopée du califat s'est achevée de façon un peu piteuse dans les faubourgs de Baghouz. Les djihadistes qui avaient semé la terreur et la confusion au Moyen-Orient ont finalement été vaincus dans cette agglomération agri-

cole sans intérêt stratégique aux confins de la Syrie et de l'Irak. Au lieu du cataclysme final souvent annoncé, l'organisation qui s'était taillé en 2014 un territoire au cœur du Moyen-Orient et y avait mené une terrifiante expérience d'ingénierie sociale, s'est effondrée lentement, dépensant ses dernières ressources militaires dans une longue agonie, assiégée par les milices kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes. Ralentissant sans en changer l'issue la bataille finale, des dizaines de milliers de civils, familles, sympathisants et prisonniers de l'EI, emmenés dans leur grande retraite le long de la vallée de l'Euphrate, sont sortis de la poche, sur ordre, ou bien profitant de l'affaiblissement de l'organisation. Les forces arabo-kurdes aidées par les États-Unis ont finalement proclamé, samedi, la fin du « califat » avec la conquête de Baghouz.

La perte de son dernier territoire ne met pas fin à l'État islamique. Vaincue militairement, l'organisation reste dangereuse. Emmenés dans l'immense camp d'al-Hol, près de la frontière irakienne, les 65 000



civils de l'EI qui se sont livrés ont reformé sous les tentes blanches de l'ONU une ville djihadiste. Sous bonne garde et dépourvu d'armes, ce camp où incubent la haine et la rancune demeure un problème dont personne ne sait trop quoi faire.

Justice aux châtiments cruels

Les combattants ne sont pas tous morts à Baghouz. Beaucoup sont repassés à la clandestinité. En Irak d'abord, où des attaques nocturnes ont repris voici plusieurs mois dans les provinces sunnites de l'Ouest. En Syrie, des groupes armés se sont reconstitués dans le désert. Dans la région de Deir ez-Zor, des attaques ont aussi recommencé dans les villages où l'EI compte toujours des sympathisants. Le mécontentement des populations arabes sunnites, dépossédées du pouvoir qu'elles estiment devoir leur revenir de droit en Irak comme en Syrie, continuera de fournir des recrues à l'EI ou à ses successeurs.

Mais la victoire enlève à l'organisation son vaste territoire et la population qu'elle contrôlait, qui constituaient les principaux instruments de sa puissance.

C'est son expansion territoriale qui avait permis la mutation de l'EI à la façon d'un virus, dans l'un des épisodes les plus singuliers de l'histoire récente du Moyen-Orient. Profitant de la guerre civile syrienne, ce groupe clandestin irakien rompu à la guérilla et au terrorisme avait conquis par surprise un territoire s'étendant à son apogée, en 2015, depuis les faubourgs d'Alep jusqu'aux portes de Bagdad, de la frontière turque jusqu'à celle de l'Arabie saoudite. Leur position transfrontalière leur permet de faire basculer ses forces à toute vitesse d'un théâtre à l'autre en fonction des besoins, pendant que ses ennemis restent divisés où mènent des actions non coordonnées.

Reconquête

Cette branche d'al-Qaida en rupture avec sa maison-mère se transforme en un proto-État doté d'une structure administrative en même temps que militaire. Gouvernant un vaste territoire peuplé de 6 à 8 millions de personnes, levant taxes et impôts et imposant son idéologie, l'EI devient l'un des quatre principaux acteurs de la guerre de Syrie, avec le régime de Damas, la rébellion et les Kurdes du Rojava.

Dans ce territoire, l'organisation change de nature en même temps que d'échelle. Pour la première fois, le rêve djihadiste un peu fumeux d'al-Qaida devient réalité. Sur le territoire de son califat, l'EI mène une active politique de prosélytisme. Il prend le contrôle des mosquées et met en place des instituts de prédication qui endoctrinent des centaines de milliers de personnes. Des dizaines de milliers d'enfants sont élevés dans une idéologie vouant à la mort et à l'esclavage les infidèles, vaste catégorie englobant les non-musulmans, chrétiens et yazidis, mais aussi les adeptes de l'islam chiite. Ses cours de justice, expéditive et aux châtiments cruels, font régner un ordre brutal, mais qui satisfait au moins à ceux qui en bénéficient, ce qui le rend popula-



Un combattant arabo-kurde se tient devant le drapeau des Forces démocratiques syriennes, dressé sur le toit d'un bâtiment, le 23 mars, après la défaite de l'État islamique à Baghouz.
MAYA ALLERUZZO/AP

re dans des régions peuplées de tribus conservatrices pour lesquelles l'islam reste la base de toute loi.

Militairement, l'organisation se transforme aussi en une armée semi-régulière, équipée de l'armement pris à l'armée irakienne, avec chars et blindés. Ses camps d'entraînement forment des dizaines de milliers de soldats rompus au combat et à la violence. L'EI produit aussi sur son territoire une propagande internationale qui sert à la fois au recrutement de volontaires étrangers et à semer la terreur chez ses adversaires. L'exploitation des ressources naturelles, notamment le pétrole de l'Est syrien, et les impôts et taxes levés sur les marchandises en font enfin la plus riche organisation terroriste de l'histoire.

C'est tout cet appareil qui a été détruit au terme d'une campagne de près de cinq ans. Ironiquement, l'EI, organisation opportuniste née de l'effondrement de l'État syrien, a été vaincue par une autre organisation révolutionnaire née elle aussi à la faveur de la guerre civile. Le Rojava, entité autonome inspirée par l'idéologie du Parti des travailleurs kurdes créée dans le nord-est de la Syrie, a d'abord ralenti, puis arrêté l'expansion des djihadistes à la bataille de Kobané, sur la frontière turque, à la fin de 2014. C'est là où s'est nouée l'alliance entre la branche syrienne du PKK et la coalition rassemblée par les Américains et leurs alliés occidentaux.

Champs de ruines

La reconquête a ensuite méthodiquement repoussé les djihadistes. Ils sont d'abord chassés des zones kurdes du nord-est de la Syrie, perdant ainsi une partie des champs pétrolifères. La prise de Manbij en 2016, sur la rive droite de l'Euphrate, coupe leurs voies de communication avec la Turquie, leur unique débouché avec l'extérieur, par où transitaient volontaires et marchandises, en même temps que leur base arrière, fournie discrètement par un gouvernement d'Erdogan plus préoccupé par la menace kurde que par celle du djihad.

Ils essuient leur principale défaite à Ra-

qqa, prise en novembre 2017 après une dure bataille de cinq mois. Après la perte de sa capitale, l'organisation entame sa retraite le long de l'Euphrate, jusqu'à la dernière poche de territoire à Baghouz.

L'aventure des djihadistes au drapeau noir s'est finalement achevée le dos à la frontière qu'ils avaient abolie à grand renfort de publicité en juin 2014, ouvrant à coups de bulldozer le talus qui suivait la ligne dans le sable tracée au crayon de couleur par deux diplomates, français et britannique, François Georges-Picot et Mark Sykes pendant la Première Guerre mondiale.

Le califat, dont le cri de ralliement, «L'État islamique se maintiendra!», sonnait comme un défi aux États du Moyen-Orient, n'aura duré que cinq ans.

La route vers la victoire a été longue et coûteuse. Plus de 8000 combattants kurdes et arabes ont été tués, presque autant blessés. Les combats ont laissé des villes ravagées. Kobané, ressemble encore à un champ de ruines. Un an et demi après la fin des combats, Raqqa donne toujours l'impression d'avoir été frappée par une météorite. Dans leur retraite le long de l'Euphrate, les djihadistes ont laissé aussi un sillage de destruction. Dans tout l'est de la Syrie, de nombreuses infrastructures, comme des ponts, des raffineries et des champs pétrolifères, ont été démolies. Politiquement et militairement, les inconnues demeurent nombreuses. La guerre civile syrienne continue, et l'Irak reconstitué dominé par les chiites ne laisse guère d'espace politique à la minorité sunnite. Mais la chute du califat marque la fin d'une lourde menace pour les pays de la région, en même temps que celle d'une sanglante aventure. ■

Dr Abdulkarim Omar : « La communauté internationale ne doit pas nous abandonner »

LE COSECRÉTAIRE KURDE aux Affaires étrangères du Rojava répond aux questions du *Figaro*.

LE FIGARO. - L'État islamique est-il vaincu ?

Dr Abdulkarim OMAR. - L'État islamique est vaincu géographiquement et militairement, mais cela ne signifie pas la disparition du terrorisme. Des dizaines de cellules dormantes demeurent et son idéologie continue d'exister dans les régions qu'il a gouvernées pendant des années, comme Raqqa et Deir ez-Zor. Mais surtout l'environnement dans lequel il est apparu et a prospéré existe toujours : il n'y a pas de stabilité en Syrie. Si l'on veut éradiquer le terrorisme, il faut résoudre la crise syrienne et établir une nouvelle Syrie, démocratique et décentralisée, à laquelle participeront tous les Syriens. Sans quoi un nouvel État islamique émergera sous un autre nom.

Cela est-il compatible avec le retour

de l'État syrien dans les régions du nord et de l'est du pays ?

Le régime a gardé le même état d'esprit qu'avant 2011. Il veut reprendre militairement le contrôle de toute la Syrie, et rétablir le même système de gouvernement. Il considère qu'il a gagné d'un point de vue militaire. Des pans entiers du territoire sont encore occupés, des millions de personnes ont été déplacées ou sont réfugiées à l'étranger, des dizaines de milliers d'autres ont été tuées : ce n'est pas une victoire. La crise syrienne ne sera pas résolue de cette façon.

La Turquie est-elle un obstacle au règlement de la crise ?

La Turquie, en tant que membre de l'Otan, n'a pas joué son rôle dans la guerre contre l'EI. Au contraire : les combattants et les terroristes étrangers de l'EI sont entrés en Syrie en passant par son territoire et avec son aide ; ceux qui sont partis en Europe pour commettre des attentats sont passés par la Turquie avec son assistance. Quand l'État islamique contrôlait une partie du nord de la Syrie, il avait une frontière commune avec la Turquie. Celle-ci leur était ouverte : ils avaient des échanges commerciaux, allaient faire soigner leurs blessés dans les hôpitaux turcs et faisaient transiter leurs renforts militaires.

Que penser de la stratégie de Trump ?

Nous avons établi une étroite collabora-

tion avec les États-Unis pour vaincre l'État islamique. Mais il n'y a jamais eu de stratégie américaine concernant le futur de la Syrie. Après la libération de Raqqa en 2017, les États-Unis ont dit qu'ils voulaient maintenir une présence à long terme pour préserver la stabilité de la région, reconstruire les zones libérées, et les déminer afin de permettre le retour des déplacés, soutenir les Forces démocratiques syriennes pour empêcher le retour des terroristes, et aussi contrer l'expansion de l'Iran dans la région. Mais à la fin de l'année dernière, Trump a annoncé en un seul tweet qu'il allait retirer rapidement ses forces et

laisser les mains libres à Erdogan dans la région. Depuis, la Maison-Blanche a décidé de maintenir un certain nombre de troupes pour le maintien de la stabilité. La stratégie des Américains en Syrie est loin d'être claire.

La Turquie risque-t-elle de lancer une nouvelle opération transfrontalière dans le nord-est de la Syrie ?

Les Turcs vont envahir la région si la possibilité se présente. Si cela se produit, nous allons résister et les combats auront de nombreuses conséquences. En premier lieu, la crise syrienne va s'aggraver et s'intensifier, ce qui va entraîner des conséquences pour toute la région. En deuxième lieu, une invasion turque risque de déclencher une nouvelle vague de réfugiés, notamment vers l'Europe. Enfin, les milliers de prisonniers de l'État islamique que nous détenons en profiteront pour s'enfuir de leurs prisons, ce qui constituera un nouveau danger pour nous, mais aussi pour la communauté internationale.

Que faut-il faire des prisonniers étrangers de Daech que vous détenez ?

Nous détenons plusieurs centaines de combattants étrangers, plusieurs milliers si l'on compte leurs familles, ressortissants de 49 pays, sans compter les Syriens qui sont aussi nombreux. Malheureusement la communauté internationale et en particulier les pays européens les considèrent comme un danger pour eux et ne veulent pas les reprendre. Ils ont tort. Les terroristes et leurs familles sont ici, mais le danger qu'ils représentent concerne la communauté internationale tout entière. De plus, des milliers d'enfants ont été élevés et endoctrinés par l'idéologie terroriste. Si on ne s'occupe pas de les rééduquer, et de les réintégrer dans leurs communautés, ils deviendront à leur



« Si l'on veut éradiquer le terrorisme, il faut résoudre la crise syrienne et établir une nouvelle Syrie, démocratique et décentralisée », estime le Dr Abdulkarim Omar. SUNDAY TIMES

tour des terroristes et constitueront un danger pour tous.

Si les Européens ne veulent pas les reprendre, une solution alternative pourrait être l'établissement d'une cour de justice internationale dans la région, avec des prisons sous protection de forces internationales et des camps pour les familles.

Craignez-vous que la fin de la campagne militaire contre l'EI signifie votre abandon par vos alliés occidentaux ?

Nous avons fait face à des terroristes qui menaçaient le monde entier. Ce combat a été livré pour l'humanité. Le résultat a été la défaite de l'EI et la capture des terroristes. Nous avons empêché que de nouveaux attentats soient commis en Europe. Si l'on veut la stabilité en Syrie et la défaite du terrorisme, il faut entamer un processus politique. La communauté internationale doit jouer un rôle pour lever le veto turc qui empêche notre participation à ce processus. La crise syrienne ne pourra pas être résolue si 30 % du pays est tenu à l'écart du processus politique. Nous demandons à la communauté internationale de ne pas nous tourner le dos et nous abandonner, et de nous aider jusqu'à ce que la crise syrienne soit résolue. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. J.



André Hébert, un volontaire français contre Daech

Une patrouille
de combattants
kurdes syriens,
à Raqqa,
en juin 2017.
G TOMASEVIC/REUTERS



adrien jaulmes
ajaulmes@lefigaro.fr

SON NOM DE GUERRE ÉTAIT FIRAT, qui signifie Euphrate en kurde. Son nom d'auteur, André Hébert, sous lequel il signe à 28 ans ses mémoires de guerre*, est aussi un pseudonyme. Pour le reste, toute son histoire est vraie.

Pendant que d'autres jeunes gens de sa génération allument des bougies après les attentats, ou jouent à la révolution en jetant des trotinettes dans des vitrines, cet étudiant français a choisi un autre engagement. Il a pris les armes contre ce qu'il considère comme l'incarnation moderne du fascisme, et l'ennemi absolu de notre temps : l'État islamique.

Issu d'un milieu qu'il définit comme « bourgeois et intellectuel », André Hébert milite depuis l'adolescence dans des mouvements d'extrême gauche, sans pouvoir s'empêcher de trouver cette action un peu vaine. Étudiant en histoire déçu par son époque, il finit par trouver la cause qu'il recherche à l'automne 2014. Quelques mois plus tôt, la proclamation du califat entre l'Irak et la Syrie a frappé le monde de stupeur. Précédés par leurs images de massacres et de meurtres filmés, les djihadistes que rien ne semble pouvoir arrêter attaquent Kobané, une petite ville kurde du nord de la Syrie. Là, dos au grillage qui longe la frontière turque, sous les caméras du monde entier, les combattants kurdes syriens des YPG (Unités de protection populaires), et celles des YPJ, leur pendant féminin, résistent contre toute attente aux djihadistes au drapeau noir et infligent à l'État islamique son premier revers.

Le froid, la saleté, l'inaction

En même temps que l'existence des YPG, Hébert découvre celle du Rojava. Ce pays qui n'existe pas, du moins légalement, est la zone du nord-est de la Syrie que les Kurdes administrent de façon autonome depuis le retrait des forces de Damas à l'été 2012. En pleine guerre civile, la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (le PKK, considéré comme un mouvement terroriste par la plus grande partie de la communauté internationale) a fait du Rojava le terrain d'expérimentation d'un programme révolutionnaire mêlant au marxisme écologie, féminisme et autogestion.

Cet étudiant de 28 ans, déçu par la passivité de ses contemporains, a décidé à l'automne 2014 de rejoindre les combattants kurdes de Syrie engagés contre l'État islamique. De retour en France, il publie un témoignage lucide et direct sur cette guerre.



baptisé confédéralisme démocratique.

André Hébert a trouvé sa révolution. Il décide de la rejoindre pour participer à sa défense. Il y a du George Orwell chez ce grand garçon dégingandé. Comme l'écrivain britannique en 1936, il considère que les idées n'ont de valeur que si l'on est prêt à se battre pour elles. « J'avais bien sûr lu *Hommage à la Catalogne avant de partir* », dit-il, en référence au livre de souvenirs que tire Orwell de son engagement avec les milices anarchistes du Pout pendant la guerre d'Espagne.

Ce jeune homme de 24 ans est aussi conscient de ce que sa décision peut avoir d'incongru pour ses contemporains. « Même lorsqu'elle est reconnue comme juste, risquer sa vie pour une cause est perçu par une majorité de Français comme un acte de pure folie », écrit-il. Annonçant à sa famille qu'il va travailler pour une association en Turquie, il part pour le Kurdistan irakien, avant de franchir clandestinement la frontière syrienne.

Au Rojava, il rejoint le bataillon international, poignée de volontaires venus se battre pour la révolution kurde. Ce sont surtout des Turcs communistes. Il n'y a que quelques dizaines d'Occidentaux, surtout d'anciens soldats. Hébert ne parle pas un mot de kurde et n'a jamais tenu un fusil de sa vie. Après quelques semaines d'entraînement sommaire, il est envoyé au combat. Le front est une révélation pour le jeune homme. André Hébert découvre les réalités de la guerre, dont les films donnent une impression complètement faussée : les interminables nuits de garde, le froid mordant de l'hiver dans le désert, la saleté, l'inaction. Mais aussi l'importance de l'esprit collectif, l'intensité des amitiés, l'excitation du combat, la mort des premiers camarades. Il est en première ligne quand il apprend les attentats de novembre 2015 à Paris. La nouvelle le conforte dans sa détermination et la justesse de son choix. « J'ai juste été surpris de ne pas voir arriver plus de volontaires français après le Bataclan », remarque-t-il seulement.

Fiché S

Lui, n'a aucun doute sur la nature de l'ennemi qu'il combat. Il en a plus sur la cohérence de la politique française. Rentré à Paris pendant quelques mois en 2016, il décide de retourner au Rojava pour prendre part à la grande bataille qui se prépare contre Raqqa, la capitale de l'État islamique en Syrie. Mais deux jours avant son départ, la police française débarque chez lui et lui retire son passeport. Le voilà fiché S, mis dans la même catégorie que les volontaires du djihad qu'il est allé combattre. Un tribunal le relaxe, considérant l'absurdité de condamner quelqu'un pour avoir rejoint un mouvement que l'armée française soutient par ailleurs.

À l'été 2017, pendant que la France part en vacances, Hébert est à Raqqa, sur les rives de l'Euphrate où l'EI résiste avec acharnement. Il raconte avec précision, sans pathos mais sans rien omettre, les combats livrés dans les ruines de la ville, dans la chaleur écrasante du désert syrien. Devenu tireur de roquettes antichar, l'arme la plus puissante de l'infanterie, il se bat sans haine, mais sans états d'âme non plus. Militant d'extrême gauche, André Hébert n'adhère pourtant ni au pacifisme, ni à la tendance à excuser ses ennemis fréquente dans ces milieux. Il ne partage pas non plus leur fascination pour la pureté militante de l'islam djihadiste ou leur aversion systématique pour les États-Unis.

Pour lui, il n'est « pas possible, ni souhaitable » de négocier avec l'État islamique. L'idée selon laquelle les attentats de Paris auraient eu lieu en représailles contre la politique française est pour lui complètement fautive. « Daech n'a pas besoin de prétextes », dit-il. Et, à la différence de beaucoup de ses contemporains, « dégoûtés par la violence, même quand il s'agit de nous défendre », il est parfaitement conscient que « le pacifisme est un luxe que les Syriens ne peuvent pas se payer ».

Il a aussi vu de près ce que signifient les combats contre un ennemi aussi retors que l'EI et à quel point l'appui aérien des Américains et de la coalition a été crucial. « J'ai pu constater l'efficacité et la nécessité des frappes aériennes, qui m'ont à plusieurs reprises sauvé la vie », dit-il. « S'il y a eu des morts civils, il est absurde de rejeter la faute sur la coalition ou sur les Kurdes. Le seul responsable est l'État islamique, dont l'éter-

Même lorsqu'elle est reconnue comme juste, risquer sa vie pour une cause est perçu par une majorité de Français comme un acte de pure folie

ANDRÉ HÉBERT

nelle stratégie est d'utiliser des boucliers humains. C'est leur façon de combattre, et c'est pour cette raison qu'il y a eu autant de morts. »

La lâcheté des Occidentaux

Les rapports d'Amnesty International qui ont fait état de crimes de guerre commis par les Forces démocratiques syriennes à Raqqa l'ont ulcéré. « Je ne connais pas l'origine des griefs de cette organisation contre les Kurdes, mais il est clair que leurs enquêteurs sont venus pour conforter des thèses qu'ils avaient déjà préparées à l'avance. Ils sont allés dans des villages qui sympathisaient avec Daech, où on leur a évidemment dit les pires choses sur les Kurdes. »

Il est aussi déçu par la lâcheté des gouvernements occidentaux devant la duplicité de la Turquie d'Erdogan, alliée discrète de l'État islamique contre les Kurdes syriens. Et aussi par leur ingratitude envers ceux qui se sont battus pour eux. « C'est étrange de voir à quel point nous montrons

aussi peu de reconnaissance aux Kurdes de nous avoir débarrassés du califat », dit-il. « Ils n'étaient même pas obligés de le faire : les FDS auraient pu se contenter de libérer les zones de peuplement kurdes sans avoir à prendre Raqqa. » Il trouve aussi que les médias auraient pu parler un peu plus des trois volontaires français des YPG tombés dans les combats contre l'EI : Frédéric Demonchaux, alias Gabar Legionnaire, vétéran de la Légion étrangère tué à Raqqa en 2017. Olivier Le Clainche, alias Kendal Breizh, tué par un bombardement turc pendant la bataille d'Afrine début 2018, ou Farid Medjahed, alias Qereçox, tué près d'Hajine à la fin de la même année.

André Hébert a survécu. Il est de retour en France. Il a 28 ans, mais admet « avoir parfois l'impression d'en avoir le double ». Il ne sait pas encore très bien ce qu'il va faire. Pour le moment, il s'occupe de la sortie de son livre aux Belles Lettres. « Ce récit est un peu ma façon de continuer le combat, en témoignant de ce que j'ai

vu et vécu là-bas, et aussi mon hommage à ceux qui y sont restés. »

Il a relu Orwell et s'est inspiré de son honnêteté. Il ne veut pas pousser trop loin le parallèle. « Hommage à la Catalogne raconte l'histoire d'une défaite militaire et d'une désillusion politique, précise-t-il, alors que le mien est tout le contraire : il parle d'une victoire militaire et d'une expérience qui a renforcé mes convictions. »

Son récit, *Jusqu'à Raqqa*, est un livre magnifique, témoignage lucide, précis et direct sur la guerre livrée contre l'État islamique. L'exemple d'Hébert est aussi un défi à la passivité d'une époque qui se déchire sur des détails tout en oubliant l'essentiel, en même temps qu'une belle leçon de courage. ■

* « Jusqu'à Raqqa », André Hébert, éditions Les Belles Lettres, 21 €



MARCH 28, 2019

Time ripe for KDP-PUK to unite for sake of KRG: Int'l Crisis Group

By Rudaw.net march 28, 2019

ERBIL, Kurdistan Region — Following the demise of the Islamic State (ISIS), repercussions of the independence referendum, and Iraqi and Kurdish elections, now is the time for the two dominant parties in the Kurdistan Region to make hay, argues a European think-tank.

After last year's Iraqi election, the Kurdistan Democratic Party (KDP) emerged as the largest single party in the country — less lists — while the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) reestablished its dominance in its Sulaimani stronghold as well as in Kirkuk and Kurdistan areas of Diyala and Saladin provinces. The KDP also performed well in disputed Nineveh province.

These accomplishments bode well for the Kurdistan Regional Government (KRG) and its role in Iraqi politics, despite overwhelming internal and external rhetoric that pro-referendum supporters would suffer political setbacks if their independence bid failed.

Now a Brussels-based think-tank, the International Crisis Group (ICG), argues that global actors should work to bring the PUK and KDP together.

"Any international effort to advance negotiations between Erbil and Baghdad should begin by encouraging renewed KDP-PUK partnership and reinvigorating the push for political reform in the Kurdish region," stated the International Crisis Group (ICG) in an analysis piece on Wednesday.

Despite improvements in Erbil-Baghdad relations under new Iraqi



KRG Prime Minister Nechirvan Barzani (right) and his deputy Qubad Talabani attend a joint press conference with French President Emmanuel Macron in Paris on December 2, 2017. File photo: AFP

PM Adil Abdul-Mahdi, the ICG warns that the fragile state of intra-KDP and PUK politics could hamper further progress.

"If KDP reformists are able to overcome party and family allegiances and make common cause with kindred spirits in the PUK, they could together push for institutional changes in the KRG and open the way for negotiations with Baghdad on a host of outstanding issues," the ICG analysis read.

The PUK and KDP hold a majority of seats in the Kurdistan Region parliament, but have been unable to settle on governmental posts.

"Even if the reformists guided the region out of the post-referendum crisis, family-based politics re-emerged as the preeminent anchor of continuity," stated the ICG.

It labeled reformists as those

who went along with the referendum because of "family and party," while hardliners supported Kurdish independence under the guidance of then Kurdistan Region President Masoud Barzani "wholeheartedly."

"But if anti-reform elements impose themselves in the KDP, the party might try to slake its apparent thirst for hegemony in the Kurdish region, as exemplified by the referendum drive. Such a move, in turn, would bolster the PUK's hardliners," the ICG argued.

Security, intelligence, and military apparatus — unified and free of party influence — have been a longstanding barrier between PUK-dominated Sulaimani and KDP-dominated Erbil.

"[T]he two parties' stranglehold on the region's institutions prevented other parties from emerging as

effective alternatives to the KDP/PUK, encouraged high-level corruption and plunged the region's political system into a crisis once the strategic partnership fell apart in 2017," the ICG added.

The Kurdistan Region held a referendum in September 2017. Ninety-three percent votes of cast indicated 'Yes' for independence from Baghdad. Kurdistan then agreed to "freeze" the results of the referendum.

That followed a series of perceived punitive measures implemented by Baghdad, including international border and airport closures, the federal takeover of Kirkuk and all disputed areas, and the halting of oil exports by the KRG through the Kirkuk-Ceyhan pipeline.

Since the events of October 2017, nearly all of the measures effectively have been removed except federal control of the disputed areas.

After going to Baghdad, KRG PM Nechirvan Barzani led a regional and global tour to reaffirm relations with Erbil and foreign capitals. The stops included Tehran, Ankara, Paris, the Vatican, Rome, and other states which had opposed the timing of referendum.

As the Kurdistan Region's presidency law is expected to be amended, the KDP nominated Nechirvan Barzani to the post, and Masrour Barzani — Masoud's son — to the post of prime minister.

"The latter nomination signaled a comeback of the party's hardline factions led by Masrour, who had been in charge of the region's security apparatus," the ICG said. ■

Turquie: nouveau suicide en prison d'une détenue kurde

Ankara, 25 mars 2019 (AFP)
www.lorientlejour.com/

UNE QUATRIÈME MILITANTE KURDE s'est suicidée lundi dans une prison turque afin de protester contre les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, chef historique de la guérilla kurde, ont indiqué des sources au sein du parti prokurde turc.

La mort de Medya Cinar est la quatrième de ce genre, a expliqué à l'AFP une responsable du Parti démocratique des peuples (HDP), qui a souhaité rester anonyme.

Ce suicide fait suite à ceux de Ugur Sakar, Zülküf Gezen et Ayten Becet, depuis le lancement, le 8 novembre d'une grève de la faim par la députée kurde Leyla Güven.

Selon le HDP, plus de 170 personnes ont rejoint Mme Güven en entamant des grèves de la faim

qui visent à réclamer l'assouplissement des conditions de détention d'Abdullah Öcalan, chef historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Medya Cinar était accusée de liens avec le PKK, un groupe classé "terroriste" par la Turquie, mais aussi l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada.

Elle était détenue dans une prison de Van (est) mais avait été transférée à Mardin (sud-est) pour une audience de son procès, et c'est là qu'elle s'est suicidée, a expliqué à l'AFP le député HDP de Mardin Tuma Celik.

Le parquet de Mardin a dénoncé dans un communiqué des informations "biaisées, fausses", démentant que ce suicide soit un acte de protestation.

Selon lui, la jeune femme s'est pendue à 09H14 (06H14 GMT) et son décès a été constaté à son arrivée à l'hôpital un peu plus tard.

Le suicide, là aussi par pendaison, de Zülküf Gezen mi-mars, avait provoqué des affrontements entre la police et des manifestants à Diyarbakir, principale ville du sud-est à majorité kurde de Turquie.

Le procureur de la république avait également nié tout lien entre son suicide et un acte de pro-



Une quatrième militante kurde s'est suicidée lundi dans une prison turque afin de protester contre les conditions de détention d'Abdullah Öcalan, chef historique de la guérilla kurde, ont indiqué des sources au sein du parti prokurde turc. Photo d'archives AFP

testation.

Abdullah Öcalan est détenu depuis 1999 dans l'île-prison d'Imrali, près d'Istanbul, où il sert une peine de prison à perpétuité.

Malgré un isolement quasi-total, M. Öcalan reste une figure de référence pour la rébellion kurde en Turquie, où le conflit avec l'Etat a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

La députée du HDP Ayse Acar Basaran a déclaré samedi dans un communiqué qu'Ayten Becdet, 24 ans, s'était suicidée pour "protéger contre l'isolement inhumaine, illégale et illégitime imposée à Abdullah Öcalan". ♦

Syrie: sept combattants d'une force arabo-kurde tués par des hommes armés

AFP 26/03/2019
www.lorientlejour.com/

Des hommes armés, soupçonnés d'être membres du groupe Etat islamique (EI), ont tué mardi à Manbij, dans le nord de la Syrie, sept combattants des forces antijihadistes arabo-kurdes soutenues par les Etats-Unis, ont indiqué des responsables locaux et une ONG.

Cette attaque intervient quelques jours après la proclamation par cette alliance arabo-kurde, les Forces démocratiques syriennes (FDS), de la fin du "califat" autoproclamé par l'organisation ultra-radical en Irak et en Syrie.

Selon le Conseil militaire de Manbij, qui fait partie des FDS, les hommes armés ont ouvert le feu contre ses membres à un checkpoint vers

minuit dans la nuit de lundi à mardi, tuant sept personnes.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a confirmé ce bilan, ajoutant que trois autres combattants des FDS avaient été blessés. L'attaque n'a pas été immédiatement revendiquée mais le porte-parole du Conseil militaire de Manbij, Sherfan Darwich, a estimé qu'il pourrait s'agir d'un acte de l'EI. "Après la victoire contre l'EI, nous sommes entrés dans l'ère des cellules dormantes", a-t-il déclaré à l'AFP. Ces cellules "sont activées pour mener des attaques mais nous mettrons fin à leurs opérations", a-t-il ajouté.

L'OSDH a aussi estimé que des cellules "dormantes" de l'EI pourraient être à l'origine de cette attaque. Il s'agirait de la pire attaque à Manbij depuis celle revendiquée par l'EI en jan-



vier qui avait coûté la vie à 19 personnes dont quatre soldats américains, selon le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

L'organisation jihadiste, qui a déjà revendiqué plusieurs attaques à Manbij, a appelé à frapper les forces kurdes pour se "venger" de la chute du califat. Manbij a été un des bastions de l'EI en Syrie avant de passer sous le contrôle des FDS, qui ont chassé les jihadistes avec l'aide d'une coalition internationale menée par les Etats-Unis. Selon l'OSDH, des centaines de soldats des FDS ont été tués en Syrie depuis août dans des attaques attribuées à des cellules dormantes de l'EI. ♦

Caliphate is gone, but ISIS isn't

Last village held by group falls in Syria, amid signs of resurgence elsewhere

BY RUKMINI CALLIMACHI

A four-year military operation to flush the Islamic State from its territory in Iraq and Syria ended this weekend as the last village held by the terrorist group was retaken, erasing a militant theocracy that once spanned two countries.

Cornered in Baghuz, Syria, a 1.5-square-mile town that was the last remnant of the group's territory in the region, the remaining militants waged a surprisingly fierce defense and kept the American-backed coalition at bay for months.

They detonated car bombs and dropped explosives from drones. Suicide bombers ran across the front line under cover of darkness to attack the sleeping quarters of the coalition.

In the final weeks, the militants' families fled for their lives, the black-clad wives streaming into the desert by the tens of thousands.

Some of them defiantly chanted Islamic State slogans and lobbed fistfuls of dirt at reporters.

But after a grueling campaign, the last speck of land was finally wrested from the Islamic State on Saturday.

"This is a big moment not just for us, but for all of the world," said Kino Gabriel, a spokesman for the Syrian Democratic Forces, which led the operation.



A member of the American-backed Syrian Democratic Forces shooting at an Islamic State drone last month near Baghuz, Syria, the militants' last remnant of territory.

"But we cannot say that ISIS is finished. It is true that they are finished on the ground as a standing army. But the ISIS threat remains around the globe."

President Trump vowed that the United States would remain vigilant and work with its allies in global counterterrorism efforts against ISIS until it is defeated wherever it operates.

"To all of the young people on the in-

ternet believing in ISIS's propaganda, you will be dead if you join. Think instead about having a great life," the president said. "While on occasion these cowards will resurface, they have lost all prestige and power. They are losers and will always be losers."

At its zenith four years ago, the Islamic State ruled a chunk of territory the size of Britain and controlled the lives of up to 12 million people.

It captured major population centers including Mosul, the second-largest city in Iraq. Its dominion extended east into the plains of Nineveh in Iraq, an area mentioned in the Bible, where the extremist fighters used the walls of ancient churches for target practice. It reached south to the Syrian ruins of Palmyra, whose majestic pillars became a backdrop for gruesome beheading videos.

In between, it seized land that accounted for 75 percent of Syria's cotton crop, 40 percent of Iraq's wheat production and over 50 percent of its barley fields, as well as hydroelectric dams, phosphate mines and oil fields.

While the Islamic State lives on as a diffuse insurgency that commands thousands of followers from Afghanistan to the Philippines, the loss of the biggest territory it controlled is a blow. The group lost the most visible prototype of what it envisioned as a global caliphate or religious empire, a gleaming beacon that helped recruit tens of thou-



Men who fled Baghuz waiting to be questioned by coalition forces. At its zenith four years ago, the Islamic State ruled a chunk of territory the size of Britain.

sands of fighters from around the world.

Its vast territory allowed it to do something no other terrorist group had done: By taxing the millions under the group's rule and exploiting the area's natural resources, the Islamic State raked in billions of dollars, becoming the world's richest terrorist organization.

It used that wealth to finance its global ambitions. The militants built a war machine, including industrial-scale mortar production and a drone program that modified off-the-shelf technology to carry explosives.

It invested in its nascent state, providing services like vaccination drives and trash collection that, at times, rivaled those of the governments they had usurped. This was one of the selling points it used to lure new recruits.

The cities and towns it held allowed the group to embed prisons, training camps and administrative offices in civilian population centers, protecting them from airstrikes under international norms of warfare.

The state it built, ostensibly modeled on the one established by the Prophet Muhammad in the 7th century, was both brutal and bureaucratically efficient. Women flogged for showing so much as their eyes were issued receipts by the morality police.

Teenage boys imprisoned for the crime of "making fun during prayer" were served with arrest warrants. Thousands of women belonging to the Yazidi faith, which the Islamic State considers heretical, were sold into sexual servitude, their rapes endorsed by an Islamic court with a stamped contract.

By nearly every metric, the Islamic State is now a diminished force compared with its zenith four years ago: It has far fewer fighters and far less land, and the number of attacks it carries out worldwide has nose-dived.

And by all accounts, life in Baghuz as it was besieged these last few weeks was bleak.

"Ask me, when is the last time I had an egg? One year ago," said Amy, a 34-year-old Canadian woman who fled the village recently and gave only her first name. She had left her job as a graphic designer in Alberta with her two toddlers to join her husband in Syria.

"I just want to go home and have the biggest Tim Hortons coffee," she said, referring to the Canadian coffee chain.

But those who have tracked the group since it took root in Iraq in the early 2000s say that even after losing its land, the group is far stronger today than it was the last time it was considered defeated — in 2011, the year American troops pulled out of Iraq.

The militants were down to their last 700 fighters then. Now, American and Iraqi officials estimate that the group still has thousands of fighters and tens of thousands of adherents dispersed across Iraq and Syria.

Signs of a resurgence are already visible. In the first 10 months of 2018, shortly after Iraq's prime minister at the time,



Women and children fleeing the last area controlled by the Islamic State were packed into a bus to reach camps controlled by Kurdish militias in northern Syria.

Haider al-Abadi, declared victory over the militants in his country, the group carried out 1,271 attacks there, according to Michael Knights of the Washington Institute for Near East Policy.

Since Mr. Trump claimed victory over the Islamic State in December, the militants have claimed at least 182 attacks in Syria, according to Charlie Winter, a senior research fellow of the International Center for the Study of Radicalization at King's College London. "There is a tendency to rush into declarations of victory too fast and too early with jihadist groups," Mr. Winter said. "It may be weaker in the immediate term, but there is not a chance in hell that it has been defeated."

Even the commanders who helped free Baghuz caution that this is simply the end of one phase of the conflict and the start of another.

Liberating the cities and towns held by the Islamic State was the easy part, said Adnan Afrin, a commander with the Syrian Democratic Forces. "When we go to the front lines, we face them," he said. "We shoot them, they shoot back. We know who is in front of us, but behind us are sleeper cells. The fight against the enemy you cannot see is much harder."

While many may describe the fall of Baghuz as the end of the caliphate, the group's project was always global, with nearly half of its "provinces" overseas. Even as the territory it holds in Iraq and Syria has dwindled to zero, the group's franchises abroad are growing, experts say.

In January, back-to-back detonations claimed by the Islamic State's local affiliate killed at least 20 people in the Philippines. In Afghanistan, the group continues to mount deadly attacks despite the United States dropping in 2017 what it called the "mother of all bombs" on a cave complex used by the militants.

The military operation to dislodge the Islamic State came at a heavy price. The western half of the city of Mosul, most of the Syrian city of Raqqa and numerous

others wrested from the militants along the way are in ruins.

The 19-mile stretch of road from the Syrian town of Hajin, where the operation to remove ISIS from its last remnant of Syrian territory began last September, to Baghuz is a scene of catastrophic destruction. Nearly every building is crushed or scarred. Craters, some large enough to swallow a tanker truck, mark the spots where 500-pound bombs landed.

"Why did they have to destroy all of Hajin?" asked Faisal Wuhaib Awad, 42, who owned a bakery there. "This was our livelihood. We went and looked and didn't find a single ISIS body there. No weapons. Not even a single bullet. So how can they say that this was an ISIS hide-out?"

Syria remains mired in a civil war in which the battle against the Islamic State is only one conflict among many. The future of the land the group once held there, about a third of the country, is uncertain with the United States promising to withdraw its troops.

On both sides of the border, the victors are wrestling with justice for the losers.

Thousands of fighters are locked in prisons while tens of thousands of women and children are held in detention camps. Most of the foreigners who flocked to the caliphate risk becoming stateless, unwanted by the countries they fled and considered enemy combatants by the countries they are in.

The number of detainees has surged in recent weeks, with up to 37,000 people having arrived from Baghuz since February, according to the International Rescue Committee. A majority of them are women and children, and officials say nearly all are the families of ISIS

members.

Those who have spoken to reporters have oscillated between acknowledging the group's losses and insisting that such losses were only temporary.

"It's getting smaller," said Dure Ahmed, 28, from Toronto. "Much smaller. But a lot of people still have hope that one day it will flourish back."

It was a sentiment echoed by Salam Abid, who spent four and a half years in Islamic State territory, fleeing only after 20 members of his family were killed in an airstrike.

"Maybe the group will be defeated in Syria, but not elsewhere," he said, speaking through the bandages covering his burned face. "Sure, in Syria, they are down to nothing, but in the deserts of Anbar, they live on. And in Asia and in Africa, they are still fighting." ●



People leaving the Syrian town of Baghuz, the last territory held by the Islamic State. American officials said the loss of land would not halt attacks by the group. *Associated Press*

International New York Times MARCH 25, 2019

Erdogan remakes symbol of secular Turkey

ISTANBUL DISPATCH
ISTANBUL

New mosque dominates square at heart of city and glorifies Islamic faith

BY CARLOTTA GALL

The skeleton of a large new mosque has risen up on the west side of Taksim Square in Istanbul in the past year, dwarfing the monument to the secular Turkish republic's founder, Mustafa Kemal Ataturk, and commanding the public space.

And as the mosque was going up, a beloved symbol of the Ataturk era, Istanbul's opera house, was demolished.

Few Turks oppose the mosque — although some question its size and derivative Ottoman design — but the symbolism of a house of worship dominating the monuments of Ataturk's secular republic is not lost on Istanbul residents.

"It is completely changing the topography and design of the square," said Soner Cagaptay, director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy. "It is highly symbolic of Erdogan's reign taking over Turkey's republic."

Erecting a mosque in the square has been a goal of several governments since the 1950s. But the latest effort is part of a government push being



SERGEY PONOMAREV FOR THE NEW YORK TIMES

In Taksim Square in Istanbul, scaffolds surround the frame of a large mosque being built near the monument to Mustafa Kemal Ataturk, the founder of Turkey's secular republic.

steered by President Recep Tayyip Erdogan to develop the square in a way that proclaims the city's Islamic faith and glorifies its Ottoman past.

An earlier plan backed by Mr. Erdogan when he was mayor of Istanbul was thwarted by a military intervention in 1997 that removed the country's Islamist government in Ankara.

Now, with few checks on his power as

president, Mr. Erdogan's plan to remake the square according to his vision is becoming reality.

"He wants to shape Taksim in his own image," Mr. Cagaptay said.

In addition to fulfilling a promise to his pious base, Mr. Erdogan has other incentives. While Istanbul's fabled skyline of domes and minarets may be its global signature, Taksim Square is the popular

center of city life and a symbol of the modern republic founded nearly 100 years ago.

Throng of shoppers, commuters, tourists and partygoers pour through the square, day and night, and into the adjacent Independence Avenue, Istanbul's main shopping street.

The primary gathering point in the square to meet up with friends is the monument to Atatürk, who is depicted leading supporters to victory in the fight to establish modern Turkey after the collapse of the Ottoman Empire.

The defining moment in Taksim Square's recent history came in 2013, when it was the site of large and violent protests against Mr. Erdogan, who was then prime minister.

Environmentalists, students, artists and democracy activists staged a week-long sit-in in Gezi Park, the raised gardens that cover the square's north side. Their aim was to block Mr. Erdogan's plan to build a shopping mall designed like the Ottoman-era barracks that once occupied the park.

Furious and threatened by the popular challenge, Mr. Erdogan dispersed the protest with police forces and tear gas. Dozens were arrested and two people died in Istanbul, and another six were killed in simultaneous protests around the country.

The park was left to decline. The police occupied one corner, breaking the marble flagstones with their anti-riot vehicles and setting up barricades to prevent further gatherings. Mr. Erdogan had crushed his opponents but development of the square was put on hold, at least for a time.

Taksim Square, named after a Byzantine cistern wall, has had many lives. It once marked the edge of the city, and its surrounding districts were populated by non-Muslim communities of Greeks, Armenians and Jews. An Orthodox church still stands on the southern corner, and Gezi Park was once an Armenian cemetery.

In Atatürk's republic, the square became the center of modern Istanbul.

"Taksim is a symbol of progress, labor and modernism," said Mucella Yapici, secretary of Taksim Solidarity, a group



BULENT KILIC/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES
A poster of Mr. Erdogan overlooking the square, the popular center of Istanbul life and a symbol of the modern republic founded nearly 100 years ago.

that campaigns to guard the square's protected status.

Older denizens of the square complain of the gentrification and commercialization that have come with its popularity.

Cafes and tourist hotels have taken over, pushing out the neighborhood artisans, and their carpentry and leather workshops. People dressed smartly to come to the square in the old days, said Sevim Isbilir, 70, sitting on a bench in the square as she waited for a friend.

"We would wear suits," she said. "We would see famous artists and beautiful shops."

Making the square pedestrian in 2012 helped expand its appeal, but it lost something of its soul under the wide extended concerts, operas and theater productions. A symbol of the republic's openness to Western values, the cultural center had been closed since 2008.

Mr. Erdogan, who comes from a working class, religiously conservative background, has never hidden that he has little appreciation for the arts.

In addition, the Gezi protesters had adopted the place as their own and hung

banners across the facade of the building. After the Gezi protests, it became a temporary police station. Stripped bare by construction firms that had been contracted to strengthen it, the building was eventually declared derelict.

"It was a fabulous building," Ms. Yapici, of Taksim Solidarity, said sadly. "When the lights were on when an opera was playing, it came alive with the square."

Even as he oversaw the destruction of the original building, Mr. Erdogan, in an apparent nod to secular society, announced plans to rebuild the center, promising a grander multipurpose complex and assigning Murat Tabanlıoğlu, the son of the original architect, to design the new building.

Some saw his actions as an effort to woo liberal voters in both last year's presidential content and critical municipal elections later this month.

Perhaps most controversially, Mr. Erdogan has said he would go ahead with his plan to rebuild the Ottoman-era barracks in the park, the very project that had set off the unrest in 2013.

Opponents of Mr. Erdogan's urban transformation see him as determined to push through his original commercial project.

Ms. Yapici is among 16 trade unionists, artists and activists who have been charged recently for participation in the protests six years ago. Accused of trying to overthrow the government and destroying property, they face life sentences if convicted.

The trial will open in June.

In a recent statement, Taksim Solidarity denounced the indictment of the 16 as a smear campaign against the protests.

"If democracy is to come to this country one day, it will draw power from Gezi's egalitarian, libertarian and peaceful togetherness," the statement said. "You may put millions of people on trial, but you will never destroy the truth." ●



YASIN AKGUL/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES
Dismantling windows of the Modernist Atatürk Cultural Center in Taksim Square. Last year the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, ordered the razing of the center.

Le blues lancinant des Kurdes de Turquie

Par
JÉRÉMIE BERLIOUX
Envoyé spécial à Diyarbakir

Près de 100 000 personnes sont venues le 21 mars célébrer Newroz, le nouvel an kurde, à Diyarbakir, dans le sud-est de la Turquie. En famille ou entre amis, habillés des couleurs traditionnelles kurdes (rouge, jaune et vert), les participants ont bravé les barrages de police pour se réunir. Dans la foule, autour du grand feu, symbole de la nouvelle année, des jeunes chantent et crient des slogans pour la paix, la démocratie et contre le fascisme. D'autres dansent en cercle au son des tambours et de la sono. A quelques jours des municipales de dimanche, le rassemblement est l'occasion pour le Parti démocratique des peuples (HDP), prokurde, de mobiliser ses électeurs.

Avec ce scrutin local, le dernier avant 2023, la Turquie clôt une longue série de votes entamée il y a cinq ans, dans un contexte politique tendu et violent. Attentats, coup d'Etat manqué, répression, rien n'a épargné une population épuisée et confrontée aujourd'hui à une grave crise économique. Comme lors des précédentes campagnes, le cru 2019 est d'une rare violence. Le président Erdogan a une fois de plus transformé ce vote en plébiscite. A Diyarbakir, ce jour-là, l'ambiance de fête et le soleil cachent mal une



Dimanche à Istanbul, des militants du Parti démocratique du peuple (HDP, prokurde) se sont rassemblés pour célébrer Newroz, le nouvel an kurde. PHOTO YASIN AKGUL. AFP

REPORTAGE

Pourtant certain de l'emporter, le HDP, principal représentant de la minorité, peine à rassembler ses électeurs avant les municipales de dimanche. La région de Diyarbakir, dans le sud-est du pays, a fait les frais de la répression permanente d'Ankara depuis 2015.

certaine lassitude. «Il y a moins de gens, c'est vrai, soupire Murat, la vingtaine. Ils ont peur.» Le souvenir des combats de 2015-2016, qui ont ravagé la vieille ville, et la terrible répression politique qui a suivi sont encore dans toutes les mémoires. Pervin Buldan, la coprésidente du HDP, a beau affirmer qu'en ce jour «Amed [le nom kurde de Diyarbakir, ndlr] écrit l'histoire», sa harangue ne convainc pas.

«GROSSE ERREUR»

Le HDP paie encore les conséquences de ses erreurs. En 2013, 1 million de personnes étaient rassemblées sur le même terrain pour écouter un message d'Abdullah Ocalan, le leader du mouvement kurde, emprisonné depuis 1999. Il appelait alors à l'arrêt des combats entre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'il créa en 1978, et l'Etat turc. La période de relative paix qui a suivi a porté le HDP au faite de sa popularité. Selahattin Demirtas, alors coprésident du HDP, faisait figure de premier opposant d'Erdogan. Mais cet élan s'est brisé à l'été 2015, lorsque les négociations de paix furent



brutalement rompues. Pendant six mois, les barricades se multiplient dans le sud-est du pays. La «guerre des villes» ravage des quartiers entiers. Au moins 4280 personnes sont mortes à cause du conflit depuis juillet 2015 selon l'International Crisis Group, une ONG qui travaille à résoudre les conflits armés. Environ 45 000 en quarante ans de guerre, sans compter des centaines de milliers de déplacés.

«Le HDP a commis une grosse erreur en 2015 dont il paie encore le prix», soupire Ahmet Sen, l'ancien muhtar («responsable») du quartier de Savas, dans la vieille ville de Diyar-

bakir. Comme tous les habitants de son secteur, parmi les plus pauvres de la ville, il a tout perdu dans la bataille. Selon lui, le HDP ne se serait pas assez opposé à l'insurrection urbaine. «*Il n'a pas fait preuve de suffisamment de solidarité avec les habitants*», explique-t-il. Ainsi, l'aura du parti s'est étioilée auprès d'une population soutenant certes les revendications du mouvement, mais aspirant à la paix. Depuis, Demirtas est en prison, comme près de 7000 membres du parti, et Ocalan est coupé du monde.

Le gouvernement a destitué les maires de 94 des 102 municipalités dirigées par le HDP. Beaucoup sont aujourd'hui en prison ou accusés d'avoir aidé le PKK. Ankara a nommé à leur place des *kayyum*, administrateurs fidèles à l'AKP d'Erdogan. A Diyarbakir, le dernier nommé, Cumali Atilla, est devenu le candidat du parti présidentiel au scrutin de dimanche. Une fois aux affaires, les *kayyum* ont déconstruit toutes les réalisations des administrations prokurdes.

L'agence de presse étatique Anadolu a récemment publié *Huzurlu Şehirler* («*villes paisibles*»), un livre listant les réalisations des *kayyum* dans les villes du Sud-Est, et notamment des routes, mosquées, terrains de jeu et institutions publiques. «*En plus des services municipaux de base, un travail vital a été réalisé pour rétablir un climat de confiance. Lequel a été aboli par la menace terroriste*», écrit Senol Kazanci, le directeur général d'Anadolu. Il ajoute que les administrateurs ont lutté contre «*l'autonomie*» déclarée par les municipalités en 2015.

A Diyarbakir, cela s'est traduit par la fermeture ou la reprise en main des organisations culturelles et féministes. Ainsi, le théâtre de la ville, le premier en Turquie à jouer en kurde, n'est plus que l'ombre de lui-même. Tous les acteurs et directeurs ont été renvoyés ou ont démissionné. Certains d'entre eux ont créé l'Amed Şehir Tiyatrosu dans les sous-sols d'un centre commercial.

D'autres personnes victimes des purges ont ouvert des cafés, une nouvelle école de musique, et de nouveaux centres culturels ou d'enseignement du kurde.

«*Nous avons appris à nous faire plus discrets. Notre erreur a été de trop dépendre de la municipalité. Lorsque le kayyum a été nommé, nous étions en première ligne*», explique un professeur de kurde souhaitant rester anonyme. Le mot d'ordre pendant deux ans a donc été de s'autonomiser. Ne plus dépendre d'une institution publique ni de l'Etat. «*Ça n'empêchera pas de futures actions répressives, mais si une personne tombe, les autres peuvent continuer le travail*», continue-t-il.

«**MAQUILLAGE**»

Adnan Selçuk Mizrakli, le cocandidat du HDP à la mairie métropolitaine, dit vouloir «*rendre la ville à ses propriétaires, les habitants*». Fermer la parenthèse 2016-2019, durant laquelle le parti n'a pu qu'assister impuissant à la répression et au détricotage de ses réalisations. De fait, la victoire du HDP ne fait guère de doute, malgré une campagne électorale inégale. Dans les rues, les affiches aux couleurs de l'AKP occupent l'espace. Le portrait de Cumali Atilla n'est guère visible, tant celui du président Erdogan est omniprésent. Alors Selçuk Mizrakli, élu député en juin, mobilise «*les réseaux sociaux*» et tente vaillamment que vaillamment de visiter les quartiers et les villages. «*Nous voulons montrer à nos électeurs que nous prenons en compte leurs besoins*», explique-t-il. Lors de son passage dans la foule de Newroz, le candidat kurde a été copieusement applaudi, enchaînant selfies et accolades. «*Un certain nombre de gens sont déçus par le HDP, mais ils voteront tout de même pour lui. C'est notre parti*», explique Ahmet Sen. Lui-même a été démis de ses fonctions en novembre. Ne pouvant se représenter à la fonction de *muhhtar*, dont l'élection est aussi dimanche, son fils de 18 ans, Abdullah Berat Sen, a pris la relève. Reste que les réalisations pratiques des administrateurs, bien que qualifiées de «*maquillage*» par beaucoup, semblent en avoir satisfait certains. «*Le kayyum a établi un standard de qualité auprès des habitants, estime Vahdat Coskun, professeur de sciences politiques à l'université Dicle de Diyarbakir. Le HDP va devoir prouver qu'il est meilleur [gestionnaire] que l'administrateur.*»

«**OPPORTUNITÉ**»

Mizrakli se dit bien conscient des difficultés qui l'attendent. L'état réel de la municipalité, et notamment de ses finances, est peu clair. «*Nous devons enquêter sur ce qui s'est passé pendant deux ans et le dire aux habitants, sans mensonge ni propagande politique*», explique-t-il, ajoutant que si le gouvernement souhaite collaborer avec son équipe, «*nous pourrions panser nos plaies*». Jusqu'à présent, l'AKP n'a pas fait montre de beaucoup d'enthousiasme à ce propos. Comme à chaque campagne électorale, Erdogan et ses alliés pilonnent le HDP, l'accusant d'être une officine du PKK. Le Reis a d'ailleurs prévenu: «*Ils disent qu'ils vont reprendre les villes où des administrateurs sont nommés. Si mes citoyens vous donnent cette opportunité, et si vous envoyez les services donnés par l'Etat à Qandil [le QG du PKK], nous nommerons à nouveau et immédiatement nos administrateurs.*»

A Diyarbakir, la menace passe mal. «*C'est l'ensemble des Kurdes qu'il désigne quand il accuse le HDP d'être un parti terroriste*», souligne Ahmet Sen, qui rappelle qu'en juin, Selahattin Demirtas a recueilli 6 millions de voix. Mi-février, Pervin Buldan répondait aux menaces du Président en déclarant que «*pour surmonter cela, nous avons besoin d'une victoire électorale encore plus grande. Nous croyons que des résultats forts dimanche montreront au monde que nous n'acceptons pas les menaces du gouvernement*». Le HDP a choisi cette année de ne

pas présenter de candidat dans les villes de l'ouest du pays afin de contribuer à une éventuelle défaite de l'AKP. «*Nous avons deux objectifs dans ces élections: gagner à nouveau les villes [dans le Sud-Est] où des administrateurs ont été nommés et aider à forcer la défaite du bloc AKP-MHP dans l'ouest de la Turquie*», expliquait ainsi Pervin Buldan.

Mais pour Ismail Bedirhanoglu, le président de l'association patronale Dogunsifed, le HDP doit également «*faire son autocritique*». L'homme d'affaires, que le gouvernement accuse d'appartenir à une organisation terroriste, ne décolère pas: «*La guerre des villes va continuer d'affecter les Kurdes pour longtemps*». Il souhaiterait voir le HDP assouplir sa position vis-à-vis du parti présidentiel. «*Il est fort probable qu'Erdogan va rester au pouvoir longtemps. Après cette élection, le HDP doit faire le bilan et agir différemment.*»

Where the U.S. military is still fighting ISIS

WASHINGTON

Militants reorganizing into a more traditional network of terrorists

BY ERIC SCHMITT,
THOMAS GIBBONS-NEFF,
HELENE COOPER
AND ALISSA J. RUBIN

The fight to expel the Islamic State from its last shard of territory in Syria may be over. But the United States and its partners still face significant battles against the terrorist group, its affiliates and networks elsewhere that are less formally aligned with it, in Afghanistan, West Africa and the Philippines.

Even before an American-backed Kurdish and Arab militia ousted the last extremist fighters from the eastern Syrian village of Baghuz on Saturday, the Islamic State had shifted gears. The organization that once staked out a self-proclaimed caliphate across Iraq and Syria has now metastasized into a more traditional terrorist group — an atomized, clandestine network of cells engaged in guerrilla attacks, bombings and targeted assassinations.

Thousands of American troops are helping the Afghanistan Army and security forces combat the Islamic State and other terrorist groups in Afghanistan. Armed American drones are hunting Islamic State cells in Libya. And American forces are advising and providing intelligence to local troops fighting the Islamic State in Burkina Faso and in the Philippines.

Thousands of Islamic State fighters are also still at large in Iraq and Syria, biding their time to rearm and regroup to strike the same regions again. Many of them slipped out or surrendered when the final wave of civilians fled Baghuz, American commanders and intelligence analysts said.

“What we are seeing now is not the surrender of ISIS as an organization — but in fact a calculated decision to preserve the safety of their families and preservation of their capabilities,” Gen. Joseph L. Votel, the head of the United States military’s Central Command, told lawmakers this month about the exodus from Baghuz.

“The ISIS population being evacuated from the remaining vestiges of the caliphate largely remains unrepentant, unbroken and radicalized,” he said.

The American secretary of state, Mike Pompeo, told reporters during a trip to the Middle East that the battle against extremists would continue, even after the territorial defeat of the Is-



Soldiers from the Syrian Democratic Forces racing to confront Islamic State fighters near Baghuz last month. Thousands of Islamic State fighters are still at large in Iraq and Syria, biding their time to rearm and regroup.

lamic State.

“Our mission there hasn’t changed,” he said in Lebanon on Saturday. “We still have work to do to make sure radical Islamic terrorism doesn’t continue to grow.”

The Islamic State can still tap a large war chest to finance its global operations. It has \$50 million to \$300 million in cash either hidden in Iraq and Syria, or smuggled into neighboring countries for safekeeping, according to a February report by the United Nations. The terrorist group also is believed to have invested in businesses, including fish farming, car dealing and cannabis growing, according to Colin P. Clarke, a senior fellow at the Soufan Center, a research organization.

President Trump and his top advisers have vowed to continue the fight against the Islamic State and its offshoots, but American commanders will most likely have far fewer troops on the ground to wage that battle. Instead, military and spy agencies are tracking Islamic State fighters who have escaped and returned to North Africa, Europe and elsewhere in the Middle East. Analysts said roughly 1,200 of the extremists have returned to Europe alone.

A classified American military program in Jordan, called Operation Gallant Phoenix, is scooping up data collected in commando raids in Syria and Iraq and funneling it to law enforcement agencies in Europe and Southeast Asia to help stop future attacks. Still, officials believe the loss of the Islamic State’s physical territory will not prevent it from striking again.

“The group’s leadership and foot soldiers see this as a setback, not a defeat,” Nathan Sales, the United States State Department’s counterterrorism coordinator, said in a speech this month about the Islamic State’s territorial defeat. “They’re actively working to continue

the fight from ISIS’s worldwide branches and networks.”

Here is a look at what the United States military is doing to stop the Islamic State from resurging.

AFGHANISTAN

The Islamic State’s offshoot in Afghanistan, known as Islamic State in Khorasan, is estimated to have more than 2,500 fighters spread between Nangarhar, Kunar, Nuristan and Laghman Provinces in the country’s east, according to a recent United Nations report.

Speaking to lawmakers this month, General Votel provided a carefully worded answer when asked if the group is an international terrorist organization and not just a regional actor. “I think ISIS Khorasan does have ideations focused on external operations toward our homeland,” he said, speaking of the United States.

But one United States official said some American military units had shifted away from attacking the Islamic State as the terrorist group ramped up attacks against the Taliban.

American officials believe these increased strikes helped push the Taliban into negotiating a peace deal with the United States. A final agreement could require all 14,000 American forces currently in Afghanistan to leave within three years — and half of them in coming months.

The Taliban have violently rejected the Islamic State affiliate and, in some parts of Afghanistan, have worked in parallel with the government in Kabul to combat the group. Last July, Taliban fighters killed more than 200 Khorasan members; most of those who surrendered were turned over to the Afghan government.

Some Pentagon officials have voiced concerns about Taliban fighters joining the Islamic State if a peace settlement is

reached. Another American official said some had already done so, albeit in small numbers.

AFRICA

The United States military has a relatively light footprint across Africa. The Pentagon provides air power when needed, but generally relies on European and African partners to carry out most missions against the Islamic State between West Africa and Somalia.

About 6,000 United States troops and 1,000 Defense Department civilians or contractors work on a variety of missions throughout Africa, mainly training and conducting exercises with local armies. American Green Berets from the Third Special Forces Group advise local troops in several West African countries such as Niger and Burkina Faso but rarely join them on missions.

In West Africa, the American military is scaling back its commandos by about 25 percent as part of a larger Pentagon strategy to confront threats by Russia, China and other state powers. The shift comes as insurgents are attacking northern Burkina Faso and pushing south along the border with Niger toward areas previously untouched by extremist violence, including the Ivory Coast, Benin, Togo and Ghana, where the Pentagon has a logistics hub.

With its large areas of ungoverned territory, Libya also continues to be a haven for the Islamic State. Over the last two years, the United States has launched 13 drone strikes against Islamic State and Qaeda militants in Libya, according to the military's Africa Command.

"Our efforts in strikes," Gen. Thomas D. Waldhauser, the head of the Africa

Command, told Congress this month, "will keep ISIS at bay."

THE PHILIPPINES

About 300 United States Marines, Army troops and Special Operations Forces are deployed to the Philippines as part of a mission known as Operation Pacific Eagle.

While American forces have for years helped train and advise Filipino troops, they were part of an offensive against the Islamic State's affiliate in the southern city of Marawi in 2017. United States reconnaissance aircraft also were involved in that five-month operation, which killed at least 900 extremists, including Isnilon Hapilon, who was considered the leader of the Islamic State in Southeast Asia.

Militants who have pledged loyalty to the Islamic State have since spread across the southern Philippines, an area that is monitored by American surveillance drones.

SYRIA AND IRAQ

The Islamic State no longer controls terrain in Syria or Iraq, has largely lost much of the command and wealth it once had and has suffered tens of thousands of casualties in both countries.

But it is far from a spent force.

Iraqi counterterrorism and intelligence officials have estimated that 5,000 to 6,000 Islamic State fighters are spread between Iraq and Syria. That number, however, does not account for sleeper cells and their supporters, who are believed to be involved in reconnaissance and are otherwise helping the Islamic State carry out attacks.

Separate estimates, including one by the United Nations in February, put the

group's strength even higher. James F. Jeffrey, the American special envoy for Syria, said this month that there are 15,000 to 20,000 armed Islamic State fighters in Iraq and Syria, "although many are in sleeper cells."

American officials said that the Pentagon was concerned about Islamic State fighters returning from the front lines to stoke violence in their hometowns across Iraq and Syria. The United States will continue its bombing campaign against the extremist group and to assist local forces in both countries who are the first line of defense against Islamic State fighters.

"ISIS's post-caliphate insurgency in Iraq is accelerating faster than efforts to prevent it by the U.S.," concluded an analysis this month by the Institute for the Study of War.

The United States now has 5,200 troops in Iraq, mostly spread between two main bases, including Al Asad in western Anbar Province, which Mr. Trump visited in December. In Syria, Mr. Trump has ordered all but a residual American force of 400 troops to withdraw. Armed drones and warplanes will continue to provide air support.

Mr. Jeffrey made clear that the liberation of the declared caliphate — an area that nearly five years ago stretched to the size of Britain — did not eradicate the Islamic State's potency.

"There is a great concern," he said.

Eric Schmitt, Thomas Gibbons-Neff and Helene Cooper reported from Washington, and Alissa J. Rubin from Baghdad. Edward Wong contributed reporting from Jerusalem.

AFP Syrie: plus de 9.000 étrangers proches de jihadistes dans un camp de déplacés (Kurdes)

Ain Issa (Syrie), 25 mars 2019 (AFP)

PLUS DE 9.000 FEMMES ET ENFANTS ÉTRANGERS proches de jihadistes se trouvent dans un camp de déplacés du nord-est de la Syrie, a indiqué lundi un responsable kurde, deux jours après l'annonce de la fin du "califat" du groupe Etat islamique (EI).

"Le nombre d'étrangers de Daech (EI) présents dans le camp" d'Al-Hol dépasse les 9.000, dont plus de 6.500 enfants, a déclaré à l'AFP le porte-parole des autorités kurdes en Syrie, Luqman Ahmi, en précisant que ce chiffre datait d'il y a une semaine.

Les combattants de l'EI arrêtés par les Forces démocratiques syriennes (FDS) lors de l'offensive contre le dernier réduit jihadiste en Syrie, ne se trouvent pas dans le camp avec leurs proches mais sont emprisonnés par les autorités kurdes dans la région semi-autonome qu'elles contrôlent.

Le porte-parole n'a pas détaillé la nationalité des femmes et des enfants dans le camp d'Al-Hol. Mais il a appelé les Nations unies et la communauté internationale à un effort majeur pour traiter l'urgence humanitaire dans ce camp.

Plus de 70.000 personnes s'entassent en effet dans "des conditions extrêmement critiques" dans ce camp, qui a connu un énorme afflux depuis décembre et l'assaut final contre les jihadistes, a souligné auprès de l'AFP un porte-



parole du Programme alimentaire mondial (PAM) en Syrie.

Les FDS ont déclaré samedi la fin "du califat" autoproclamé par l'EI en 2014 sur des territoires en Irak et en Syrie. ●

Iran's Allies Feel the Pain of American Sanctions

By Ben Hubbard / March 28, 2019
<https://www.nytimes.com>

BEIRUT, Lebanon — Syrian militiamen paid by Iran have seen their salaries slashed. Projects Iran promised to help Syria's ailing economy have stalled. Even employees of Hezbollah, the Lebanese group that has long served as Iran's closest Arab ally, say they have missed paychecks and lost other perks.

Iran's financial crisis, exacerbated by American sanctions, appears to be undermining its support for militant groups and political allies who bolster Iranian influence in Iraq, Syria, Lebanon and elsewhere.

"The golden days are gone and will never return," said a fighter with an Iranian-backed militia in Syria who recently lost a third of his salary and other benefits. "Iran doesn't have enough money to give us."

Across the Middle East, Iran's allies are showing signs of financial strain.

Some of that strain may simply reflect the impact of the prolonged armed conflicts in Syria and Iraq. Hezbollah, which had focused resources on confronting Israel along Lebanon's southern border, has been diverting fighters and weapons to Syria for years. Shiite fighters directed by Iran helped battle the Islamic State after the militant group overran parts of Iraq five years ago.

But Hezbollah's leader, Hassan Nasrallah, acknowledged the difficulties created by the American sanctions, criticizing them this month as "a form of war" and calling on the movement's fund-raising arm "to provide the opportunity for jihad with money and also to help with this current battle."

The Trump administration says the strains show that the sanctions are effective. It sought to intensify the pressure on Tuesday by blacklisting 25 participants in what the Treasury Department described as a vast currency trading scheme that had funneled more than \$1 billion to Iranian military operations in the region.

"Our pressure on Iran is simple," Secretary of State Mike Pompeo said during a visit to Lebanon last week. "It's aimed at cutting off the funding for terrorists, and it's working."

But analysts question how much funding cuts will change the behavior of these groups, which are relatively inexpensive, remain ideologically committed to Iran's agenda and can promote it through local politics in ways that the United States struggles to thwart.

Iran has long relied on relationships with groups across the Middle East to boost its influence, serving as a patron of Hezbollah in Lebanon, Shiite militias in Iraq and Syria, the Palestinian militant groups Hamas and Islamic Jihad, and the Houthi rebels in Yemen.

While the extent of Iran's support varies by group, the strategy has allowed it to project power beyond its borders, countering the United States, vexing Saudi Arabia and menacing Israel.

Last year, President Trump pulled the United

States out of the Iran nuclear deal and reimposed sanctions, hoping to undermine Iran's ability to fund its network of alliances.

Quantifying the strain on this network is difficult because Iranian support is covert and beneficiaries rarely discuss their finances. But interviews with fighters, officials and analysts who track the issue made the economic pain clear.

Iran provided substantial financial aid to the Syrian government early in the conflict, but it has recently failed to deliver on a promised new power plant in the country's northwest and a credit line to help Syria import essential products.

"Given the financial situation in Syria, new funds from Iran would be extremely helpful, but this is something that it does not seem to be able to provide anymore," said Jihad Yazigi, the editor of the Syria Report, an economic website.

Fighters from Shiite militias and Palestinian factions in Syria say their salaries have been cut and their families pushed out of subsidized apartments. Even the food they receive has worsened, some say, with less meat and more potatoes.

A veteran Hezbollah fighter said he and his colleagues had not been paid in January and received only base salaries in February, without the usual bonuses for wives and children. Other perks have also been cut, for transport inside Lebanon, housing for some officials and bonus pay for work outside Lebanon.

The fighter said the cuts would not push members away from the movement, but acknowledged that they put pressure on families who lacked other income.

Civilians sheltering from fighting in the northern Syrian city of Afrin last year sat beneath posters bearing the images of President Bashar al-Assad, right.

"You're not in Hezbollah for the money," he said, speaking on the condition of anonymity, like others interviewed for this article, because they were not authorized to speak to journalists. "You're giving your blood, your soul, because you believe, but if your family is in the street, how can you fight?"

Another Hezbollah employee said that his salary had been cut by half and that officials now



A mural for the 40th anniversary of the Islamic revolution in Iran was installed in Valiasr Square in Tehran last month. Credit: Arash Khamooshi for The New York Times

had to cover costs such as vehicle repairs from their own pockets. He worried that this would weaken the movement, helping Israel and other adversaries more easily recruit spies who need the money.

In an interview in Beirut, a Hezbollah official denied that the group had not paid salaries and that the American sanctions had undermined its core mission.

Sign up for The Interpreter
 Subscribe for original insights, commentary and discussions on the major news stories of the week, from columnists Max Fisher and Amanda Taub.

"Until today, the sanctions have had no real effect on Hezbollah's operations," the official said.

But he acknowledged that the group was reorganizing its finances to cut costs.

"Are we expecting the worst?" he said. "Yes, we are. We are facing a war, and we must confront it."

Analysts who study Iran and its allies said much remained unclear about how the financial stress would affect the allies' activities.

Iran maintains relatively low levels of military spending, unlike Saudi Arabia and Israel, America's principal partners in the region, and many of its allies have income streams that give them some financial independence.

And recent history suggests that financial pressure on Iran does not necessarily lead to military cutbacks.

In the years before the nuclear deal was reached in 2015, military involvement by Iran and its allies grew sharply across the Arab world despite onerous sanctions. Hezbollah and other Iranian-backed militias intervened in Syria to turn the tide against anti-government rebels; Shiite militias in Iraq gained influence by fighting the Islamic State; and Houthi rebels in Yemen took over much of the country, including the capital, Sana.

"The Iranian military is not very expensive, and when you look at its percentage of gross domestic product, it is very small," said Mohammad Ali Shabani, an associate editor at the new site Al-Monitor who studies Iran. "They get a lot of bang for their buck."

Iran also builds relationships that transcend financial ties, helping partners become players in local politics. This gives Iran the ability to push back in other ways when the United States targets it economically, said Maria Fantappie, →



President Bashar al-Assad of Syria, left, speaking with Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, in Tehran last month. Credit: Office of the Iranian Supreme Leader

→ senior adviser for Iraq at the International Crisis Group.

"The problem with this administration in the U.S. is that it is all about money and boots on the ground, but that is not how it works in the region," she said. "It is all about relationships."

In Lebanon, Hezbollah remains the strongest military force and a skillful political actor. Hezbollah and its allies won 70 of the 128 seats in the Lebanese Parliament last year, taking seats from pro-American parties. It controls three of the country's 30 ministries, including the Health Ministry. Hezbollah critics fear it will use ministry resources to benefit its members and perhaps even treat thousands of wounded Hezbollah fighters.

During Mr. Pompeo's visit to Beirut, his anti-Hezbollah stance faced staunch pushback

from top Lebanese officials, including the president, the speaker of Parliament and the foreign minister.

"From our side, for sure, we reiterated that Hezbollah is a Lebanese party, not terrorist," Foreign Minister Gibril Basil said, standing next to Mr. Pompeo. "Its deputies are elected by the Lebanese people with great popular support."

In Syria, Iran may be scaling back its militias not only because of money troubles, but also because after eight years of war, President Bashar al-Assad has largely defeated the rebels, a fact that the United States has grudgingly accepted.

Iran is one of the main international powers, along with Russia and Turkey, that are discussing Syria's future. The United States is not, nor are its local partners.

Iran's deepest involvement is in Iraq, where financial pressures at home have pushed it to pursue stronger economic ties. Militias that it sponsored are now paid by the Iraqi government, giving Iran leverage in Iraqi politics at little cost to itself. Iran also maintains allies across Iraq's political spectrum who promote Iranian interests, recently by challenging the United States' military presence in the country.

"When you try to push Iran out of the region by sanctioning it," said Mr. Shabani of Al Monitor, "you are forcing it to get involved in the region even more." ●

Hwaida Saad contributed reporting from Beirut, Lebanon, and an employee of The New York Times from Damascus, Syria.

The Arab Weekly 31 March 2019

Washington's support to SDF in Syria fuels US-Turkish tensions

Turkey is unlikely to get what it wants in northern Syria.



Thomas Seibert
Sunday 31/03/2019
theArabweekly.com/

BERLIN - The military defeat of the Islamic State (ISIS) by Kurdish-led forces backed by the United States is sparking new tensions in northern Syria, where Turkey is preparing to move against the Kurds despite warnings by Washington.

The Syrian Democratic Forces (SDF), an alliance dominated by a Kurdish militia, has declared victory over ISIS after routing the jihadists in their last bastion in the eastern Syrian hamlet of Baghouz. The defeat in Baghouz means the self-styled ISIS caliphate, which once encompassed almost 90,000 sq.km in Syria and Iraq, has been destroyed.

The United States praised its Kurdish partners, who lost more than 10,000 fighters as they pushed ISIS back with the support of American air power over the course of several years. "We are inspired by the battlefield success of the Syrian Democratic Forces," Acting US Secretary of Defence Patrick Shanahan said in a statement.

Shanahan suggested that US support for the group would continue. "We understand our work is far from complete. As the D-ISIS campaign in north-east Syria transitions from liberating territory to enabling local security and preventing resurgent ISIS networks, we will continue to work by, with, and through our partners and allies to enable stabilisation efforts," Shanahan said, refer-



Bumpy road. A US military vehicle drives through the Syrian village of Baghouz in the countryside of the eastern Deir ez-Zor province, last January. (AFP)

ring to the campaign to defeat ISIS.

Reports say the Pentagon's budget for 2020 has earmarked \$300 million to train and equip the SDF. The Wall Street Journal reported that US military officials were drawing up plans to leave approximately 1,000 US soldiers in Syria despite an announcement by US President Donald Trump of a pull-back of all 2,000 US troops. Washington said the United States would keep a "residual presence" in Syria.

Continued US assistance to the SDF is the last thing Turkey wants to see. Ankara regards the People's Protection Units (YPG), the Kurdish force that forms the backbone of the SDF, as a terrorist organisation and vowed to send troops into northern Syria to create a YPG-free buffer zone along Turkey's southern border.

Turkey has staged two military incursions into Kurdish areas in northern Syria since 2016 and controls areas around the cities of Jarabulus and Afrin. Following the end of the battle against ISIS in Baghouz, the SDF called on Turkey

to leave Syria, Reuters reported.

Joe Macaron, a fellow at the Arab Centre in Washington, said the United States is reluctant to grant Turkey a role in northern Syria. "It is unlikely that the Trump administration will concede a Turkish role in northern Syria similar to the US-Turkish agreement in Manbij," a Syrian city where US and Turkish troops agreed on joint patrols, Macaron said via e-mail.

"Implementing a buffer zone between Kurdish fighters and Turkish forces along the Syrian-Turkish border largely depends on whether American and European officials agree on a deal to deploy joint forces to secure this buffer zone," Macaron added.

Turkey is unlikely to get what it wants in the area, he said. "US policy for the foreseeable future remains to protect [its] Kurdish allies in northern Syria while simultaneously appeasing Ankara's demands," he said.

The US position could lead Turkey to look for other partners while Washington and Ankara are also in a row over Turkey's plan to

buy a Russian missile defence system. The government in Ankara said Turkish and Iranian forces were involved in a joint operation against militants of the Kurdistan Workers' Party, the mother organisation of the YPG that is active in Turkey, Iran and Iraq.

Tehran rejected the Turkish assertion but the message from Ankara was clear, said Giorgio Cafiero, CEO of Gulf State Analytics, a consultancy in Washington. For Turkey, US support for the SDF was "unacceptable and Ankara will work with any willing partners in the region that share Turkey's interest in countering the forces of Kurdish separatism, including Iran," Cafiero wrote in an analysis for the Centre for Iranian Studies in Ankara.

"Such a strategy on Ankara's part undermines the Trump administration's 'maximum pressure' campaign against the Islamic Republic [of Iran], yet such costs in the form of greater tension in Turkey-US relations are worth accepting as officials in Ankara see it," Cafiero pointed out.

The Kurds are also concerned about vows by the Syrian leadership to return the Kurdish area in eastern Syria under central government control. Talks between the Kurds and Damascus about possible autonomy for the Kurdish region have yet to produce results.

Following the victory over ISIS in Baghouz, Rojava Resistance, a pro-YPG Twitter account, posted video of what it said were 150 trucks taking "military reinforcement and heavy weapons" to Qamishli, a Syrian city on Turkish border that has been partly under YPG control. Last December, 18 people were killed in clashes between the YPG and Syrian Army units in the city. ●

Thomas Seibert is an Arab Weekly contributor in Istanbul.



L'impasse stratégique du « mouvement öcalanien » en Syrie

Avec les batailles dans la région de Hajin en décembre 2018, la guerre contre le projet territorial de l'organisation de l'État islamique (EI) se clôt. Une page se tourne et, avec elle, la valeur ajoutée du mouvement öcalanien (2) chute. Celui-ci entre en mode survie. Il lui faut désormais sécuriser ses acquis, c'est-à-dire éviter une possible confrontation armée lorsque le parapluie américain se retirera. Face à une armée avec une aviation, les mornes plaines du nord-est sont intenables pour une force militaire milicienne importante en nombre, mais n'étant jamais plus qu'une force d'infanterie. Pour survivre, il lui faut passer d'une politique de fait accompli à une politique de négociations régionales et internationales.

Dans un premier temps, le mouvement öcalanien va tirer bénéfice d'une administration américaine privilégiant le sécuritaire sur le politique pour imposer un fait accompli : la lente transformation d'une dynamique contre-insurrectionnelle en projet politique cohérent et structuré. Les États-Unis, longtemps sans politique claire sur la Syrie, sont autant un allié militaire solide qu'un soutien politique précaire. Lorsque, en 2014, l'administration américaine décide de faire

des Unités de défense du peuple (YPG) son principal allié dans la guerre contre l'EI, elle est déjà en retrait dans son engagement en Syrie : la révolution s'enlise, l'administration Barack Obama (2009-2017) redoute l'escalade et l'effondrement de l'État et revoit à la baisse ses objectifs, désormais concentrés sur la défaite de l'EI. Les YPG s'allient à une Amérique au regard désillusionné sur la Syrie, s'y engageant dès 2015 principalement dans une optique contre-insurrectionnelle sans perspective politique claire.



Ligne de front dans la région de Ras al-Ain entre les forces kurdes des YPG et des djihadistes.

© Yann Renoult

Le département de la Défense va construire un partenariat militaire efficace et, face à un Département d'État priorisant la gestion des rapports avec l'opposition et la Turquie et revêché à l'idée de devoir traiter avec un allié aussi problématique, imposera sa perspective : le combat contre l'EI prime et ne peut attendre. L'alliance avec les YPG se fera donc sans conditions politiques parce que les militaires américains ne veulent pas s'embarasser de considérations politiques qu'ils savent complexes et contradictoires avec l'urgence dans laquelle ils se trouvent face à un EI alors au faite de sa puissance. On renonce alors aux demandes initiales faites au mouvement öcalanien de se distancier du régime, de rompre ses liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), de s'ouvrir sur l'opposition, de se réconcilier avec les partis kurdes présents dans les rangs de la coalition de l'opposition syrienne.

Cette approche apolitique de l'alliance des Américains avec le Parti de l'union démocratique (PYD) se confirmera avec la nomination, en 2015, de Brett H. McGurk comme envoyé spécial de la présidence à la lutte contre l'EI. Diplomate rompu à la politique moyen-orientale par l'expérience irakienne, il en sortira désenchanté. Il ne croit pas aux capacités des États-Unis à mener des efforts d'ingénierie politique dans la région et il s'inscrit dans la continuité de la vision des militaires, dominée

par le sécuritaire, se souciant peu des effets politiques du soutien militaire au mouvement öcalanien. L'avenir des territoires repris par ce dernier à l'EI l'intéresse tout aussi peu : ne croyant pas au « *nation building* », il est minimaliste : il ne veut pas se faire happer dans des efforts de reconstruction coûteux et souhaite se contenter de ce qui sera plus tard appelé « *stabilization light* », à savoir la mise en place d'une assistance civile dépolitisée, focalisée sur l'humanitaire avec un minimum d'efforts sur l'infrastructure, tout en évitant soigneusement de trop s'engager sur les questions de gouvernance.

Dans ce contexte de « tout sécuritaire », d'absence de toute condition au soutien militaire et de toute perspective d'insertion dans les pourparlers de Genève, le mouvement öcalanien va s'engager dans une stratégie à double détente.

~ Une politique de fait accompli

Cette stratégie repose tout d'abord sur la création d'un fait accompli, avec une ambitieuse politique de construction institutionnelle. Ce fait accompli se réalise en deux temps. Il débute dans les zones à majorité kurde au moment du retrait du régime,

quand le PYD commence à redoubler et marginaliser les structures étatiques en mettant en place des systèmes de cogestion dans les institutions publiques, en remplaçant les institutions de coercition (services de sécurité, renseignement, système judiciaire) et les institutions idéologiques comme l'école. Dans les zones kurdes, le confédéralisme démocratique dont se réclame le PYD consiste à mettre à distance l'État, à le marginaliser, l'affaiblir, le doubler d'un ordre partisan (au sens de « contrôlé par les cadres du parti ») sans l'affronter. Dans les zones à majorité arabe, la politique de fait accompli est moins « épaisse » : pas de projection idéologique, un ordre institutionnel simplifié concentré sur la mise en place de conseils locaux à partir d'une politique clientéliste fondée sur la construction de réseaux d'allégeance avec les notabilités tribales.

Ce fait accompli est maintenant massif. Le mouvement öcalanien contrôle près de 40 000 kilomètres carrés, soit quatre fois le territoire du Liban, encadrant une population de 3 millions de personnes avec 140 000 fonctionnaires civils et un appareil sécuritaire et militaire de plus de 90 000 hommes, dont les salaires sont financés en intégralité par les revenus tirés principalement de la vente du pétrole au régime et en direction du Kurdistan irakien. Un produit politique dérivé de la guerre contre l'EI est né comme accident de l'histoire, tant du point de vue du mouvement que de celui de ses alliés (alors que le mouvement öcalanien est largement défait dans son centre historique qui est la Turquie, l'utopie du fondateur du PKK se réalise dans ses marges syriennes ; la contre-insurrection, geste sécuritaire, a accouché d'un projet politique structuré et géostratégiquement problématique). Face à une région hostile, la révolution dans le nord-est syrien a toutes les chances de devenir une source de conflit. En effet, largement réussie, la politique de fait accompli (prise de territoires, neutralisation des oppositions en milieux kurdes, cooptation des notabilités locales en zones arabes, institutionnalisation et recherche d'autonomie financière par le pétrole) se double d'un pari stratégique beaucoup plus aléatoire : la volonté de convertir en soutien politique la coopération militaire avec les États-Unis et, plus largement, avec les pays occidentaux engagés dans la coalition.

Convertir l'alliance militaire en soutien politique : le pari impossible

L'ancienne diplomatie militante fondée sur les réseaux des gauches parlementaires européennes va laisser la place à un engagement plus direct – pour l'instant infructueux – avec les diplomates présents ou de passage dans les zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes (FDS).



Dès que les YPG passent d'une guerre de « libération » des zones kurdes à une guerre de contre-insurrection dans les zones arabes, c'est-à-dire d'une guerre qui est la leur (légitime pour leur propre base sociale) à une guerre – au moins en partie – pour les autres, ils tentent au passage de négocier leurs batailles, en demandant, entre autres choses, des efforts en matière de « reconnaissance ».

Si elle leur est utile pour imposer leur vision, la politique du « tout sécuritaire » des Américains facilite aussi la mise en place de la politique kurde de fait accompli. Mais, précisément en raison de son apolitisme, elle oblitère dans le même temps le pari stratégique du PYD de convertir l'alliance militaire en soutien politique. D'autant plus que l'apolitisme américain fait écho à une Europe paralysée par une Turquie désormais partenaire indispensable non seulement dans le dossier de la migration, mais surtout dans celui de la coopération sécuritaire concernant les « revenants ».

Dans les rangs du leadership kurde, c'est alors l'attentisme qui domine : « Nous n'avons pas d'autre choix que l'attente de transformations régionales ou internationales qui nous soient favorables » (3), témoigne un des cadres du parti alors que d'autres de ses coreligionnaires restent confiants, pensant que



Des enfants jouent sur un char dans le centre de Kobané, en avril 2018.

les contradictions du système régional vont bien offrir une opportunité d'entente dont ils reconnaissent d'emblée qu'elle ne saurait être autre que « tactique ».

~ L'ouverture sur Damas

Pendant près d'un an, l'absence de vision de la Maison Blanche, doublée du maintien du personnel engagé sur les questions de contre-terrorisme, n'a pas enclenché de grande rupture dans la politique américaine, confirmant cette synergie en négatif entre apolitisme américain et attentisme kurde. Ce n'est qu'avec la nomination de Rex Tillerson au poste de secrétaire d'État (février 2017-mars 2018) qu'une approche américaine plus politique se dessine. Pour la première fois, la présence américaine dans le nord-est syrien est liée à un objectif politique : un changement politique à Damas. De quoi conforter le PYD dans sa patience stratégique.

Pourtant, les messages contradictoires vont alors se multiplier du côté américain, donnant aux PYD l'impression – confirmée – d'une administration qui se cherche, mais rassurante

quant à un lâchage militaire soudain. Cela aura le double effet de pousser l'Iran à « sortir de sa non-ingérence politique » et à inciter le régime à « prendre l'initiative d'une ouverture sur les Kurdes ». Ayant pris acte de la défaite à Afryn (janvier-mars 2018) et de son incapacité à soutenir efficacement les Kurdes face à la Turquie et à ses alliés locaux, l'Iran redoute alors qu'un retrait anticipé des Américains ne se solde finalement par une nouvelle prise de territoire turque qui viendrait redonner du poil de la bête à une opposition partout ailleurs en retrait.

De leur côté, les dirigeants à Damas se livrent à plusieurs calculs. Ils savent que le retrait américain est proche, redoutent une escalade dans le nord-est syrien et reconnaissent que la capacité de projection de puissance de la Turquie est supérieure à celle de l'armée syrienne, exsangue et épuisée par plus de sept ans de guerre. Le régime veut faire accélérer le retrait des troupes américaines – ou à tout le moins compliquer leur maintien –, sachant qu'une entente avec les Kurdes portant sur leur réintégration dans le giron de l'État enlèvera une justification supplémentaire à la présence américaine (après la guerre contre l'EI, la protection d'un allié).

Du point de vue kurde, cette rencontre a lieu dans un contexte où, après la défaite militaire à Afryn et après l'annonce présidentielle de mars 2018 appelant à un retrait américain proche, les Kurdes prennent conscience de leur vulnérabilité stratégique. Avec deux conséquences croisées : tout d'abord, le désenchantement face à leur rêve jamais assumé, mais toujours présent, de reproduire un scénario à l'irakienne, à savoir la mise en place d'un ordre institutionnel à l'ombre du parapluie militaire américain capable de

s'imposer progressivement comme un fait accompli ; ensuite, le constat que, si le fait accompli devient un scénario improbable, la seule solution pour éviter que la polarisation avec l'environnement régional ne se transforme en conflit ouvert est la recherche d'une solution négociée avec le seul interlocuteur disposé à parlementer : le régime de Bachar al-Assad.

C'est sur la base de cette lecture que le mouvement öcalanien accepte de discuter avec Damas lors de deux séances de pourparlers en juillet et août 2018. Chaque partie prend connaissance de la position de l'autre et le débat posé en termes de recherche d'entente sur la question de la décentralisation oppose deux positions fortement antinomiques. Pour le régime, le débat est d'ordre juridique et porte sur la loi 107, faisant partie du bouquet de réformes que le régime avait proposé pour tenter de contenir l'insurrection en train de se mettre en place en 2011. Pour les Kurdes, le débat sur la décentralisation doit porter sur la reconnaissance de l'administration autonome qui est un projet politique et non administratif et qui doit donc porter sur la Constitution. Finalement, les discussions ne dépasseront jamais le simple échange de positions. Aucune négociation n'est entamée et, comme l'affirmait un diplomate occidental avec soulagement, « nous avons évité toute surprise stratégique ».



© Yann Remoulit



© Yann Remoulit

La vie reprend dans les marchés, comme ici à Manbij en avril 2018 (en haut) et à Qamichli en juin 2014.

Dès septembre 2018, les nouveaux concepts en vogue sont « *leverage* » (recours au contrôle territorial et à la présence militaire sur le terrain comme levier d'influence), « *recentralisation* » du rôle américain dans le processus de Genève, et volonté de réduire la présence iranienne. La défaite de l'EI est également redéfinie en termes de « *défaite durable* », soit non seulement la suppression du contrôle territorial, mais également la stabilisation des territoires repris à l'EI et sous domination des FDS. Le mouvement öcalanien peut à nouveau souffler. Le lâchage américain, un moment redouté, a été ajourné et le calcul stratégique du leadership militaire kurde, conforté, aussi bien par la mise en place de programmes de coopération militaire que par la présence militaire américaine sur des objectifs politiques à moyen, voire à long terme. Pourtant, le pari est à double tranchant. La protection militaire est certes assurée, mais au prix d'un arrimage du nord-est syrien à une Amérique toujours plus en situation d'hostilité avec la plupart des acteurs clés de la région. C'est le dilemme de l'alliance avec les Américains : elle protège bien à court terme, mais elle rend plus problématique l'inévitable réconciliation à venir avec l'environnement régional, seule option viable.

En effet, la décision américaine de redéfinir sa présence militaire dans le cadre de la montée des tensions avec l'axe pro-iranien aura pour effet direct de provoquer un alignement des positions de l'ensemble des acteurs régionaux, pour des raisons qui leur sont spécifiques, sur une ligne de refus affectant directement la relation entre la nouvelle entité créée dans le nord-est de la Syrie et la région. Ainsi, pour la Turquie, la pérennisation de la présence américaine est vue comme le maintien de la coopération militaire avec le PKK, donnant la possibilité à ce dernier de renforcer ses capacités militaires dans le cadre de son inévitable

affrontement à venir avec l'armée turque, et, au-delà, consacre la mise en place d'un micro-État PKK désormais financièrement indépendant grâce à la mise en exploitation des ressources pétrolières prises dans la campagne de Deir ez-Zor, vue par la Turquie comme « un mini Kirkouk ». Pour l'Iran et le Hezbollah libanais, qui ont pourtant soutenu les YPG contre la Turquie durant la bataille d'Afrin, le maintien de la coopération avec les États-Unis de Donald Trump entrée en régime d'escalade signe le renoncement au non-alignement kurde et l'alignement du PYD sur l'axe anti-« résistance ». Le régime voit dans cette alliance un plan de division de la Syrie soutenu par un projet de fragmentation de l'ordre étatique moyen-oriental. Quant à la Russie, elle partage l'ensemble de ces perspectives. Sans rompre les ponts avec le leadership kurde, elle tend en revanche à s'aligner sur les positions du régime face à ce qui est perçu comme un unilatéralisme kurde en rupture avec la politique d'équilibre que le mouvement öcalanien avait adoptée jusqu'à la bataille

~ Sécuriser le front nord, ou le pari perdu des approches apolitiques

Dès 2018, au-delà des *tweets* isolationnistes du président Donald Trump, une nouvelle politique américaine pour la Syrie se met en place. La volonté de garder les troupes sur le terrain s'affirme de manière plus marquée : « Nous ne sommes jamais à l'abri d'un *tweet*, mais le président, après la débâcle de la conférence d'Helsinki, peut difficilement se permettre de donner l'impression d'offrir la Syrie à la Russie », témoigne un officiel américain. La repolitisation de l'engagement militaire sur le terrain, déjà esquissée par Rex Tillerson en décembre 2017 lorsqu'il proposait de conditionner le retrait des troupes américaines à la mise en place d'un processus politique, se confirme avec la nomination, à l'été 2018, du tandem James Jeffrey/Joel Rayburn comme représentants pour la Syrie.

d'Afryn, bénéficiant du soutien russe dans cette région et du soutien américain dans la Djézireh.

En clair, au moment où la reconquête territoriale par le régime continue et que la guerre contre l'EI s'achève, l'ensemble des acteurs régionaux voient dans le maintien de l'alliance entre les Américains et le mouvement öcalanien une menace pour leurs intérêts stratégiques, voire, dans le cas de la Turquie, « un enjeu existentiel pour la sécurité nationale », comme l'exprimait un officiel turc. L'horizon régional devient toujours plus sombre pour le mouvement öcalanien, menacé dans son existence en Syrie par une alliance avec les États-Unis qui le protège certes d'une guerre à court terme, mais qui ne lui offre aucune solution politique pérenne tout en provoquant l'hostilité de l'ensemble des États régionaux concernés et de la Russie.

La situation sur le terrain s'en ressent : campagnes d'assassinats ciblés dans le nord des territoires contrôlés par les FDS, pressions militaires turques, déstabilisation plus soutenue menée par le régime dans la région de Deir ez-Zor (kidnappings, achat de loyauté des notabilités tribales, cellules dormantes de l'EI potentiellement manipulées) ; 40 personnes ont payé de leur vie cette politique de déstabilisation en novembre 2018. Le mouvement öcalanien, à juste titre, se sent certes à l'abri d'une attaque massive, mais tout autant pris en tenaille par des politiques de déstabilisation qu'il impute à l'ensemble des États mentionnés : le régime syrien, la Turquie, l'Iran et également la Russie.

Le temps des concessions

Or, peu après que le mouvement öcalanien a pris conscience de l'énorme difficulté de négocier une entente bilatérale avec Damas, la Turquie, exaspérée par la stagnation des négociations avec les Américains sur Manbij et par leur soutien inconditionné aux structures militaires de l'administration autonome, entre en mode d'escalade fin octobre 2018 : tirs de fusil et d'artillerie sur des positions des YPG proches de Kobané et de Tal Abyad, mobilisation de troupes à la frontière. La Turquie est décidée à montrer qu'elle ne laissera pas le PKK renforcer ses capacités militaires à l'ombre de la protection militaire américaine.

Le leadership de l'administration autonome met alors la pression sur les Américains, demandant une « zone protégée », mais n'obtiendra que des demi-mesures, à savoir des postes d'observation et des patrouilles mixtes le long de la bande frontière, lesquelles ne font que renforcer la Turquie dans sa conviction que, dans son bras de fer avec les YPG, ceux-ci restent bien soutenus par les Américains. Tout indique que, dans cette perspective, la Turquie risque de maintenir, voire de renforcer la pression militaire.

Entre, d'un côté, un régime résolu à ne pas donner aux Turcs plus que l'existante loi sur la décentralisation et entré en mode de déstabilisation et, de l'autre, une Turquie toujours plus velléitaire et belliqueuse, l'étau se referme. Convaincu qu'il ne peut résister militairement ni face à Damas ni face à Ankara, le mouvement öcalanien sait que la survie passe inévitablement par le politique.



Moment de détente dans un café de Qamichli, en octobre 2014.

Deux stratégies de survie s'offrent alors à lui : soit des concessions massives à Damas et l'acceptation d'un régime mixant « réconciliations », décentralisation et retour à terme du dispositif sécuritaire dans le nord-est ; soit le pari de la conversion en soutien politique de la coopération militaire avec la Coalition et l'Occident, ce qui passera inmanquablement par un geste fort à l'égard de la Turquie, débutant par des concessions importantes comme la renégociation du contrôle du mouvement öcalanien sur les zones non kurdes tenues par les FDS ou le départ des commissaires politiques non syriens présents aux différents échelons des structures militaires et civiles de l'administration autonome du nord-est.

Face, à terme, à un risque sérieux de guerre, le mouvement öcalanien doit, pour éviter celle-ci, quitter les ornières d'une approche en termes de tout ou rien. Que ce soit face à Damas, qui ne considère pas le mouvement rebelle comme un ennemi, ou face à la Turquie, qui aurait beaucoup à perdre d'une confrontation ouverte qui déborderait sur son propre territoire, le choix n'est pas entre l'attente et la défaite. L'attente sans efforts diplomatiques est la garantie de la guerre et de la défaite. Or ces efforts diplomatiques ne viendront pas des autres qui, tous, de la Russie à la Turquie en passant par le régime de Bachar al-Assad, voient le temps jouer en leur faveur et attendent le jour du départ américain. Face au risque de guerre, la balle est bien dans le camp d'un mouvement rebelle dont le destin ne passe plus par le pari des armes.

PATRICK HAENNI

(1) Les analyses présentées sont celles de l'auteur, pas celles de son organisation.

(2) Le « mouvement öcalanien » décrit la direction du projet politique mis en place dans le nord-est syrien.

Aucun des nombreux acronymes des non moins multiples institutions créées ne peut être utilisé comme

terme générique. Par exemple, le Parti démocratique du peuple (PYD) ne décrit pas les instances de décision, qui sont peu connues ; les experts considèrent que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdullah Öcalan joue un rôle prépondérant.

(3) Sauf indication contraire, les citations sont issues d'entretiens réalisés par l'auteur.



Cyril Roussel et Aimad Hesso

Respectivement chercheur au CNRS (Migrinter, université de Poitiers) et docteur en géographie à l'université Paris-Sorbonne (sa thèse s'intitule Kurdistan syrien (Rojava): histoire, géographie et géopolitique)



Les enjeux sociétaux et économiques de la Fédération démocratique du Nord-Syrie

Depuis 2011, la Syrie est plongée dans un conflit qui dure, et plusieurs parties du pays ne sont plus sous le joug de Damas. La plus médiatisée demeure la zone sous contrôle d'une coalition kurdo-arabe, les Forces démocratiques syriennes (FDS) qui, depuis 2013, ont mis en place une administration autonome. Les FDS sont militairement soutenues par les États-Unis et la France dans le cadre de la lutte contre l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech). Tant que cette présence est assurée, le projet d'autoadministration se concrétise sur le terrain, mais avec de nombreuses contraintes. Pour réussir, les autorités locales n'ont que peu de leviers entre leurs mains.

Le premier levier demeure la capacité à assurer la gouvernance et la sécurité des populations. Sur le terrain conquis aux dépens de l'EI, ces autorités kurdes tentent de gérer près de 3 millions d'habitants, qui se caractérisent par leur diversité linguistique, culturelle et religieuse : c'est un défi essentiel à relever. Autonomes *de facto* du gouvernement de Damas, elles proposent un projet original de gouvernance locale qui repose sur les

thèses de l'Américain Murray Bookchin (1921-2006) (1), reprises par Abdullah Öcalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné en Turquie depuis 1999. Ce modèle politico-sociétal a pour vocation de s'appliquer également à d'autres régions de Syrie, car il n'est pas centré sur le nationalisme kurde. Le défi est de montrer qu'un modèle de développement social et économique respectueux des valeurs démocratiques, de l'environnement, de l'égalité



Raffinerie artisanale dans le sud de la province de Hassaké, en avril 2018.

© Yann Renoult

hommes/femmes, des communautés ethniques et religieuses demeure possible. Un autre chantier consiste à relancer la machine économique, ce qui passe par une réhabilitation des infrastructures dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'agriculture ; c'est le second grand défi. Le pétrole, le commerce et l'agriculture sont les principales sources de revenus potentiels pour les populations, mais aussi pour les autorités locales qui ont besoin d'un budget pour faire fonctionner leur système administratif en construction. Ainsi, un effort important est fait pour redistribuer des salaires et associer les populations au projet de gestion autonome. La réussite de ces initiatives, dans les zones à majorité kurde dans un premier temps, est essentielle pour les acteurs locaux à la manœuvre (2), surtout dans l'optique de servir de modèle ailleurs.

Un territoire à administrer et une société à reconstruire

Avec une déclaration d'autonomie, en novembre 2013, sur les territoires que les Kurdes contrôlaient alors, c'était tout

trois cantons (Afrin, Kobané, Djézireh). La nouvelle administration autonome transitoire manquait de tout en 2014 : pas de budget et peu de cadres pour gérer les territoires contrôlés militairement (3). Dans ce contexte où il fallait s'organiser dans l'urgence et tout créer, le Parti de l'union démocratique (PYD) a eu besoin de l'aide de son grand frère le PKK. Dans un premier temps, des Kurdes de Turquie et d'Iran formés par le PKK sont venus en renfort pour encadrer les Kurdes de Syrie. Aux dires du PYD, ils ne devaient rester que pour une période de transition, le temps de relancer le système éducatif et de formation. Ils demeurent toujours présents à des postes clés de l'administration, constituant les garants du système démocratique fédéral et communal théorisé par Abdullah Öcalan. On les retrouve pour partie dans les académies, ces instituts de formation des cadres.

L'éducation est un domaine stratégique pour remodeler les mentalités et former les personnes qui ont pour rôle de promouvoir et d'assurer le fonctionnement du nouveau projet sociopolitique autonome impulsé par les Kurdes partisans de l'idéologie du leader du PKK. Les programmes s'appuyant sur de nouveaux manuels scolaires représentent un changement radical par rapport au système éducatif baasiste. Ces manuels

peu ou prou le même contenu. Près de 150 personnes y travaillent en 2018 alors qu'elles n'étaient que sept en 2014.

Depuis 2013, le système éducatif a été relancé partout où les forces kurdes puis arabo-kurdes (à partir de 2016) se sont imposées. Près de 2 000 établissements scolaires, depuis 2014, ont été remis en fonctionnement par la nouvelle administration ; dans chaque endroit libéré de l'EI, des établissements ont ouvert. En 2018, ce sont près de 21 000 enseignants, issus pour certains des 15 instituts de formation des instituteurs, qui exercent dans la seule province de Djézireh. Toutes ces personnes sont payées par l'administration civile régionale autonome ; environ 60 000 livres syriennes (100 euros au taux de novembre 2018) par mois en début de carrière, plus en fonction de l'ancienneté. Un embryon universitaire a également vu le jour en 2016, l'université du Rojava, avec des centaines d'étudiants répartis dans sept établissements : deux à Rumeilan et cinq à Qamichli.

Mais l'outil de formation du personnel encadrant pour administrer les territoires sous le contrôle des FDS demeure les académies ; elles ont pour but de former du personnel pour l'administration civile autonome en lui inculquant les bases du système. Elles sont des lieux de diffusion de la vision sociétale qui tente de se construire à travers la Fédération démocratique du Nord-Syrie (FDNS) et qui doit permettre de dépasser celle modelée par le Baas. Cinq académies – Hassaké, Rumeilan, Derek (Al-Malikiyah), Amouda, Qamichli – forment des professeurs en langues kurde et arabe et des cadres administratifs aux principes de justice sociale, valeurs démocratiques, fédéralisme dans l'objectif de « reformater » un personnel issu du système baasiste et d'impulser le nouveau programme social.

La réconciliation : un enjeu pour le projet fédéral autonome

Reconstruire la société dans le nord de la Syrie passe par l'abandon des réflexes communautaires hérités des décennies passées, qui s'étaient, entre autres, cristallisés par l'exercice et le contrôle du pouvoir politique et économique d'une frange de la population : jusqu'à 2011, les Kurdes étaient marginalisés. L'objectif et l'ambition des autorités chargées du projet fédéral et démocratique sont de proposer un modèle de cohésion sociétale qui respecte chaque communauté : arabe, assyrienne, kurde... Pour cela, les élites kurdes cherchent à éviter toutes tensions avec les non-Kurdes : dans cette optique, le projet sociopolitique pour la FDNS n'est pas présenté comme un basculement des pouvoirs au bénéfice des Kurdes, ce qui serait perçu comme une revanche d'une communauté sur les autres. Par exemple, les graves contentieux entre Arabes et Kurdes issus des décennies baasistes sont laissés de côté (pour le moment) par la nouvelle administration. L'objectif est de rassembler pour éviter le piège de la discorde.

Après une période de méfiance, des membres de la communauté arabe rejoignent à partir de 2016 le projet d'administration autonome qui doit peu à peu s'ouvrir à de nouvelles populations au fur et à mesure que les forces militaires kurdes, les Unités de défense du peuple (YPG), avancent en territoire arabe aux dépens de l'EI. Les FDS sont créées pour intégrer des unités de combattants arabes issues surtout de mouvements tribaux dans un premier temps. Le Conseil démocratique syrien (CDS) voit le jour pour politiser un processus de rapprochement kurdo-arabe, au départ uniquement militaire : le projet de « Rojava » comme seul horizon est peu à peu abandonné au profit d'un projet de fédération, moins centré sur les Kurdes, même si ces derniers restent à la manœuvre.

La jeune génération arabe cherche elle aussi des salaires, en se faisant recruter par la nouvelle administration. Beaucoup d'entre eux ont rejoint les FDS, les forces de police et de sécurité intérieure. C'est un processus en marche, progressif. Le régime syrien n'a plus beaucoup de ressources dans ces régions. Il compte encore des partisans, mais il demeure isolé. Au début du conflit, beaucoup pariaient sur son retour rapide. Mais les années s'écoulent et il faut bien trouver des ressources financières pour vivre. De plus, avec la guerre contre l'EI, les combattants kurdes et arabes ont créé des liens, notamment lors de la bataille de Raqqa (juin-octobre 2017). « Retourner vers le régime » est présenté comme de plus en plus inenvisageable pour une partie des Arabes sunnites de Syrie. Avec l'exemple de l'Irak voisin, la question sunnite-chiite est devenue prégnante. La peur des milices chiites renforce le sentiment que Damas ne peut plus rien proposer dans l'immédiat, financièrement et politiquement parlant. C'est bien dans cette capacité à fournir services et salaires que l'administration autonome tente de remporter ce défi sociétal. Pour le moment, les salaires sont plus élevés dans certains territoires de la FDNS que dans les zones reprises par le régime ; les carburants y sont moins chers, la sécurité y est bonne et il n'y a pas de pénuries alimentaires. Certes, l'avenir est incertain, mais les conditions de vie sont « meilleures » que



Mur de béton construit par la Turquie sur la frontière avec la Syrie, aux environs d'Amouda, en mai 2018.

© Cyril Roussel

Nouveau poste de douane de Simalka construit en 2017 sur la frontière irako-syrienne, en mai 2018.



© Cyril Benoit

dans d'autres zones du pays. La confiance entre communautés ne sera pourtant pas facile à rétablir. Les cadres kurdes de la nouvelle administration doivent convaincre qu'il ne s'agit pas d'un projet « nationaliste ». Plus les non-Kurdes auront leur place, plus la confiance se renforcera. Mais le défi est énorme, car des forces d'opposition travaillent pour contrarier le processus et discréditer le projet en jouant sur le levier du communautarisme pour maintenir les divisions (4).

L'une des forces idéologiques du projet de fédéralisme démocratique tel qu'il est mis en œuvre dans les territoires autonomes du nord de la Syrie réside dans cette recherche (utopique ?) d'entente intercommunautaire kurdo-arabe, unique moyen du « vivre ensemble ». En même temps, celui-ci représente son principal talon d'Achille, car c'est sur ce point que ses ennemis vont interagir pour le fragiliser, en poussant notamment les Arabes à en sortir. Si le premier grand défi demeure sociétal, le second est économique.

La machine administrative : des sources de revenus limitées

En 2014, les ressources financières étaient quasi inexistantes : pas d'exploitation pétrolière ; la frontière avec l'Irak était fermée par intermittence. L'administration transitoire avait commencé avec des salaires mensuels faibles de 20 000 livres syriennes (98 euros au taux de novembre 2014) pour les fonctionnaires et 50 000 pour les cadres. Très peu de gens travaillaient alors pour l'administration autonome. En 2018, la région de Djézireh compte près de 55 000 fonctionnaires, sachant que ce chiffre exclut les forces de sécurité, les militaires et la sécurité intérieure. Les salaires commencent à 60 000 livres syriennes en début de carrière et augmentent avec l'ancienneté ; pour les

cadres, le niveau des salaires est légèrement plus haut (entre 80 000 et 95 000 livres, soit jusqu'à 160 euros au taux de novembre 2018). Il est plus élevé que dans les zones sous contrôle du régime de Damas.

Reconstruire une administration passe nécessairement par la case financière. À l'échelle de la région de Djézireh (Qamichli et Hassaké), un comité des finances est chargé de la collecte des taxes qui alimentent pour partie le budget destiné au fonctionnement du système administratif local. Kobané et Afryn (avant l'invasion turque de janvier 2018) procédaient de même, et ce, de manière autonome. Ce comité gère les taxes douanières, les revenus issus du change monétaire et les taxes sur le commerce ; il collecte et redistribue à l'administration les revenus des autres comités, comme évoqué plus loin. Un système bancaire et d'assurance n'a pas pu encore être mis en place dans le contexte juridique de non-reconnaissance de l'entité autonome. Ces entrées financières permettent de constituer le budget régional, planifié par tranches de trois mois, tant les aléas sécuritaires et géopolitiques (fermeture d'un point de passage frontalier, perte d'un territoire...) et les fluctuations du taux de change de la livre syrienne sont imprévisibles. Le paiement de l'intégralité des fonctionnaires de toute la région autonome de Djézireh se fait à travers ce comité des finances. Seules les municipalités sont financièrement indépendantes. Dans les faits, elles sont régulièrement aidées par la région pour compléter leur budget. Le financement des entités territoriales de la FDNS relève donc de quatre grands domaines : l'énergie et les ressources naturelles, l'agriculture, les taxes intérieures aux usagers et celles sur le commerce et les échanges douaniers.

Pour la Djézireh, les taxes douanières avec le Gouvernement régional du Kurdistan, en Irak, constitueraient la première source de revenus pour l'administration régionale. Ce qui fait du point de passage de Simalka, sur le Tigre, un lieu stratégique

Barrage de Thaoura,
en avril 2018.



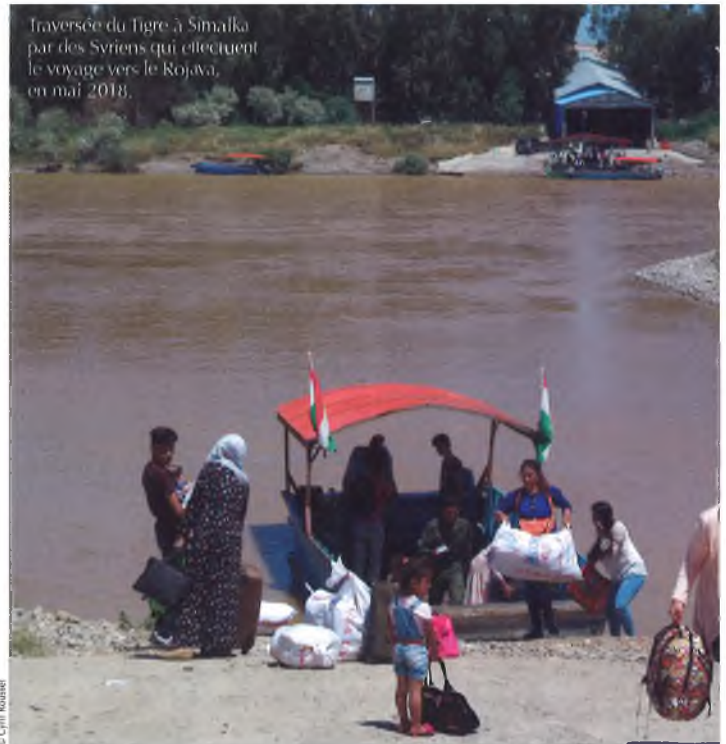
© Yann Remault

pour les échanges interkurdes. Simalka représenterait, en fonction du trafic commercial, 30 à 40 % des revenus de la Djézireh (15 millions à 25 millions d'euros par an), lieu d'autant plus important que la frontière est fermée avec la Turquie, et ce, de manière hermétique par un mur de béton de plusieurs centaines de kilomètres. Viennent ensuite les taxes, les produits agricoles et commerciaux sur le marché local, puis, enfin, les revenus au point de passage avec le régime de Damas à l'intérieur de la Syrie (entre Manbij et Alep). Compte tenu de la production, le pétrole n'est pas la source principale de financement (du moins officiellement), car il est vendu et consommé sur place au sein de la fédération. De plus, il fait l'objet d'un important trafic par de petits commerçants chargés du raffinage. Mais l'augmentation de sa production et le contrôle de sa distribution apparaissent comme des enjeux économiques et financiers de premier ordre dans un avenir proche.

Depuis 2017, les autorités de la région autonome de Djézireh parviennent à dégager un budget d'environ 17 millions d'euros par trimestre, volume qui demeure fluctuant. Il sert tout juste à payer les fonctionnaires. Notons que près de 100 000 fonctionnaires toucheraient toujours leur salaire du régime de Damas (30 000 livres syriennes), ce qui permet à une partie de la population de vivre du cumul de ces deux revenus. La plupart des fonctionnaires du régime syrien sont inactifs, mis à part dans de rares zones toujours sous le contrôle de Damas (quelques bâtiments et quartiers à Qamichli et Hassaké) ; ils ont basculé leurs activités dans les bureaux de la nouvelle administration autonome.

Comment gérer la dépendance envers l'extérieur ?

Seule l'amélioration des capacités économiques sera en mesure d'augmenter le niveau des ressources financières qui permettra à la nouvelle administration de gagner, en interne, le soutien de la population. C'est l'unique levier sur lequel les cadres politiques ont la possibilité de jouer, puisqu'ils ne peuvent



Traversée du Tigre à Simalka
par des Syriens qui effectuent
le voyage vers le Rojava,
en mai 2018.

© Cyril Roussel

prétendre à aucune aide venant de l'extérieur. Et encore, ce levier est fortement contrarié par les capacités de blocage de ses voisins qui peuvent interrompre les échanges commerciaux à tout moment. Si la Turquie applique cette stratégie de blocus depuis des années, le Kurdistan irakien et le régime de Damas sont dans une position de force également.

Par exemple, au passage de Simalka, en provenance du Kurdistan d'Irak, ce sont près de 30 à 40 camions qui entrent chaque jour pour fournir l'enclave autonome syrienne en produits alimentaires et en pièces détachées (mécaniques automobiles essentiellement). Un contrôle est réalisé du côté irakien pour interdire l'exportation vers cette partie de la Syrie de pièces pour les machines-outils nécessaires au fonctionnement d'usines et du matériel pour la pétrochimie. Damas aussi contrôle les échanges pour garder un moyen de pression (blocus sur les médicaments par exemple), ainsi que l'aide humanitaire internationale destinée aux populations déplacées : les agences des Nations unies ne reconnaissent que des États comme interlocuteurs. Depuis des années, les ONG qui désirent travailler au Kurdistan syrien et dans les zones sous contrôle des FDS opèrent depuis l'Irak. En bloquant le développement économique des régions autonomes, les voisins limitent considérablement le pouvoir de clientélisme de la nouvelle administration sur sa population. Sur le terrain, le résultat de ces blocages provoque des pénuries importantes, particulièrement dans le domaine de la production et de la distribution d'énergie (pétrole, gaz et électricité), ce qui limite les capacités de développement. Lorsque le processus d'autonomie fut lancé fin 2013, les autorités locales s'attelèrent à la remise en marche des moyens de

production d'énergie et de matières premières. Ralenti par le blocus de tous les côtés et par le manque de matériel et de main-d'oeuvre, notamment d'ingénieurs, le simple réamorçage des installations prit des mois. La production et la distribution d'électricité demeurent un problème central. Elles dépendent de deux centrales à gaz (Souaidia et Rumeilan) et des trois barrages sur l'Euphrate contrôlés par les FDS (Thaoura, Tishrin et Baas). Cumulés, ils produisent 315 mégawatts, alors que les besoins pour satisfaire l'ensemble des populations sont de l'ordre de 1 500 à 2 000 mégawatts.

La production de pétrole pour fabriquer du mazout et de l'essence, essentiels pour la population, est assurée par les gisements de Souaidia et Rumeilan. Grâce à un système de raffineries artisanales très polluantes et limitant grandement la transformation, ils permettent d'alimenter les stations-service des territoires sous contrôle des FDS en produits de mauvaise qualité. La production



clientéliser la population, financer le développement et, pourquoi pas, la reconstruction des zones touchées par la guerre (comme à Raqqa). Il pourra surtout mieux négocier sa survie sur la scène régionale et internationale.

Un modèle pérenne pour l'avenir ?

Pour la nouvelle administration du nord de la Syrie, la situation géopolitique engendre encore beaucoup trop de blocages pour espérer relever le niveau des comptes. La circulation commerciale s'effectue sous contraintes majeures ; le besoin en pièces détachées et en main-d'oeuvre qualifiée est important. Les États-Unis n'apportent pas d'aide technique ; ils sont focalisés sur l'effort militaire. Le contexte géostratégique limite donc le développement du projet d'autogestion mené par les Kurdes, modèle qu'ils souhaiteraient voir se répandre ailleurs en Syrie. On comprend mieux les stratégies de résistance et d'isolement de la Mésopotamie syrienne par ses voisins immédiats.

Le défi économique demeure la pierre angulaire de tout projet sociétal et politique nouveau. En Syrie, le début de la période postconflit commence à se profiler. On parle déjà de reconstruction et de réconciliation. Le modèle d'autonomie régionale fédérale tel que proposé par les Kurdes est bien implanté au sein de certains territoires, mais il se heurte à des résistances sociétales (communauté arabe) ; il rencontre, de plus, des limites économiques liées à sa non-reconnaissance juridique, à l'échelle tant nationale qu'internationale, bloquant ainsi toute fluidité commerciale et donc tout espoir réel d'expansion. Dépendant du contexte militaire et du parapluie américain, mais aussi des capacités de nuisance des puissances voisines sur la scène géopolitique régionale, le chemin pour parvenir à pérenniser ce modèle politico-sociétal est étroit. Pourtant, reposant sur ces leviers uniques que sont l'utopie sociétale et l'économie locale partagée, c'est toute la crédibilité du projet d'administration autonome qui est en jeu, s'il compte survivre et servir de modèle à d'autres territoires. ■

Le pont flottant sur le Tigre, construit en 2013, permet aux camions de circuler entre les régions kurdes autonomes, en novembre 2014.



© Cyril Roussel

de pétrole brut équivalait à un quart de celle d'avant 2011, soit 25 000 barils par jour au printemps 2018. Elle aurait depuis confortablement augmenté pour presque doubler à l'automne. Ainsi, une grande partie est transformée sur place pour y être commercialisée, mais une autre est transportée par camions-citernes vers Alep et les zones sous contrôle de Damas. C'est sur cette transaction que les autorités autonomes kurdes ont une petite marge de manœuvre pour alimenter leur budget.

Le défi pour la réussite du projet politico-sociétal impulsé par les Kurdes, et auquel une partie des Arabes s'est ralliée, sera économique. Celui qui pourra contrôler et augmenter les ressources financières aura les moyens de payer les salaires,

CYRIL ROUSSEL ET AIMAD HESSO

- (1) Murray Bookchin, *Pour un municipalisme libertaire*, Les éditions Atelier de création libertaire, Lyon, 2018.
- (2) L'instance englobant les institutions civiles de la FDNS est le Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM), composée de partis (dont le PYD) et d'associations civiles qui prônent un système d'autoadministration démocratique et confédéral pour les diverses composantes

de la population syrienne.

- (3) Cyril Roussel, « Le "cavalier seul" des Kurdes de Syrie », in *Orient XXI*, 27 mars 2014.

- (4) On peut citer l'exemple d'Omar Allouch, Kurde de Kobané, membre influent du Conseil civil de Raqqa, assassiné à Tal Abyad en mars 2018. Il était connu pour son travail de réconciliation entre Kurdes et Arabes.

NOTES



Hosham Dawod

Anthropologue au Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (EHESS-CNRS), directeur de l'Institut de recherches sur le Moyen-Orient du Centre d'analyse et de prévision des risques internationaux (CAPRI)



Les lignes de fracture *entre le Rojava et le Kurdistan d'Irak*

Les relations entre le Rojava ou « Kurdistan occidental », territoire autonome depuis 2014 et déclaré Fédération démocratique du Nord-Syrie (FDNS) en 2016, et le « Bashur » (Kurdistan du Sud, en Irak) ont évolué dans l'histoire récente. Elles ont été soumises aux dynamiques sociohistoriques internes au mouvement de libération nationale kurde, à des divergences idéologiques de plus en plus marquées en son sein et aux interactions différenciées avec les acteurs nationaux étatiques de la région et les puissances extrarégionales.

Le conflit syrien représente un tournant dans l'histoire du Kurdistan, avec la première expérience en Syrie d'une entité politique territorialisée autonome, plus ou moins tolérée par l'autorité étatique centrale et soutenue par les acteurs majeurs de la gestion du conflit, la Russie et les États-Unis, et ce, malgré l'opposition farouche de la Turquie et, dans une moindre mesure, celle de l'Iran. En effet, depuis 2012, au début de la guerre civile en Syrie, la formation majoritaire kurde syrienne,

le Parti de l'union démocratique (PYD), tente de développer un modèle d'orientation socialiste fédéraliste (non séparatiste) dans les zones kurdes, élargi aux autres communautés dans les terres connexes de la province de Hassaké, intégrant divers groupes militants (arabes, turkmènes, chrétiens, assyriens) au sein du Mouvement pour une société démocratique (TEV-DEM). Cette expérience survient dans un contexte violent où les forces armées du PYD, les Unités de défense du peuple (YPG) et sa branche féminine des YPJ (en tout près



© AFP/Safin Hamed

de 40 000 membres), ont dû se battre dans un premier temps contre les forces du régime de Bachar al-Assad (depuis 2000), puis contre les factions djihadistes et, de nos jours, contre les forces armées turques (et les milices syriennes soutenues par Ankara).

~ L'opposition géopolitique entre Rojava et Bashur

C'est dans un tel contexte que les relations entre le Rojava et le Bashur, du moins entre les partis dominants, PYD/TEV-DEM et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) des Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) des Talabani, prennent une tournure plutôt conflictuelle. Historiquement, les Kurdes de Syrie, qui sont peu nombreux (environ 2 millions sur un total de 18,27 millions en 2017) et n'ont pas un passé révolutionnaire, ni même insurrectionnel, dépendaient du PDK basé en Irak et du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de Turquie (dont les combattants se sont repliés en Syrie dans les années 1990, puis dans le nord de l'Irak, sur le mont Qandil). Ainsi, ils ont participé aux luttes du mouvement de libération

nationale kurde en Irak dans les années 1960 et 1970, et en Turquie dans les décennies 1980 et 1990. Ce n'est qu'à partir de 2003 que, dans un contexte de répression accrue du régime syrien contre eux, les Kurdes du Rojava mettent sur pied leur parti, le PYD, affilié au PKK.

Aussi, quand le soulèvement contre Bachar al-Assad prend de l'ampleur en 2011, le mouvement kurde ayant le plus d'influence sur les Kurdes du Rojava est le PKK plutôt que le PDK, pour des raisons de rapprochement dans la lutte armée et également pour l'attrait du modèle communaliste du PKK. Le dirigeant historique de ce dernier, Abdullah Öcalan (emprisonné en Turquie depuis 1999), en quête d'une alternative au marxisme-léninisme, nationaliste ou internationaliste, et inspiré par le philosophe américain socialiste libertaire Murray Bookchin (1921-2006), a développé ce concept de communalisme démocratique, préconisant la démocratie directe exercée à travers des communes (municipalités citoyennes et non pas communautés identitaires) regroupées en fédération.

En 2012, le PYD fait sa révolution, et ses unités combattantes, les YPG, prennent le contrôle de Kobané, Hassaké puis Afrin. Progressivement, les acteurs kurdes syriens affiliés au PDK, regroupés au sein du Conseil national kurde de Syrie (ENKS), établi en octobre 2011 par Massoud Barzani (autour d'un parti



Campagne du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani pour le « oui » au référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, à Erbil, le 25 septembre 2018.

Ci-contre, des combattants liés au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dans les rues de la ville de Sinjar, libérée en novembre 2015.

kurde syrien créé par le PDK en 1957, le PDK-S), sont marginalisés. Animé par un esprit de domination, mais redoutant également qu'une guerre civile intrakurde puisse survenir à terme en Syrie, le PYD interdit l'entrée au Rojava de l'ENKS et de ses combattants (5 000 recrues à l'origine, encadrées par les *peshmerga* du PDK et Ankara), y compris lors de la défense de Kobané, fin 2014-début 2015. Le PDK et ses affiliés kurdes syriens sont soupçonnés d'avoir laissé faire les djihadistes pour affaiblir les YPG et obtenir plus d'armements auprès des États-Unis (et éventuellement leur approbation pour la création d'un Kurdistan indépendant afin de contrer le djihadisme régional). Le PDK est également critiqué pour son manque de combativité lors de la prise de contrôle de Sinjar par l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech), abandonnant les yézidis à leur sort tragique – Daech a finalement été repoussé par une offensive terrestre conjointe YPG-PKK en 2014-2015. En outre, ce qui est considéré comme inacceptable par le PYD est l'attitude favorable du PDK envers Ankara.

Quant à la formation kurde syrienne soutenue par l'UPK, le Parti démocratique progressiste kurde de Syrie (PDPKS, créé en 1965, en faveur de la séparation), il n'a jamais joué un rôle notable auprès du PYD ni dans l'évolution du conflit actuel,

notamment parce qu'il a pris parti successivement pour tous les acteurs en présence, le gouvernement syrien, l'Armée syrienne libre (ASL), le PYD et l'ENKS.

Une alliance différenciée avec Washington

À l'automne 2018, les YPG, appuyées par les États-Unis, contrôlent près du tiers de la Syrie, l'ensemble de la région nord-est (même si Afrin a été perdu face aux forces turques en mars 2018), où se trouvent les deux tiers de la production pétrolière syrienne et une grande partie de la production agricole (45 % des céréales, 80 % du coton). La relation avec les États-Unis a amplifié l'opposition entre le PYD et le PDK. En effet, si dans un premier temps Washington a tenté de contrôler les YPG en les subordonnant aux *peshmerga* du PDK, la coopération militaire américano-kurde sur le terrain est passée directement par le PYD.

Les États-Unis tentent d'entretenir des relations plus équilibrées entre le PYD et le PDK, mais l'implantation de ce dernier

au Kurdistan irakien a une dimension stratégique de long terme. D'une part, sa présence sur le terrain et son pouvoir de négociation en Syrie dépendent de sa relation avec les Kurdes du Rojava et leurs alliés des Forces démocratiques syriennes (FDS). D'autre part, Erbil demeure et demeurera un allié objectif, quels que soient sa forme de gouvernance, ses relations avec Bagdad et avec ses voisins, les lignes rouges étant l'indépendance, des alliances trop poussées avec l'Iran et la Turquie, le jeu ambigu avec les djihadistes.

Pour sa part, le PYD n'entretient de relations ni avec la Turquie ni avec l'Iran et rejette le djihadisme ou toute forme d'extrémisme religieux. Il prétend que sa relation avec les États-Unis n'est qu'une tactique, en adéquation avec les réalités de la situation historique actuelle, tout comme l'est celle avec Moscou, qui tente de maintenir des liens avec les FDS, refuse de considérer le PYD comme parti terroriste et est favorable à une certaine forme d'autonomie du Rojava – qui sera négociée sans doute selon un accord de démilitarisation/désescalade dans certaines zones et de retrait des forces étrangères combattantes au profit de forces d'interposition.

Le Rojava a besoin des Américains pour résister militairement à Ankara et faire pression sur le régime de Bachar al-Assad, et des Russes pour établir une formule politique postconflit qui sera favorable au fédéralisme. En conséquence, pour ce qui est du partenariat stratégique à long terme, Washington mise plus

consulat américain du monde). Pour Washington, Erbil constitue un barrage contre le continuum Golfe-Levant de la présence militaire iranienne, et ce, quel que soit le niveau de rapprochement avec Téhéran des gouvernements à venir à Bagdad.

Les divergences idéologiques entre le Rojava et le Bashur

La base idéologique du PYD est celle du PKK, c'est-à-dire une version marxisante du communalisme qui se veut démocratique et autogestionnaire et qui rejette la toute-puissance du modèle statonational au profit d'une démocratie directe exercée par les citoyens à travers l'autogestion communale. Ce n'est pas l'anarchisme qui exclut l'État en bloc, mais une approche selon laquelle ce n'est pas l'État qui est instituant, mais le peuple (entendu comme l'ensemble des citoyens et non pas le peuple ethnique ou le peuple nation). Les communes sont liées par cette vision de la politique et exercent leur souveraineté à travers des conseils communaux, des parlements locaux, et peuvent s'intégrer dans un ensemble politique plus large (qu'elles sont vouées à influencer démocratiquement) au niveau fédéral ou confédéral. Le modèle économique communal est proche du modèle socialiste dirigiste, planificateur et redistributeur, et reconnaît la propriété privée (il est donc *a priori* contre les nationalisations systématiques et les réformes agraires collectivistes). L'éducation est idéologiquement marquée, ce qui a valu au PYD de s'opposer aux chrétiens catholiques de la région de Hassaké, qui ne veulent pas renoncer à l'indépendance des programmes de leurs établissements – la fin de l'enseignement « christianisé » est considérée comme un danger pour le maintien de la présence chrétienne dans la région, certains chrétiens redoutant même la fin du contrôle (la protection ?) par Damas. Les communes du Rojava regroupent environ 3 millions de citoyens divers, pour la majorité kurdes, mais aussi turkmènes, assyriens, yézidis, arabes, chrétiens et sunnites, citadins et ruraux/tribaux. Cette diversité engendre des compromis quant aux visées idéologiques communalistes démocratiques. Ainsi, si le modèle patriarcal est combattu par la mise en avant du rôle politique des femmes dans la vie sociale autant que leur rôle dans la résistance armée, on peut imaginer que les traditions demeurent un obstacle majeur, notamment en milieu rural/tribal. Par ailleurs, le niveau d'expression citoyenne est limité par le contexte de la lutte armée qui induit un certain autoritarisme (de surveillance accrue face aux risques qualifiés d'infiltrations ennemies, de gouvernance par défaut remplissant un vide postconflit). On peut également s'interroger sur la viabilité d'une expérience dans un milieu régional hostile – comment mettre en œuvre une production agroécologique si la question de l'eau n'est pas réglée au niveau interétatique avec la Turquie ? Comment gérer les mégaprojets énergétiques transnationaux sans aval ni légitimité étatique ? Etc.

La question de l'avenir de l'expérience de la FDNS est double : est-ce que le sujet révolutionnaire qui s'est construit à travers la lutte armée et l'établissement du communalisme dans les



sur Erbil que sur le Rojava : si son aide militaire actuelle à ce dernier est importante, avec environ 2 000 soldats, des bases, des radars, des systèmes de défense antiaérienne et un équipement sophistiqué donné aux commandos antiterroristes des YPG, elle est plus pérenne à Erbil – avec une forte présence en matière de bases militaires et transferts d'armements (formation et équipement de deux nouvelles brigades de *peshmerga*, 400 millions de dollars d'aide militaire en 2016, 290 millions en 2017, 365 millions en 2018), et de représentation diplomatique (le plus grand

zones libérées du djihadisme et du baasisme pourra devenir un sujet citoyen pacifié (posant le problème de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration) ? Est-ce que l'expérience ne sera pas limitée/contrée/dénaturée par les données de la résolution politique du conflit syrien : quelle forme de fédéralisme, quel pouvoir central, quelle force militaire d'autodéfense résiduelle, quel rôle pour les puissances régionales et extrarégionales ?

Le modèle de gouvernance mis en place au Bashur par le PDK, voire le tandem PDK-UPK, est bien éloigné d'un modèle rationnel libéral démocratique. La base nationaliste elle-même paraît remise en cause tant l'alliance avec l'adversaire historique turc semble contre-nature et les limites de la solidarité pankurde sont avérées (y compris sur le territoire irakien à Sinjar). La qualification la plus adaptée de cette gouvernance serait l'expression anglo-saxonne de « *crony-capitalism* », où les profits sont privatisés par les clans dominants, les pertes étatisées (y compris au niveau fédéral), la paix sociale achetée par l'emploi pléthorique dans la fonction publique, et la contestation de la société civile systématiquement réprimée. L'expérience de la gouvernance PDK-UPK a bientôt trente ans et commence à s'essouffler avec une montée progressive de mouvements protestataires qui réclament plus de transparence, d'accès à la décision citoyenne, de fin de la corruption, en premier lieu du népotisme institué par les deux clans dominants, les Barzani et les Talabani.

Pour autant, les Kurdes du Bashur pourraient-ils être attirés par l'expérience communaliste du Rojava ? Rien n'est moins sûr. L'influence culturelle est palpable, car les Kurdes syriens réfugiés à Erbil ont amené avec eux un vent de liberté (surtout les femmes, qui ont féminisé des endroits publics, tels les cafés, les boutiques) et leur vision critique du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) en Irak fait écho à

la protestation kurde irakienne. Mais le fédéralisme, proche du confédéralisme *de facto*, est déjà une réalité pour les Kurdes du Bashur et ne s'est pas avéré être une voie vers plus de démocratie ; quant au communalisme, les conditions révolutionnaires pour le mettre en œuvre n'existent pas au Bashur. La reprise en main sécuritaire de Bagdad à Kirkouk et dans les territoires disputés après l'annulation du référendum sur l'indépendance en septembre 2017, l'incursion des forces iraniennes en septembre 2018 (à 20 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, occupant depuis le mont Surin, au nord de Souleimaniye), tout autant que la crise économique, ont plutôt eu comme effet de remettre en cause le nationalisme kurde tel qu'il a été instrumentalisé par le système PDK-UPK.

Des objectifs différents en Irak et en Syrie

On peut établir que les Kurdes du Rojava et les Kurdes du Bashur sont dirigés par des acteurs idéologiquement et géopolitiquement opposés, mais que tous vont devoir faire face à une période de transition marquée par l'incertitude et l'éternelle problématique du revirement possible des alliances composées avec les pays régionaux et occidentaux. Or, si aucun de ces acteurs géostratégiquement déterminant n'a intérêt à voir émerger un État kurde indépendant, la solution du fédéralisme (plutôt que du confédéralisme, peu réaliste) est peut-être en passe de devenir une réalité tant en Irak qu'en Syrie. En Irak, des aspects constitutionnels majeurs, tels le statut des territoires disputés, la répartition du budget fédéral et la loi sur le pétrole, peuvent être à nouveau à l'ordre du jour dans un contexte de reconstruction et de réconciliation nationale, alors qu'en Syrie, la question de l'autonomie d'une région kurde est centrale dans la négociation pour le règlement politique du conflit. ■

HOSHAM DAWOD

Des Kurdes d'Erbil célèbrent la victoire du référendum pour l'indépendance, le 25 septembre 2017.



LES COMBATTANTES KURDES DANS LE REGARD MÉDIATIQUE : UNE FASCINATION OCCIDENTALE

Par Jamila Fizazi

Critique cinéma pour la revue Moyen-Orient

La seconde guerre civile irakienne (2013-2017) et la guerre syrienne (depuis 2011) ont pour point commun de compter la « question kurde » parmi leurs complexes enjeux. Ces conflits ont engendré une conséquence inattendue : les productions culturelles traitant du rôle joué par les militantes kurdes se sont multipliées. On peut citer, entre autres exemples, les documentaires *Terre de Roses* (2016), de Zaynè Akyol, *Kurdistan, la guerre des filles* (2016), de Mylène Sauloy, *Filles du feu* (2017), de Stéphane Breton, le film de fiction *Les Filles du soleil* (2018), d'Eva Husson, la pièce de théâtre *Mon ange* (2017), de Henry Naylor. Comment expliquer cette fascination pour la question kurde, pourtant brûlante au Moyen-Orient depuis le début du XX^e siècle ? (1)

Si l'assassinat à Paris, en janvier 2013, de trois militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a attiré les regards de nombreux médias, c'est surtout la résistance militaire kurde à l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech) dans le Rojava, en Syrie, et le Sinjar, dans le Kurdistan irakien, qui a passionné l'opinion publique. L'EI est l'ennemi public numéro un de l'Occident en cette seconde décennie du XXI^e siècle, du fait des barbares attentats perpétrés sur le territoire européen depuis 2014 et de la nature idéologique meurtrière et obscurantiste du mouvement. Toutefois, tout ennemi de Daech, que cela soit l'armée de Bachar al-Assad (depuis 2000) ou le Hezbollah libanais, ne gagne pas l'affection de l'opinion publique occidentale. Ce sont les brigades féminines (YPJ) des Unités de défense du peuple (YPG), branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), organisation sœur du PKK en Syrie, qui semblent fasciner ; leur devise, « Femmes ! Vie ! Liberté ! », séduit autant qu'elle casse de préjugés.

Des femmes en armes

Les YPJ, ces « filles du feu » ou « du soleil », dans le langage cinématographique européen, sont ardentes, brûlantes, vivantes. Elles montrent un autre visage de la femme au Moyen-Orient : loin du stéréotype de la veuve de guerre éplorée, ces *pehmerga* prennent les armes pour défendre leurs droits aux côtés de leurs homologues masculins, et il n'est pas rare qu'elles soient aux commandes. Les djihadistes de l'EI craignent de mourir sous leurs balles, car, tous martyrs qu'ils soient, leur idéologie établit que les projectiles d'une femme ferment les portes du paradis. Pour une fois que les préjugés sexistes jouent en faveur des femmes, les YPJ ne boudent pas leur plaisir. Le documentaire *Filles du feu*, de Stéphane Breton, est issu des centaines d'heures de *rushes* qu'il a rapportés de huit mois passés au Rojava, vagabondant, caméra à l'épaule,



dans les montagnes syriennes avec les YPG. En opposition au classique reportage de guerre, il capture avec pudeur la tragédie dans laquelle évoluent les *pehmerga*, sans s'y résigner. Leur camaraderie et leur combativité émeuvent, l'autorité douce et efficace des commandantes conquiert. Il livre des images brutes, sans commentaires, sans voix off intimant ses émotions au spectateur. Stéphane Breton dévoile une tendre déclaration d'amour au peuple kurde et à ces femmes.

Une fois la liberté garantie et les armes déposées, l'idéal défendu par la révolution kurde, d'inspiration marxiste-léniniste, est un modèle de société égalitaire, féministe et écologiste, récusant le modèle patriarcal qui gangrène le Moyen-Orient. Prônant le « confédéralisme démocratique », l'idéologie du PKK aspire à l'émancipation de son peuple, y compris des femmes. Pour autant, certains affirment que l'histoire du mouvement n'est pas sans comporter de dérives autoritaires. Dans *La commune du Rojava : L'alternative kurde à l'État-nation*, de Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (dir., Éditions Syllepse, 2017), les auteurs rappellent que les partis kurdes concurrents du PKK sont réprimés et marginalisés du champ politique et que le culte du chef, Abdullah

Öcalan (fondateur du PKK emprisonné en Turquie depuis 1999), est dans l'ADN de la lutte pour l'autonomie kurde. En témoigne l'un des slogans les plus populaires du Rojava : « *Bê serok jîyan nebê* » (« Sans chef il n'y a pas de vie possible »). Le reportage *Syrie : Les amazones de Raqqa* (2017), de Miyuki Droz Aramaki et Marine Pradel, fait preuve d'un certain scepticisme à l'égard de cette vision idéalisée : la journaliste y rencontre des combattantes impliquées dans la libération de la ville, en octobre 2017, en commentant : « Ces recrues féminines sont mises en avant par les Kurdes pour séduire l'Occident », mais sans dévaloriser pour autant leur rôle au front. De cette utopie politique à appréhender avec nuances, que retenir ? Les femmes kurdes sont-elles utilisées par la cause qu'elles défendent pour séduire les médias étrangers, ou sont-elles les actrices de leur propre libération ? À l'heure où il importe de réviser nos prismes d'appréhension de la question féminine afin de les défaire des automatismes victimaires et instrumentalistes, privilégions la seconde option. ■

JAMILA FIZAZI

Note

(1) Boris James, « Les années PKK », in *En attendant Nadeau*, 22 février 2018.